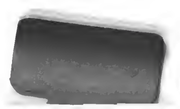

ALLI





PRÉCIS

DE L'ART DE LA GUERRE,

OU

NOUVEAU TABLEAU ANALYTIQUE.

Ire PARTIE.

PRÉCIS

DE

L'ART DE LA GUERRE,

OU

NOUVEAU TABLEAU ANALYTIQUE

DES PRINCIPALES COMBINAISONS DE LA STRATÉGIE, DE LA GRANDE TACTIQUE ET DE LA POLITIQUE MILITAIRE,

PAR

LE BARON DE **JOMINI**,

GÉNÉRAL EN CHEF,

Aide-de-camp Général de S. M. L'EMPEREUR de toutes les Russies.

Nouvelle Édition,

Considérablement augmentée.



Ire PARTIE.

PARIS,

CHEZ **ANSELIN**, LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,

RUE ET PASSAGE DAUPHINE, 36.

1837.

A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

DE TOUTES LES RUSSIES,

ETC., ETC., ETC.

Sire,

VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE, *dans Sa juste sollicitude pour tout ce qui peut contribuer aux progrès & à la propagation des sciences, daigna ordonner la traduction en langue russe de mon* **Traité des grandes Opérations militaires,** *pour les Instituts de la Couronne.*

Jaloux de répondre aux vues bienveillantes de **VOTRE MAJESTÉ,** *je crus devoir augmenter cet ouvrage d'un* **Tableau analytique,** *qui lui servirait de complément. Ce premier essai, publié en 1830, remplissait le but pour lequel il avait été rédigé. Mais j'ai pensé dès lors qu'en élargissant un peu son cadre, il serait possible de le rendre plus utile et d'en faire un ouvrage complet par lui-même. Je crois avoir obtenu ce résultat.*

Malgré son peu d'étendue ce Précis renferme aujourd'hui toutes les combinaisons que le général d'armée et l'homme d'état peuvent faire pour la conduite d'une guerre: jamais objet si important ne fut traité dans un cadre à la fois plus resserré & plus à la portée de tous les lecteurs.

Je prends la liberté de faire hommage de ce Précis à **VOTRE MAJESTÉ IMPÉRIALE,** *en La suppliant de vouloir bien l'accueillir avec indulgence. Mes voeux seraient comblés si ce travail pouvait mériter les suffrages d'un Juge aussi éclairé; d'un Monarque aussi versé dans l'art important qui élève & conserve les empires.*

Je suis avec vénération,

Sire,

De Votre Majesté Impériale

Le plus humble & fidèle serviteur,

GÉNÉRAL **JOMINI.**

St.-Pétersbourg, 6 Mars 1837.

AVERTISSEMENT.

Il y a de la témérité peut être à publier un ouvrage sur la guerre, au moment où les apôtres de la paix perpétuelle sont seuls écoutés. Mais la fièvre industrielle et l'accroissement des richesses qu'on en espère, ne seront pas toujours les seules divinités auxquelles les sociétés sacrifieront. La guerre est à jamais un mal nécessaire, non seulement pour élever ou sauver les états, mais encore pour garantir même le corps social de dissolution, comme l'a si judicieusément observé l'illustre Ancillon dans son brillant Tableau des révolutions du système politique Européen.

Je me décide donc à la publication de ce Précis, en le faisant précéder de quelques explications sur les diverses métamorphoses qu'il a subies, et sur ce qui les a motivées.

S. M. l'Empereur ayant ordonné de traduire mon Traité des grandes opérations militaires, qui n'avait jamais été terminé comme ouvrage d'ensemble, je résolus d'abord d'en remplir les lacunes en rédigeant, en 1829, le Tableau analytique des principales com-

binaisons de la guerre. Exécuté un peu précipitamment, et conçu dans l'unique but de servir d'annexe à mon susdit Traité, ce premier essai ne dut point être considéré comme un ouvrage séparé.

Appelé l'année dernière à lui donner quelques développemens pour le faire servir à l'instruction d'un auguste prince, je le rendis assez complet pour lui accorder un brevet d'émancipation et en faire un ouvrage indépendant de tout autre.

Plusieurs articles nouveaux sur les guerres d'opinions et nationales, sur la direction suprême des opérations de la guerre, sur le moral des armées, sur les lignes de défense, sur les zônes et lignes d'opérations, sur les réserves stratégiques et les bases passagères, enfin sur la stratégie dans la guerre des montagnes, sur la manière de juger les mouvemens de l'ennemi et sur les grands détachemens, en ont fait un ouvrage tout à fait neuf, sans parler des nombreuses améliorations faites aux autres articles. Toutefois, malgré ces changemens, il parut d'abord sous son ancien titre; mais cédant à l'opinion des libraires mêmes, je me convainquis de la nécessité de lui en donner un nouveau pour le distinguer des essais partiels qui l'avaient précédé. Je le nommai donc *Précis de l'art de la guerre ou nouveau tableau analytique*, etc.

Je donne la seconde édition de ce Précis, comme mon dernier mot sur les hautes combinaisons spécu-

latives de la guerre : elle sera encore augmentée de plusieurs articles intéressans, sur les bases et fronts d'opérations, sur la logistique ou art pratique de mouvoir les armées, sur les grandes invasions lointaines, sur les lignes stratégiques, les manœuvres pour tourner les lignes de batailles. Outre cela, presque tous les autres articles ont reçu de nouveaux développemens.

N'ayant pu pousser plus loin les investigations sur les détails pratiques de l'art, auxquelles mon cadre et mon but se réfusaient également, j'ai indiqué les ouvrages où ces détails se trouvent enseignés autant que la chose est faisable. C'est à bien appliquer les combinaisons spéculatives de la grande guerre que tous ces détails doivent tendre; mais chacun procédera naturellement à cette application selon son caractère, son génie, sa capacité : ici les préceptes deviennent difficiles et ne servent que de jalons approximatifs.

Je serai heureux si mes lecteurs trouvent dans ce livre, les bases essentielles de ces combinaisons, et s'ils l'accueillent avec bienveillance. Je demande grâce pour son style, surtout pour les éternelles répétitions d'expressions techniques : aujourd'hui que l'art de faire des phrases court les rues, chacun a le droit d'être difficile ; mais le mérite réel d'un ouvrage didactique plein de définitions compliquées, est incontestablement celui d'être clair, or pour y réussir il faut se résoudre à ces fréquentes répétitions de

mots et même d'idées que rien ne saurait remplacer, et ne point viser à l'élégance des phrases.

On me reprochera peut être d'avoir poussé un peu loin la manie des définitions, mais je l'avoue je m'en fais un mérite; car pour poser les bases d'une science jusqu'ici peu connue, il est essentiel de s'entendre avant tout sur les diverses dénominations qu'il faut donner aux combinaisons dont elle se compose, autrement il serait impossible de les désigner et de les qualifier. Je ne dissimule pas que quelques-unes des miennes pourraient être encore améliorées, et comme je n'ai aucune prétention à l'infaillibilité, je suis tout prêt à admettre le premier celles qui seraient plus satisfaisantes. Enfin si j'ai cité souvent les mêmes évènemens comme exemple, je m'y suis décidé pour la commodité des lecteurs qui n'ont pas toutes les campagnes dans leur mémoire ou dans leur bibliothèque. Il suffira ainsi de connaître les évènemens cités pour rendre les démonstrations intelligibles, une plus grande série de preuves ne manquera pas à ceux qui connaissent l'histoire militaire moderne.

G. J.

Le 6 Mars, 1837.

NOTICE

SUR LA THÉORIE ACTUELLE DE LA GUERRE

ET SUR SON UTILITÉ.

Le précis de l'art de la guerre, que je soumets au public fut rédigé dans l'origine pour l'instruction d'un auguste prince, et graces aux nombreuses additions que je viens d'y faire, je me plais à croire qu'il sera digne de sa destination. Afin d'en mieux faire apprécier le but, je crois devoir le faire précéder de quelques lignes sur l'état actuel de la théorie de la guerre. Je serai forcé de parler un peu de moi et de mes œuvres; j'espère qu'on me le pardonnera, car il eût été difficile d'exposer ce que je pense de cette théorie, et la part que je puis y avoir prise, sans dire comment je l'ai conçue moi-même.

Ainsi que je l'ai dit dans mon chapitre de principes, publié isolément en 1807, *L'art de la guerre a existé de tous les temps,* et la stratégie surtout fut la même

sous César comme sous Napoléon. Mais l'art, confiné dans la tête des grands capitaines, n'existait dans aucun traité écrit. Tous les livres ne donnaient que des fragmens de systèmes, sortis de l'imagination de leurs auteurs, et renfermant ordinairement les détails les plus minutieux (pour ne pas dire les plus niais), sur les points les plus accessoires de la tactique, la seule partie de la guerre, peut-être, qu'il soit impossible de soumettre à des règles fixes.

Parmi les modernes, Feuquières, Folard et Puiségur avaient ouvert la carrière ; le premier par des relations critiques et dogmatiques fort intéressantes; le second par ses commentaires sur Polybe et son traité de la colonne; le troisième par un ouvrage qui fut je crois le premier essai de logistique, et une des premières applications de l'ordre oblique des anciens.

Mais ces écrivains n'avaient pas pénétré bien avant dans la mine qu'ils voulaient exploiter, et pour se faire une idée juste de l'état de l'art au milieu du XVIII[me] siècle, il faut lire ce qu'écrivait le maréchal de Saxe dans la préface de ses Rêveries.

« La guerre, *disait-il*, est une science couverte de té« nèbres, au milieu desquelles on ne marche point d'un « pas assuré; la routine et les préjugés en sont la base, « suite naturelle de l'ignorance.

(*) Feuquières ne fut pas assez apprécié par ses contemporains, du moins comme écrivain, il avait l'instinct de la stratégie comme Folard celui de la tactique, et Puiségur celui de la logistique.

«Toutes les sciences ont des principes, la guerre seule «n'en a point encore: les grands capitaines qui ont «écrit ne nous en donnent point; il faut être consommé «pour les comprendre.

«Gustave Adolphe a créé une méthode, mais on s'en «est bientôt écarté, parce qu'on l'avait apprise par rou«tine. Il n'y a donc plus que des usages, *dont les prin«cipes nous sont inconnus.*»

Ceci fut écrit vers le temps où Frédéric-le-Grand préludait à la guerre de sept ans par ses victoires de Hohenfriedberg, de Soor, etc. Et le bon maréchal de Saxe, au lieu de percer ces ténèbres dont il se plaignait avec tant de justice, se complaisait lui-même à rédiger des systèmes pour habiller les soldats en blouses de laine, pour les former sur quatre rangs, dont deux armés de piques; enfin pour proposer des fusils-canons qu'il nommait des *amusettes*, et qui méritaient vraiment ce titre par les plaisantes images dont ils étaient entourés.

A la suite de ces guerres de sept ans, quelques bons ouvrages parurent: Frédéric lui-même, non content d'être grand roi, grand capitaine, grand philosophe et grand historien, se fit aussi auteur didactique par son instruction à ses généraux. Guichard, Turpin, Maizeroy, Menil-Durand, soutinrent des controverses sur la tactique des anciens comme sur celle de leur temps, et donnèrent quelques traités intéressans sur ces matières. Turpin commenta Montécuculi et Végéce; le marquis de Silva en Piémont, Santa Cruz en Espagne, avaient

aussi discuté quelques parties avec succès; enfin d'Escremeville ébauchait une histoire de l'art, qui n'était pas dénuée de mérite. Mais tout cela ne dissipait nullement les ténèbres dont se plaignait le vainqueur de Fontenoy.

Un peu plus tard vinrent Grimoard, Guibert et Lloyd: les deux premiers firent faire des progrès à la tactique des batailles et à la logistique. (*) Ce dernier souleva dans ses intéressans mémoires des questions importantes de stratégie, qu'il laissa malheureusement enfouies dans un dédale de détails minutieux sur la tactique de formation, et sur la philosophie de la guerre. Mais quoique l'auteur n'ait résolu aucune de ces questions de manière à en faire un système lié, il faut lui rendre la justice de dire que le premier il montra la bonne route. Toutefois sa relation de la guerre de sept ans, dont il n'acheva que deux campagnes, fut plus instructive (pour moi du moins), que tout ce qu'il avait écrit de dogmatique.

L'Allemagne produisit, dans cet intervalle entre la guerre de sept ans et celle de la révolution, une multitude d'écrits plus ou moins étendus sur différentes branches secondaires de l'art, qu'ils éclairèrent d'une faible lueur. Thielke et Faesch publièrent en Saxe, l'un des fragmens sur la castramétation, l'attaque des camps et positions, l'autre un recueil de maximes sur les par-

(*) Guibert, dans un chapitre excellent sur les *marches*, effleura la stratégie, mais il ne tint point ce que ce chapitre promettait.



ties accessoires des opérations de la guerre. Scharnhorst en fit autant dans le Hanovre: Warnery publia en Prusse un assez bon ouvrage sur la cavalerie: le baron Holzendorf un autre sur la tactique de manœuvres. En Autriche, le comte de Kevenhuller donna des maximes sur la guerre de campagne et sur celles des siéges. Mais rien de tout cela ne donnait une idée satisfaisante des hautes branches de la science.

Enfin il n'y eut pas jusqu'à Mirabeau qui, revenu de Berlin, publia un énorme volume sur la tactique prussienne, aride répétition du règlement pour les évolutions de peloton et de ligne, auxquelles on avait la bonhommie d'attribuer la plus grande partie des succès de Frédéric !! Si de pareils livres ont pu contribuer à propager cette erreur, il faut avouer toutefois qu'ils contribuèrent aussi à perfectionner l'ordonnance de 1791 sur les manœuvres, seul résultat qu'il était possible d'en espérer.

Tel était l'état de l'art de la guerre au commencement du XIXme siècle, lorsque Porbeck, Venturini et Bulow publièrent quelques brochures sur les premières campagnes de la révolution. Le dernier surtout fit une certaine sensation en Europe par son esprit du système de guerre moderne, œuvre d'un homme de génie, mais qui n'était qu'ébauchée, et qui ajoutait peu de chose aux premières notions données par Lloyd. Dans le même temps parut aussi en Allemagne, sous le titre modeste d'introduction à l'étude de l'art militaire, un ouvrage précieux de M. de Laroche-Aymon, véritable encyclo-

pédie pour toutes les branches de l'art, excepté pour la stratégie qui n'y est qu'à peine indiquée; mais malgré cette lacune, ce n'en est pas moins un des ouvrages classiques les plus complets et les plus recommandables.

Je ne connaissais pas encore ces deux derniers livres lorsqu'après avoir quitté le service helvétique comme chef de bataillon, je cherchais à m'instruire par moi-même, en lisant avec avidité toutes ces controverses qui avaient agité le monde militaire dans la dernière moitié du XVIIIme siècle; commençant par Puiségur, finissant par Menil-Durand, et Guibert, et ne trouvant partout que des *systèmes* plus ou moins complets de la tactique des batailles, qui ne pouvaient donner qu'une idée imparfaite de la guerre, parce qu'ils se contredisaient tous d'une manière déplorable.

Je me rejetai alors sur les ouvrages d'histoire militaire pour chercher, dans les combinaisons des grands capitaines, une solution que ces systèmes des écrivains ne me donnaient point. Déjà les relations de Frédéric-le-Grand avaient commencé à m'initier dans le secret qui lui avait fait remporter la victoire miraculeuse de Leuthen (Lissa). Je m'aperçus que ce secret consistait dans la manœuvre très simple de porter le gros de ses forces sur une seule aile de l'armée ennemie; et Lloyd vint bientôt me fortifier dans cette conviction. Ensuite je retrouvai la même cause aux premiers succès de Napoléon en Italie, ce qui me donna l'idée *qu'en appliquant par la stratégie, à tout l'échiquier d'une guerre, ce même*

principe que Frédéric avait appliqué aux batailles, on aurait la clef de toute la science de la guerre.

Je ne pus douter de cette vérité en relisant ensuite les campagnes de Turenne, de Marlborough, d'Eugène de Savoie, et en les comparant à celles de Frédéric, que Tempelhoff venait de publier avec des détails si pleins d'intérêt quoique un peu lourds et par trop répétés. Je compris alors que le maréchal de Saxe avait eu bien raison de dire qu'en 1750 il n'y avait point de principes posés sur l'art de la guerre, mais que beaucoup de ses lecteurs avaient aussi bien mal interprété sa préface en concluant qu'il avait pensé que ces principes n'existaient pas.

Convaincu que j'avais saisi le vrai point de vue sous lequel il fallait envisager la théorie de la guerre pour en découvrir les véritables règles, et quitter le champ toujours si incertain des systèmes personnels, je me mis à l'œuvre avec toute l'ardeur d'un néophyte.

J'écrivis dans le courant de l'année 1803 un volume que je présentai d'abord à M. d'Oubril, secrétaire de la légation russe à Paris, puis ensuite au maréchal Ney. Mais l'ouvrage stratégique de Bulow, et la relation historique de Lloyd traduite par Roux-Fazillac, m'étant tombés alors entre les mains, me déterminèrent à suivre un autre plan. Mon premier essai était un traité didactique sur les ordres de batailles, les marches stratégiques, et les lignes d'opérations; il était aride de sa nature et tout coupé de citations historiques qui, groupées par

espèces, avaient l'inconvénient de présenter ensemble dans un même chapitre, des évènemens souvent séparés par un siècle entier; Lloyd surtout me convainquit que la relation critique et raisonnée de toute une guerre avait l'avantage de conserver de la suite et de l'unité dans le recit et dans les évènemens, sans nuire à l'exposition des maximes, puisqu'une série de dix campagnes suffit amplement pour présenter l'application de toutes les maximes de guerre possibles. Je brûlai donc mon premier travail, et recommençai avec le projet de donner la suite de la guerre de sept ans, que Lloyd n'avait pas achevée. Ce mode me convenait d'autant mieux, que je n'avais que 24 ans et peu d'expérience, tandis que j'allais m'attaquer à beaucoup de préjugés et à de grandes réputations un peu usurpées, ensorte qu'il me fallait le puissant appui des évènemens que je laisserais parler pour ainsi dire eux-mêmes. Je m'arrêtai donc à ce dernier plan, qui me paraissait d'ailleurs mieux convenir à toutes les classes de lecteurs. Sans doute un traité didactique eut été préférable, soit pour un cours public, soit pour retracer avec plus d'ensemble les combinaisons de la science un peu éparses dans la narration de ces campagnes; mais quant à moi, je dois avouer que j'ai beaucoup plus profité de la lecture attentive d'une campagne raisonnée que de tous les ouvrages dogmatiques possibles, et mon livre publié en 1805 était destiné à des officiers d'un grade supérieur, non à des écoliers. La guerre d'Autriche, survenue la même année, ne me permit pas de donner à l'ouvrage tous

les soins désirables, et je ne pus exécuter qu'une partie de mon projet.

Quelques années après l'archiduc préluda à son bel ouvrage par un in-folio sur la grande guerre, où le génie du maître se montrait déjà. Vers le même temps parut une *petite* brochure sur la stratégie, par le major Wagner, alors au service d'Autriche, cet essai, rempli de vues sages, promettait que l'auteur donnerait un jour quelque chose de plus complet, ce qu'il vient de tenir tout recemment. En Prusse le général Scharnhorst commença aussi à sonder ces questions avec succès.

Enfin, dix ans après mon premier traité des grandes opérations, parut l'important ouvrage de l'archiduc Charles, qui réunit les deux genres didactique et historique ce prince ayant d'abord donné un petit volume de maximes stratégiques, puis quatre volumes d'histoire critique sur les campagnes de 1796 et 1799 pour développer l'application pratique. Cet ouvrage, qui fait autant d'honneur à l'illustre prince que les batailles qu'il a gagnées, mit le complément aux bases de la science stratégique, dont Lloyd et Bulow avaient soulevé le premier voile, et dont j'avais indiqué les premiers principes en 1805 dans un chapitre sur les lignes d'opérations, et en 1807 dans un chapitre sur les principes fondamentaux de l'art de la guerre, imprimé isolément à Glogau en Silésie.

La chute de Napoléon, en rendant beaucoup d'officiers studieux aux loisirs de la paix, devint comme le

signal de l'apparition d'une foule d'écrits militaires dans tous les genres. Le général Rogniat donna matière à controverse en voulant ramener le système des légions, ou des divisions de la république, et en attaquant le système un peu aventureux de Napoléon. L'Allemagne fut surtout fertile en ouvrages dogmatiques, Xilander en Bavière, Théobald et Muller dans le Wurtemberg; Wagner, Decker, Hoyer et Valentini en Prusse, publièrent différens livres, qui ne présentaient au fond que la répétition des maximes de l'archiduc et des miennes, avec d'autres développemens d'application.

Bien que plusieurs de ces auteurs aient combattu mon chapitre des lignes d'opérations centrales avec plus de subtilité que de succès réel, et que d'autres aient été parfois trop compassés dans leurs calculs, on ne saurait refuser à leurs écrits les témoignages d'estime qu'ils méritent, car tous contiennent plus ou moins des vues excellentes.

En Russie, le général Okounief traita l'article important de l'emploi combiné ou partiel des trois armes, qui fait la base de la théorie des combats, et il rendit par là un service réel aux jeunes officiers.

En France, Gay-Vernon, Jacquinot de Presle et Roquancourt, publièrent des cours qui ne manquaient pas de mérite.

Dans ces entrefaites, je m'étais assuré par ma propre expérience qu'il manquait, à mon premier traité, un recueil de maximes pareil à celui qui précède l'ouvrage de l'archiduc; ce qui m'engagea à publier, en 1829, la

première esquisse de ce tableau analytique, en y ajoutant deux articles intéressans sur la politique militaire des états.

Je profitai de cette occasion pour défendre les principes de mon chapitre sur les lignes d'opérations que plusieurs écrivains avaient mal saisis, et cette polémique amena du moins des définitions plus rationnelles, tout en maintenant les avantages réels des opérations centrales.

Un an après la publication de ce tableau analytique, le général prussien de Clausewitz mourut, en laissant à sa veuve le soin de publier des œuvres posthumes qu'on a présentées comme des ébauches non achevées. Cet ouvrage fit grande sensation en Allemagne, et pour ma part je regrette qu'il ait été écrit avant que l'auteur connût mon Précis de l'art de la guerre, persuadé qu'il lui eût rendu quelque justice.

On ne saurait contester au général Clausewitz une grande instruction, et une plume facile; mais cette plume, parfois un peu vagabonde, est surtout trop prétentieuse pour une discution didactique, dont la simplicité et la clarté doivent être le premier mérite. Outre cela l'auteur se montre par trop sceptique en fait de science militaire: son premier volume n'est qu'une déclamation contre toute théorie de guerre; tandis que les deux volumes suivans, pleins de maximes théoriques, prouvent que l'auteur croit à l'efficacité de ses doctrines s'il ne croit pas à celles des autres.

Quant à moi, je l'avoue, je n'ai su trouver dans ce savant labyrinthe qu'un petit nombre d'idées lumineuses et d'articles remarquables; et loin d'avoir partagé le scepticisme de l'auteur, aucun ouvrage n'aurait contribué plus que le sien à me faire sentir la nécessité et l'utilité des bonnes théories, si j'avais jamais pu les révoquer en doute: il importe seulement de bien s'entendre sur les limites qu'on doit leur assigner pour ne pas tomber dans un pédantisme pire que l'ignorance; (*) il faut surtout bien distinguer la différence qui existe *entre une théorie de principes et une théorie de systèmes.*

On objectera peut être que, dans la plupart des articles de ce Précis, je reconnais moi-même qu'il y a peu de règles absolues à donner sur les divers objets dont ils traitent: je conviens de bonne foi de cette vérité, mais cela veut-il dire qu'il n'y ait pas de théorie? Si sur 45 articles les uns ont dix maximes positives, les autres une ou deux seulement, n'est ce pas assez de 150 à 200 règles pour formuler un corps fort respectable de doctrines stratégiques ou tactiques? Et si à celles-la vous ajoutez la multitude de préceptes qui souffrent plus ou moins d'exceptions, n'aurez-vous pas plus de dogmes qu'il n'en faut pour fixer vos opinions sur toutes les opérations de la guerre?

(*) Un homme ignorant, doué d'un génie naturel, peut faire de grandes choses; mais le même homme, bourré de fausses doctrines étudiées à l'école, et farci de systèmes pédantesques, ne fera rien de bon, à moins qu'il n'oublie ce qu'il avait appris.

A la même époque où Clausewitz semblait ainsi s'appliquer à saper les bases de la science, un ouvrage d'une nature tout opposée paraissait en France, c'est celui du marquis de Ternay, émigré Français au service d'Anglcterre. Ce livre est sans contredit le plus complet qui existe sur la tactique des batailles, et s'il tombe quelquefois dans un excès contraire à celui du général prussien, en formulant en doctrines des détails d'exécution souvent inexécutables à la guerre, on ne peut lui refuser un mérite vraiment remarquable, et un des premiers rangs parmi les tacticiens.

Je n'ai fait mention dans cette esquisse que des traités généraux et non des ouvrages particuliers sur les armes spéciales. Les œuvres de Montalembert, de St.-Paul, de Bousmard, de Carnot, d'Aster, de Blesson, ont fait faire des progrès à l'art des siéges et de la fortification. Les écrits de Laroche-Aymon, Muller et Bismarck ont aussi éclairé maintes questions sur la cavalerie. Dans un journal dont je n'ai eu malheureusement connaissance que six ans après sa publication, le dernier a cru devoir attaquer moi et mes œuvres, parce que j'avais dit, sur la foi d'un illustre général, que les Prussiens lui réprochaient d'avoir copié, dans sa dernière brochure, l'instruction inédite du gouvernement à ses généraux de cavalerie. En blâmant mes œuvres M^r le général Bismark a usé de son droit, non seulement à titre de représailles, mais parce que tout livre est fait pour être jugé et controversé. Cependant au lieu de répondre au reproche et d'articuler un seul grief, il a trouvé

2

plus simple de riposter par des injures, auxquelles un militaire ne repliquera jamais dans des livres, qui doivent avoir une autre destination que de recueillir des personnalités. Ceux qui compareront la présente notice aux ridicules prétentions que me prête Mr le général B....... jugeront entre nous.

Il est assez extraordinaire de m'accuser d'avoir dit que l'art de la guerre n'existait pas avant moi, lorsque dans le chapitre de Principes publié en 1807, dont j'ai parlé ci-dessus, et qui eut un certain succès dans le monde militaire, la première phrase commençait par ces mots «*L'art de la guerre a existé de temps immémorial*»..... Ce que j'ai dit c'est qu'il n'y avait pas de livres qui proclamassent l'existence des principes généraux, et en fissent l'application par la stratégie à toutes les combinaisons d'un théâtre de la guerre : j'ai dit que j'avais le premier tenté cette démonstration, que d'autres ont perfectionnée dix ans après moi, sans cependant qu'elle soit encore complète. Ceux qui nieraient cette vérité ne seraient pas de bonne foi.

Du reste je n'ai jamais sali ma plume en attaquant personnellement les hommes studieux qui se dévouent pour la science, et si je n'ai pas partagé leurs dogmes, je l'ai exprimé avec modération et impartialité, il serait à désirer qu'on en agit toujours de la sorte. Revenons à notre sujet.

L'artillerie depuis Gribeauval et d'Urtubie a eu son aide-mémoire, et une foule d'ouvrages particuliers au nombre desquels on distingue Decker, Paixhans, Dedon,

Hoyer, Ravichio et Rouvroy. Les discussions de plusieurs auteurs, entr'autres celles du marquis de Chambray et du général Okounieff sur les feux de l'infanterie. Enfin les dissertations d'une foule d'officiers consignés dans les intéressans journaux militaires de Vienne, de Berlin, de Munich, de Stuttgard et de Paris, ont contribué aussi aux progrès successifs des parties qu'ils ont discutées. (*)

Quelques essais ont été tentés aussi pour une histoire de l'art, depuis les anciens jusqu'à nos jours. Tranchant-Laverne l'a fait avec esprit et sagacité, mais incomplètement. Carion-Nisas, trop verbeux pour les anciens, médiocre pour l'époque de la renaissance jusqu'à celle de la guerre de sept ans, a complètement échoué sur le système moderne. Roquancourt a traité les mêmes sujets avec plus de succès. Le major prussien Ciriaci et son continuateur ont fait mieux encore. Enfin le capitaine Blanch, officier napolitain, a fait une analyse intéressante des différentes périodes de l'art écrit, et de l'art pratiqué.

D'après cette nombreuse nomenclature des écrivains modernes on jugera que le maréchal de Saxe, s'il revenait parmi nous, serait fort surpris de la richesse actuelle de notre littérature militaire, et il ne se plaindrait plus des ténèbres qui couvrent la science. Désor-

---

(*) Au nombre des rédacteurs de ces écrits on doit signaler MM. Scheel e Proketsch comme ayant contribué à la juste réputation du journal militaire autrichien.

mais les bons livres ne manqueront pas à ceux qui voudront étudier, car aujourd'hui on a des principes, tandis qu'on n'avait au XVIIIme siècle que des méthodes ou des systèmes.

Cependant, il faut en convenir, pour rendre la théorie aussi complète que possible, il manque un ouvrage important, qui selon toute apparence manquera encore long-temps; ce serait un examen bien approfondi des quatres différens systèmes suivis depuis un siècle: celui de la guerre de sept ans; celui des premières campagnes de la révolution; celui des grandes invasions de Napoléon; enfin celui de Wellington. De cet examen comparé il faudrait déduire un système mixte, propre aux guerres régulières, qui participât des méthodes de Frédéric et de celles de Napoléon; ou pour mieux dire, il faudrait développer un double système pour les guerres ordinaires de puissance à puissance et pour les grandes invasions. J'ai esquissé un aperçu de cet important travail dans l'art. 24, chapitre III; mais comme le sujet exigerait des volumes entiers, j'ai dû me borner à indiquer la tâche à celui qui se sentira le courage et le loisir de la bien remplir, et qui serait en même temps assez heureux pour trouver la justification de ces doctrines mixtes, dans de nouveaux évènemens qui lui serviraient de preuves.

En attendant, je terminerai cette esquisse rapide par une profession de foi sur les polémiques dont ce tableau et mon premier traité ont été le sujet. En pesant tout ce qui a été dit pour ou contre, en mettant en parallèle

les immenses progrès faits dans la science depuis trente ans, avec l'incrédulité de M. Clausewitz, je crois être en droit de conclure que l'ensemble de mes principes et des maximes qui en dérivent a été mal saisi par plusieurs écrivains; que les uns en ont fait l'application la plus erronnée; que d'autres en ont tiré des conséquences exagérées qui n'ont jamais pu entrer dans ma tête, car un officier-général, après avoir assisté à douze campagnes, *doit savair que la guerre est un grand drame, dans lequel mille causes morales ou physiques agissent plus ou moins fortement, et qu'on ne saurait réduire à des calculs mathématiques.*

Mais je dois également l'avouer sans détour, vingt ans d'expérience n'ont fait que me fortifier dans les convictions ci-après:

«Il existe un petit nombre de principes fondamentaux de la guerre, dont on ne saurait s'écarter sans danger, et dont l'application au contraire a été presque en tout temps couronnée par le succès:

«Les maximes d'application dérivant de ces principes sont aussi en petit nombre, et, si elles se trouvent quelquefois modifiées selon les circonstances, elles peuvent néanmoins servir en général de boussole à un chef d'armée pour le guider dans la tâche, toujours difficile et compliquée, de conduire de grandes opérations au milieu du fracas et du tumulte des combats.

«Le génie naturel saura sans doute, par des inspirations heureuses, appliquer les principes aussi bien que ne pourrait le faire la théorie la plus étudiée; mais une

théorie simple, dégagée de tout pédantisme, remontant aux causes sans donner de systèmes absolus, basée en un mot sur quelques maximes fondamentales, suppléera souvent au génie, et servira même à étendre son développement en augmentant sa confiance dans ses propres inspirations.

«De toutes les théories sur l'art de la guerre, la seule raisonnable est celle qui, fondée sur l'étude de l'histoire militaire, admet un certain nombre de principes régulateurs, mais laisse au génie naturel la plus grande part dans la conduite générale d'une guerre, sans l'enchaîner par des règles exclusives.

«Au contraire, rien n'est plus propre à tuer le génie naturel et à faire triompher l'erreur, que ces théories pédantesques, basées sur la fausse idée que la guerre est une science positive, dont toutes les opérations peuvent être réduites à des calculs infaillibles.

«Enfin les ouvrages métaphysiques et sceptiques de quelques écrivains ne réussiront pas non plus à faire croire qu'il n'existe aucune règle de guerre, car leurs écrits ne prouvent absolument rien contre des maximes appuyées sur les plus brillans faits d'armes modernes, et justifiées par les raisonnemens mêmes de ceux qui croient les combattre.»

J'espère qu'après ces aveux on ne saurait m'accuser de vouloir faire de cet art une mécanique à rouages déterminés, ni de prétendre au contraire que la lecture d'un seul chapitre de principes puisse donner, au premier venu, le talent de conduire une armée. Dans tous

les arts comme dans toutes les situations de la vie, *le savoir* et *le savoir-faire* sont deux choses tout à fait différentes, et si l'on réussit souvent par le dernier seulement, ce n'est jamais que la réunion des deux qui constitue un homme supérieur et assure un succès complet. Cependant, pour ne pas être accusé de pédantisme, je me hâte d'avouer que, par *savoir*, je n'entends point une vaste érudition; il ne s'agit pas de *savoir beaucoup* mais de *savoir bien;* de savoir surtout ce qui se rapporte à la mission qui nous est donnée.

Je fait des vœux pour que mes lecteurs, bien pénétrés de ces vérités, accueillent avec bienveillance ce nouveau Précis, qui aujourd'hui peut, je crois, être offert comme le livre le plus convenable à l'instruction d'un prince ou d'un homme d'état

G. J.

Je n'ai pas cru devoir faire mention dans la notice ci-dessus, des ouvrages historiques militaires, qui ont signalé notre époque, parce qu'au fond ils n'entraient pas dans le sujet que j'avais à traiter. Cependant, comme ceux de notre époque ont aussi contribué aux progrès de la science, en cherchant à expliquer les causes de succès, on me permettra d'en dire quelques mots.

L'histoire purement militaire est un genre ingrat et difficile, car pour être utile aux hommes de l'art, elle exige des détails non moins arides que minutieux, mais nécessaires pour bien faire juger des positions et des mouvemens. Aussi jusqu'à l'ébauche imparfaite de

la guerre de sept ans que Lloyd a donnée, tous les écrivains militaires n'étaient pas sortis de l'ornière des relations officielles ou des panégyriques plus ou moins fatigans.

Les historiens militaires du XVIII[e] siècle qui avaient tenu le premier rang, étaient : Dumont, Quincy, Bourcet, Pezay, Grimoard, Retzow et Tempelhof, le dernier surtout avait fait en quelque sorte école, bien que son ouvrage soit un peu surchargé de détails sur les marches et les campemens : détails fort bons sans doute pour les jours de combat, mais fort inutiles dans l'histoire de toute une guerre, puisqu'ils se représentent presque chaque jour sous la même forme.

L'histoire purement militaire a fourni en France comme en Allemagne des écrits si nombreux depuis 1792, que la nomenclature seule formerait une brochure; je signalerai néanmoins ici les premières campagnes de la révolution par Grimoard; celles du général Gravert; les mémoires de Suchet et de Saint-Cyr; les fragmens de Gourgaud et de Montholon; la grande entreprise des victoires et conquêtes sous la direction du général Beauvais; la collection précieuse des batailles du colonel Wagner et celle du major Kaussler. La guerre d'Espagne par Napier, celle d'Egypte par Reynier. Les campagnes de Souvoroff par Laverne, les relations partielles de Stutterheim, de Labaume. (*)

(*) On pourrait citer encore les relations intéressantes de Saintine, de Mortonval, de Lapenne, Lenoble, Lafaille, ainsi que

L'histoire, à la fois politique et militaire, offre plus d'attrait, mais est aussi beaucoup plus difficile à bien traiter et se concilie difficilement avec le genre didactique, car pour ne pas tuer sa narration on doit supprimer précisément tous ces détails qui font le mérite d'une relation de guerre.

Depuis bien des siècles l'histoire politique et militaire n'avait eu jusqu'à la chute de Napoléon qu'un seul ouvrage vraiment remarquable; celui de Frédéric-le-Grand, intitulé: *Histoire de mon temps* (*). Ce genre qui demande à la fois un style élégant, et des connaissances vastes et profondes en histoire et en politique, exige aussi un génie militaire suffisant pour bien juger les évènemens. Il faudrait décrire les rapports ou les intérêts des états comme Ancillon, et raconter les batailles comme Napoléon ou Frédéric, pour produire un chef-d'œuvre dans ce genre. Si nous attendons encore ce chef-d'œuvre, il faut convenir que quelques bons ouvrages ont paru depuis 30 ans: au nombre de ceux-ci nous devons mettre la guerre d'Espagne de Foy; le Précis des évènemens militaires de

---

celles du major prussien Spahl sur la Catalogne, du baron Volderndorf sur les campagnes des Bavarois, et une foule d'autres écrits de même nature.

(*) Plusieurs historiens politiques, comme Ancillon, Ségur père, Karamsin, Guichardin, Archenholz, Schiller, Daru, Michaud, Salvandy, ont raconté aussi avec talent bien des opérations de guerre, mais on ne saurait les compter au nombre des écrivains militaires.

Mathieu-Dumas, et les manuscrits de Fain, bien que le second manque de points de vue fermes et que le dernier pêche par trop de partialité. Ensuite viennent les ouvrages de M. Ségur fils, écrivain plein de verve et de vues sages, qui nous a prouvé par l'histoire de Charles VIII, qu'avec un peu plus de naturel dans le style il pourrait enlever aux précédens la palme historique du grand siècle, qui attend encore son Polybe. Au troisième rang nous mettrons les histoires de Toulongeon et de Servan. (*)

Enfin il est un troisième genre; celui de l'histoire critique, appliquée aux principes de l'art et plus spécialement affectée à développer les rapports des évènemens avec ces principes. Feuquières et Lloyd en avaient indiqué le chemin sans avoir eu beaucoup d'imitateurs jusqu'à la révolution. Ce dernier genre moins brillant dans ses formes, n'en est peut être que plus utile dans ses résultats; surtout quand la critique n'est pas poussée jusqu'à un rigorisme qui la rendrait souvent fausse et injuste.

Depuis 20 ans cette histoire, moitié didactique moitié critique, a fait de plus grands progrès que les autres, ou du moins elle a été cultivée avec plus de succès et a produit des résultats incontestables. Les

(*) Je ne parle pas de la vie politique et militaire de Napoléon racontée par lui-même, attendu qu'on a dit que j'en étais l'auteur; quant à celles de Norvins et de Tibeaudeau, elles ne sont point militaires.

campagnes publiées par l'archiduc Charles, celles anonymes du général Muffling, les relations partielles des généraux Pelet, Boutourlin, Clausewitz (*), Okounieff, Valentini, Ruhle; celles de MM. de Laborde, Koch, de Chambrai, Napier: enfin les fragmens publiées par MM. Wagner et Scheel dans les intéressans journaux de Berlin et de Vienne, ont tous plus ou moins concouru au développement de la science de la guerre. Peut être me serait-il permis aussi de revendiquer une petite part à ce résultat en faveur de ma longue histoire critique et militaire des guerres de la révolution et des autres ouvrages historiques que j'ai publiés; car, spécialement rédigés pour prouver le triomphe permanent de l'application des principes, ces ouvrages n'ont jamais manqué de ramener tous les faits à ce point de vue dominant, et sous ce rapport du moins ils ont eu quelques succès (**); j'en appele pour appuyer

(*) Les ouvrages de Clausewitz ont été incontestablement utiles quoique souvent ce soit moins par les idées de l'auteur que par les idées contraires qu'il fait naître. Ils eussent été plus utiles encore si un style prétentieux et pédantesque ne les rendait pas fréquemment inintelligibles. Mais si comme auteur didactique il a plus soulevé de doutes qu'il n'a dévoilé de vérités, comme historien critique il a été plagiaire peu scrupuleux; pillant ses devanciers, copiant leurs réflexions et disant ensuite du mal de leurs œuvres après les avoir travesties sous d'autres formes. Les personnes qui auront lu ma campagne de 1799. publiée dix ans avant la sienne, ne nieront pas mon assertion, car il n'est pas une de mes reflexions qu'il n'ait répétée.

(**) On a pu reprocher bien des longueurs à quelques-uns de ces volumes, mais il est difficile de contenter tous les gouts en

cette assertion, à la piquante analyse critique de la guerre de la succession d'Espagne, donnée par M. le capitaine Dumesnil.

Graces à ce concours des ouvrages didactiques et de l'histoire critique, l'enseignement de la science n'est plus aussi difficile, et les professeurs qui seraient embarrassés aujourd'hui de faire de bons cours avec mille exemples pour les appuyer, seraient de tristes professeurs. Il ne faut pas en conclure néanmoins que l'art en soit arrivé au point de ne pas faire un pas de plus vers la perfection. Il n'y a rien de parfait sous le soleil!! Et si l'on rassemblait, sous la présidence de l'archiduc Charles ou de Wellington, un comité composé de toutes les notabilités stratégiques et tactiques du siècle, avec les plus habiles généraux du génie et de l'artillerie, ce comité ne parviendrait pas encore à faire une théorie parfaite absolue et immuable, sur toutes les parties de la guerre, notamment sur la tactique!!

---

fait de relations militaires: les uns veulent tous les détails possibles, et les autres n'en veulent pas. J'avoue que séduit par l'école de Tempelhof, j'ai trop abondé dans le sens des premiers. Ces détails sont bons pour une relation de campagne isolée mais non pour une guerre. Je me suis bien corrigé de ce défaut dans les derniers ouvrages.

PRÉCIS

DE L'ART DE LA GUERRE.

Définition de l'art de la guerre.

L'ART de la guerre, tel qu'on le conçoit généralement, se divise en cinq branches purement militaires; *la stratégie, la grande tactique, la logistique, l'art de l'ingénieur* et *la tactique de détail;* mais il est une partie essentielle de cette science qu'on en a, mal à propos, exclue jusqu'à présent, c'est la *politique de la guerre* (*). Bien que celle-ci tienne à la science

(*) Il n'existe, à ma connaissance, que bien peu d'ouvrages sur cette matière : le seul même qui en porte le titre, c'est la *Politique de la guerre*, par Hay du Chatelet (1767). On y trouve qu'une armée voulant passer par un pont de pierres, doit le faire

de l'homme d'état plus particulièrement qu'à celle du guerrier, depuis qu'on a imaginé de séparer la toge de l'épée, on ne peut disconvenir toutefois que, si elle est inutile à un général subalterne, elle est indispensable à tout général commandant en chef une armée : elle entre dans toutes les combinaisons qui peuvent déterminer une guerre, et dans celles des opérations qu'on pourrait entreprendre : dès-lors elle appartient nécessairement à la science que nous traitons.

D'après ces considérations, il semble que l'art de la guerre se compose réellement de six parties bien distinctes.

La 1re est la politique de la guerre.

La 2me est la stratégie, ou l'art de bien diriger les masses sur le théâtre de la guerre, soit pour l'invasion d'un pays, soit pour la défense du sien.

La 3me est la grande tactique des batailles et des combats.

---

visiter par des charpentiers et des architectes, et que Darius n'eût pas été vaincu si, au lieu d'opposer toutes ses forces à Alexandre, il ne l'eût combattu qu'avec la moitié! Étonnantes maximes de politique militaire!! Maizeroy a eu quelques idées tout aussi vagues dans ce qu'il nomme la dialectique de la guerre. Lloyd est entré le plus avant dans la question; mais combien son ouvrage laisse à désirer, et combien il a reçu de démentis par les évènemens inouis de 1792 à 1815!!

La 4me est la logistique ou l'application pratique de l'art de mouvoir les armées. (*).

La 5me est l'art de l'ingénieur, l'attaque et la défense des places.

La 6me est la tactique de détail.

On pourrait même y ajouter la philosophie ou la partie morale de la guerre; mais il paraît plus convenable de la réunir dans une même section avec la politique.

Nous nous proposons d'analyser les principales combinaisons des quatre premières parties, notre but n'étant point de traiter la tactique de détail, ni l'art de l'ingénieur qui fait une science à part.

Pour être un bon officier d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, il est inutile de connaître toutes ces parties également bien; mais pour devenir un général, ou officier d'état-major distingué, cette connaissance est indispensable. Heureux sont ceux qui la possèdent, et les gouvernemens qui savent les mettre à leur place!

(*) J'expliquerai à l'article 41 les motifs qui m'avaient déterminé à parler d'abord de la logistique sous un point de vue plus secondaire, on me saura gré j'espère des nouveaux rapports sous lesquels je l'ai envisagée.

CHAPITRE I.

DE LA POLITIQUE DE LA GUERRE.

Nous donnerons ce titre aux combinaisons par lesquelles un homme d'état doit juger lorsqu'une guerre est convenable, opportune, ou même indispensable, et déterminer les diverses opérations qu'elle nécessitera pour atteindre son but.

Un état est amené à la guerre :

Pour revendiquer des droits ou pour les défendre.

Pour satisfaire à de grands intérêts publics, tels que ceux du commerce, de l'industrie et de tout ce qui concerne la prospérité des nations.

Pour soutenir des voisins dont l'existence est nécessaire à la sûreté de l'état ou au maintien de l'équilibre politique.

Pour remplir les stipulations d'alliances offensives et défensives.

Pour propager des doctrines, les comprimer ou les défendre.

Pour étendre son influence ou sa puissance, par des acquisitions nécessaires au salut de l'état.

Pour sauver l'indépendance nationale menacée.

Pour venger l'honneur outragé.

Par manie des conquêtes et par esprit d'invasion.

On juge que ces différentes espèces de guerre, influent un peu sur la nature des opérations qu'elles exigeront pour arriver au but proposé, sur la grandeur des efforts qu'il faudra faire à cet effet, et sur l'étendue des entreprises qu'on sera à même de former.

Sans doute chacune de ces guerres pourra être offensive ou défensive; celui même qui en serait le provocateur sera peut-être prévenu et réduit à se défendre, et l'attaqué pourra prendre aussitôt l'initiative s'il a su s'y préparer. Mais il y aura encore d'autres complications provenant de la situation respective des partis.

1° On fera la guerre seul contre une autre puissance.

2° On la fera seul contre plusieurs états alliés entr'eux.

3° On la fera avec un puissant allié contre un ennemi seul.

4° On sera la partie principale de la guerre, ou auxiliaire seulement.

5° Dans ce dernier cas, on interviendra dès le début de la guerre ou au milieu d'une lutte déjà plus ou moins engagée.

6° Le théâtre pourra être transporté sur le pays ennemi, sur un territoire allié, ou dans son propre pays.

7° Si on fait la guerre d'invasion, elle peut être voisine ou lointaine, sage et mesurée, ou extravagante.

8° La guerre peut être nationale, soit contre nous soit contre l'ennemi.

9° Enfin il existe des guerres civiles et religieuses également dangereuses et déplorables.

La guerre une fois décidée, sans doute il faut la faire selon les principes de l'art, mais on conviendra toutefois qu'il y aura une grande différence dans la nature des opérations qu'on entreprendra, selon les diverses chances que l'on est appelé à courir. Par exemple, deux cent mille Français, voulant soumettre l'Espagne, soulevée contr'eux comme un seul homme, ne manœuvreront pas comme 200 mille Français voulant marcher sur Vienne, ou toute autre capitale, pour y dicter la paix (1809); et l'on ne fera pas, aux guérillas de Mina, l'honneur de les com-

battre comme on a combattu à Borodino (*). Sans aller prendre des exemples si loin; pourrait-on dire que les 200 mille Français dont nous venons de parler dûssent également marcher sur Vienne quelque fût l'état moral des gouvernemens et des populations entre le Rhin et l'Inn et entre le Danube et l'Elbe. On conçoit qu'un régiment doive toujours se battre à peu près de même, mais il n'en est pas ainsi des généraux en chef.

A ces différentes combinaisons, qui appartiennent plus ou moins à la politique diplomatique, on peut en ajouter d'autres, qui n'ont de rapport qu'à la conduite des armées. Nous donnerons à celles-ci le nom de *politique militaire*, ou *philosophie de la guerre*, car elles n'appartiennent exclusivement ni à la diplomatie, ni à la stratégie, et n'en sont pas moins de la plus haute importance dans les plans d'un cabinet, comme dans ceux d'un général d'armée. Commençons par analyser les combinaisons qui se rapportent à la diplomatie.

(*) Ceci en reponse à M. le major Proketsch, qui, malgré son érudition bien connue, a cru pouvoir soutenir que la politique de la guerre ne saurait influer sur les opérations, et que l'on doit toujours faire la guerre de même.

ART. I. *Des guerres offensives pour revendiquer des droits.*

Lorsqu'un état a des droits sur un pays voisin, ce n'est pas toujours une raison pour les réclamer à main armée. Il faut consulter les convenances de l'intérêt public avant de s'y déterminer.

La guerre la plus juste sera celle qui, fondée sur des droits incontestables, offrira encore à l'état des avantages positifs, proportionnés aux sacrifices et aux chances auxquelles il s'expose. Mais il se présente malheureusement de nos jours tant de droits contestables et contestés, que la plupart des guerres, quoique fondées en apparence sur des héritages, des testaments, des mariages, ne sont plus réellement que des guerres de convenance. La question de la succession d'Espagne sous Louis XIV était la plus naturelle en droit, puisqu'elle reposait sur un testament solennel, appuyé sur des liens de famille et sur le vœu général de la nation espagnole; néanmoins ce fut la plus contestée par toute l'Europe: elle produisit une coalition générale contre le légataire légitime.

Frédéric II, profitant d'une guerre de l'Autriche contre la France, évoque de vieux parchemins, entre en Silésie à main armée, et s'empare de cette riche

province qui double la force de la monarchie prussienne. Le succès et l'importance de cette résolution en firent un coup de maître; car, si Frédéric n'eût pas réussi, il eût été toutefois injuste de l'en blâmer; la grandeur de l'entreprise et son opportunité pouvaient excuser une telle irruption, autant qu'une irruption est excusable.

Dans une pareille guerre, il n'y a pas de règles à donner: *savoir attendre et profiter est tout.* Les opérations offensives doivent être proportionnées au but proposé. La première est naturellement celle d'occuper les provinces revendiquées; on peut ensuite pousser l'offensive selon les circonstances et les forces respectives, afin d'obtenir la cession désirée en menaçant l'adversaire chez lui; tout dépend des alliances qu'on aura su se ménager, et des moyens militaires des deux partis. L'essentiel dans une pareille offensive, c'est d'avoir un soin scrupuleux de ne pas éveiller la jalousie d'un tiers qui viendrait au secours de la puissance qu'on se propose d'attaquer. C'est à la politique à prévoir ce cas et à détourner une intervention, en donnant toutes les garanties nécessaires à ses voisins.

ART. II. *Des guerres défensives en politique et offensives militairement.*

Un état attaqué par son voisin, qui réclame de vieux droits sur une province, se décide rarement à la céder sans combattre, et par pure conviction de la réalité de ces droits; il préfère défendre le territoire qu'on lui demande, ce qui est toujours plus honorable et plus naturel. Mais au lieu de demeurer passivement sur la frontière en attendant son agresseur, il peut lui convenir de prendre l'initiative ou l'offensive; tout dépend alors des positions militaires réciproques.

Il y a souvent de l'avantage à faire la guerre d'invasion; il y en a souvent aussi à attendre l'ennemi chez soi. Une puissance fortement constituée chez elle, qui n'a point de motifs de divisions, ni de craintes d'une agression tierce sur son propre territoire, trouvera toujours un avantage réel à porter les hostilités sur le sol ennemi. D'abord, elle évitera le ravage de ses provinces, ensuite, elle fera la guerre aux dépens de son adversaire, puis elle mettra toutes les chances morales de son côté, en excitant l'ardeur des siens, et frappant au contraire l'ennemi de stupeur dès le début de la guerre.

Cependant, sous le point de vue purement militaire, il est certain qu'une armée opérant dans son propre pays, sur un échiquier dont tous les obstacles naturels ou artificiels sont en sa faveur et en son pouvoir, où toutes ses manœuvres sont libres et secondées par le pays, par ses habitans et ses autorités, peut en espérer de grands avantages.

Ces vérités, qui semblent incontestables, sont susceptibles d'être appliquées à toute espèce de guerre ; mais si les principes de la stratégie sont immuables, il n'en est pas de même des vérités de la politique de la guerre, qui subissent des modifications par l'état moral des peuples, les localités, les hommes qui sont à la tête des armées et des états. Ce sont ces nuances diverses qui ont accrédité l'erreur grossière qu'il n'y a pas de règles fixes à la guerre. Nous espérons prouver que la science militaire a des principes, qu'on ne saurait violer sans être battu, lorsqu'on a affaire à un ennemi habile : c'est la partie politique et morale de la guerre qui seule offre des différences qu'on ne saurait soumettre à aucun calcul positif, mais qui sont susceptibles d'être soumises néanmoins à des calculs de probabilités. Il faut donc modifier les plans d'opérations selon les circonstances, bien que pour exécuter ces plans, il faille rester fidèle aux principes de l'art. On conviendra, par exemple, qu'on ne saurait combiner une guerre contre la France, l'Autriche ou la Russie, comme

une guerre contre les Turcs, ou toute nation orientale dont les hordes braves, mais indisciplinées, ne sont susceptibles d'aucun ordre, d'aucune manœuvre raisonnable, ni d'aucune tenue dans les revers.

Art. III. *Des guerres de convenance.*

L'invasion de la Silésie par Frédéric II fut une guerre de convenance; celle de la succession d'Espagne également.

Il y a deux sortes de guerres de convenance, celles qu'un état puissant peut entreprendre pour se donner des limites naturelles, pour obtenir un avantage politique ou commercial extrêmement important; celles qu'il peut faire pour diminuer la puissance d'un rival dangereux, ou empêcher son accroissement. Ces dernières rentrent, il est vrai, dans les guerres d'intervention; il n'est pas probable qu'un état attaque seul un rival dangereux; il ne le fera guère que par coalition, à la suite de conflits provenant de relations avec un tiers.

Toutes ces combinaisons étant du ressort de la politique plutôt que de la guerre, et les opérations militaires rentrant dans les autres catégories que

nous traiterons, nous passerons sous silence le peu que l'on aurait à dire sur ce sujet.

Art. IV. *Des guerres avec ou sans alliés.*

Il est naturel que toute guerre avec un allié soit préférable à une guerre sans alliés, en supposant d'ailleurs toutes les autres chances égales. Sans doute un grand état sera plus sûr de réussir que deux états moins forts qui s'allieraient contre lui ; mais encore vaut-il mieux avoir le renfort d'un de ses voisins que de lutter seul ; non seulement on se trouve renforcé de tout le contingent qu'il vous fournit, mais on affaiblit l'ennemi dans une proportion plus grande encore, car celui-ci n'aura pas seulement besoin d'un corps considérable pour l'opposer à ce contingent, il devra encore surveiller des portions de son territoire, qui sans cela eussent été à l'abri d'insulte. On s'assurera dans le paragraphe suivant qu'il n'y a pas de petits ennemis, ni de petits alliés, qu'un grand état, tel redoutable qu'il soit, puisse impunément dédaigner : vérité que du reste l'on ne saurait mettre en doute, sans dénier tous les enseignemens de l'histoire.

Art. V. *Des guerres d'intervention* (*).

De toutes les guerres qu'un état puisse entreprendre, la plus convenable, la plus avantageuse pour lui, est certainement la guerre d'intervention dans une lutte dejà engagée. La cause en sera facile à comprendre : un état qui intervient de la sorte, met dans la balance tout le poids de sa puissance en commun avec la puissance pour laquelle il intervient; il y entre quand il veut, et lorsque le moment est le plus opportun pour donner une action décisive aux moyens qu'il y apporte.

Il est deux sortes d'interventions; la première est celle qu'un état cherche à introduire dans les affaires intérieures de ses voisins; la seconde est d'intervenir à propos dans ses relations extérieures.

Les publicistes n'ont jamais été bien d'accord sur le droit d'intervention intérieure; nous ne disputerons pas avec eux sur le point de droit, mais nous dirons que le fait est souvent arrivé. Les Romains durent une partie de leur grandeur à ces interventions, et l'empire de la compagnie anglaise dans

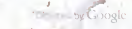
(*) Cet article a été écrit en 1829.

l'Inde ne s'explique pas autrement. Les interventions *intérieures* ne réussissent pas toujours : la Russie doit en partie le développement de sa grandeur à celle que ses souverains surent apporter dans les affaires de Pologne ; l'Autriche, au contraire, faillit périr pour avoir voulu intervenir dans les affaires intérieures de la révolution française. Ces sortes de combinaisons ne sont pas de notre ressort.

L'intervention dans les *relations extérieures* de ses voisins est plus légitime, plus naturelle et plus avantageuse peut-être. En effet, autant il est douteux qu'un état ait le droit de se mêler de ce qui se passe dans le *for* intérieur de ses voisins, autant on lui accordera le droit de s'opposer à ce que ceux-ci portent au-dehors le trouble et le désordre, qui pourraient bientôt s'étendre jusqu'à lui.

Trois motifs peuvent engager à intervenir dans les guerres extérieures de ses voisins. Le premier, c'est un traité d'alliance offensive et défensive qui vous engage à soutenir un allié. Le second, c'est le maintien de ce qu'on nomme l'équilibre politique, combinaison des siècles modernes, aussi admirable qu'elle paraît simple, et qui fut néanmoins trop souvent méconnue par ceux-là même qui auraient dû en être les apôtres les plus fervens (*). Le troisième

(*) Croire à la possibilité d'un équilibre parfait, serait chose absurde. Il ne peut être question que d'une balance relative et



motif, c'est de profiter d'une guerre engagée, non seulement dans le but d'en détourner des conséquences fâcheuses, mais aussi pour en faire tourner les avantages au profit de celui qui intervient.

L'histoire offre mille exemples de puissances qui ont déchu pour avoir oublié ces vérités: «qu'un état «décline lorsqu'il souffre l'agrandissement démesuré «d'un état rival, et qu'un état, fût-il même du «second ordre, peut devenir l'arbitre de la balance «politique lorsqu'il sait mettre à propos un poids «dans cette balance». C'en est assez pour démontrer l'avantage des guerres d'intervention sous le point de vue de haute politique.

Quant au point de vue militaire, il est simple qu'une armée, apparaissant en tiers dans une lutte déjà établie, devienne prépondérante. Son influence sera d'autant plus décisive, à proportion que sa situation géographique aura d'importance relativement aux positions des deux armées déjà en guerre. Citons un exemple. Dans l'hiver de 1807, Napoléon franchit la Vistule et s'aventura jusque sous les murs de Königsberg, ayant l'Autriche derrière lui, et toute

approximative. Le principe du maintien de l'équilibre doit être la base de la politique, comme l'art de mettre en action le plus de forces possibles au point décisif est le principe régulateur de la guerre. Il va sans dire que l'équilibre maritime est une portion essentielle de la balance politique européenne.

la masse de l'empire Russe devant lui. Si l'Autriche avait fait déboucher 100 mille hommes de la Bohême sur l'Oder, c'en eût été fait, selon les plus grandes probabilités, de la toute-puissance de Napoléon ; son armée eût été trop heureuse de se faire jour pour regagner le Rhin, et tout porte à croire qu'elle n'y eût pas réussi. L'Autriche aima mieux attendre d'avoir porté son armée à 400 mille hommes; elle prit alors l'offensive deux ans après avec cette masse formidable, et fut vaincue; tandis qu'avec 100 mille hommes engagés à propos, elle eût décidé plus sûrement et plus facilement du sort de l'Europe.

Si les interventions sont de deux natures différentes, les guerres qui en résultent sont aussi de plusieurs espèces.

1° On intervient comme auxiliaire par suite de traités antérieurs et au moyen de corps secondaires dont la force est déterminée.

2° On intervient comme partie principale pour soutenir un voisin plus faible dont on va défendre les états, ce qui transporte le théâtre de la guerre loin de vos frontières.

3° On intervient aussi comme partie principale lorsqu'on est voisin du théâtre de la guerre, ce qui suppose une coalition de plusieurs grandes puissances contre une.

4° Enfin on intervient dans une lutte déjà engagée, ou avant la déclaration de la guerre.

Lorsqu'on n'intervient qu'avec un contingent médiocre, par suite de traités stipulés, on n'est qu'un accessoire, et les opérations sont dirigées par la puissance principale. Lorsqu'on intervient par coalition et avec une armée imposante, le cas est différent.

Les chances militaires de ces guerres sont variées. L'armée russe, dans la guerre de sept ans, était au fond auxiliaire de l'Autriche et de la France; toutefois elle fut partie principale au nord jusqu'à l'occupation de la vieille Prusse par ses troupes: mais lorsque les généraux Fermor et Soltikoff conduisirent l'armée jusque dans le Brandenbourg, alors elle n'agissait plus que dans un intérêt autrichien: ces troupes, lancées loin de leur base, étaient à la merci d'une bonne ou mauvaise manœuvre de leurs alliés.

De pareilles excursions lointaines exposent à des dangers, et sont ordinairement très-délicates pour le général d'armée. Les campagnes de 1799 et 1805 en fournirent de tristes preuves que nous rappellerons en traitant ces expéditions sous le rapport militaire (art. 30).

Il résulte de ces exemples, que ces interventions lointaines peuvent souvent compromettre les armées qui en sont chargées; mais en échange on a l'avantage que le pays du moins ne saurait être aussi

facilement envahi, puisque le théâtre de la guerre est porté loin de ses frontières : ce qui fait le malheur du général, est ici un bien pour l'état.

Dans les guerres de cette nature, l'essentiel est *de choisir un chef d'armée à la fois politique et militaire; de bien stipuler avec ses alliés la part que chacun doit prendre aux opérations; enfin de déterminer un point objectif qui soit en harmonie avec les intérêts communs*; ce fut par l'oubli de ces précautions que la plupart des coalitions échouèrent, ou luttèrent avec peine contre une puissance moins forte au total mais plus unie.

La 3me espèce de guerre d'intervention ou d'à propos, indiquée ci-dessus, celle en un mot qui consiste à intervenir de toute sa puissance et à proximité de ses frontières, est plus favorable que les autres. C'est le cas où l'Autriche se fût trouvée en 1807, si elle avait su profiter de sa position; c'est aussi celui où elle se trouva en 1813. Voisine de la Saxe, où Napoléon venait de réunir ses forces, prenant même à revers le front d'opérations des Français sur l'Elbe, elle mettait 200 mille hommes dans la balance, avec presque certitude de succès: l'empire de l'Italie et l'influence sur l'Allemagne, perdus par quinze ans de revers, furent reconquis en deux mois. L'Autriche avait, dans cette intervention, non seulement les chances politiques, mais encore les chances militaires en sa faveur; double résultat qui indique le plus

haut degré d'avantages auquel les chefs d'un état puissent aspirer.

Le cabinet de Vienne réussit d'autant plus sûrement, que son intervention n'était pas seulement de la nature de celles mentionnées à l'article 3, c'est-à-dire assez voisine de ses frontières pour permettre le plus grand développement possible de ses forces; mais encore parce qu'il intervenait dans une lutte déjà engagée, dans laquelle il entrait de tout le poids de ses moyens et à l'instant qui lui convenait. Ce double avantage est tellement décisif que l'on a vu, non seulement les grandes monarchies, mais même de très-petits états, devenir prépondérans en sachant saisir cet à propos. Deux exemples suffiront pour le prouver. En 1552, l'électeur Maurice de Saxe osa se déclarer ouvertement contre Charles-Quint, maître de l'Espagne, de l'Italie et de l'empire Germanique; contre Charles, victorieux de François Ier et pressant la France dans ses serres. Cette levée de boucliers, qui transporta la guerre jusqu'au cœur du Tyrol, arrêta le grand homme qui menaçait de tout engloutir. En 1706, le duc de Savoie Victor Amédée, se déclarant contre Louis XIV, change la face des affaires en Italie, et ramène l'armée française des rives de l'Adige jusqu'aux murs de Turin, où elle éprouve la sanglante catastrophe qui immortalisa le prince Eugène. Combien d'hommes d'état paraîtront petits, à ceux qui ont médité

sur ces deux évènemens et sur les hautes questions auxquelles ils se rattachent !

Nous en avons assez dit sur l'importance et les avantages de ces interventions opportunes ; le nombre des exemples pourrait être multiplié à l'infini, mais cela ne saurait rien ajouter à la conviction de nos lecteurs.

ART. VI. *Des guerres d'invasion par esprit de conquêtes ou autres causes.*

Il importe avant tout de remarquer qu'il y a deux espèces d'invasions bien différentes ; celles qui s'attaquent à des puissances limitrophes, et celles qui sont portées au loin, en traversant de vastes contrées dont les populations seraient plus ou moins neutres, douteuses, ou hostiles.

Les guerres d'invasion faites par esprit de conquêtes ne sont malheureusement pas toujours les plus désavantageuses: Alexandre, César, et Napoléon dans la moitié de sa carière, ne l'ont que trop prouvé. Toutefois, ces avantages ont des limites fixées par la nature même, et qu'il faut se garder de fran-

chir, parce qu'on tombe alors dans des extrêmes désastreux.

Cambyse en Nubie, Darius chez les Scythes, Crassus et l'empereur Julien chez les Parthes, enfin Napoléon en Russie, fournissent de sanglans témoignages de ces vérités. Il faut l'avouer néanmoins, la manie des conquêtes ne fut pas toujours le seul mobile du dernier: sa position personnelle et sa lutte avec l'Angleterre le poussèrent à des entreprises dont le but évident était de sortir victorieux de cette lutte: l'amour de la guerre et de ses hasards était manifeste chez lui, mais il y fut encore entraîné par la nécessité de plier sous l'Angleterre ou de triompher de ses efforts. On dirait qu'il fut envoyé dans ce monde pour apprendre aux généraux d'armées, comme aux chefs des états, tout ce qu'ils doivent éviter: ses victoires sont des leçons d'habileté, d'activité et d'audace; ses désastres sont des exemples modérateurs imposés par la prudence.

La guerre d'invasion sans motifs plausibles, est un attentat contre l'humanité, c'est du Gengiskan; mais lorsqu'elle peut être justifiée par un grand intérêt et un motif louable, elle est susceptible d'excuses, si ce n'est même d'approbation.

L'invasion de l'Espagne, exécutée en 1808, et celle qui eut lieu en 1823, diffèrent certainement autant dans leur but que dans leurs résultats: la première, dictée par l'esprit d'invasion et conduite

avec astuce, menaçait l'existence de la nation espagnole, et fut fatale à son auteur; la seconde ne combattant que des doctrines dangereuses et ménageant les intérêts généraux, réussit d'autant mieux qu'elle trouva un point d'appui décisif dans la majorité du peuple dont elle foulait momentanément le territoire. Nous n'entreprendrons point de les juger selon le droit naturel; de pareilles questions appartiennent au droit politique d'intervention. Loin de les discuter, nous les présentons ici simplement comme preuves qu'une invasion n'est pas toujours du Gengiskan. La première que nous venons de citer contribua à la perte de Napoléon; l'autre replaça la France dans la situation relative avec l'Espagne qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Adressons des vœux au ciel pour qu'il rende ces invasions aussi rares que possible; mais reconnaissons qu'un état fait mieux d'envahir ses voisins que de se laisser attaquer lui-même. Reconnaissons aussi que le moyen le plus sûr de ne pas protéger l'esprit de conquêtes et d'usurpation, c'est de savoir intervenir à propos pour lui mettre des digues.

En supposant donc une guerre d'invasion résolue et motivée, non sur l'espoir immodéré des conquêtes mais sur une saine raison d'état, il importe de mesurer cette invasion au but qu'on se propose et aux obstacles qu'on peut y rencontrer, soit du pays même, soit de ses alliés.

Une invasion contre un peuple exaspéré et prêt à tous les sacrifices, qui peut espérer d'être soutenu en hommes et en argent par un voisin puissant, est une entreprise épineuse ; la guerre de Napoléon en Espagne le prouve évidemment ; les guerres de la révolution de France en 1792, 1793, 1794, le démontrent mieux encore ; car si cette dernière puissance fut moins prise au dépourvu que l'Espagne, elle n'eut pas non plus une grande alliance pour concourir à sa défense ; elle fut assaillie par l'Europe entière et sur terre et sur mer.

Après de pareils exemples, quel intérêt pourraient avoir de sèches maximes ? C'est dans l'histoire de ces grands évènemens qu'il faut puiser des règles de conduite.

Les invasions des Russes en Turquie présentaient, sous quelques rapports, les mêmes symptômes de résistance nationale ; cependaut il faut l'avouer, les conditions en étaient différentes : la haine religieuse des Ottomans pouvait les faire courir aux armes ; mais, campés au milieu d'une population grecque deux fois plus nombreuse qu'eux, les Turcs ne trouvaient pas, dans une insurrection générale, l'appui qu'ils y auraient trouvé si tout l'empire eût été musulman, ou s'ils eussent su fondre les intérêts des Grecs avec ceux des conquérans, comme la France sut faire, des Alsaciens, les meilleurs Français du

royaume : dans ce cas ils eussent été plus forts, mais il n'y aurait plus eu de fanatisme religieux.

La guerre de 1828 a prouvé que les Turcs n'étaient respectables que sur l'enceinte de leurs frontières, où se trouvaient réunies leurs milices les plus guerrières, tandis que l'intérieur tombe en ruines.

Lorsqu'une invasion n'a rien à craindre des peuples, et qu'elle s'applique à un état limitrophe, alors ce sont les loix de la stratégie qui en décident et qu'il faut surtout consulter : c'est ce qui rendit les invasions de l'Italie, de l'Autriche, de la Prusse, si promptes. Ces chances militaires seront traitée à l'article 30.

Mais lorsqu'au contraire une invasion est lointaine et doit traverser de vastes contrées pour arriver à son but, c'est à la politique bien plus qu'à la stratégie qu'il faut avoir recours pour en préparer le succès. En effet la première condition de ce succès sera toujours l'alliance sincère et dévouée d'une puissance voisine de celle que l'on voudrait attaquer, puisqu'on trouvera, dans son concours franc et intéressé, non seulement un surcroit de forces, mais encore une base solide pour établir ses dépôts à l'avance, et asseoir ses opérations, enfin un refuge assuré en cas de besoin. Or, pour espérer une telle alliance, il faut que la puissance sur laquelle on veut compter ait le même intérêt que vous au succès de l'entreprise.

Si la politique est surtout décisive dans les expéditions lointaines, ce n'est pas à dire qu'elle soit sans influence même sur les invasions limitrophes, car une intervention hostile peut arrêter le cours des plus brillans succès. Les invasions de l'Autriche en 1805 et 1809 auraient probablement pris une autre tournure si la Prusse y fût intervenue : celle du Nord de l'Allemagne en 1807 dépendit également beaucoup du cabinet de Vienne. Enfin celle de la Romélie en 1829, assurée par les démarches d'une politique sage et modérée, aurait pu avoir de fâcheux résultats si l'on n'eut pas eu soin d'écarter toute chance d'intervention par ces négociations.

Art. VII. *Des guerres d'opinions.*

Quoique les guerres d'opinions, les luttes nationales et les guerres civiles se confondent quelquefois dans un même conflit, elles diffèrent cependant assez entr'elles pour que nous devions les traiter séparément.

Les guerres d'opinions se présentent sous trois faces; elles se borneront à une lutte intestine, c'est-

à-dire à la guerre civile, ou elles seront à la fois une lutte intérieure et extérieure; il peut arriver aussi, mais rarement, qu'elles se bornent à un conflit avec l'étranger.

Les guerres d'opinions ou de doctrines entre deux états (*) appartiennent aussi à la classe des guerres d'intervention, car elles résulteront toujours, ou de doctrines qu'un parti voudra imposer à ses voisins par propagande, ou de doctrines que l'on voudra combattre et comprimer; ce qui amène en tout cas l'intervention.

Ces guerres, soit qu'elles proviennent de dogmes religieux ou de dogmes politiques, n'en sont pas moins déplorables, car ainsi que les guerres nationales, elles excitent toujours des passions violentes qui les rendent haineuses, cruelles, terribles.

Les guerres de l'islamisme, celles des croisades, la guerre de trente ans, celles de la Ligue, offrent toutes, avec plus ou moins de force, les symptômes de leur espèce. Sans doute, la religion fut quelques fois un pretexte politique ou un moyen, plutôt qu'une affaire de dogmes. Il est probable que les successeurs de Mahomet s'inquiétaient plus d'étendre leur empire, que de prêcher l'alcoran, et ce ne fut sans doute pas pour faire triompher l'église ro-

(*) Je parle ici de guerres entre deux puissances et non de guerres intestines qui font un article à part.

maine, que Philippe II soutint la Ligue en France. Nous accorderons même à Mr Ancelot, que Louis IX, lorsqu'il fit sa croisade en Egypte, pensait plus au commerce de l'Inde qu'à conquérir le St.-Sépulcre.

Lorsqu'il en est ainsi, le dogme n'est pas seulement le prétexte, c'est aussi quelquefois un puissant moyen, car il remplit le double but d'exciter l'ardeur des siens, et de se créer un parti. Par exemple les Suédois, dans la guerre de trente ans, et Philippe II en France, avaient dans le pays un auxiliaire plus puissant que leurs propres armées. Mais il arrive aussi que le dogme pour lequel on combat n'a que des ennemis, et alors la lutte est terrible. Ce fut le cas des luttes de l'islamisme et des croisades.

Les guerres d'opinions politiques présentent à peu près les mêmes catégories. Il est vrai qu'en 1792, on a vu des sociétés d'extravagans qui pensaient réellement à promener la fameuse déclaration des droits de l'homme dans toute l'Europe, et les gouvernemens, justement alarmés, ne prirent sans doute les armes que dans l'idée de repousser la lave de ce volcan dans son cratère et de l'y étouffer.

Mais le moyen n'était pas heureux, car la guerre et l'agression sont de mauvaises mesures pour arrêter un mal qui gît tout entier dans des passions exaltées par un paroxisme instantané, d'autant moins durable qu'il est plus violent. Le temps, voilà le

vrai remède contre toutes les mauvaises passions, contre les doctrines anarchiques! Une nation éclairée peut subir un instant le joug d'une multitude déchaînée par des factieux, mais ces orages passent et la raison revient. Vouloir arrêter une pareille multitude par une force étrangère, c'est à peu près comme si l'on voulait arrêter une mine au moment où la mèche vient d'atteindre aux poudres et d'y causer l'explosion. N'est-il pas plus sage de laisser partir la mine et d'en combler ensuite l'entonnoir que de s'exposer à sauter avec elle? (*)

Une étude approfondie de la révolution française m'a convaincu, que si l'on n'avait pas menacé les Girondins et l'Assemblée nationale par des armemens, jamais ils n'auraient osé porter une main sacrilège sur le faible mais vénérable Louis XVI. Jamais la Gironde n'eut été écrasée par la Montagne sans les revers de Dumouriez et les menaces de l'invasion. Et si l'on eut laissé les partis se heurter à leur aise, il est probable que l'Assemblée nationale, au lieu de faire place à la terrible Convention, fut revenue peu à peu à la restauration des bonnes doctrines monarchiques tempérées, selon les besoins et l'usage immémorial de la France.

Considérées sous le rapport militaire, ces guerres sont terribles, parce que l'armée envahissante ne

---

(*) On pense bien que je n'applique ceci qu'aux grands états.

s'attaque pas seulement aux forces militaires de l'ennemi, mais à des masses exaspérées. On peut objecter, il est vrai, que la violence d'un parti procurera précisément un appui par la création d'un parti contraire : il est incontestable que ce résultat est plus sûr encore que dans les luttes religieuses ; mais si le parti exaspéré tient toutes les ressources de la force publique, les armées, les places, les arsenaux, et s'il s'appuye sur les masses les plus nombreuses, que pourrait alors l'appui d'un parti dénué de tous ces moyens? que purent cent mille Vendéens et cent mille fédéralistes pour la coalition en 1793 ! !

L'histoire n'offre qu'un seul exemple d'une lutte pareille à celle de la révolution française, et elle semble démontrer tout le danger de s'attaquer à une nation exaltée. Cependant la mauvaise conduite des opérations militaires a pu aussi contribuer à ce résultat, et pour pouvoir déduire des maximes certaines de cette guerre, il faudrait savoir ce qui serait arrivé si, après la fuite de Dumouriez, les alliés, au lieu de détruire les forteresses à coup de canon et d'en prendre possession en leur nom, eussent écrit aux commandans de ces forteresses, qu'ils n'en voulaient ni à la France, ni à ses places, ni à sa brave armée, et qu'ils eussent marché avec 200 mille hommes sur Paris. Peut-être y eussent-ils relevé la monarchie, mais peut-être aussi n'en seraient-ils pas revenus, à moins qu'une force égale n'eût protégé leur retour

sur le Rhin. C'est ce qu'il serait difficile de décider, puisque jamais l'épreuve n'en fut faite, et que tout eût dépendu dans ce cas du parti qu'aurait pris l'armée française.

Le problème présente donc deux hypothèses également graves; la campagne de 1793 ne l'a résolu que dans un sens; il serait difficile de le résoudre dans l'autre; c'est à l'expérience seule qu'appartiennent de semblables solutions. Quant aux règles militaires à donner pour ces guerres, elles sont à peu près les mêmes que celles pour les luttes nationales; elles diffèrent cependant dans un point capital: c'est que dans les dernières, on doit occuper et soumettre le pays, assiéger et réduire ses places, détruire ses armées, subjuguer toutes les provinces; tandis que dans les affaires d'opinions il s'agit moins de soumettre le pays et de s'occuper d'accessoires; il faut des moyens suffisans pour aller droit au but, sans s'arrêter à aucune considération de détail, et en s'appliquant sur toute chose à éviter ce qui pourrait alarmer la nation sur son indépendance et l'intégrité de son territoire.

La guerre faite à l'Espagne en 1823, et dont nous avons parlé à l'article précédent, est un exemple à citer en faveur de ces vérités et en opposition à celui de la révolution française. Sans doute les conditions étaient un peu différentes, car l'armée française de 1792 était composée d'élémens plus solides

que celle des radicaux de l'île de Léon. La guerre de la révolution fut à la fois guerre d'opinions, guerre nationale et guerre civile, tandis que si la première guerre d'Espagne, en 1808, fut tout nationale, celle de 1823 fut une lutte partielle d'opinions sans nationalité, de-là l'énorme différence des résultats.

L'expédition du duc d'Angoulême fut du reste bien conduite quant à l'exécution (*). Loin de s'amuser à prendre des places, son armée agit conformément aux maximes susmentionnées : après avoir poussé vivement jusqu'à l'Ebre, elle se divisa ici pour couper dans leurs sources tous les élémens de force des ennemis, parce qu'elle savait bien que, secondée par la majorité des habitans du pays, elle pouvait se diviser sans danger. Si elle avait suivi les instructions du ministère, qui lui prescrivaient de soumettre méthodiquement tout le pays et les places situés entre les Pyrenées et l'Ebre, afin de se baser militairement, elle aurait peut être manqué son but, ou rendu du moins la lutte longue et sanglante, en soulevant l'orgueil national par l'idée d'une occupa-

(*) Il y eut bien quelques fautes commises, sous le triple rapport politique, militaire et administratif, mais elles furent dit-on l'ouvrage de ces coteries qui ne manquent jamais à tous les quartiers-généraux. Du reste l'ensemble des opérations fit honneur au général Guilleminot qui les dirigeait sous le prince et qui, après le peuple Espagnol put revendiquer la principale part au succès.

tion pareille à celle de 1807. Mais, enhardie par le bon accueil de toutes les populations, elle comprit que c'était une opération plus politique que militaire, et qu'il s'agissait de mener rapidement à fin. Sa conduite, bien différente de celle des coalisés en 1793, mérite d'être murie par tous ceux qui auraient de pareilles expéditions à diriger. Aussi en moins de trois mois était-elle sous les murs de Cadix.

Si ce qui se passe aujourd'hui dans la péninsule atteste que la politique ne sut pas profiter de ses succès et fonder un ordre de choses convenable et solide, la faute n'en fut ni à l'armée ni à ses chefs, mais au gouvernement espagnol qui, livré aux conseils de violens réactionnaires, ne fut point à la hauteur de sa mission. Arbitre entre deux grands intérêts hostiles, Ferdinand se jeta à corps perdu dans les bras de celui des partis qui affectait une grande vénération pour le trône, mais qui comptait bien exploiter l'autorité royale à son profit sans s'inquiéter des suites pour l'avenir. La société resta scindée en deux camps ennemis, qu'il n'eut peut-être pas été impossible de calmer et de rapprocher avec le temps. Ces camps en sont venus de nouveau aux prises, comme je l'avais prédit à Véronne en 1823; grande leçon, dont il paraît du reste que personne n'est disposé à profiter dans ce beau et trop malheureux pays! bien que l'histoire ne manque pas d'exemples pour attester que les ré-

actions violentes ne sont pas plus que les révolutions, des élémens propres à construire et à consolider. Dieu veuille qu'il sorte, de cet effroyable conflit, un trône fort et respecté, également affranchi de toutes les factions, et appuyé sur une armée disciplinée, aussi bien que sur les intérêts généraux du pays: un trône enfin, capable de rallier cette inconcevable nation espagnole qui, par des qualités non moins extraordinaires que ses défauts, fut toujours un problème pour ceux mêmes que l'on aurait cru le mieux en état de la juger.

Art. VIII. *Des guerres nationales.*

Les guerres nationales, dont nous avons déjà été forcés de dire quelques mots en parlant de celles d'invasion, sont les plus redoutables de toutes; on ne peut donner ce nom qu'à celles qui se font contre une population entière, ou du moins contre la majorité de cette population, animée d'un noble feu pour son indépendance; alors chaque pas est disputé par un combat; l'armée qui entre dans un tel pays n'y possède que le champ où elle campe; ses appro-

visionnemens ne peuvent se faire qu'à la pointe de l'épée; ses convois sont partout menacés ou enlevés.

Ce spectacle du mouvement spontané de toute une nation se voit rarement, et s'il présente quelque chose de grand et de généreux qui commande l'admiration, les suites en sont si terribles que, dans l'intérêt de l'humanité, on doit désirer de ne le voir jamais. (*)

Un tel mouvement peut être produit par les causes les plus opposées : un peuple serf se lève en masse à la voix de son gouvernement, et ses maîtres mêmes lui en donnent l'exemple en se mettant à sa tête, lorsqu'ils sont animés d'un noble amour pour leur souverain et pour la patrie : de même un peuple fanatique s'arme à la voix de ses moines, et un peuple exalté par des opinions politiques, ou par l'amour sacré qu'il porte à ses institutions, se précipite au devant de l'ennemi pour défendre ce qu'il a de plus cher.

La domination de la mer entre pour beaucoup dans les résultats d'une invasion nationale : si le peuple soulevé a une grande étendue de côtes, et s'il est maître de la mer, ou allié d'une puissance

(*) On verra plus loin qu'il ne faut pas confondre ce vœu contre les levées en masses, avec les défenses nationales prescrites par les institutions, et réglées par les gouvernemens.

qui la domine, alors sa résistance est centuplée, non seulement par la facilité qu'on a d'alimenter le feu de l'insurrection, d'alarmer l'ennemi sur tous les points du pays qu'il occupe, mais encore par les difficultés qu'on opposera à ses approvisionnemens par la voie maritime.

La nature du pays contribue beaucoup aussi à la facilité d'une défense nationale; les pays de montagnes sont toujours ceux où un peuple est plus redoutable. Après ceux-ci viennent les pays coupés de vastes forêts.

La lutte des Suisses contre l'Autriche et contre le duc de Bourgogne; celles des Catalans en 1712 et en 1809; les difficultés que les Russes éprouvent à soumettre les peuples du Caucase; enfin les efforts réitérés des Tyroliens, démontrent assez que les peuples des montagnes ont toujours résisté plus longtemps que ceux des plaines, tant par leur caractère et leurs mœurs, que par la nature des lieux. Les défilés et les grandes forêts favorisent, aussi bien que les rochers, ce genre de défense partielle: et le Boccage de la Vendée, devenu si justement célèbre, prouve que tout pays de chicane, même s'il n'est coupé que de hayes, de fossés, de canaux, produit un pareil résultat quand il est bravement défendu. (*)

(*) Les hayes et les fossés qui séparent les propriétés dans la Vendée, sont si grands qu'ils font de chaque ferme une véritable

Les obstacles qu'une armée régulière rencontre, dans les guerres d'opinions comme dans les guerres nationales, sont immenses et rendent très difficile la mission du général chargé de la conduire. Les évènemens que nous venons de citer, ainsi que la lutte des Pays-Bas contre Philippe II, et celle des Américains contre les Anglais, en fournissent des preuves évidentes : mais la lutte bien plus extraordinaire de la Vendée contre la République victorieuse; celles de l'Espagne, du Portugal et du Tyrol contre Napoléon ; enfin celles toutes palpitantes de la Morée contre les Turcs, et de la Navarre contre les forces de la reine Christine, sont des exemples plus frappans encore.

C'est surtout lorsque les populations ennemies sont appuyées d'un noyau considérable de troupes disciplinées, qu'une pareille guerre offre d'immenses difficultés. (*) Vous n'avez qu'une armée, vos adversaires ont une armée et un peuple entier levé en masse ou du moins en bonne partie ; un peuple faisant arme de tout, dont chaque individu conspire

redoute dont les habitans du pays sont seuls exercés à franchir les obstacles. Les hayes et fossés ordinaires, quoique utiles, ne sauraient avoir la même importance.

(*) Sans l'appui d'une armée régulière disciplinée, les soulèvemens populaires seraient toujours facilement comprimés, ils pourraient trainer en longueur comme les débris de la Vendée, mais ils n'empêcheraient ni l'invasion ni la conquête.

votre perte, dont tous les membres, même les non combattans, prennent intérêt à votre ruine et la favorisent par tous les moyens. Vous n'occupez guère que le sol sur lequel vous campez; hors des limites de ce camp, tout vous devient hostile, et multiplie, par mille moyens, les difficultés que vous rencontrez à chaque pas.

Ces difficultés deviennent surtout sans mesure lorsque le pays est fortement coupé d'accidens naturels: chaque habitant armé connaît les moindres sentiers et leurs aboutissans; partout il trouve un parent, un frère, un ami, qui le seconde: les chefs connaissant de même le pays et apprenant à l'instant le moindre de vos mouvemens, peuvent prendre les mesures les plus efficaces pour déjouer vos projets, tandis que, privés de tous renseignemens, hors d'état de risquer des détachemens d'éclaireurs pour en recevoir, n'ayant d'autre appui que dans vos bayonnettes, et de sûreté que dans la concentration de vos colonnes, vous agissez en aveugles: chacune de vos combinaisons devient une déception, et lorsqu'après les mouvemens les mieux concertés, les marches les plus rapides et les plus fatigantes, vous croyez toucher au terme de vos efforts et frapper un coup de foudre, vous ne trouvez plus d'autres traces de l'ennemi que la fumée de ses bivouacs. Assez semblables à Don Quichotte, vous courez ainsi contre des moulins à vent, lorsque votre adversaire se jette lui-

même sur vos communications, écrase les détachemens laissés pour les garder, surprend vos convois, vos dépôts, et vous fait une guerre désastreuse dans laquelle il faut nécessairement succomber à la longue.

J'ai eu par moi-même dans la guerre d'Espagne deux terribles exemples de cette nature. Lorsque le corps de Ney remplaça celui de Soult à la Corogne, j'avais cantonné les compagnies du train d'artillerie entre Betanzos et la Corogne, au milieu de quatre brigades qui en étaient distantes de 2 à 3 lieues, aucune troupe espagnole ne se montrait à 20 lieues à la ronde, Soult occupait encore St.-Jaques de Compostelle, la division Maurice Mathieu était au Ferrol et à Lugo, celle de Marchand à la Corogne et Betanzos; cependant une belle nuit ces compagnies du train disparurent, hommes et chevaux, sans que nous ayons jamais pu même apprendre ce qu'elles étaient devenues; un seul caporal blessé se sauva, et nous assura que c'étaient les paysans, conduits par des prêtres ou des moines, qui les avaient égorgées.

Quatre mois après le maréchal Ney marchait, avec une seule division, à la conquète des Asturies, et descendait par la vallée de la Navia, tandis que Kellermann debouchait de Léon par la route d'Oviedo. Une partie du corps de la Romana qui gardait les Asturies, fila par le revers même des

hauteurs qui encaissent la vallée de la Navia, à une lieue au plus de nos colonnes, sans que le maréchal en sut un mot; au moment où celui-ci entrait à Gijon, l'armée de la Romana vint tomber au milieu des régimens isolés de la division Marchand qui, dispersés pour garder toute la Galice, faillirent être enlevés séparément, et ne se sauvèrent que par le prompt retour du maréchal à Lugo. La guerre d'Espagne offrit mille scènes aussi piquantes que celle-ci. Tout l'or du Mexique n'aurait pu suffire pour procurer quelques renseignemens aux Français, et tous ceux qu'on leur donnait n'étaient que des leurres pour les faire tomber plus facilement dans des piéges.

Aucune armée, quelque aguerrie qu'elle soit, ne pourrait lutter avec succès contre un pareil système appliqué à un grand peuple, à moins qu'elle n'eût des forces tellement formidables qu'elle pût occuper fortement tous les points essentiels du pays, couvrir ses propres communications, et fournir encore des corps actifs assez considérables pour battre l'ennemi partout où il se présenterait. Mais lorsque cet ennemi a lui-même une armée régulière un peu respectable pour servir de noyau à la résistance des populations, quelles forces ne faudrait-il pas pour être à la fois supérieur partout et assurer les communications lointaines contre des corps nombreux?

C'est particulièrement la guerre dans la Péninsule Ibérique qu'il importe de bien étudier, pour apprécier toutes les entraves qu'un général et de braves troupes peuvent rencontrer dans la conquête ou l'occupation d'un pays ainsi soulevé. Quels efforts de patience, de courage et de résignation ne fallût-il pas aux phalanges de Napoléon, de Masséna, de Soult, de Ney et de Suchet, pour tenir tête durant six années entières à 3 ou 400 mille Espagnols et Portugais armés, secondés par les armées régulières des Wellingtons, des Beresford, des Blake, la Romana, Cuesta, Castagnos, Reding et Ballasteros.

Les moyens de réussir dans une telle guerre sont assez difficiles : déployer d'abord une masse de forces proportionnée à la résistance et aux obstacles qu'on doit rencontrer; calmer les passions populaires par tous les moyens possibles; les user par le temps; déployer un grand mélange de politique, de douceur et de sévérité, surtout une grande justice; tels sont les premiers élémens de succès. Les exemples de Henri IV dans les guerres de la ligue, du maréchal de Berwick en Catalogne, de Suchet en Arragon et à Valence, de Hoche en Vendée, sont des modèles d'un genre différent, mais qui peuvent être employés selon les circonstances avec le même succès. L'ordre et la discipline admirables, maintenus par les armées des généraux Diebitsch et Paskévitch dans la dernière guerre, sont aussi des modèles à citer, et

ne contribuèrent pas peu à la réussite de leurs entreprises.

Les obstacles inouïs que présente une lutte nationale, à l'armée qui veut envahir un pays, ont porté quelques esprit spéculatifs à désirer qu'il n'y eût jamais d'autres guerres, parce qu'alors elles deviendraient plus rares, et que les conquêtes devenant ainsi plus difficiles, offriraient moins d'appât à des chefs ambitieux.

Ce raisonnement est plus spécieux que juste, car pour en admettre les conséquences il faudrait pouvoir toujours inspirer aux populations la volonté de courir aux armes, ensuite il faudrait être sûr qu'il n'y aurait désormais que des guerres de conquête, et que toutes ces guerres légitimes mais secondaires, qui n'ont pour but que de maintenir l'équilibre politique ou de défendre des intérêts publics, fussent bannies à tout jamais. Autrement quel moyen existerait-il de savoir quand et comment il serait convenable d'exciter une guerre nationale? Par exemple, si 100 mille Allemands passaient le Rhin et pénétraient en France dans le but primitif de s'opposer à la conquête de la Belgique par cette puissance, mais sans autre projet d'ambition contre elle, faudrait-il lever en masse toute la population de l'Alsace, de la Lorraine, de la Champagne, de la Bourgogne, hommes, femmes et enfans? faire une Saragosse de chaque petite ville murée, amener ainsi

par représailles le meurtre, le pillage et l'incendie de tout le pays? Si on ne le fait pas, et que l'armée allemande occupe ces provinces à la suite de quelques succès, qui répondra qu'elle ne cherche pas alors à s'en approprier une partie, quoique dans le principe elle n'en eût pas le projet?

La difficulté de répondre à ces deux questions ainsi posées semblerait bien militer en faveur des guerres nationales; mais n'y a-t-il pas moyen de repousser une pareille aggression sans recourir aux levées en masse et à la guerre d'extermination? n'existe-t-il pas un milieu entre ces luttes de populations, et les anciennes guerres régulières faites uniquement par les armées permanentes? Ne suffit-il pas pour bien défendre un pays, d'organiser des milices ou landwehr qui, revêtues d'uniformes et appelées par les gouvernemens à intervenir dans la lutte, régleraient ainsi la part que les populations devraient prendre aux hostilités, ne les mettraient pas tout entières en dehors du droit des gens, et poseraient de justes limites à la guerre d'extermination.

Pour mon compte je répondrai affirmativement, et en appliquant ce système mixte aux questions posées ci-dessus, je garantirais que 50 mille Français de troupes régulières, appuyés des gardes nationales de l'Est, auraient bon marché de cette armée allemande qui aurait franchi les Vosges; car,

réduite à 50 mille hommes par une foule de détachemens, elle aurait en arrivant vers la Meuse où dans l'Argonne plus de 100 mille hommes sur les bras. C'est précisément pour parvenir à ce juste milieu que nous avons présenté comme une maxime indispensable, la nécessité de préparer à l'armée de bonnes réserves nationales : système qui offre l'avantage de diminuer les charges en temps de paix, et d'assurer la défense du pays en cas de guerre. Ce système n'est autre chose que celui employé par la France en 1792, imité par l'Autriche en 1809 et par l'Allemagne entière en 1813. Je ne devais pas m'attendre d'après cela aux attaques déplacées dont il a été l'objet.

Je résume cette discussion par affirmer que sans être un Utopien-philanthrope ni un Condottieri, on peut souhaiter que les guerres d'extermination soient bannies du code des nations, et que les défenses nationales, par les milices régularisées, puissent suffire désormais, avec de bonnes alliances politiques, pour assurer l'indépendance des états.

Comme militaire, préférant la guerre loyale et chevaleresque à l'assassinat organisé, j'avoue que s'il faillait choisir, j'aimerais toujours mieux le bon temps où les gardes-françaises et anglaises s'invitaient poliment à faire feu les premières, comme cela eut lieu à Fontenoi, que l'époque effroyable où les curés, les femmes et les enfans organisaient,

sur tout le sol de l'Espagne, le meurtre de soldats isolés.

Si aux yeux de Mr le général R..., cette opinion est encore un blasphème, je m'en consolerai sans peine, tout en reconnaissant néanmoins qu'entre ces deux extrêmes il est un terme moyen plus convenable, qui répond à tous les besoins, et qui est précisément le système qui m'a valu tant d'injustes critiques.

Art. IX. *Des guerres civiles et de religion.*

Les guerres intestines, lorsqu'elles ne sont pas liées à une querelle étrangère, sont ordinairement le résultat d'une lutte d'opinions, d'esprit de parti politique ou religieux. Dans le moyen-âge, elles furent plus souvent des chocs de coteries féodales. Les guerres les plus déplorables sont sans doute celles de religion. On comprend qu'un état combatte ses propres enfans pour empêcher des factions politiques qui affaiblissent l'autorité du trône et la force nationale; mais qu'il fasse mitrailler ses sujets pour les forcer à prier en français ou en latin, et pour reconnaître la suprématie d'un pontife étranger,

voilà ce que la raison a peine à concevoir. – De tous les rois, le plus à plaindre fut sans contredit Louis XIV, chassant un million de protestans industrieux, qui avaient mis sur le trône son aïeul, protestant comme eux. Les guerres de fanatisme sont horribles lorsqu'elles sont mêlées à celles de l'extérieur, elles sont affreuses, même lorsqu'elles ne sont que des querelles de famille. L'histoire de France du temps de la Ligue, sera une leçon éternelle pour les nations et les rois : on a peine à croire que ce peuple, encore si noble et si chevaleresque sous François I[er], soit tombé en vingt ans dans un excès d'abrutissement aussi déplorable.

Vouloir donner des maximes pour ces sortes de guerres serait absurde; il n'y en a qu'une sur laquelle les hommes sensés devraient être d'accord, c'est de réunir les deux sectes ou les deux partis pour chasser l'étranger qui voudrait se mêler de la querelle, puis de s'expliquer ensuite avec modération pour fondre les droits des deux partis dans un pacte de réconciliation. En effet, l'intervention d'une puissance tierce dans une dispute religieuse ne saurait jamais être qu'un acte d'ambition. (*)

(*) M. le colonel Wagner, en traduisant la première édition de mon Tableau, a trouvé mon assertion trop absolue, se fondant sur l'appui donné par Gustave Adolphe aux protestans d'Allemagne, et par Elisabeth à ceux de France; appui motivé selon lui par une sage politique. Peut-être a-t-il raison, car la prétention de

On conçoit que les gouvernemens interviennent de bonne foi contre un accès de fièvre politique, dont les dogmes peuvent menacer l'ordre social : bien qu'ordinairement ces craintes soient exagérées et qu'elles servent souvent de prétexte, il est possible qu'un état croie vraiment en être menacé jusque chez lui. Mais en fait de disputes théologiques, ce n'est jamais le cas, et l'intervention de Philippe II dans les affaires de la Ligue ne pouvait avoir d'autre but que de diviser ou soumettre la France à son influence, afin de la démembrer peu à peu.

ART. X. *Des guerres doubles, et du danger d'entreprendre deux guerres à la fois.*

La célèbre maxime des Romains, de ne jamais entreprendre deux grandes guerres à la fois, est trop connue et trop appréciée pour qu'il faille s'efforcer d'en démontrer la sagesse.

Rome et de son église, à la domination universelle, était assez flagrante pour faire peur aux Suédois, et même aux Anglais ; mais ce n'était pas le cas avec Philippe II : d'ailleurs l'ambition a bien pu entrer aussi dans les calculs de Gustave et d'Elisabeth.

Un état peut être contraint à faire la guerre contre deux peuples voisins; mais il faut des circonstances bien malheureuses pour que, dans ce cas, il ne trouve pas aussi un allié qui vienne à son secours, par le sentiment de sa propre conservation et du maintien de l'équilibre politique. Il est rare aussi que ces deux peuples ligués contre lui aient le même intérêt à la guerre et y engagent tous leurs moyens; or, si l'un d'eux n'est qu'auxiliaire, ce ne sera déjà plus qu'une guerre ordinaire.

Louis XIV, Frédéric-le-Grand, l'Empereur Alexandre et Napoléon soutinrent des luttes gigantesques contre l'Europe coalisée. Lorsque de pareilles luttes proviennent d'agressions volontaires, qu'on pourrait éviter, elles signalent une faute capitale de la part de celui qui les engage; mais si elles proviennent de circonstances impérieuses et inévitables, il faut du moins y remédier, en cherchant à opposer des moyens ou des alliances capables d'établir une certaine pondération des forces respectives.

La grande coalition contre Louis XIV, motivée ainsi que nous l'avons dit par ses projets sur l'Espagne, prit néanmoins son origine dans les précédentes agressions qui avait alarmé tous ses voisins. Il ne put opposer à l'Europe conjurée que la fidèle alliance de l'Electeur de Bavière, et celle plus équivoque du duc de Savoye, qui ne tarda même pas à grossir le nombre des coalisés. Frédéric soutint la

guerre contre les trois plus puissantes monarchies du continent, avec le seul appui des subsides de l'Angleterre et de 50 mille auxiliaires de six petits états différens : mais la division et la faiblesse de ses adversaires furent ses meilleurs alliés.

Ces deux guerres, comme celles soutenues par l'Empereur Alexandre en 1812, étaient presque impossibles à éviter.

La France eut toute l'Europe sur les bras en 1793, par suite des provocations extravagantes des Jacobins, de l'exaltation des deux partis, et des utopies des Girondins qui bravaient, disaient-ils, tous les rois de la terre en comptant sur l'appui des escadres anglaises!! Le résultat de ces absurdes calculs fut un effroyable bouleversement, dont la France se tira comme par miracle.

Napoléon est donc en quelque sorte le seul des souverains modernes qui ait entreprit volontairement deux, et même trois effroyables guerres à la fois, celles d'Espagne, d'Angleterre et de Russie; mais encore s'appuyait-il, dans la dernière, du concours de l'Autriche et de la Prusse, sans parler même de celui de Turquie et de la Suède sur lequel il compta avec trop de complaisance, en sorte que cette entreprise ne fut pas aussi aventurée de sa part qu'on l'a cru généralement d'après la tournure des affaires.

On voit par ce qui précède, qu'il y a une grande distinction à faire entre une guerre entreprise contre

un seul état, à laquelle un tiers viendrait prendre part au moyen d'un corps auxiliaire, et deux guerres conduites simultanément aux extrémités les plus opposées d'un pays, contre deux nations puissantes, qui engageraient toutes leurs forces et leurs ressources pour accabler celui qui les aurait menacées. Par exemple, la double lutte de Napoléon, engagé corps à corps en 1809, avec l'Autriche et l'Espagne, soutenues de l'Angleterre, était bien autrement grave pour lui, que s'il n'avait eu à faire qu'avec l'Autriche assistée d'un corps auxiliaire quelconque, fixé par des traités connus. Les luttes de cette dernière espèce rentrent dans la catégorie des guerres ordinaires.

Il faut donc conclure en général, que des guerres doubles doivent être évitées autant qu'on le peut; et que le cas arrivant, il vaut même mieux dissimuler les torts de l'un de ses voisins, jusqu'à ce que le moment opportun soit venu d'exiger le redressement des justes griefs dont on aurait à se plaindre. Toutefois cette règle ne saurait être absolue; les forces respectives, les localités, la possibilité de trouver aussi des alliés de son côté pour rétablir une sorte d'équilibre entre les partis, sont autant de circonstances qui influeront sur les résolutions d'un état qui serait menacé d'une pareille guerre. Nous aurons rempli notre tâche, en signalant à la fois le danger et les remèdes qu'on peut lui opposer.

CHAPITRE III.

DE LA POLITIQUE MILITAIRE,

ou

de la philosophie de la guerre.

Nous avons déjà expliqué ce que nous entendons sous cette dénomiation. Ce sont toutes les combinaisons morales qui se rattachent aux opérations des armées. Si les combinaisons politiques dont nous venons de parler sont aussi des causes morales qui influent sur la conduite de la guerre, il en est d'autres qui, sans tenir à la diplomatie, ne sont pas non plus des combinaisons de stratégie ou de tactique. On ne saurait donc leur donner une dénomination

plus rationelle que celle de politique militaire ou de plilosophie de la guerre. (*)

Nous nous arrêterons à la première, car bien que la véritable acception du mot de philosophie puisse s'appliquer à la guerre aussi bien qu'aux spéculations de la métaphysique, on a donné une étendue si vague à cette acception, que nous éprouvons une sorte d'embarras à réunir ces deux mots. On se rappellera donc que par *politique de la guerre* j'entends tous les rapports de la diplomatie avec la guerre, tandis que la *politique militaire* ne désigne que les combinaisons militaires d'un état ou d'un général.

La politique militaire peut embrasser toutes les combinaisons d'un projet de guerre, autres que celles de la politique diplomatique et de la stratégie; comme le nombre en est assez considérable, nous ne saurions affecter un article particulier à chacune d'elles, sans dépasser les bornes de ce tableau, et sans dévier de notre but, qui n'est point de donner un traité complet de ces matières, mais de signaler

---

(*) Lloyd a bien traité ce sujet dans les 3me et 3me parties de ses mémoires; ses chapitres du général et des passions sont remarquables: la 4me partie offre aussi de l'intérêt; mais il s'en faut qu'elle soit complète, et que ses points de vue soient toujours justes. Le Mis de Chambray a aussi traité ce sujet, et ne l'a pas fait sans quelque succès, bien qu'il ait trouvé des contradicteurs; au surplus il n'a fait que marcher sur les traces de M. Tranchant de Laverne.

seulement leurs rapports avec les opérations militaires.

En effet, on peut ranger dans cette catégorie les passions des peuples contre lesquels on va combattre; leur système militaire; leurs moyens de première ligne et de réserve; les ressources de leurs finances; l'attachement qu'ils portent à leur gouvernement ou à leurs institutions. Outre cela le caractère du chef de l'état; celui des chefs de l'armée et leurs talens militaires; l'influence que le cabinet ou les conseils de guerre exercent sur les opérations, du fond de la capitale; le système de guerre qui domine dans l'état-major ennemi; la différence dans la force constitutive des armées et dans leur armement; la géographie et la statistique militaires du pays où l'on doit pénétrer; enfin les ressources et les obstacles de toute nature que l'on peut y rencontrer, sont autant de points importans à considérer, et qui ne sont néanmoins ni de la diplomatie, ni de la stratégie.

Il n'y a pas de règles fixes à donner sur de pareilles matières, sinon qu'un gouvernement doit ne rien négliger pour arriver à la connaissance de ces détails, et qu'il est indispensable de les prendre en considération dans les plans d'opérations qu'il se proposera. Nous allons esquisser toutefois les principaux points qui doivent guider dans ces sortes de combinaisons.

ARTICLE XI.

De la statistique et géographie militaires.

On doit entendre, par la première de ces sciences, la connaissance aussi parfaite que possible de tous les élémens de puissance, et de tous les moyens de guerre de l'ennemi que l'on est appelé à combattre: la seconde consiste dans la description topographique et stratégique du théâtre de la guerre, avec tous les obstacles que l'art et la nature peuvent offrir aux entreprises; l'examen des points décisifs permanens que présente une frontière ou même toute l'étendue d'un pays. Non seulement le ministère public, mais le chef de l'armée et l'état-major doivent être initiés dans ces connaissances, sous peine de trouver de cruels mécomptes dans leurs calculs, comme cela arrive si souvent, même de nos jours, malgré les progrès immenses que les nations civilisées ont faits dans toutes les sciences statistique, politique, géographique et topographique. J'en cite-

rai deux exemples dont je fus témoin : en 1796, l'armée de Moreau, pénétrant dans la Forêt-Noire, s'attendait à trouver des montagnes terribles, des défilés et des forêts dont l'antique Hercinie rappelait le souvenir avec des circonstances effrayantes : on fut fort surpris après avoir gravi les berges de ce vaste plateau qui versent sur le Rhin, de voir que ces versans et leurs contreforts seuls forment des montagnes, et que le pays, depuis les sources du Danube jusqu'à Donawert, présente des plaines aussi riches que fertiles.

Le second exemple plus récent encore date de 1813 ; toute l'armée de Napoléon, et ce grand capitaine lui-même, regardaient l'intérieur de la Bohême comme un pays coupé de montagnes, tandis qu'il n'en existe guère de plus plat en Europe, dès qu'on a franchi la ceinture de montagnes secondaires dont il est entouré, ce qui est l'affaire d'une marche.

Tous les militaires européens avaient à peu près les mêmes opinions erronnées sur le Balkan et sur la force réelle des Ottomans dans leur intérieur. Il semblait que le mot d'ordre fut donné de Constantinople pour faire regarder cette enceinte comme une barrière presque inexpugnable, et comme le palladium de l'empire, erreur qu'en ma qualité d'habitant des Alpes je n'ai jamais partagée. Des préjugés non moins enracinés portaient à croire qu'un peuple,

dont tous les individus marchent sans cesse armés, formerait une milice redoutable et se défendrait à toute extrémité. L'expérience a prouvé que les anciennes institutions qui plaçaient l'élite des janissaires dans les villes frontières du Danube, avaient rendu la population de ces villes plus belliqueuse que les habitans de l'intérieur, qui ne font la guerre qu'aux Rajas désarmés : cette fantasmagorie a été appréciée à sa juste valeur ; ce n'était qu'un rideau imposant que rien ne soutenait, et la première enceinte forcée, le prestige a disparu. A la vérité les projets de réforme du sultan Mahmoud avaient exigé le renversement de l'ancien système sans donner le temps d'en substituer un nouveau, en sorte que l'empire se trouva pris au dépourvu : toutefois l'expérience a prouvé qu'une multitude de braves gens armés jusqu'aux dents, ne constitue pas encore une bonne armée, ni une défense nationale.

Revenons à la nécessité de bien connaître la géographie et la statistique militaires d'un empire. Ces sciences manquent, il est vrai, de traités élémentaires et restent encore à développer. Lloyd, qui en a fait un essai dans la 5me partie de ses mémoires, en décrivant les frontières des grands états de l'Europe, n'a pas été heureux dans ses sentences et ses prédictions : il voit des obstacles partout, il présente entr'autres comme inexpugnable la frontière d'Autriche sur l'Inn, entre le Tyrol et Passau, où nous

avons vu Moreau et Napoléon manœuvrer et triompher avec des armées de 150 mille hommes en 1800, 1805 et 1809. La plupart de ses raisonnemens offrent la même critique; il a vu les choses trop matériellement.

Mais si ces sciences ne sont pas publiquement professées, les archives des états-majors européens devraient être riches de documens précieux pour les enseigner, du moins dans les écoles spéciales de ce corps.

En attendant que quelque officier studieux profite de ces documens publiés ou inédits pour doter le public d'une bonne géographie militaire et stratégique, on peut, graces aux immenses progrès que la topographie a fait de nos jours, y suppléer en partie, au moyen des exellentes cartes publiées depuis 20 ans dans tous les pays. A l'époque où la révolution française commença, la topographie était encore à son enfance, excepté la carte semi-topographique de Cassi, il n'y avait guère que les ouvrages de Bakenberg, qui méritassent ce nom. Les état-majors autrichien et prussien avaient cependant déjà de bonnes écoles qui dèslors ont porté leurs fruits: les cartes récemment publiées à Vienne, à Berlin, à Munich, à Stutgardt, à Paris de même que celles de l'intéressant institut de Herder à Fribourg en Brisgau, assurent aux généraux à venir des ressources immenses, inconnues à leurs devanciers.

La statistique militaire n'est guère mieux connue que la géographie; on n'en a que des tableaux vagues et superficiels, où l'on jette au hasard le nombre d'hommes armés et de vaisseaux qu'un état possède, ainsi que les revenus qu'on lui suppose, ce qui est loin de constituer entièrement une science nécessaire pour combiner des opérations. Notre but n'est pas d'approfondir ici ces importans objets; mais de les indiquer comme moyens de succès dans les entreprises que l'on voudrait former.

ARTICLE XII.

De diverses autres causes qui influent sur les succès d'une guerre.

Si les passions exaltées du peuple que l'on doit combattre sont un grand ennemi à vaincre, un général et un gouvernement doivent employer tous leurs efforts pour calmer ces passions. Nous ne saurions rien ajouter à ce que nous avons dit à ce sujet en parlant des guerres nationales.

En échange, un général doit tout faire pour électriser ses soldats, et leur donner ce même élan qu'il lui importe de comprimer dans ses adversaires. Toutes les armées sont susceptibles du même enthousiasme, les mobiles et les moyens seul diffèrent selon l'esprit des nations. L'éloquence militaire a fait l'objet de plus d'un ouvrage; nous ne l'indiquerons que comme un moyen. Les proclamations de Napoléon; celles du général Paskévitsch; les allocu-

tions des anciens à leurs soldats; celles de Souwaroff à des hommes encore plus simples; sont des modèles de genres différens. L'éloquence des juntes d'Espagne et les miracles de la Madone del Pilar ont mené aux mêmes résultats par des chemins bien opposés. En général, une cause chérie et un chef qui inspire la confiance par d'anciennes victoires, sont de grands moyens pour électriser une armée et faciliter ses succès.

Quelques militaires ont contesté les avantages de l'enthousiasme, et lui préfèrent le sang-froid imperturbable dans les combats. L'un et l'autre ont des avantages et des inconvéniens qu'il est impossible de méconnaître; l'enthousiasme porte à de plus grandes actions, la difficulté est de le soutenir constamment; et lorsqu'une troupe exaltée se décourage, le désordre s'y introduit plus rapidement.

Le plus ou moins d'activité et d'audace dans les chefs des armées respectives est un élément de succès ou de revers qu'on ne saurait soumettre à des règles.

Un cabinet et un chef d'armée doivent prendre en considération la valeur intrinsèque des troupes et leur force constitutive comparée à celle de l'ennemi. Un général russe, commandant aux troupes les plus solidement constituées de l'Europe, peut tout entreprendre en rase campagne contre des masses indisciplinées et désordonnées, quelques braves que les

individus qui les composent puissent être d'ailleurs. L'ensemble fait la force, l'ordre procure l'ensemble, la discipline amène l'ordre; sans discipline et sans ordre point de succès possibles. (*)

Le même général russe, avec les mêmes troupes, ne pourra pas tout oser contre des armées européennes, ayant la même instruction et à peu de chose près la même discipline que la sienne. Enfin on peut oser devant un Mack ce qu'on n'osera pas devant un Napoléon.

L'action du cabinet sur les armées influe aussi sur l'audace des entreprises. Un général dont le génie et le bras sont enchaînés par un conseil aulique à 400 lieues du théâtre de la guerre, luttera avec désavantage contre celui qui aura toute liberté d'agir.

Quant à la supériorité d'habileté dans les généraux, on ne contestera pas qu'elle ne soit un des gages les plus certains de la victoire, surtout lorsque

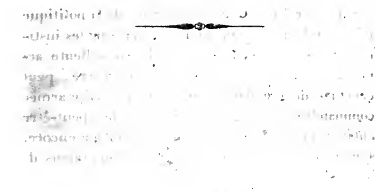
---

(*) Si les troupes irrégulières ne sont rien lorsqu'elles composent seules toute l'armée, et si elles ne sauraient gagner des batailles, il faut avouer qu'appuyées de bonnes troupes elles sont un auxiliaire de la plus haute importance: lorsqu'elles sont nombreuses, elles réduisent l'ennemi au désespoir en détruisant ses convois, interceptant toutes ses communications, et le tenant comme investi dans ses camps; elles rendent surtout les retraites désastreuses, ainsi que les Français en firent l'épreuve en 1812. (Voyez art. 45.)

toutes les autres chances seront supposées égales. Sans doute, on a vu maintes fois de grands capitaines battus par des hommes médiocres; mais une exception ne fait pas règle. Un ordre mal compris, un évènement fortuit, peuvent faire passer dans le camp ennemi toutes les chances de succès qu'un habile général aurait préparées par ses manœuvres: c'est un de ces hasards qu'on ne saurait ni prévoir ni éviter. Serait-il juste, pour cela; de nier l'influence des principes et de la science dans les circonstances ordinaires? Non, sans doute, car ce hasard même produit le plus beau triomphe des principes, puisqu'ils se trouveront appliqués par l'armée contre laquelle on voulait les employer, et qu'elle vaincra par leur ascendant. Mais en se rendant à l'évidence de ces raisons, on en infèrera peut-être qu'elles prouvent contre la science.... Cela ne serait pas mieux fondé, puisque la science consiste à mettre de son côté toutes les chances possibles à prévoir, et qu'elle ne peut s'étendre aux caprices du destin: or, sur cent batailles gagnées par d'habiles manœuvres, il y en a deux ou trois gagnées par des accidens fortuits.

Si l'habileté du général en chef est un des plus sûrs élémens de victoire, on jugera aisément que le choix des généraux est un des points les plus délicats de la science du gouvernement et une des parties les plus essentielles de la politique militaire d'un

état : malheureusement ce choix est soumis à tant de petites passions, que le hasard, l'ancienneté, la faveur, l'esprit de coterie, la jalousie, y auront souvent autant de part que l'intérêt public et la justice. Cet objet est d'ailleurs si important, que nous y consacrerons un article spécial.



ARTICLE XIII.

Des institutions militaires.

Un des points les plus importans de la politique militaire d'un état, est celui qui concerne les institutions qui régissent son armée. Une excellente armée, commandée par un homme médiocre, peut effectuer de grandes choses : une mauvaise armée commandée par un grand capitaine en fera peut-être autant ; mais elle en ferait bien d'avantage encore, si elle joignait la qualité des troupes aux talens de leur chef.

Douze conditions essentielles concourent à la perfection d'une armée.

La 1re c'est d'avoir un bon système de recrutement.

La 2me une bonne formation.

La 3me un système de réserves nationales bien organisé.

La 4me des troupes et des officiers bien instruits aux manœuvres et aux services d'intérieur et de campagne.

La 5me une discipline forte sans être humiliante.

La 6me un système de recompenses et d'émulation bien combiné.

La 7me des armes spéciales (génie et artillerie) ayant une instruction satisfaisante.

La 8me un armement bien entendu et supérieur, s'il est possible, à celui de l'ennemi, en appliquant ceci non seulement aux armes offensives, mais aux armes défensives.

La 9me un état-major général capable de bien utiliser tous ces élémens, et dont la bonne organisation réponde à l'instruction classique de ses officiers.

La 10me sera un bon système pour les approvisionnemens, les hôpitaux et l'administration en général. (*)

(*) A ces différentes conditions on peut ajouter un bon système d'habillement et d'équipement, car si ces articles intéressent moins directement les opérations du champ de bataille que l'armement, ils contribuent néanmoins à la conservation des troupes; or, à la longue, une armée solide qui conservera mieux ses anciens soldats, peut espérer une supériorité notable sur de jeunes levées sans cesse renouvelées. On a cite l'armée anglaise pour modèle dans ce genre; mais s'il est facile avec les trésors de l'Angleterre de bien pourvoir des petites armées de 50 à 60 mille hommes, la chose

La 11me est un bon système pour organiser le commandement des armées, et la haute direction des opérations.

La 12me consiste dans l'excitation de l'esprit militaire.

Il faut le dire, aucune de ces conditions ne saurait être négligée sans de graves inconvéniens.

Une belle armée bien manœuvrière, bien disciplinée, mais sans conducteurs habiles et sans réserves nationales, laissa tomber la Prusse en quinze jours sous les coups de Napoléon. En échange, on a vu dans bien des circonstances, combien un état devait s'applaudir d'avoir une bonne armée : ce furent les soins et l'habileté de Philippe et d'Alexandre à former et à instruire leurs phalanges, qui rendirent ces masses si mobiles et si propres à exécuter les manœuvres les plus rapides, et qui permirent aux Macédoniens de subjuguer la Perse et l'Inde avec cette poignée de soldats d'élite. Ce fut l'amour excessif du père de Frédéric pour les soldats, qui procura à ce grand roi une armée capable d'exécuter toutes ses entreprises.

Un gouvernement qui néglige son armée, sous quelque prétexte que ce soit, est donc un gouvernement coupable aux yeux de la postérité, puisqu'il

---

est plus difficile pour les puissances du continent avec leurs grandes armées.

prépare des humiliations à ses drapeaux et à son pays, au lieu de leur préparer des succès en suivant une marche contraire. Loin de nous la pensée qu'un gouvernement doive tout sacrifier à l'armée! ce serait une absurdité. Mais elle doit faire l'objet constant de ses soins, et si le prince n'a pas lui-même une éducation militaire, il est difficile qu'il atteigne ce but. Dans ce cas, qui malheureusement n'arrive que trop souvent, il faut y suppléer par de sages et prévoyantes institutions, à la tête desquelles on placera, sans contredit, un bon système d'état-major un bon système de recrutement, et un bon système de reserves nationales. C'est surtout au milieu de longues paix qu'il importe de veiller à la conservation des armées, car c'est alors qu'elles peuvent plus facilement dégénérer, et qu'il importe d'y maintenir un bon esprit, et de les exercer à de grandes manœuvres, simulacres sans doute fort incomplets des guerres effectives, mais qui y préparent incontestablement les troupes. Il n'est pas moins intéressant d'empêcher celles-ci de tomber dans la mollesse, en les employant aux travaux utiles à la défense du pays.

L'isolément des troupes par régimens dans les garnisons est un des plus mauvais systèmes que l'on puisse suivre, et la formation russe et prussienne par divisions et corps d'armée permanens semble bien préférable. En général l'armée russe pourrait au-

jourd'hui être offerte pour modèle sous beaucoup de rapports, et si en bien des points ce qui s'y pratique deviendrait inutile et impraticable ailleurs, on doit reconnaître qu'en général on pourrait lui emprunter beaucoup de bonnes institutions.

Quant aux récompenses et à l'avancement, il est essentiel de protéger l'ancienneté des services, tout en ouvrant une porte au mérite; les trois quarts de chaque promotion devraient être selon l'ordre du tableau, et l'autre quart réservé aux hommes qui se feraient remarquer par leur mérite et leur zèle. En temps de guerre, l'ordre du tableau devrait au contraire être suspendu, ou réduit du moins au tiers des promotions, en laissant les deux autres tiers aux actions d'éclat, et aux services bien constatés.

La supériorité d'armement peut augmenter les chances de succès à la guerre; elle ne gagne pas seule les batailles mais elle y contribue : chacun se rappelle combien la grande infériorité des Français en artillerie, faillit leur devenir fatale à Eylau et à Marengo. On se rappelle aussi ce que la grosse cavalerie française a gagné en adoptant la cuirasse, qu'elle a si long-temps repoussée; chacun sait enfin de quel avantage est la lance; sans doute des lanciers en fourageurs ne valent pas mieux que des hussards; mais chargeant en ligne c'est bien une autre affaire : combien de milliers de braves cavaliers ont été victimes du préjugé qu'ils avaient contre

la lance, parce qu'elle gêne un peu plus à porter qu'un sabre !

L'armement des armées est encore susceptible de beaucoup de perfectionnemens, et celle qui prendra l'initiative de ces améliorations, s'assurera de grands avantages. L'artillerie laisse peu à désirer, mais les armes offensives et défensives de l'infanterie et de la cavalerie méritent l'attention d'un gouvernement prévoyant.

Les nouvelles inventions qui ont eu lieu depuis vingt ans, semblent nous menacer d'une grande révolution dans l'organisation, l'armement et même la tactique des armées. La stratégie seule restera avec ses principes, qui furent les mêmes sous les Scipions et les César, comme sous Frédéric, Pierre-le-Grand et Napoléon, car ils sont indépendans de la nature des armes et de l'organisation des troupes.

Les moyens de destruction se perfectionnent avec une progression effrayante; les fusées à la la Congrève, dont les Autrichiens sont parvenus, dit-on, à régulariser l'effet et la direction; les obusiers de Schrapnell, qui lancent des flots de mitraille à la portée du boulet; les fusils à vapeur de Perkins, qui vomissent autant de balles qu'un bataillon; vont centupler peut-être les chances de carnage, comme si les hécatombes de l'espèce d'Eylau, de Borodino, de Leipzig et de Waterloo n'étaient pas suffisantes pour décimer les populations européennes.

Si les souverains ne se réunissent pas en congrès pour proscrire ces inventions de mort et de destruction, il ne restera d'autre parti à prendre qu'à composer la moitié des armées de cavalerie cuirassée, pour pouvoir enlever avec plus de rapidité toutes les machines; et l'infanterie même devra reprendre ses armures de fer du moyen âge, sans lesquelles un bataillon serait couché par terre avant d'aborder l'ennemi. Nous pourrons donc revoir la fameuse gendarmerie toute bardée de fer, même les chevaux.

En attendant ces circonstances, encore reléguées dans les éventualités à peine probables, il est certain que l'artillerie, et toute la pyrotechnie meurtrière, ont fait des progrès qui doivent faire penser à modifier l'ordre profond dont Napoléon avait abusé. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre de la tactique.

Résumons donc enfin en peu de mots les bases essentielles de la politique militaire qu'un gouvernement sage doit adopter.

1° C'est de donner au prince une éducation à la fois politique et militaire; il trouvera plutôt dans ses conseils de bons administrateurs que des hommes d'état et d'épée; il doit donc chercher à l'être lui-même.

2° Si le prince ne conduit pas en personne ses armées, le plus important de ses devoirs et le plus cher de ses intérêts sera celui de se bien faire rem-

placer; c'est-à-dire, de confier la gloire de son règne et la sûreté de ses états, au général le plus capable de diriger ses armées.

3° L'armée permanente ne doit pas seulement se trouver toujours sur un pied respectable; il faut être en mesure de la doubler au besoin par des réserves sagement préparées. Son instruction et sa discipline doivent aller d'accord avec sa bonne organisation: enfin le système d'armement doit être perfectionné au moins à l'égal de ses voisins, si ce n'est même supérieur.

4° Le matériel doit être également sur le meilleur pied et avoir les réserves nécessaires.

5° Il importe que l'étude des sciences militaires soit protégée et récompensée, aussi bien que le courage et le zèle. Les corps auxquels ces sciences sont nécessaires doivent donc être estimés et honorés. C'est le seul moyen d'y appeler de toutes parts des hommes de mérite et de génie.

6° L'état-major général doit être employé en temps de paix aux travaux préparatoires pour toutes les éventualités de guerre possibles. Ses archives doivent se trouver pourvues de nombreux matériaux historiques pour le passé, et de tous les documens statistiques, géographiques, topographiques et stratégiques pour le présent et l'avenir. Il est donc essentiel que le chef de ce corps et une partie des officiers soient permanens dans la capitale en temps

de paix, et que le dépôt de la guerre ne soit autre chose que le dépôt de l'état-major général; sauf à lui donner une section secrète pour les documens qui devraient être cachés aux officiers subalternes du corps.

7° On doit ne rien négliger pour avoir la géographie et la statistique militaires des états voisins, afin de connaître leurs moyens matériels et moraux d'attaque et de défense ainsi que les chances stratégiques des deux partis; on doit employer à ces travaux scientifiques les officiers distingués, et les récompenser quand ils s'en acquittent d'une manière marquante.

8° La guerre une fois décidée, il faut arrêter sinon un plan entier d'opérations; ce qui est toujours impossible, du moins un système d'opérations dans lequel on se proposera un but, et s'assurera d'une base, ainsi que de tous les moyens matériels nécessaires pour garantir le succès de l'entreprise.

9° Le système d'opérations doit être en rapport avec le but de la guerre, avec l'espèce d'ennemis qu'on aura à combattre, avec la nature et les ressources du pays, avec le caractère des nations et celui des chefs qui les conduisent, soit à l'armée, soit dans l'intérieur de l'état. Il doit être calculé sur les moyens matériels et moraux d'attaque ou de défense que les ennemis peuvent avoir à opposer; enfin, on doit y prendre en considération les alliances pro-

bables qui peuvent survenir pour ou contre les deux partis dans le cours de la guerre, et qui en compliqueraient les chances.

10° L'état des finances d'une nation ne saurait être omis dans la nomenclature des chances de guerres qu'on est appelé à peser. Néanmoins il serait dangereux de lui accorder constamment toute l'importance que Frédéric-le-Grand semble y attacher dans l'histoire de son temps. Ce grand roi pouvait avoir raison à une époque où les armées se recrutaient en majeure partie par enrôlement volontaire; alors le dernier écu donnait le dernier soldat; mais si les levées nationales sont bien organisées, l'argent n'aura plus la même influence, du moins pour une ou deux campagnes. Si l'Angleterre a prouvé que l'argent procurait des soldats et des auxiliaires, la France a prouvé que l'amour de la patrie et l'honneur donnaient également des soldats, et qu'au besoin la guerre nourrissait la guerre. Sans doute la France trouvait, dans la richesse de son sol et dans l'exaltation de ses chefs, des sources de puissance passagère qu'on ne saurait admettre comme base générale d'un système; mais les résultats de ses efforts n'en furent pas moins frappans. Chaque année les nombreux échos du cabinet de Londres, et Mr d'Yvernois surtout, annonçaient que la France allait succomber faute d'argent, tandis que Napoléon entassait 200 millions d'épargnes dans les caves des Tuilleries,

tout en acquittant régulièrement les dépenses de l'état et la solde de ses armées. (*)

Une puissance qui regorgerait d'or pourrait fort mal se défendre ; l'histoire est là pour attester que les peuples les plus riches ne sont ni les plus forts ni les plus heureux. Le fer pèse au moins autant que l'or dans les balances de la force militaire. Cependant hâtons-nous d'en convenir : l'heureuse réunion de sages institutions militaires, de patriotisme, d'ordre dans les finances, de richesse intérieure et de crédit public, constituera la nation la plus forte et la plus capable de soutenir une longue guerre.

Il faudrait un volume pour discuter toutes les circonstances dans lesquelles une nation peut développer plus ou moins de puissance, soit par l'or soit par le fer, et pour déterminer les cas où l'on peut espérer de nourrir la guerre par la guerre. Ce résultat ne s'obtient qu'en portant ses armées chez les autres, et tous les pays ne sont pas également de nature à fournir des ressources à un assaillant.

Nous nous engagerions trop loin en traitant à fond ces matières ; il suffira, pour le but que nous nous proposons, d'indiquer les rapports qu'elles ont avec un projet de guerre ; c'est à l'homme d'état à saisir

(*) Il y eut un déficit à sa chute, mais il n'y en avait point en 1811 : il fut le résultat de ses désastres et des efforts inouis qu'il fut appelé à faire.



les modifications que les circonstances et les localités peuvent apporter dans ces rapports.

Avant de passer au chapitre de la stratégie, nous terminerons cet aperçu de la politique militaire des états, par quelques observations sur le choix des généraux en chef, sur la direction supérieure des opérations de la guerre, et sur l'esprit militaire à imprimer aux armées.

ARTICLE XIV.

Du commandement des armées et de la direction supérieure des opérations.

On a beaucoup argumenté sur l'avantage et les inconvéniens qu'il y aurait pour un état à ce que le monarque marchât en personne à la tête des armées. Quoiqu'on en pense, il est certain que si le prince se sent les capacités et le génie d'un Frédéric, d'un Pierre-le-Grand ou d'un Napoléon, il se gardera bien de laisser, à ses généraux, l'honneur de faire de grandes choses qu'il pourrait faire lui-même, car ce serait manquer à sa propre gloire comme au bien du pays.

N'ayant pas la mission de débattre si les rois guerriers sont plus heureux pour les peuples que les rois pacifiques, question philantropique étrangère à notre sujet, il faut nous borner à reconnaître, qu'à égalité de mérite et de chances, un Souverain

aura toujours l'avantage sur un général qui ne serait pas lui-même chef de l'état. Sans compter qu'il n'est responsable qu'à lui-seul des entreprises hardies qu'il formerait, il pourra encore beaucoup faire par la certitude qu'il aura de disposer de toutes les ressources publiques pour arriver au but qu'il se proposera. Il aura de plus le puissant véhicule des grâces, des récompenses et des punitions: tous les dévouemens seront là à ses ordres pour le plus grand bien de ses entreprises; aucune jalousie ne pourra troubler l'exécution de ses projets, ou du moins cela sera fort rare et n'arrivera que loin de sa présence, sur des points secondaires.

Voilà sans doute assez de motifs pour décider un prince à se mettre lui-même à la tête de ses armées, dès qu'il aura une vocation prononcée à cet effet, et que la lutte sera digne de lui. Mais si, loin d'avoir le génie de la guerre, il est d'un caractère faible et facile à circonvenir, alors sa présence à l'armée, au lieu de produire aucun bien, ouvrirait la carrière à toutes les intrigues: chacun lui offrirait ses projets, et comme il n'aurait pas l'expérience nécessaire pour juger les meilleurs, il s'abandonnerait aux conseils de ses familiers. Le général qui commanderait sous lui, gêné et contrarié dans toutes ses entreprises, serait hors d'état de rien faire de bon, lors même qu'il aurait tout le talent nécessaire pour conduire une guerre. On objectera

que le prince pourrait bien être présent à l'armée, sans gêner le généralissime, en plaçant au contraire toute sa confiance en lui-seul, et l'aidant de son pouvoir souverain. Dans ce cas, cette présence produirait quelque bien, mais causerait souvent de grands embarras : si l'armée était jamais tournée, coupée de ses communications et obligée à se faire jour l'épée à la main, quels tristes résultats ne produirait pas cette position du monarque au quartier-général !

Lorsque le prince se sentira la force de se mettre en personne à la tête de ses armées, mais sans posséder encore la confiance en lui-même nécessaire pour tout diriger de son propre mouvement, le meilleur système qu'il pourra adopter sera d'imiter précisément ce que le gouvernement prussien fit avec Blücher; c'est-à-dire, de s'entourer de deux généraux les mieux famés pour leur capacité, l'un pris parmi les hommes d'exécution reconnus, l'autre pris parmi les chefs d'état-major instruits. Cette trinité, si elle s'accorde bien, pourra donner d'excellents résultats, ainsi que cela eut lieu à l'armée de Silésie en 1813.

Le même système conviendrait aussi dans le cas où le monarque jugerait à propos de confier le commandement à un prince de sa maison, ainsi que cela s'est vu fréquemment depuis Louis XIV. Souvent le prince n'était décoré que du commandement titu-

laire, tandis qu'on lui imposait un conseiller qui commandait en réalité. Ce fut le cas avec le duc d'Orléans et Marsin à la fameuse bataille de Turin, puis avec le duc de Bourgogne et Vendôme à la bataille d'Oudenarde : je crois même qu'il en fut ainsi à Ulm entre l'archiduc Ferdinand et Mack.

Ce dernier mode est déplorable, car alors personne n'est responsable de fait. Chacun sait qu'à Turin le duc d'Orléans jugea avec plus de sagacité que le maréchal Marsin, et il fallut l'exhibition des pleins pouvoirs secrets du roi, pour faire perdre la bataille contre les avis du prince qui commandait. De même à Ulm, l'archiduc Ferdinand déploya plus d'habileté et de courage que Mack, qui devait lui servir de mentor.

Si le prince a le génie et l'expérience d'un archiduc Charles, il faut lui donner le commandement avec carte blanche et avec le choix de ses instrumens. S'il n'a pas encore les mêmes titres acquis, on peut alors l'entourer, comme Blücher, d'un chef d'état-major instruit, et d'un conseiller pris parmi les hommes d'exécution éprouvés. Mais en aucun cas il ne serait sage de donner à ces conseillers d'autre pouvoir qu'une voix consultative.

Nous avons dit plus haut que si le prince ne conduit pas lui-même ses armées, le plus important de ses devoirs sera celui de se bien faire remplacer; et

c'est malheureusement ce qui n'arrive pas toujours. Sans remonter jusqu'aux temps de l'antiquité, il suffit de se rappeler les exemples plus récens que nous ont fourni les siècles de Louis XIV et de Louis XV. Le mérite du prince Eugène, mesuré d'après sa taille contrefaite, porta le plus grand capitaine de son temps dans les rangs ennemis; et après la mort de Louvois on vit les Tallard, les Marsin, les Villeroi, succéder aux Turenne, aux Condé, et aux Luxembourg; on vit plus tard les Soubise et les Clermont succéder au maréchal de Saxe. Depuis les choix musqués, faits dans les boudoirs des Pompadour et des Dubarry, jusqu'à l'amour de Napoléon pour les sabreurs, il y a sans doute bien des échelons de nature diverse à parcourir, et la marge est assez grande pour offrir à un gouvernement tant soit peu éclairé tous les moyens d'arriver à un résultat rationel; mais en tout temps les faiblesses humaines signaleront leur influence ou d'une manière ou de l'autre, et la ruse ou la souplesse l'emporteront souvent sur le mérite modeste qui attendra qu'on sache l'employer.

En mettant même à part toutes ces chances, prises dans la nature du cœur humain, il est juste de reconnaître à quel point les choix sont difficiles, même pour les chefs de gouvernement les plus ardens à désirer le bien. D'abord pour choisir un général habile, il faut être militaire soi-même et en état de

juger, ou bien s'en rapporter aux jugemens d'autrui, ce qui fait tomber nécessairement dans les inconvéniens des coteries. L'embarras est sans doute moins grand lorsqu'on a sous la main un général déjà illustré par maintes victoires; mais outre que tout général n'est pas un grand capitaine pour avoir gagné une bataille (témoins Jourdan, Scherer et tant d'autres), il n'arrive pas toujours qu'un état ait un général victorieux à sa disposition. Aprés de longues paix, il pourrait arriver qu'aucun général européen n'eût commandé en chef. Dans ce cas il serait difficile de savoir à quel titre on préférerait un général à un autre : ceux qui par de longs services de paix seront les premiers en tête du tableau et auront le grade requis pour commander l'armée, seront-ils toujours les plus capables de le faire ?

Outre cela les communications des chefs de l'état avec leurs subordonnés sont si rares et si passagères, qu'il ne faut pas s'étonner de la difficulté de mettre les hommes à leur place. La religion du prince séduite par les apparences, sera donc quelquefois surprise, et avec les sentimens les plus élevés, il pourra se tromper dans ses choix sans qu'on puisse lui en faire un reproche.

Un des moyens les plus sûrs pour éviter ce malheur, semblerait être de réaliser la belle fiction de Fénélon dans Télémaque, et de chercher le Philo-

clès fidèle, sincère et généreux qui, placé entre le prince et tous les aspirans au commandement, pourrait, par ses rapports plus directs avec le public, éclairer le monarque sur le choix des individus les mieux recommandés par leurs talens comme par leur caractère. Mais cet ami fidèle ne cèdera-t-il jamais lui-même aux affections personnelles? Saura-t-il se défendre de préventions? Souwaroff ne fut-il pas repoussé par Potemkin à cause de son physique, et ne fallut-il pas toute l'habileté de Catherine pour faire donner un régiment à l'homme qui jeta ensuite tant d'éclat sur ses armes?

On a pensé qu'en consultant l'opinion publique ce serait le meilleur guide; rien n'est plus hasardé: l'opinion publique n'a-t-elle pas fait un César de Dumouriez, qui n'entendait rien à la grande guerre? Eût-elle mis Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie, alors qu'il n'était connu de personne que de deux directeurs? Cependant il faut le reconnaître, cette opinion, si elle n'est pas toujours infaillible, n'est pas non plus à dédaigner, lorsqu'elle survit surtout à de grandes crises et à l'expérience des évènemens.

Les qualités les plus essentielles pour un général d'armée, seront toujours: *Un grand caractère, ou courage moral qui mène aux grandes résolutions; puis le sang-froid, ou courage physique qui domine les dangers. Le savoir* n'apparaît qu'en troisième ligne, mais il sera un auxiliaire puissant, il faudrait

être aveugle pour le méconnaître ; au surplus, comme je l'ai déjà dit ailleurs, on ne doit pas entendre par-là une vaste érudition, il faut savoir peu mais bien, et surtout se pénétrer fortement des principes régulateurs. A la suite de toutes ces qualités viendront celles du caractère personnel ; un homme brave, juste, ferme, équitable, sachant estimer le mérite des autres au lieu de le jalouser, et habile à le faire servir à sa propre gloire, sera toujours un bon général, et pourra même passer pour un grand homme. Malheureusement cet empressement à rendre justice au mérite n'est pas la qualité la plus commune ; les esprits médiocres sont toujours jaloux et enclins à se mal entourer, craignant de passer dans le monde pour être menés, et ne sachant pas comprendre que l'homme placé de nom à la tête des armées a toujours la gloire presqu'entière des succès, lors même qu'il y aurait la moindre part.

On a souvent agité la question si le commandement devait être donné de préférence au général habitué par une longue expérience à conduire des troupes, ou à des généraux sortis des états-majors ou des armes savantes, peu habitués à manier eux-mêmes des soldats. Il est incontestable que la grande guerre est une science tout-à-fait à part, et qu'on peut combiner très-bien des opérations sans avoir mené soi-même un régiment à l'ennemi ; Pierre-le-Grand, Condé, Frédéric et Napoléon sont là pour

le prouver. On ne saurait donc nier qu'un homme sorti des états-majors puisse devenir un grand capitaine aussi bien que tout autre; mais ce ne sera pas pour avoir vieilli dans les fonctions de quartier-maître qu'il aura la capacité du commandement suprême, ce sera parce qu'il possède en lui-même le génie naturel de la guerre et le caractère requis. De même, un général sorti des rangs de l'infanterie ou de la cavalerie, sera aussi propre qu'un savant tacticien à conduire une armée.

La question semble donc difficile à résoudre d'une manière absolue, et ici encore les individualités seront tout. Pour arriver à une solution rationelle, il faudra prendre un juste milieu et reconnaître :

Qu'un général, sorti de l'état-major, de l'artillerie ou du génie, qui aura conduit aussi une division ou un corps d'armée, aura, à chances égales, une supériorité réelle sur celui qui ne connaîtra que le service d'une arme ou d'un corps spécial.

Qu'un général de troupes qui aura médité de lui-même sur la guerre, sera également propre au commandement.

Que le grand caractère passe avant toutes les qualités requises pour un général en chef.

Enfin, que la réunion d'une sage théorie avec un grand caractère constituera le grand capitaine.

La difficulté d'assurer constamment de bons choix, a fait imaginer d'y suppléer par un bon état-major, qui, placé comme conseil des généraux, aurait une influence réelle sur les opérations. Sans doute un excellent corps d'état-major, dans lequel se perpétueraient de bonnes traditions, sera toujours une institution des plus utiles et des plus heureuses; mais il faudra encore veiller à ce que de fausses doctrines ne s'y introduisent pas, car alors cette institution deviendrait fatale. Frédéric-le-Grand, en fondant son académie militaire de Potzdam, ne se doutait guère qu'elle aboutirait au *rechte Schulter vor,* du général Ruchel (*) et à présenter l'ordre oblique comme un talisman infaillible qui fait gagner toutes les batailles: tant il est vrai que du sublime au ridicule il n'y a souvent qu'un pas.

Outre cela, il faudra éviter avec grand soin d'exciter un conflit entre le généralissime et son chef d'état-major; et si celui-ci doit être pris dans les notabilités de ce corps les mieux reconnues, encore faudra-t-il laisser au général le choix des individus avec lesquels il sympathisera le mieux. Imposer un chef d'état-major au généralissime, ce serait amener

(*) Ce général crut, à la bataille de Jéna, qu'il sauverait l'armée en commandant à ses soldats d'avancer l'épaule droite pour former une ligne oblique!!

l'anarchie des pouvoirs; lui laisser prendre un homme nul parmi ses cliens serait plus dangereux encore, car. s'il est lui-même un homme médiocre, placé par la faveur ou le hasard, son choix s'en ressentira. Le terme moyen pour éviter ces maux sera de donner, au général en chef, le choix parmi plusieurs généraux d'une capacité incontestable qu'on lui désignera, mais en lui laissant prendre celui qui lui conviendra.

On a imaginé aussi dans presque toutes les armées successivement, de donner plus de solennité et de poids à la direction des opérations militaires, en réunissant souvent des conseils de guerre pour aider le généralissime de leurs avis. Sans doute si le chef de l'armée est un Soubise, un Clermont, un Mack, un homme médiocre en un mot, il pourra se trouver souvent dans le conseil de guerre des avis meilleurs que les siens; la majorité même pourra prendre de meilleures décisions que lui; mais quel succès peut-on attendre d'opérations conduites par d'autres que ceux qui les ont imaginées et combinées? A quoi mènera l'exécution d'un projet que le général en chef ne comprendra qu'à demi, puisqu'il ne sera pas sa propre pensée?

J'ai fait par moi-même une terrible expérience de ce pitoyable rôle de souffleur d'un quartier-général, et personne peut-être ne pourrait mieux que moi

l'apprécier à sa juste valeur. C'est surtout au milieu d'un conseil de guerre que ce rôle doit être absurde, et plus le conseil sera nombreux et composé de hautes dignités militaires, plus il sera difficile d'y faire triompher la vérité et la raison pour peu qu'il y ait de dissidence.

Qu'aurait fait un conseil de guerre dans lequel Napoléon eût proposé, en qualité de conseiller, le mouvement d'Arcole, le plan de Rivoli, la marche par le St.-Bernard, le mouvement d'Ulm, celui sur Géra et Jéna? Les timides auraient trouvé ces opérations téméraires jusqu'à la folie; d'autres y auraient vu mille difficultés d'exécution; tous les eussent repoussées. Si au contraire le conseil les eût acceptées, et qu'un autre que Napoléon les eût conduites, n'auraient-elles pas certainement échoué?

Ainsi selon moi, c'est une déplorable ressource que celle des conseils de guerre; elle ne peut avoir qu'un seul côté favorable, c'est quand le conseil sera du même avis que le général en chef. Alors cela peut donner à celui-ci plus de confiance en ses propres résolutions, et il aura de plus la conviction que chacun de ses lieutenans, pénétré de la même idée que lui, fera de son mieux pour en assurer l'exécution. C'est le seul bien que puisse produire un conseil de guerre, qui d'ailleurs devra toujours être un conseil purement consultatif et rien de plus. Mais

si au lieu de ce parfait accord il y a dissidence, alors un tel conseil ne peut avoir que de fâcheux résultats.

D'après ce qui précède, je crois pouvoir conclure, que la meilleure manière d'organiser le commandement d'une armée, lorsqu'on n'aura pas un grand capitaine qui ait déjà donné de nombreuses preuves, sera :

1° de confier ce commandement à un brave éprouvé, hardi dans le combat, inébranlable dans le danger.

2° de lui donner pour chef d'état-major un homme de haute capacité, d'un caractère franc et loyal, avec lequel le généralissime vive en bonne harmonie ; la gloire est assez grande pour en céder une parcelle à un ami qui aurait concouru à préparer les succès. Ce fut ainsi que Blücher, assisté des Gneisenau, et des Muffling, sut se couvrir d'une gloire que probablement il n'eût jamais acquise tout seul. Sans doute cette espèce de double commandement ne vaudra jamais celui d'un Frédéric, d'un Napoléon, d'un Souwaroff, mais à défaut de cette unité d'un grand capitaine, c'est certainement le mode préférable.

Avant de terminer sur ces importantes matières, il me reste encore quelques mots à dire sur une autre manière d'influencer les opérations militaires:

c'est celle des conseils de guerre établis dans la capitale près du gouvernement.

Louvois dirigea long-temps de Paris, les armées de Louis XIV, et le fit avec succès. Carnot dirigea aussi de Paris les armées de la république; en 1793, il fit très-bien et sauva la France: en 1794, il fit d'abord très-mal, puis répara ses fautes par hasard; en 1796 il fit décidément fort mal. Mais Louvois et Carnot dirigeaient seuls les opérations sans réunir de conseil.

Le conseil aulique de guerre, établi à Vienne, eut souvent la mission de diriger les opérations des armées; il n'y eut jamais qu'une voix en Europe sur les funestes effets qui en sont résultés: est-ce à tort ou à raison? c'est ce que les généraux autrichiens peuvent seuls décider.

Pour ce qui me concerne, je pense que la seule attribution que puisse avoir un tel conseil se réduit à l'adoption d'un plan général d'opérations. On sait déjà que je n'entends point par-là un plan qui tracerait toute une campagne, enchaînerait les généraux et les ferait battre inévitablement; mais j'entends le plan qui doit déterminer le but de la campagne, la nature offensive ou défensive des opérations, puis les moyens matériels qu'il faudra disposer d'abord pour les premières entreprises, ensuite pour les réserves, finalement pour les levées possibles en cas d'invasion. On ne saurait nier que toutes ces choses

peuvent et doivent même être discutées dans un conseil de gouvernement, composé de généraux et de ministres; mais là doit se borner l'action d'un pareil conseil, car s'il a la prétention de dire au généralissime, non seulement de marcher à Vienne ou q Paris, mais de lui indiquer encore la manière dont il doit manœuvrer pour y arriver, alors le pauvre général sera certainement battu, et toute la responsabilité de ses revers pèsera sur ceux qui, à 200 lieues de l'ennemi, prétendent diriger une armée, qu'il est déjà si difficile de bien diriger quand on est sur les lieux.

ARTICLE XV.

De l'esprit militaire des nations et du moral des armées.

Un gouvernement adopterait en vain les meilleurs règlemens pour organiser une armée, s'il ne s'appliquait aussi à exciter l'esprit militaire dans le pays. Si dans la cité de Londres on préfère le titre du plus riche caissier à la décoration militaire, cela peut aller à un pays insulaire, protégé par ses escadres innombrables; mais une nation continentale qui adopterait les mœurs de la cité de Londres ou de la bourse de Paris, serait tôt ou tard la proie de ses voisins. Ce fut à l'assemblage des vertus civiques et de l'esprit militaire passé des institutions dans les mœurs, que les Romains furent redevables de leur grandeur: lorsqu'il perdirent ces vertus et que, cessant de regarder le service militaire comme un honneur autant que comme un devoir, on l'abandonna à des mercenaires Goths, Herules et Gaulois, la

perte de l'empire devint inévitable. Sans doute tout ce qui peut augmenter la prospérité d'un pays ne doit être ni oublié ni méprisé; il faut honorer même les hommes habiles et industriels qui sont les premiers instrumens de cette prospérité, mais il faut toujours que ce soit subordonné aux grandes institutions qui font la force des états en encourageant les vertus mâles et héroïques. La politique et la justice seront d'accord en cela car, quoiqu'en dise Boileau, il sera toujours plus glorieux *d'affronter le trépas sur les pas des Césars,* que de s'engraisser des misères publiques en jouant sur les vicissitudes du crédit de l'état. Malheur aux pays où le luxe du traitant et de l'agioteur insatiable d'or, sera placé au-dessus de la livrée du brave qui aura sacrifié sa vie, sa santé ou sa fortune, à la défense du pays.

Le premier moyen d'encourager l'esprit militaire, c'est d'entourer l'armée de toute la considération publique et sociale. Le second, c'est d'assurer aux services rendus à l'état la préférence dans tous les emplois administratifs qui viendraient à vaquer, ou d'exiger même un temps donné de service militaire pour certains emplois. Ce serait un sujet digne des plus sérieuses méditations, que de comparer les anciennes institutions militaires de Rome avec celles de la Russie et de la Prusse, et de les mettre ensuite en parallèle avec les doctrines des utopistes modernes qui, tonnant contre toute participation des officiers

de l'armée aux autres fonctions publiques, ne veulent plus que des rhéteurs dans toutes les grandes administrations. (*)

Sans doute il est beaucoup d'emplois qui exigent des études spéciales; mais ne serait-il pas possible au militaire de se livrer, dans les nombreux loisirs de la paix, à l'étude de la carrière qu'il voudrait embrasser après avoir payé sa dette au pays dans celle des armes? Et si les places administratives étaient données de préférence aux officiers retirés du service avec le grade de capitaine aux moins, ne serait-ce pas un grand stimulant pour chercher à arriver à ce grade? ne serait-ce pas aussi un stimulant pour que les officiers songeassent, dans leurs garnisons, à chercher leurs récréations ailleurs que dans les théâtres et les cafés publics?

Peut-être trouvera-t-on que cette facilité de passer du service militaire aux places de l'administration civile serait plutôt nuisible que favorable à l'esprit militaire, et que pour fortifier celui-ci il conviendrait au contraire de placer l'état de soldat tout-à-fait en dehors des autres carrières. C'est ainsi que procédaient les Mameloucks et les Janissaires dans

(*) Par exemple en France, au lieu d'exclure les militaires des élections, on devrait donner le droit d'électeur à tous les colonels et celui d'éligible à tous les généraux; les plus vénaux des députés ne seront pas les militaires.

leur origine. On achetait ces soldats à l'âge de 7 ou 8 ans et on les élevait dans l'idée qu'ils devaient mourir sous les drapeaux. Les Anglais même, ces hommes si fiers de leurs droits, contractent en devenant soldats l'obligation de l'être toute leur vie; et le soldat russe doit l'être pour vingt cinq ans, ce qui équivaut presque à un enrôlement éternel comme celui des Anglais.

Avec de pareilles armées, ainsi que dans celles qui se recruteraient par enrôlemens volontaires, peut-être serait-il effectivement plus convenable de ne pas admettre de fusion entre les charges d'officiers militaires et les places civiles. Mais partout où le service militaire sera un devoir temporaire imposé aux populations, le cas semble différent, et les institutions romaines, qui exigeaient un service de dix ans dans les légions avant de pouvoir prétendre aux diverses fonctions publiques, paraissent bien en effet le meilleur moyen de conserver l'esprit martial; surtout à une époque où la tendance générale vers le bien-être matériel semble devenir la passion dominante des sociétés.

Quoiqu'il en soit, je pense que sous tous les régimes possibles, le but permanent d'un gouvernement sage sera de relever le service militaire afin d'entretenir l'amour de la gloire et toutes les vertus guerrières, sous peine d'encourir le blâme de la postérité et d'éprouver le sort du Bas-Empire.

Ce ne sera pas tout que d'inspirer l'esprit militaire aux populations, il faudra encore l'encourager dans l'armée. A quoi servirait en effet que l'uniforme fût honoré dans la cité et imposé comme un devoir civique, si l'on n'apportait pas sous les drapeaux toutes les vertus guerrières? On aurait des milices nombreuses mais sans valeur.

L'exaltation morale d'une armée et l'esprit militaire sont deux choses bien différentes, qu'il faut avoir garde de confondre, et qui produisent néanmoins le même effet. La première est, comme on l'a dit, produite par des passions plus ou moins passagères, telles que les opinions politiques ou religieuses, un grand amour de la patrie : tandis que l'esprit militaire pouvant être inspiré par l'habileté d'un chef ou par de sages institutions, dépend moins des circonstances et doit être l'ouvrage d'un gouvernement prévoyant. (*)

Que le courage soit récompensé et honoré, que les grades soient respectés, la discipline passée dans les sentimens et dans les convictions plus encore que dans les formes.

Que les corps d'officiers et les cadres en général soient convaincus que la résignation, la bravoure et

(*) Il importe surtout que cet esprit anime les cadres d'officiers et de sous-officiers ; les soldats vont toujours bien quand les cadres sont bons et que la nation est brave.

le sentiment des devoirs, sont des vertus sans lesquelles il n'est pas d'armée respectable, pas de gloire possible : que tous sachent bien que la fermeté dans les revers est plus honorable que l'enthousiasme dans les succès, car il ne faut que du courage pour enlever une position, il faut de l'héroïsme pour faire une retraite difficile devant un ennemi victorieux et entreprenant, sans se laisser déconcerter et en lui opposant un front d'airin. Il est du devoir du prince de récompenser une belle retraite à l'égal de la plus belle victoire.

Endurcir les armées aux travaux et aux fatigues; ne pas les laisser chômer dans la mollesse des garnisons en temps de paix; leur inculquer le sentiment de leur supériorité sur les ennemis, sans néanmoins rabaisser trop ceux-ci; inspirer l'amour des grandes actions; exciter en un mot l'enthousiasme par des inspirations en harmonie avec l'esprit qui domine les masses; décorer la valeur et punir la faiblesse, enfin flétrir la lâcheté : voilà les moyens de former un bon esprit militaire.

Ce fut la molesse surtout qui perdit les légions romaines : ces redoutables soldats, qui portaient casque, bouclier et cuirasse sous le ciel brûlant de l'Afrique du temps des Scipions, les trouvèrent trop lourds sous le ciel froid de la Gaule et de la Germanie; alors l'Empire fut perdu.

J'ai dit qu'il ne fallait jamais trop inspirer le mépris de ses adversaires parce que, dans les cas où l'on trouverait une résitance opiniâtre, le moral du soldat pourrait en être ébranlé. Napoléon, s'adressant à Jéna au corps de Lannes, lui vantait la cavalerie prussienne, mais promettait qu'elle ne pourrait rien contre les bayonnettes de ses Egyptiens!

Il faut savoir aussi prémunir les officiers, et par eux les soldats, contre ces terreurs subites qui s'emparent souvent des armées les plus braves, quand elles ne sont pas retenues par le frein de la discipline et par la conviction que l'ordre dans une troupe est le gage de sa sûreté. Ce ne fut pas faute de courage que cent mille Turcs se firent battre à Péterwardin par le prince Eugène et à Kagoul par Roumanzoff: Ce fut parce qu'une fois repoussés dans leurs charges désordonnées, chacun d'eux se trouva livré à ses inspirations personnelles, combattant tous individuellement sans aucun ordre dans les masses. Une troupe saisie de panique se trouve dans le même état de démoralisation, parce que le désordre étant une fois introduit, tout concert et tout ensemble dans les volontés individuelles devient impossible; la voix des chefs ne peut plus se faire entendre; toute manœuvre pour rétablir le combat devient inexécutable, et alors il ne reste de salut que dans une fuite honteuse.

Les peuples à imagination vive et ardente sont plus sujets que les autres à ces déroutes, et ceux du midi sont presque tous dans ce cas. Il n'y a que de fortes institutions et des chefs habiles qui puissent y remédier. Les Français mêmes, dont les vertus militaires n'ont jamais été mises en question quand ils ont été bien conduits, ont vu souvent de ces allertes qu'il est permis de nommer ridicules. Qui ne se rappelle l'inconvenable terreur panique dont l'infanterie du maréchal de Villars fut saisie après avoir gagné la bataille de Friedlingen (1704)? La même chose eut lieu dans l'infanterie de Napoléon après la victoire de Wagram, lorsque l'ennemi était en pleine retraite. Et, ce qui fut plus extraordinaire encore, c'est la déroute de la 97me demi-brigade au siège de Gênes, où 1500 hommes fuyaient devant un peloton de hussards, tandis que ces mêmes hommes enlevèrent deux jours après le fort du Diamant, par un des coups de main les plus vigoureux de l'histoire moderne.

Il semblerait bien facile néanmoins de convaincre de braves soldats, que la mort frappe plus vite et plus sûrement des hommes fuyant en désordre, que ceux qui savent rester unis pour présenter un front d'airain à l'ennemi, ou se rallier promptement s'ils viennent à être momentanément enfoncés. L'armée russe, sous ce rapport, peut servir de modèle à toutes celles de l'Europe, et l'aplomb qu'elle a dé-

ployé dans toutes ses retraites tient autant au caractère national qu'à l'instinct naturel de ses soldats et aux institutions d'une forte discipline. Ce n'est pas en effet toujours la vivacité d'imagination des troupes qui y introduit le désordre, le défaut d'habitude d'ordre y est pour beaucoup, et le défaut des précautions des chefs pour en assurer le maintien y contribue plus encore. J'ai été souvent étonné de l'insouciance de la plupart des généraux à ce sujet : non seulement ils ne daignaient pas prendre la moindre précaution de logistique pour assurer la direction des petits détachemens ou hommes isolés ; ils n'adoptaient aucuns signaux de ralliement pour faciliter, aux différens corps d'une armée, la réunion des fractions qui auraient pu être éparpillées par suite d'une terreur subite, ou même d'une charge irrésistible de l'ennemi ; mais ils se formalisaient même de ce qu'on pût songer à leur proposer de semblables précautions. Cependant le courage le plus incontestable, et la discipline la plus sévère seraient souvent impuissans pour remédier à un grand désordre, auquel la bonne habitude de signaux de ralliement divisionaires pourrait beaucoup plus facilement obvier. Sans doute il est des cas où toutes les ressources humaines seraient insuffisantes pour le maintien de l'ordre : tel par exemple celui où les souffrances physiques auxquelles les troupes se trouveraient en proie, au-

raient réussi à les rendre sourdes à toute espèce d'excitation, et où les chefs seraient eux-mêmes dans l'impossibilité de rien faire pour les réorganiser : c'est ce qui arriva dans la retraite de 1812. Mais hormis ces cas exceptionnels, de bonnes habitudes d'ordre, de bonnes précautions de logistique et une bonne discipline, réussiront le plus souvent, si non à prévenir toute panique, du moins à y porter prompt remède.

Il est temps de quitter ces matières dont je n'ai voulu tracer qu'un aperçu, et de passer enfin à l'examen des combinaisons purement militaires.

CHAPITRE III.

DE LA STRATÉGIE.

Définition et principe fondamental.

L'art de la guerre, indépendamment des parties que nous venons d'exposer succinctement, se compose encore, comme on l'a vu plus haut, de cinq branches principales : la stratégie, la grande tactique, la logistique, la tactique de détail, et l'art de l'ingénieur. Nous ne traiterons que les trois premières, pour les motifs déjà indiqués ; il est donc urgent de commencer par les définir.

Pour le faire plus sûrement, nous suivrons l'ordre dans lequel les combinaisons qu'une armée peut

avoir à faire, se présentent à ses chefs au moment où la guerre se déclare; commençant naturellement par les plus importantes, qui constituent en quelque sorte le plan d'opérations, et procèdant ainsi à l'inverse de la tactique, qui doit commencer par de petits détails pour arriver à la formation et à l'emploi d'une grande armée (*).

Nous supposons donc l'armée entrant en campagne : le premier soin de son chef sera de convenir avec le gouvernement de la nature de la guerre qu'il fera; ensuite il devra bien étudier le théâtre de ses entreprises; puis il choisira, de concert avec le chef de l'état, la base d'opérations la plus convenable, selon que ses frontières et celles de ses alliés s'y prèteront.

Le choix de cette base et plus encore le but qu'on se proposera d'atteindre, contribueront à déterminer la zône d'opérations qu'on adoptera. Le généralissime prendra un premier point objectif pour ses entreprises; il choisira la ligne d'opérations qui mènerait à ce point, soit comme ligne temporaire, soit comme ligne définitive.

(*) Pour apprendre la tactique il faut étudier d'abord l'école de peloton, puis celle de bataillon, enfin les évolutions de ligne; alors on passe aux petites opérations de la campagne, puis à la castramétation, ensuite les marches, enfin la formation des armées. Mais en stratégie le commencement part du sommet, c'est-à-dire, du plan de la campagne.

L'armée marchant sur cette ligne d'opérations, aura un front d'opérations ou un front stratégique : derrière ce front elle fera bien d'avoir une ligne de défense pour servir d'appui au besoin. Les positions passagères que ses corps d'armée prendront sur le front d'opérations ou sur la ligne de défense, seront des positions stratégiques.

Lorsque l'armée arrivera près de son premier objectif et que l'ennemi commencera à s'opposer à ses entreprises, elle l'attaquera ou manœuvrera pour le contraindre à la retraite; elle adoptera à cet effet une ou deux lignes stratégiques de manœuvres, lesquelles étant temporaires pourront dévier, jusqu'à certain point, de la ligne générale d'opérations, avec laquelle il ne faut point les confondre.

Pour lier le front d'opérations à la base, on formera, à mesure qu'on avancera, la ligne d'étapes et les lignes d'approvisionnemens, dépôts, etc.

Si la ligne d'opérations est un peu étendue en profondeur et qu'il y ait des corps ennemis à portée de l'inquiéter, on aura à choisir entre l'attaque et l'expulsion de ces corps, ou bien à poursuivre l'entreprise contre l'armée ennemie, soit en ne s'inquiétant pas des corps secondaires, soit en se bornant à les observer : si l'on s'arrête à ce dernier parti, il en résultera un double front d'opérations et de grands détachemens.

L'armée étant près d'atteindre son point objectif et l'ennemi voulant s'y opposer, il y aura bataille ; lorsque ce choc sera indécis on s'arrêtera pour recommencer la lutte; si l'on remporte la victoire on poursuivra ses entreprises pour atteindre ou dépasser le premier objectif et en adopter un second.

Lorsque le but de ce premier objectif sera la prise d une place d'armes importante, le siège commencera. Si l'armée n'est pas assez nombreuse pour continuer sa marche en laissant un corps de siège derrière so , elle prendra une position stratégique pour le couvrir : c'est ainsi qu'en 1796 l'armée d'Italie ne comptant pas 50 mille combattans ne put dépasser Mantoue pour pénétrer au cœur de l'Autriche, en laissant 25 mille hommes dans cette place, et ayant en outre 40 mille hommes en face, sur la double ligne du Tyrol et du Frioul.

Dans le cas, au contraire, où l'armée aurait les forces suffisantes pour tirer un plus grand fruit de sa victoire, ou bien qu'il n'y aurait pas de siège à faire, elle marcherait à un second objectif plus important encore. Si ce point se trouve à une certaine distance il sera urgent de se procurer un point d'appui intermédiaire; on formera donc une base éventuelle au moyen d'une ou deux villes à l'abri d'insulte, qu'on aurait sans doute occupées; en cas contraire on formera une petite réserve stratégique qui couvrira les derrières et protégera les grands dépôts

par des ouvrages passagers. Lorsque l'armée passera des fleuves considérables on y construira à la hâte des têtes de ponts, et si les ponts sont dans des villes fermées de murailles, on élèvera quelques retranchemens pour augmenter la défense de ces postes et doubler ainsi la solidité de la base éventuelle ou de la réserve stratégique qu'on y placerait.

Si au contraire la bataille a été perdue, il y aura retraite, afin de se rapprocher de la base et d'y puiser de nouvelles forces, tant par les détachemens que l'on attirerait à soi, que par les places et camps retranchés qui arrêteraient l'ennemi ou l'obligeraient à diviser ses moyens.

Lorsque l'hiver approche, il y aura cantonnemens d'hiver, ou bien les opérations seront continuées par celle des deux armées qui, ayant obtenu une supériorité décidée et ne trouvant pas d'obstacles majeurs dans la ligne de défense ennemie, voudrait profiter de son ascendant : il y aurait alors campagne d'hiver ; cette résolution qui dans tous les cas devient également pénible pour les deux armées, ne présente pas de combinaisons particulières ; si ce n'est d'exiger un redoublement d'activité dans les entreprises pour obtenir le dénouement le plus prompt.

Telle est la marche ordinaire d'une guerre : telle sera aussi celle que nous suivrons pour procéder à

l'examen des différentes combinaisons que ces opérations amènent.

Toutes celles qui embrassent l'ensemble du théâtre de la guerre sont du domaine de la stratégie qui comprendra ainsi

1°. La définition de ce théâtre et des diverses combinaisons qu'il offrirait.

2°. Le choix et l'établissement de la base fixe, et de la zône d'opérations.

3°. La détermination du point objectif qu'on se propose, soit offensif, soit défensif.

4°. La détermination des points décisifs du théâtre de la guerre.

5°. Les fronts d'opérations, et lignes de défense.

6°. Le choix des lignes d'opérations qui mènent de la base audit point objectif ou au front d'opérations.

7°. Celui des meilleures lignes stratégiques à prendre pour une opération donnée ; les manœuvres différentes pour embrasser ces lignes dans leurs diverses combinaisons.

8°. Les bases d'opérations éventuelles et les réserves stratégiques.

9°. Les marches d'armées considérées comme manœuvres.

10°. Les magasins considérés dans leurs rapports avec les marches des armées.

11°. Les forteresses envisagées comme moyens stratégiques, comme refuges d'une armée, ou obstacles à sa marche : les siéges à faire et à couvrir.

12°. Les camps retranchés ; têtes de ponts, etc.

13°. Les diversions et les grands détachemens.

Indépendamment de ces combinaisons qui entrent principalement dans la projection du plan général pour les premières entreprises de la campagne, il est d'autres opérations mixtes, qui participent de la stratégie pour la direction à leur donner, et de la tactique pour leur exécution comme : les passages de fleuves et rivières, les retraites, les quartiers d'hiver, les surprises, les descentes, les grands convois, etc.

La 2me branche est la tactique, c'est-à-dire les manœuvres d'une armée un jour de bataille, ou de combat, et les diverses formations pour mener les troupes à l'attaque.

La 3me branche est la logistique ou l'art pratique de mouvoir les armées, le détail matériel des marches et des formations, l'assiette des camps non retranchés et cantonnemens, en un mot l'exécution des combinaisons de la stratégie et de la tactique.

Plusieurs controverses futiles ont eu lieu pour déterminer, d'une manière absolue, la ligne de démarcation qui sépare ces diverses branches de la science ; j'ai dit que la stratégie est l'art de faire la guerre sur la carte, l'art d'embrasser tout le

théâtre de la guerre ; la tactique est l'art de combattre sur le terrain, d'y placer ses forces selon les localités et de les mettre en action sur divers point du champ de bataille, c'est-à-dire dans un espace de 4 ou 5 lieues, de manière que tous les corps agissans puissent recevoir des ordres et les exécuter dans le courant même de l'action ; enfin la logistique n'est au fond que la science de préparer l'application des deux autres. On a critiqué ma définition sans en donner de meilleure ; il est certain que beaucoup de batailles ont été décidées par des mouvemens stratégiques, et n'ont été même qu'une série de pareils mouvemens ; mais cela n'a jamais eu lieu que contre des armées dispersées, cas qui fait exception ; or la définition générale, ne s'appliquant qu'à des batailles rangées, n'en est pas moins exacte. (*)

Ainsi, indépendamment des mesures d'exécution locale qui sont de son ressort, la grande tactique, selon moi, comprendra les objets suivans :

(*) On pourrait dire que la tactique est le combat, et que la stratégie c'est toute la guerre avant le combat, et après le combat, les sièges seuls exceptés, encore appartiennent-ils à la stratégie pour décider ceux qu'il faut faire, et comment il faut les couvrir. La stratégie décide *où* l'on doit agir, la logistique, y amène et place les troupes ; la tactique décide leur emploi et le mode d'exécution.

1° Le choix des positions et des lignes de bataille défensives.

2° La défense offensive dans le combat.

3° Les différentes ordres de batailles, ou grandes manœuvres propres à attaquer une ligne ennemie.

4° La rencontre de deux armées en marche et batailles imprévues.

5° Les surprises d'armées. (*)

6° Les dispositions pour conduire les troupes au combat.

7° L'attaque des positions et camps retranchés.

8° Les coups de main.

Toutes les autres opérations de la guerre rentreront dans le détail de la petite guerre, comme les convois, les fourrages, les combats partiels d'avant-garde ou d'arrière-garde, l'attaque même des petits postes, en un mot, tout ce qui doit être exécuté par une division ou détachement isolé.

Du principe fondamental de la guerre.

Le but essentiel de cet ouvrage est de démontrer qu'il existe un principe fondamental de toutes les opérations de la guerre, principe qui doit présider à

(*) Il s'agit des surprises d'armées en pleine campagne, et non de surprises de quartiers d'hiver.

toutes les combinaisons pour qu'elles soient bonnes. Il consiste :

1° A porter par des combinaisons stratégiques le gros des forces d'une armée successivement sur les points décisifs d'un théâtre de guerre et autant que possible sur les communications de l'ennemi, sans compromettre les siennes.

2° A manœuvrer de manière à engager ce gros des forces contre des fractions seulement de l'armée ennemie.

3° Au jour de bataille, à diriger également, par des manœuvres tactiques, le gros de ses forces sur le point décisif du champ de bataille, ou sur celui de la ligne ennemie qu'il importerait d'accabler.

4° A faire ensorte que ces masses ne soient pas seulement présentes sur le point décisif, mais qu'elles y soient mises en action avec énergie et ensemble de manière à produire un effort simultané.

On a trouvé ce principe général si simple que les critiques ne lui ont pas manqué (*).

On a objecté qu'il était fort aisé de recommander de porter ses principales forces sur les points décisifs

(*) Pour aller au devant de ces critiques j'aurais dû peut être placer ici le chapitre entier des principes généraux de l'art de la guerre qui termine mon Traité des grandes opérations, (chap. XXXV de la 3ᵉ édition) : mais des motifs puissans m'ont empêché de dépouiller mon premier ouvrage du chapitre qui en fait le principal mérite, et que mes censeurs auraient dû au moins lire.

et de savoir les y engager; mais que l'art consistait précisement à bien reconnaître ces points.

Loin de contester une vérité si naïve, j'avoue qu'il serait au moins ridicule démettre un pareil principe général, sans l'accompagner de tous les développemens nécessaires pour faire saisir les différentes chances d'application; aussi n'ai-je rien négligé pour mettre chaque officier studieux en état de déterminer facilement les points décisifs d'un échiquier stratégique ou tactique. On trouvera à l'article 19 ci-après, la définition de ces divers points, et on reconnaîtra dans tous les articles 18 à 22, ceux qui s'appliquent aux diverses combinaisons d'une guerre. Les militaires qui après les avoir médités attentivement, croiraient encore que la détermination de ces points décisifs est un problême insoluble, doivent désespérer de jamais rien comprendre à la stratégie.

En effet un théâtre d'opérations ne présente jamais que trois zônes, une à droite, une à gauche, une au centre. De même chaque zône, chaque front d'opérations, chaque position stratégique et ligne de défense, comme chaque ligne tactique de bataille, n'a jamais que ces mêmes subdivisions, c'est-à-dire deux extrémités et un centre. Or il y aura toujours une de ces trois directions qui sera bonne pour aller au but important que l'on veut atteindre, une des deux autres s'en éloignera plus ou moins, et la troisième

lui sera tout à fait opposée. Dès lors en combinant les positions ennemies avec les points géographiques et avec les projets que l'on voudrait former, il semble que toute question de mouvement stratégique, comme de manœuvre tactique, se reduira toujours à savoir, si l'on doit manœuvrer à droite, à gauche, ou directement devant soi : le choix entre trois alternatives si simples ne saurait être une énigme digne d'un nouveau sphinx.

Je suis loin de prétendre, néanmoins, que tout l'art de la guerre ne consite que dans le choix d'une bonne direction à donner aux masses, mais on ne saurait nier que c'est du moins le point fondamental de la stratégie. Ce sera au talent d'exécution, au savoir-faire, à l'énergie, au coup-d'œil, à compléter ce que de bonnes combinaisons auront sû préparer. Nous allons donc d'abord appliquer le principe indiqué, aux différentes combinaisons de la stratégie et de la tactique, puis prouver, par l'histoire de vingt campagnes célèbres, que tous les succès ou les revers furent le résultat de l'application ou de l'oubli que l'on en fit. (*)

(*) On trouvera la relation de ces 20 campagnes avec 60 plans de batailles dans mon histoire de la guerre de 7 ans, dans celle des guerres de la révolution, et dans la vie politique et militaire de Napoléon.

DES COMBINAISONS STRATÉGIQUES.

ARTICLE XVI.

Du système des opérations offensives ou défensives.

La guerre une fois résolue, la première chose à décider, c'est de savoir si elle sera offensive ou défensive. Avant tout il convient de bien définir ce qu'on entend par ces mots :

L'offensive se présente sous plusieurs faces : si elle est dirigée contre un grand état, qu'elle embrasse en entier, c'est alors *une invasion*; si elle ne s'applique qu'à l'attaque d'une province, ou d'une ligne de défense plus ou moins bornée, ce n'est plus une invasion, mais une offensive ordinaire; enfin, si ce n'est qu'une attaque sur une

position quelconque de l'armée ennemie, et bornée à une seule opération, cela s'appelle *l'initiative des mouvemens* (*). Comme nous l'avons dit au chapitre précédent, l'offensive, considérée moralement et politiquement, est presque toujours avantageuse, parce qu'elle porte la guerre sur le sol étranger, qu'elle ménage son propre pays, diminue les ressources de l'ennemi, et augmente les siennes : elle élève le moral de l'armée et impose souvent la crainte à son adversaire : cependant il arrive aussi qu'elle excite son ardeur, lorsqu'elle lui fait sentir qu'il s'agit de sauver la patrie menacée.

Sous le rapport militaire, l'offensive a son bon et son mauvais côté; en stratégie, si elle est poussée jusqu'à l'invasion, elle donne des lignes d'opérations *étendues en profondeur*, qui sont toujours dangereuses en pays ennemi. Tout le théâtre d'opérations, les montagnes, les fleuves, les défilés, les places de guerre, étant des obstacles favorables à la défense, sont ainsi contraires à l'offensive; les habitans et les autorités du pays lui seront hostiles au lieu d'être des instrumens. Mais si elle obtient un succès, elle frappe la puissance ennemie jus-

---

(*) Cette distinction paraîtra trop subtile; je la crois juste sans y attacher un grand prix; il est certain que l'on peut prendre l'initiative d'une attaque pour une demi heure, tout en suivant en général le système défensif.

qu'au cœur, la prive de ses moyens de guerre, et peut amener un prompt dénouement de la lutte.

Appliquée à une simple opération passagère, c'est-à-dire, considérée comme initiative des mouvemens, l'offensive est alors toujours avantageuse, surtout en stratégie. En effet, si l'art de la guerre consiste à porter ses forces au point décisif, on comprend que le premier moyen d'appliquer ce principe sera de prendre l'initiative des mouvemens. Celui qui a pris cette initiative, sait d'avance ce qu'il fait et ce qu'il veut; il arrive avec ses masses au point où il lui convient de frapper. Celui qui attend est prévenu partout; l'ennemi tombe sur des fractions de son armée; il ne sait ni où son adversaire veut porter ses efforts, ni les moyens qu'il doit lui opposer.

En tactique, l'offensive a aussi des avantages; mais ils sont moins positifs, parce que les opérations n'étant pas sur un rayon aussi vaste, celui qui a l'initiative ne peut pas les cacher à l'ennemi, qui, le découvrant à l'instant, peut, à l'aide de bonnes réserves, y remédier sur-le-champ. Outre cela, celui qui marche à l'ennemi a contre lui tous les désavantages résultant des obstacles du terrain qu'il devra franchir pour aborder la ligne de son adversaire, ce qui fait croire, qu'en tactique surtout, les chances des deux systèmes sont assez balancées. Au reste, quelques avantages que l'on puisse se

promettre de l'offensive stratégiquement et politiquement, il est constant qu'on ne saurait adopter ce système exclusivement pour toute la guerre, car il n'est pas même certain qu'une campagne commencée offensivement ne finisse par la défensive.

La guerre défensive, comme nous l'avons déjà dit, a aussi ses avantages lorsqu'elle est sagement combinée. Elle est de deux espèces : la défense inerte ou passive, ou la défense active avec des retours offensifs. La première est toujours pernicieuse ; la seconde peut procurer de grand succès. Le but d'une guerre défensive étant de couvrir le plus long-temps possible la portion de territoire menacé par l'ennemi, il est évident que toutes les opérations doivent avoir pour but de retarder ses progrès, de contrarier ses entreprises en multipliant les difficultés de sa marche, sans néanmoins laisser entamer sérieusement l'armée. Celui qui se décide à l'invasion le fait toujours par suite d'un ascendant quelconque, il doit viser à un dénouement aussi prompt que possible : le défenseur au contraire doit le reculer jusqu'à ce que son adversaire soit affaibli par des détachemens obligés, par les marches, les fatigues, etc.

Une armée ne se réduit guère à une défense positive que par suite de revers ou d'une infériorité flagrante. Dans ce cas elle cherche, sous l'appui des places et à la faveur des barrières naturelles ou

artificielles, les moyens de rétablir l'équilibre des chances, en multipliant les obstacles qu'elle peut opposer à l'ennemi.

Ce système, lorsqu'il n'est pas poussé trop loin, présente aussi d'heureuses chances, mais c'est dans le cas seulement où le général qui se croit obligé d'y recourir a le bon esprit de ne pas se réduire à une défense inerte; c'est-à-dire, qu'il se gardera d'attendre sans bouger, dans des postes fixes, tous les coups que l'ennemi voudrait lui porter. Il faudra qu'il s'applique au contraire à redoubler l'activité de ses opérations, et à saisir toutes les occasions qui se présenteront de tomber sur les points faibles de l'ennemi, en prenant l'initiative des mouvemens.

Ce genre de guerre, que j'ai nommé autrefois la défensive-offensive (*), peut être avantageux en stratégie comme en tactique. En agissant ainsi on se donne les avantages des deux systèmes, car on a celui de l'initiative, et l'on est plus maître de saisir l'instant où il convient de frapper, lorsqu'on se trouve au milieu d'un échiquier que l'on a préparé d'avance au centre des ressources et des appuis de son pays.

(*) D'autres l'ont nommée défense active, ce qui n'est pas aussi juste, puisque la défense pourrait être très active sans être offensive pour cela; on peut néanmoins adopter le mot, qui est plus grammatical.

Dans les trois premières campagnes de la guerre de sept ans, Frédéric-le-Grand fut agresseur; mais dans les quatre dernières il donna le vrai modèle d'une défense offensive. Il faut avouer aussi qu'il fut merveilleusement secondé par ses adversaires, qui lui donnèrent à l'envi tout le loisir et les occasions de prendre l'initiative avec succès.

Wellington a aussi joué ce rôle dans la majeure partie de sa carrière en Portugal, en Espagne et en Belgique, et c'était en effet le seul qui convînt à sa position. Il est toujours facile de faire le Fabius lorsqu'on le fait sur un territoire allié, que l'on n'a point à s'inquiéter du sort de la capitale ou des provinces menacées, en un mot lorsqu'on peut consulter uniquemeut les convenances militaires.

En définitive, il paraît incontestable qu'un des plus grands talens d'un général est de savoir employer tour à tour ces deux systèmes, et surtout de savoir ressaisir l'initiative au milieu même d'une lutte défensive.

ARTICLE XVII.

Du théâtre des opérations.

Le théâtre d'une guerre embrasse toutes les contrées où deux puissances peuvent s'attaquer, soit par leur propre territoire, soit par celui de leurs alliés ou des puissances secondaires qu'elles entraîneront dans le tourbillon par crainte ou par intérêt. Lorsqu'une guerre se complique d'opérations maritimes, alors le théâtre n'en est pas restreint aux frontières d'un état, mais il peut embrasser les deux hémisphères, comme cela est arrivé dans la lutte entre la France et l'Angleterre depuis Louis XIV jusqu'à nos jours.

Ainsi le théâtre général d'une guerre est une chose si vague et si dépendante des incidens, qu'il ne faut pas le confondre avec le théâtre des opérations que chaque armée peut embrasser indépendamment de toute complication.

Le théâtre d'une guerre continentale entre la France et l'Autriche peut embrasser l'Italie seule, ou l'Allemagne et l'Italie si les princes allemands y prennent part.

Il peut arriver que les opérations soient combinées, ou que chaque armée soit destinée à agir séparément. Dans le premier cas, le théâtre général des opérations ne doit être considéré que comme un même échiquier, sur lequel la stratégie doit faire mouvoir les armées dans le but commun qui aura été arrêté. Dans le second cas, chaque armée aura son théâtre d'opérations particulier, indépendant l'un de l'autre.

Le théâtre d'opérations d'une armée comprend tout le terrain qu'elle chercherait à envahir, et tout celui qu'elle peut avoir à défendre. Si elle doit opérer isolément, ce théâtre forme tout son échiquier, hors duquel elle pourrait bien chercher une issue dans le cas où elle s'y trouverait investie de trois côtés, mais hors duquel elle ne doit combiner aucune manœuvre, puisque rien ne serait prévu pour une action commune avec l'armée secondaire.

Si, au contraire, les opérations sont concertées, alors le théâtre des opérations de chaque armée prise isolément, ne devient, en quelque sorte, qu'une des zônes d'opérations de l'échiquier géné-

ral où les masses belligérantes doivent opérer dans un même but.

Indépendamment des accidens topographiques dont il est parsemé, chaque théâtre ou échiquier, sur lequel on doit opérer avec une ou plusieurs armées, se compose pour les deux partis :

1°. D'une base d'opérations fixe.

2°. D'un but objectif.

3°. De fronts d'opérations et de lignes de défense.

4°. De zônes et de lignes d'opérations.

5°. De lignes stratégiques et de lignes de communications.

6°. D'obstacles naturels ou artificiels à vaincre ou à opposer à l'ennemi.

7°. De points stratégiques géographiques importans à occuper dans l'offensive, ou à couvrir défensivement.

8°. De bases d'opérations accidentelles et intermédiaires entre le but objectif et la base positive.

9°. De points de réfuge en cas de revers.

Pour rendre la démonstration plus intelligible, je suppose la France voulant envahir l'Autriche avec deux ou trois armées, destinées à se réunir sous un chef et partant de Mayence, du Haut-Rhin,

de la Savoie, ou des Alpes maritimes. Chaque contrée que l'une ou l'autre de ces trois armées aurait à parcourir, sera en quelque sorte une zône d'opérations de l'échiquier général. Mais si l'armée d'Italie ne doit agir que jusqu'à l'Adige, sans rien concerter avec l'armée du Rhin, alors ce qui n'était considéré que comme une zône d'opérations dans le plan général, devient l'unique échiquier de cette armée et son théâtre d'opérations.

Dès lors chaque échiquier doit avoir sa base particulière, son point objectif, ses zônes et ses lignes d'opérations qui mènent de la base au but objectif dans l'offensive, ou du but objectif à la base dans la défensive.

****

Quant aux points matériels ou topographiques dont un théâtre d'opérations se trouve plus ou moins sillonné en tout sens, l'art ne manque pas d'ouvrages qui ont discuté leurs différentes propriétés stratégiques ou tactiques : les routes, les fleuves, les montagnes, les forêts, les villes offrant des ressources ou à l'abri d'un coup de main, les places de guerre, ont été l'objet de maints débats, dans lesquels les plus érudits n'ont pas toujours été les plus lumineux.

Les uns ont donné aux noms des significations étranges; on a imprimé et professé que les fleuves

étaient les lignes d'opérations par excellence!! or, comme une telle ligne ne saurait exister sans posséder deux ou trois chemins pour mouvoir l'armée dans la sphère de ses entreprises, et au moins une ligne de retraite, ces nouveaux Moïses prétendaient ainsi transformer les fleuves en lignes de retraites! même en lignes de manœuvres! Il paraissait bien plus naturel et plus juste de dire que les fleuves sont d'excellentes lignes d'approvisionnement, de puissans auxiliaires pour l'établissement d'une bonne ligne d'opérations, mais jamais cette ligne elle-même.

Ce n'est pas avec un moindre étonnement que l'on a vu affirmer, par un écrivain grave, que, *si l'on avait un pays à créer pour en faire un bon théâtre de guerre, il faudrait éviter d'y construire des routes convergentes parce qu'elles facilitent l'invasion!!* Comme si un pays pouvait exister sans capitale, sans villes riches et industrieuses, et si les routes n'allaient pas forcément converger vers ces points où les intérêts de toute une contrée se concentrent naturellement et par la force des choses. Lors même qu'on ferait une steppe de toute l'Allemagne pour y reconstruire un théâtre de guerre au gré de l'auteur, des villes commerçantes se relèveraient, des chefs-lieux se rétabliraient, et tous les chemins iraient de nouveau converger vers ces artères vivificateurs. D'ailleurs ne fut ce pas à des

routes convergentes que l'archiduc Charles dut la facilité de battre Jourdan en 1796? Et dans le fait ces routes ne favorisent elles pas la défense autant que l'attaque, puisque deux masses, se repliant sur deux rayons convergens, peuvent se réunir plus vite que les deux masses qui les suivraient et les battre ainsi séparément.

D'autres auteurs ont voulu que les pays de montagnes fourmillent de points stratégiques, et les antagonistes de cette opinion ont affirmé que les points stratégiques étaient au contraire plus rares dans les Alpes que dans les plaines, mais qu'en échange s'ils étaient moins nombreux ils n'en étaient que plus importans et plus décisifs.

Quelques écrivains ont présenté aussi les hautes montagnes comme autant de murailles de la Chine inaccessibles pour tous; tandis que Napoléon, en parlant des Alpes Rhétiennes disait, «*qu'une armée devait passer par tout où un homme pouvait poser le pied*».

Des généraux aussi expérimentés dans la guerre de montagnes ont reconnu de même la grande difficulté d'y mener une guerre défensive, à moins d'y réunir les avantages d'une levée en masse des populations à ceux d'une armée régulière, les premières pour garder les cimes et harceler l'ennemi, la dernière pour lui livrer bataille sur les points décisifs à la jonction des grandes vallées.

En relevant ces contradictions nous ne cédons point à un futile esprit de critique, mais seulement à l'envie de démontrer à nos lecteurs que, loin d'avoir porté l'art jusqu'à ses dernières limites, il existe encore une multitude de points à discuter :

Nous n'entreprendrons pas de démontrer ici la valeur stratégique des divers accidens topographiques ou artificiels qui composent un théâtre de guerre, car les plus importans seront examinés dans les différens articles de ce chapitre auxquels ils se rapportent ; mais on peut dire en général que cette valeur dépend beaucoup de l'habileté des chefs, et de l'esprit dont ils sont animés ; le grand capitaine qui avait franchi le St.-Bernard et ordonné le passage du Splugen, était loin de croire à l'*inexpugnabilité* de ces chaînes, et il ne se doutait guère qu'un misérable ruisseau bourbeux et un enclos de murs pussent changer ses destinées à Waterloo.

ARTICLE XVIII.

Des bases d'opérations.

Le premier point d'un plan d'opérations est de s'assurer d'une bonne base; on nomme ainsi l'étendue des frontières d'un état d'où une armée tirera ses ressources et renforts; celle d'où elle devra partir pour une expédition offensive, et où elle trouvera un refuge au besoin; celle enfin sur laquelle elle devra s'appuyer si elle couvre son pays défensivement.

Quoique la base des opérations soit aussi ordinairement celle des ressources, cependant toute ligne par laquelle viendrait une partie de ces ressources, ne serait pas pour cela une ligne d'opérations mais une ligne d'approvisionnement.

Chaque armée peut avoir plusieurs bases successives: une armée française opérant en Allemagne a pour premier base le Rhin; mais si elle est ra-

menée derrière le fleuve, elle a une nouvelle base sur la Moselle ; elle peut en avoir une troisième sur la Seine, une quatrième sur la Loire.

Lorsqu'une armée se trouve repoussée sur sa première base, celle-ci devient alors une ligne de défense, surtout si elle est fortifiée : dans ce cas, il faut que l'armée ait une nouvelle base en seconde ligne.

Une base appuyée sur un fleuve large et impétueux, dont on tiendrait les rives par de bonnes forteresses situées à cheval sur ce fleuve, serait sans contredit la plus favorable qu'on pût désirer.

Plus la base est large, moins elle est facile à couvrir, mais moins il sera facile aussi d'en couper l'armée.

Un état, dont la capitale ou le centre de puissance est trop près de la première frontière, offre moins d'avantages pour baser ses défenseurs, qu'un état dont la capitale est plus éloignée.

Toute base, pour être parfaite, doit offrir deux ou trois places d'une capacité suffisante pour y établir des magasins, des dépôts, etc. Elle doit avoir au moins une tête de pont retranchée sur chacune des rivières inguéables qui s'y trouvent.

Jusqu'à ce jour on a été assez généralement d'accord sur toutes les qualités que nous venons d'énumérer; mais il est d'autres points sur lesquels les avis ont été plus divisés. Plusieurs écrivains ont

voulu que, pour être parfaite, une base fut parallèle avec celle de l'adversaire; tandis qu'au contraire j'ai émis l'opinion que les bases perpendiculaires à celles de l'ennemi sont les plus avantageuses, notamment celles qui, présentant deux faces à-peu-près perpendiculaires l'une à l'autre et figurant un angle rentrant, assureraient une double base au besoin, rendraient maître de deux cotés de l'échiquier stratégique, procureraient deux lignes de retraite fort distantes l'une de l'autre, enfin faciliteraient tout changement de ligne d'opérations que la tournure imprévue des chances de la guerre pourrait nécessiter.

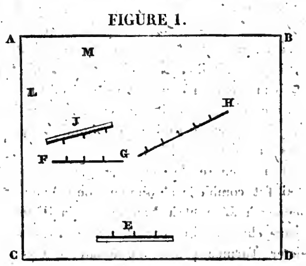
J'ai démontré, il y a près de trente ans, dans mon traité des grandes opérations militaires, l'influence que la direction des frontières devait exercer sur celle de la base et des lignes d'opérations. On se rappelle, qu'appliquant ces vérités à divers théâtres de guerre, je comparais ceux-ci à un échiquier toujours borné d'un coté ou de l'autre par une mer ou par une grande puissance neutre, qui formeraient également un obstacle insurmontable. Voici comment je m'exprimais.

« La configuration générale du théâtre de la « guerre peut avoir aussi une grande influence sur « la direction à donner aux lignes d'opérations (et « par conséquent aux bases).

« En effet si tout théâtre de guerre forme un « échiquier ou figure présentant quatre faces plus « ou moins régulières, il peut arriver qu'une des « armées, au début de la campagne, occupe une « seule de ces faces, comme il est possible qu'elle « en tienne deux, tandis que l'ennemi n'en occu- « perait qu'une seule et que la quatrième formerait « un obstacle insurmontable. La manière dont on « embrasserait ce théâtre de guerre présenterait « donc des combinaisons bien différentes dans cha- « cune de ces hypothèses.

« Pour faire mieux comprendre cette idée, je « citerai le théâtre de la guerre des armées fran- « çaises en Westphalie depuis 1757 jusqu'à 1762 « et celui de Napoléon en 1806. » (Voyez fig. 1.)

FIGURE 1.



«Dans le premier de ces théâtres de guerre, le «côté AB était formé par la mer du Nord, le «côté BD par la ligne du Wéser, base de l'armée «du duc Ferdinand: la ligne du Meyn formait le «côté CD, base de l'armée française, et la face AC «était formée par la ligne du Rhin, également gar-«dée par les armées de Louis XV.

«On voit donc que les armées françaises, opé-«rant offensivement, et tenant deux faces, avaient «en leur faveur la mer du Nord formant le troi-«sième côté, et que par conséquent elles n'avaient «qu'a gagner le côté BD par des manœuvres, pour «être maîtresses des quatre faces, c'est-à-dire de la «base et de toutes les communications de l'ennemi «comme le montre la figure ci-dessus.

«L'armée française E partant de la base CD pour «gagner le front d'opération FGH, coupait l'armée «alliée J, du côté BD, qui formait sa base; cette «dernière aurait donc été rejetée sur l'angle L, A, «M, formé vers Embden par les lignes du Rhin, de «l'Ems et de la mer du Nord; tandis que l'armée «française E pouvait toujours communiquer avec ses «bases du Mein et du Rhin.

«La manœuvre de Napoléon sur la Saale en «1806 fut combinée absolument de même; il vint «occuper à Iéna et à Naumbourg la ligne FGH «et marcha ensuite par Halle et Dessau pour «rejeter l'armée prussienne J sur le côté AB,

«formé par la mer. On sait assez quel en fut le «résultat.

«Le grand art de bien diriger ses lignes d'opéra-«tions consiste donc à combiner ses marches de ma-«nière à s'emparer des communications de l'ennemi «sans perdre les siennes : on voit aisément que la «ligne FGH, par sa position prolongée et le cro-«chet laissé sur l'extrémité de l'ennemi, conserve «toujours ses communications avec la base CD; «c'est l'application exacte des manœuvres de Ma-«rengo, d'Ulm et de Jéna.

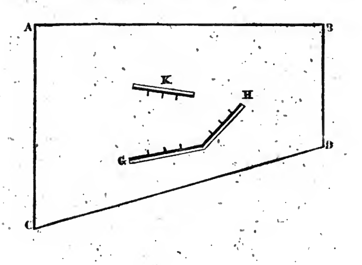
«Lorsque le théâtre de la guerre ne sera pas voi-«sin d'une mer, il sera toujours borné par une «grande puissance neutre qui gardera ses frontières «et fermera un des côtés du carré : sans doute «ce ne sera pas une barrière aussi insurmontable «qu'une mer ; mais en thèse générale on peut «toujours la considérer comme un obstacle sur «lequel il serait dangereux de se replier après une «défaite, et avantageux par-là même de refou-«ler son ennemi. On ne viole pas impunément «le territoire d'une puissance qui aurait 150 à «200 mille hommes, et si une armée battue pre-«nait ce parti, elle n'en serait pas moins coupée «de sa base.

«Si c'était une petite puissance qui bornât le «théâtre de la guerre, il est probable qu'elle y se-«rait bientôt englobée, et la face du carré se trou-

«verait seulement un peu plus reculée, jusqu'aux «frontières d'une grande puissance ou jusqu'à une «mer.

«Pour s'assurer de la justesse de ces idées, il «suffit de jeter les yeux sur le théâtre de la cam-«pagne de 1806 et 1807. La mer Baltique et les «frontières de la Galicie autrichienne formaient «les deux faces AB et CD du carré. Je crois qu'il «importait beaucoup aux deux partis de ne se «laisser rejeter ni sur l'un ni sur l'autre de ces «obstacles.

«La configuration des frontières modifiera quel-«quefois la forme des faces du carré ou pour mieux «dire des faces de l'échiquier.» Il pourra avoir la forme d'un trapèze comme dans la figure suivante.



«Dans ce dernier cas l'armée G H qui serait maî-«tresse des faces A C et C D, aurait encore bien plus «d'avantages, puisque la base de son adversaire «se retrécissant vers B D, celui-ci aurait bien plus «de difficultés à regagner ses communications; le «front de cette base offrant moins de développe-«ment présenterait aussi moins de ressources pour «manœuvrer, et il donnerait au contraire à l'armée «G H les moyens d'opérer avec plus de succès, puis-«que la direction de sa ligne C D la mènerait natu-«rellement sur les communications de son adver-«saire, et que l'espace dont elle aurait à s'emparer «pour les couper serait moins étendu, par con-«séquent plus facile à intercepter dès qu'on y se-«rait arrivé.

«Le théâtre de la guerre de Prusse et de Pologne, «dont nous venons de parler, était absolument pa-«reil à cette figure, car les frontières de la Galicie, «prolongées jusqu'à la Narew formaient, avec la «ligne de la Vistule, le côté rétréci B D. La manière «dont Napoléon manœuvra avant la bataille d'Ey-«lau, fut absolument la même que celle qui se «trouve tracée; un incident fortuit l'empêcha d'en «obtenir tout le succès qu'il en attendait, mais sa «manœuvre n'en était pas moins sage. Cependant «cette opération offrait aussi ses chances défavo-«rables à cause des antécédens politiques; la pre-«mière était fondée sur le peu de confiance que l'on

«pouvait accorder à la neutralité Autrichienne; la «seconde, sur le grand éloignement de la base de «l'armée française qui livrait ses communications «avec l'Elbe à la merci du cabinet de Vienne: il «n'eût tenu qu'à celui-ci de mettre, dès cette épo«que, un terme à ces invasions démesurées: la ma«nœuvre du général français pouvait être straté«giquement bonne, tandis que l'opération de l'homme «d'état n'était qu'audacieuse.»

La base de la Bohème en 1813 prouve, aussi bien que tout ce qui précède, en faveur de mon opinion, car ce fut par la direction perpendiculaire de cette base avec celle de l'armée française, que les alliés parvinrent à paralyser les avantages immenses que la ligne de l'Elbe eut procurés sans cela à Napoléon; circonstance qui fit tourner toutes les chances de la campagne en leur faveur. De même en 1812 ce fut en se basant perpendiculairement sur l'Oka et Kalouga que les Russes purent exécuter leur marche de flanc sur Wiazma et Krasnoï.

Au surplus pour s'en convaicre il suffit de réfléchir que le front d'opérations d'une armée, dont la base serait perpendiculaire à celle des ennemis, se trouverait établi parallèlement à la ligne d'opérations de ses adversaires, et qu'il lui deviendrait ainsi très facile d'opérer sur leurs communications et leur ligne de retraite.

J'ai dit plus haut que les bases perpendiculaires seraient surtout favorables lorsqu'elles présenteraient une double frontière, ainsi qu'on le verra aux figures susmentionnées; or les critiques ne manqueront pas d'objecter que ceci ne s'accorde guère avec ce que j'ai dit en faveur des frontières saillantes du côté de l'ennemi, ou contre les lignes d'opérations doubles à égalité de forces.

L'objection serait plus spécieuse que juste, car le plus grand avantage d'une base perpendiculaire résulte précisément de ce qu'elle forme un saillant qui prend à revers une partie du théâtre des opérations. D'un autre côté, la possession d'une base à deux faces n'emporte nullement l'obligation de les occuper en forces toutes les deux; il suffit au contraire d'avoir, sur l'une d'elles, quelques points fortifiés avec un petit corps d'observation, tandis que l'on porterait tout le poids de ses forces sur l'autre face, ainsi que cela eut lieu dans les campagnes de 1800 et 1806. L'angle presque droit, formé par le Rhin depuis Constance à Basle, et de là à Kehl, offrait au général Moreau une base parallèle, et une autre perpendiculaire à celle de son antagoniste. Il poussa deux divisions par sa gauche sur la première de ces bases, vers Kehl, pour y attirer l'attention de l'ennemi, tandis qu'il fila avec neuf divisions sur l'extrêmité de la face perpendiculaire du côté de Schaffhouse, ce qui l'amena en

peu de marches jusqu'aux portes d'Augsbourg, après que les deux divisions détachées l'eurent déjà rejoint.

Napoléon en 1806 avait aussi la double base du Mein et du Rhin, formant presque un angle droit rentrant; il se contenta de laisser Mortier sur la face parallèle, c. à d., sur celle du Rhin, pendant qu'avec toute la masse de ses forces, il gagnait l'extrêmité de la face perpendiculaire, et prévenait ainsi les Prussiens à Gera et à Naumbourg sur leur ligne de retraite.

Voilà j'espère assez de preuves pour démontrer qu'il faut se défier un peu de la stratégie traitée trop géométriquement, et pour s'assurer que si cette science a fait de grands progrès, on peut la perfectionner encore en modifiant les *systèmes géométriques* au moyen de ceux fondés sur les principes et l'expérience de la guerre, lesquels conseillent de s'écarter un peu des premiers.

Une autre question non moins importante sur la meilleure direction à donner aux bases d'opérations, est celle qui se rattache aux bases établies sur les rives de la mer et qui ont aussi donné lieu à de graves erreurs, car autant elles sont favorables pour les uns, autant elles seraient redoutables pour les autres, ainsi qu'on a pu s'en assurer par tout ce qui précède. Après avoir signalé le danger qu'il

y aurait pour une armée continentale à être refoulée sur la mer, il a du paraître étonnant que l'on ait pu vanter les avantages des bases établies sur ses rivages et qui ne sauraient convenir qu'à une armée insulaire. En effet Wellington, venant avec sa flotte au secours du Portugal et de l'Espagne, ne pouvait adopter de meilleure base que celle de Lisbonne, ou pour mieux dire celle de la presqu'île de Torrés-Vedras qui couvre les seules avenues de cette capitale du côté de terre. Ici les rives du Tage et celles de la mer ne couvraient pas seulement ses deux flancs, mais elles assuraient encore sa ligne de retraite qui ne pouvait avoir lieu que sur ses vaisseaux.

Séduits par les avantages que ce fameux camp retranché de Torrés-Vedras avait procurés au général anglais, et ne jugeant que les effets sans remonter aux causes, bien des généraux, fort savans d'ailleurs, ne voulurent plus voir de bonnes bases hormis celles qui, placées sur les rives de la mer, procureraient à l'armée de faciles approvisionnemens, et des refuges avec des flancs à l'abri de toute insulte. L'aveuglement fut poussé à tel point, que le général Pfuhl soutenait, en 1812, que la base naturelle des Russes était à Riga, blasphème stratégique qui fut également proféré en ma présence par un des généraux français les plus renommés.

Fasciné par de semblables idées le colonel Carion-Nizas osa même imprimer, qu'en 1813 Napoléon aurait dû placer la moitié de son armée en Bohème et jeter 150 mille hommes *aux bouches de l'Elbe* vers Hambourg !!! oubliant que la première règle pour toutes les bases d'une armée continentale est de s'appuyer sur le front le plus opposé à la mer; c'est-à-dire sur celui qui placerait l'armée au centre de tous les élémens de sa puissance militaire et de sa population, dont elle se trouverait séparée et coupée si elle commettait la faute grave de s'appuyer à la mer.

Une puissance insulaire, agissant sur le continent, doit naturellement faire le calcul diamétralement opposé et cela pour appliquer néanmoins le même axiome, qui prescrit à chacun, *de chercher sa base sur les points où il peut être soutenu de tous ses moyens de guerre et trouver en même temps un refuge certain.*

Une puissance, forte à la fois sur terre comme sur mer, et dont les escadres nombreuses domineraient une mer voisine du théâtre des opérations, pourrait bien encore baser une petite armée de 40 à 50 mille hommes sur le rivage, en lui assurant un refuge bien protégé et des approvisionnemens de toute espèce : mais donner une pareille base à des masses continentales de 150 mille hommes, engagées contre

des forces disciplinées et à peu près égales en nombre, ce serait toujours un acte de folie.

Cependant comme toute maxime a ses exceptions, il est un cas dans lequel il peut être convenable de dévier à ce que nous venons de dire, et de porter ses opérations du côté de la mer : c'est lorsqu'on aurait affaire à un adversaire peu redoutable en campagne, et qu'étant maître décidé de cette mer, on pourrait s'approvisionner aisément de ce côté, tandis qu'il serait difficile de le faire dans l'intérieur des terres. Quoiqu'il soit fort rare de voir ces trois conditions réunies, ce fut néanmoins ce qui arriva dans la guerre de Turquie en 1828 et 1829. Toute l'attention fut fixée sur Warna et Bourgas en se bornant à observer Schumla, système qu'on n'eût pas pu suivre en face d'une armée européenne, lors même qu'on eût tenu la mer, sans s'exposer à une ruine probable.

Malgré tout ce qu'en ont dit les oisifs qui décident du sort des empires, cette guerre fut bien conduite, à quelques fautes près : on eut soin de se couvrir en s'assurant des forteresses de Braïlof, Warna et Silistrie, puis en se préparant un dépôt à Sizipoli. Dès qu'on fut suffisamment basé on poussa droit sur Andrinople, ce qui auparavant eût été folie. Si l'on n'était pas venu de si loin en 1828, ou que l'on eût eu deux mois de bonne sai-

son de plus, tout eût été terminé dès cette première campagne.

Outre les bases permanentes, qui se trouveront ordinairement établies sur ses propres frontières, ou du moins dans le pays d'un allié sur lequel on pourrait compter, il en est aussi d'éventuelles ou temporaires, qui dépendent des opérations entreprises en pays ennemi : mais comme celles-ci sont plutôt des points d'appui passagers, nous en dirons quelques mots dans un article particulier afin d'éviter la confusion qui pourrait résulter d'une similitude de dénomination (voyez Art. 23).

ARTICLE XIX.

Des points et lignes stratégiques, des points décisifs du théâtre de la guerre, et des objectifs d'opérations.

Il y a des points et des lignes stratégiques de diverse nature. Les uns reçoivent ce nom par le fait seul de leur site, duquel résulte toute leur importance sur l'échiquier des opérations; ils sont donc des points stratégiques géographiques permanens. D'autres acquièrent leur valeur par les rapports qu'ils ont avec le placement des forces ennemies et avec les entreprises que l'on voudrait former contre elles: *ce sont donc des points stratégiques de manœuvres*, et tout à fait éventuels. Enfin il y a des points et lignes stratégiques qui n'ont qu'une importance secondaire, et d'autres dont l'importance est à la fois immense et incessante: ceux-ci je les ai nommés points *stratégiques décisifs*.

Je vais m'efforcer d'expliquer ces rapports aussi nettement que je les conçois moi-même, ce qui n'est pas toujours aussi facile qu'on le croit en pareille matière.

Tout point du théâtre de la guerre qui aurait une importance militaire, soit par son site au centre des communications, soit par des établissement militaires et travaux de fortifications quelconques, qui auraient une influence sur l'échiquier stratégique, sera de fait un point stratégique territorial ou géographique.

Un illustre général affirme, au contraire, que tout point qui réunirait les conditions susmentionnées ne serait pas pour cela un point stratégique, s'il ne se trouvait sur une direction convenable relativement à l'opération qu'on aurait en vue. On me pardonnera de professer une opinion différente, car un point stratégique est toujours tel par sa nature, et celui même qui sera le plus éloigné de la sphère des premières entreprises, pourra y être entraîné par la tournure imprévue des événemens et acquérir ainsi toute l'importance dont il serait susceptible. Il eût donc été plus exact, à mon avis, de dire que tous les points stratégiques n'étaient pas des points décisifs.

Les lignes stratégiques sont également ou géographiques ou relatives seulement aux manœuvres temporaires ; les premières peuvent être subdivisées

en deux classes, savoir, les lignes géographiques qui par leur importance permanente appartiennent aux points décisifs du théâtre de la guerre (*) et celles qui n'ont de valeur que parce qu'elles lient deux points stratégiques entr'eux.

De crainte d'embrouiller ces différens sujets nous traiterons séparément des lignes stratégiques qui se rapportent à une manœuvre combinée, pour nous borner ici à ce qui concerne *les points décisifs et objectifs* de la zône d'opérations sur laquelle les entreprises seront dirigées.

Quoiqu'il existe des rapports intimes entre ces deux espèces de points, vû que tout objectif devra être nécessairement un des points décisifs du théâtre de la guerre, il y a cependant une distinction à faire, car tous les points décisifs ne sauraient être à la fois le but objectif des opérations. Occupons nous donc d'abord de bien définir les premiers, ce qui conduira plus facilement au bon choix des seconds.

(*) On me reprochera peut être encore un barbarisme parce que je donne le nom de point décisif ou objectif à des lignes, et qu'un point ne saurait être une ligne. Il est inutile d'observer à mes lecteurs que les points objectifs ne sont pas des points géométriques, mais une formule grammaticale exprimant le but qu'une armée se propose. Et si l'on dispute aussi sur le mot décisif, vu qu'un point par lui-même est rarement décisif, on peut y substituer le mot *important*, bien qu'il n'exprime pas aussi fortement la pensée que j'y rattache.

Je crois qu'on peut donner le nom de *point stratégique décisif*, à tous ceux qui sont susceptibles d'exercer une influence notable, soit sur l'ensemble d'une campagne, soit sur une seule entreprise. Tout les points dont le site géographique et les avantages artificiels favoriseraient l'attaque ou la défense d'un front d'opérations, ou d'une ligne de défense, sont de ce nombre, et les grandes places d'armes bien situées tiennent le premier rang parmi eux.

Les points décisifs d'un théâtre de guerre sont donc de plusieurs espèces. Les premiers sont les points ou lignes geographiques dont l'importance est permanente, et dérive de la configuration même de cet échiquier: prenons, par exemple, le théâtre de la guerre des Français en Belgique; il est tout simple que celui des deux partis qui sera maître du cours de la Meuse, sera maître du pays; car son adversaire, débordé et enfermé entre la Meuse et la mer du Nord, ne pourrait recevoir bataille parallèlement à cette mer, sans courir risque d'une perte totale. De même, la vallée du Danube présente une série de points importans qui l'ont faite regarder comme la clef de l'Allemagne méridionale.

Les points décisifs géographiques sont aussi ceux qui rendraient maître du nœud de plusieurs vallées et du centre des grandes communications qui coupent un pays. Par exemple, Lyon est un point

stratégique important, parce qu'il domine les deux vallées du Rhône et de la Saône, et qu'il se trouve au centre des communications de la France avec l'Italie et du midi avec l'Est : mais il ne serait décisif qu'autant qu'il s'y trouverait une place forte ou un camp retranché avec tête de ponts.

Leipzig est incontestablement un point stratégique parce qu'il se trouve à la jonction de toutes les communications du nord de l'Allemagne. Si cette ville était fortifiée, et située à cheval sur un fleuve, elle serait presque la clef du pays (si un pays a une clef, et si cette expression figurée veut dire autre chose qu'un point décisif).

Toutes les capitales, étant au centre des routes d'un pays, seraient ainsi des points stratégiques décisifs, non seulement par cette raison, mais encore par les autres motifs qui ajoutent à cette importance.

Outre ces points il existe, dans les pays de montagnes, des défilés qui sont les seules issues praticables pour une armée : ces points géographiques peuvent être décisifs dans une entreprise sur le pays : on sait ce que le defilé de Bard, couvert d'un petit fort, eut d'importance en 1800.

La seconde espèce de points décisifs est celle des points éventuels de manœuvres, qui sont relatifs et résultent de l'emplacement des troupes des deux partis ; par exemple, Mack se trouvant concentré

en 1805 vers Ulm, et attendant l'armée Russe par la Moravie, le point décisif pour l'attaquer était Donawerth ou le Bas-Lech, car en le gagnant avant lui, on coupait sa ligne de retraite sur l'Autriche et sur l'armée destinée à le seconder. Au contraire, en 1800, Kray se trouvant dans la même position d'Ulm, n'attendait le concours d'aucune armée du côté de la Bohême, mais bien du Tyrol et de l'armée victorieuse de Mélas en Italie; dès lors le point décisif pour l'attaquer n'était plus Donawerth, mais bien du côté opposé, c'est-à-dire par Schaffhouse, puisque c'était le moyen de prendre à revers son front d'opérations, de le couper de sa retraite, et de l'isoler de l'armée secondaire, aussi bien que de sa base, en le rejetant sur le Mein. Dans la même campagne de 1800, le premier point objectif de Bonaparte était de fondre sur la droite de Mélas par le St.-Bernard pour s'emparer de ses communications: on juge que le St.-Bernard et Aoste n'étaient pas des points décisifs géographiques, mais bien de manœuvres, puisque leur importance dépendait de la marche de Mélas sur Nice.

On peut poser comme principe général, que les points décisifs de manœuvres, sont sur celle des extrémités de l'ennemi d'où l'on pourrait le séparer plus facilement de sa base et de ses armées secondaires, sans s'exposer soi-même à courir ce risque.

On doit toujours préférer l'extrémité opposée à la mer, parce qu'il est aussi avantageux de refouler l'ennemi sur la mer, que dangereux de s'exposer à pareille chance; à moins que l'on n'ait affaire à une armée insulaire et inférieure: dans ce cas on peut chercher à la couper de ses vaisseaux.

Si l'armée ennemie est morcelée, ou étendue sur une ligne très-longue, alors le point décisif sera le centre; car en y pénétrant on augmentera la division des forces ennemies, c'est-à-dire on doublera leur faiblesse, et ces troupes accablées isolément seront sans doute perdues.

Le point décisif d'un champ de bataille se détermine :

1°. Par la configuration du terrain.

2°. Par la combinaison des localités avec le but stratégique qu'une armée se propose.

3°. Par l'emplacement des forces respectives.

Mais pour ne pas anticiper sur les combinaisons de la tactique, nous traiterons de ces points au chapitre des batailles.

Des points objectifs.

Il en est de ces points comme de ceux qui précèdent, c'est-à-dire qu'il y a des points objectifs de manœuvres, et d'autres qui sont géographiques,

tels qu'une forteresse importante, la ligne d'un fleuve, un front d'opérations qui offrirait de bonnes lignes de défense ou de bons points d'appui pour des entreprises ultérieures.

En stratégie, le but d'une campagne détermine le point objectif. Si ce but est offensif, le point sera l'occupation de la capitale ennemie, ou celle d'une province militaire dont la perte pourrait déterminer l'ennemi à la paix. Dans la guerre d'invasion, la capitale est ordinairement le point objectif que se propose l'assaillant. Toutefois, la situation géographique de cette capitale, les rapports politiques des puissances belligérantes avec les puissances voisines, les ressources réciproques, soit positives soit fédératives, forment autant de combinaisons, étrangères au fond à la science des combats, mais très-intimément liées néanmoins avec les plans d'opérations, et qui peuvent décider si une armée doit désirer ou craindre de pousser jusqu'à la capitale ennemie.

A défaut de cette capitale, le point objectif sera un front quelconque d'opérations, qui servirait de première base à l'ennemi, et où se trouveraient quelques places importantes dont la possession assurerait, à l'armée, celle du territoire occupé : par exemple, dans une guerre contre l'Autriche, si la France envahissait l'Italie, son premier objectif serait d'atteindre la ligne du Tessin et du Pô; le se-

cond point objectif serait Mantoue et la ligne de l'Adige ; le troisième serait déjà sur les Alpes Noriques, etc.

Dans la défensive, le point objectif, au lieu d'être celui que l'on veut conquérir, sera celui que l'on cherche à couvrir. La capitale étant censée le foyer de la puissance, devient le point objectif principal de la défensive ; mais il peut y avoir des points plus rapprochés, comme par exemple, la défense du premier front et de la première base d'opérations ; ainsi une armée française, réduite à la défensive derrière le Rhin, aura pour premier point objectif d'empêcher le passage du fleuve ; elle cherchera à secourir les places d'Alsace si l'ennemi parvenait à effectuer son passage et à les assiéger ; le second objectif sera de couvrir la première base d'opérations qui se trouvera sur la Meuse ou la Moselle.

Quant aux points objectifs *de manœuvres*, on jugera de toute leur importance par ce que nous avons déjà dit plus haut des points décisifs de la même espèce. C'est en quelque sorte dans le bon choix de ces points de manœuvres que consiste le talent le plus précieux pour un général, et le gage le plus sûr de grands succès. Du moins est-il certain que ce fut le mérite le plus incontestable de Napoléon.

Rejetant les vieilles routines qui ne s'attachaient qu'à la prise d'une ou deux places, ou à l'occupa-

tion d'une petite province limitrophe, il parut convaincu que le premier moyen de faire de grandes choses était de s'appliquer surtout à disloquer et ruiner l'armée ennemie; certain que les états ou les provinces tombent d'eux-mêmes quand ils n'ont plus de forces organisées pour les couvrir (*). Mesurer d'un coup-d'œil sûr les chances qu'offriraient les différentes zônes d'un théâtre de guerre; diriger ses masses concentriquement sur celle de ses zônes qui serait évidemment la plus avantageuse; ne rien négliger pour s'instruire de la position approximative des forces ennemies; puis fondre alors avec la rapidité de l'éclair sur le centre de cette armée si elle était divisée, ou sur celle des deux extrémités qui conduirait plus directement sur ses communications, la déborder, la couper, l'entamer, la poursuivre à outrance en lui imprimant des directions divergentes; enfin ne la quitter qu'après l'avoir anéantie ou dispersée: voilà ce que toutes les premières campagnes de Napoléon indiquent comme un des meilleurs systèmes, ou du moins comme les bases de celui qu'il préférait

(*) La guerre d'Espagne et toutes les guerres nationales, pourraient être citées comme exception : cependant sans le secours d'une armée organisée, soit étrangère soit nationale, toute lutte partielle des populations succomberait à la longue.

Appliquées plus tard aux immenses distances et aux contrées inhospitalières de la Russie, ces manœuvres n'eurent pas à la vérité le même succès qu'en Allemagne : toutefois on doit reconnaître que, si ce genre de guerre ne convient ni à toutes les capacités, ni à toutes les contrées, ni à toutes les circonstances, ses chances n'en sont pas moins les plus vastes, et qu'elles sont réellement fondées sur l'application des principes : l'abus outré que Napoléon fit de ce système, ne saurait détruire les avantages réels qu'on pourrait en attendre, lorsqu'on saurait imposer une limite à ses succès, et mettre ses entreprises en harmonie avec l'état respectif des armées et des nations voisines.

Les maximes que l'on pourrait donner sur ces importantes opérations stratégiques, sont presque tout entières dans ce que nous venons de dire sur les points décisifs, et dans ce que nous exposerons plus loin en parlant du choix des lignes d'opérations (Art. 21).

Pour ce qui concerne le choix des points objectifs de manœuvres, tout dépendra ordinairement du but de la guerre, du caractère que les circonstances ou la volonté des cabinets lui imprimeraient, enfin des moyens de guerre réciproques. Dans maintes occasions les points objectifs seront principalement géographiques, car on ne viserait alors qu'à la prise de quelques villes, ou à obtenir l'évacuation

12

de petites provinces limitrophes : dans d'autres ce sera, comme Napoléon, à la déstruction de l'armée ennemie qu'il faudra songer. On ne pourrait conseiller les manœuvres d'Ulm et de Jéna à l'armée qui marcherait uniquement pour assiéger Anvers. Par des motifs tout différens il n'eût pas été prudent de les conseiller à l'armée française au-delà du Niémen, à 500 lieues de ses frontières.

Il est encore une sorte particulière de points objectifs qu'on ne saurait passer sous silence; ce sont ceux, qui ayant pour but un point militaire quelconque, se rattachent néanmoins aux combinaisons de la politique, bien plus qu'à celles de la stratégie; dans les coalitions surtout il est rare qu'ils ne jouent pas un très grand rôle, en influant sur les opérations et les combinaisons des cabinets : on pourrait donc les nommer *des points objectifs politiques* sans être accusé de manie technologique.

En effet outre les rapports intimes qui existent entre la politique et la guerre pour la préparation de celle-ci, il y a dans presque toutes les campagnes des entreprises militaires formées pour satisfaire à des vues politiques, souvent fort importantes, mais souvent fort peu raisonnables et qui, stratégiquement parlant, seraient des fautes graves plutôt que des opérations utiles. Nous nous bornerons à en citer deux exemples : l'expédition du Duc de Yorck sur

Dunkerque, en 1793, inspirée aux Anglais par d'anciennes vues maritimes et commerciales, donnèrent aux opérations des coalisés une direction divergente qui causa leur perte, et ce point objectif n'était bon ni en stratégie ni en tactique.

L'expédition du même prince sur la Hollande en 1799, également dictée par les mêmes vues du cabinet de Londres corroborées par les arrières pensées de l'Autriche sur la Belgique, ne fut pas moins funeste, en motivant la marche de l'archiduc Charles de Zurich sur Manheim, opération fort contraire aux intérêts manifestes des armées coalisées à l'époque où elle fut résolue.

Ces vérités prouvent que le choix des points objectifs politiques doit être subordonné à ceux de la stratégie, du moins jusqu'à ce que les grandes questions militaires soient décidées par les armes.

Au demeurant, ce sujet est si vaste et si compliqué qu'il serait absurde de vouloir le soumettre à des règles : la seule que l'on puisse proposer est celle que nous venons d'indiquer : pour la mettre en pratique il faut, ou que les points objectifs politiques adoptés dans le cours d'une campagne soient d'accord avec les principes de la stratégie, ou dans le cas contraire, qu'ils soient ajournés jusqu'après une victoire décisive.

En appliquant cette maxime aux deux évènemens précités, on reconnaîtra que c'était à Cambray,

ou au cœur de la France, qu'il fallait conquérir Dunkerque en 1793, et délivrer la Hollande en 1799: c'est-à-dire en réunissant les efforts de la coalition sur un point décisif des frontières, et en y frappant de grands coups. Du reste les expéditions de cette nature rentrent presque toutes dans la classe des grandes diversions auxquelles nous consacrons un article spécial.

ARTICLE XX.

Des fronts d'opérations, des lignes de défense et positions stratégiques.

Il est certains points de la science militaire qui ont tant d'affinité entr'eux, que l'on est souvent tenté de les prendre pour une seule et même chose, bien qu'ils diffèrent au fond.

De ce nombre sont les fronts d'opérations, les lignes de défense et les positions stratégiques. On pourra s'assurer par les observations suivantes des rapports intimes et de la différence qui existent entr'eux, et apprécier les motifs qui nous ont décidé à les réunir dans un même article.

Des lignes de défense.

Les lignes de défense sont de plusieurs natures; il y en a de stratégiques et de tactiques. Dans les

premières il y en a qui sont permanentes et tiennent au système de défense de l'état, comme les lignes de frontières fortifiées, etc.; d'autres qui ne sont qu'éventuelles et se rapportent seulement à la position passagère où se trouve une armée.

Les lignes de frontières sont des lignes de défense permanentes, lorsqu'elles présentent un mélange d'obstacles naturels et artificiels, tels que des chaînes de montagnes, des grands fleuves et des forteresses, formant entr'eux un système bien lié. Ainsi la chaîne des Alpes, entre le Piémont et la France, est une ligne de défense, puisque les passages praticables sont garnis de forts qui mettraient de grandes entraves aux entreprises d'une armée, et qu'au sortir des gorges, de grandes places d'armes couvrent encore les différentes vallées du Piémont. De même le Rhin, l'Oder, l'Elbe peuvent à quelques égards être aussi considérés comme des lignes de défense permanentes, à cause des places importantes qui les couvrent.

Toutes ces combinaisons se rapportant plutôt au système des places qu'aux opérations d'une campagne, nous les traiterons à l'article des forteresses. (Art. 26.)

Quant aux *lignes de défense éventuelles*, on peut dire que toute rivière un peu large, toute chaîne de montagnes et tout grand défilé ayant sur leurs points accessibles quelques retranchemens passa-

gers, peuvent être regardés comme des lignes de défense à la fois stratégiques et tactiques, puisqu'elles servent à suspendre, durant quelques jours, la marche de l'ennemi, et l'obligent souvent à dévier de sa marche directe pour chercher un passage moins difficile : dans ce cas, elles procurent un avantage stratégique évident ; mais si l'ennemi les attaque de front et de vive force, alors il est constant qu'elles ont aussi un avantage tactique, puisqu'il est toujours plus difficile de forcer une armée derrière une rivière, ou dans un poste fort par la nature et par l'art, que de l'attaquer en plaine découverte.

Toutefois il ne faut pas s'exagérer cet avantage tactique, puisqu'on tomberait dans le système des positions (starke Positionen), qui a causé la ruine de tant d'armées ; car quelles que soient les difficultés de l'abord d'un camp défensif, il est certain que celui qui y attendra passivement les coups de son adversaire, finira par succomber (*). D'ailleurs, toute position très-forte par la nature étant d'un accès difficile (**), il est aussi difficile d'en sortir

(*) Il faut observer qu'il n'est pas question ici de camps fortifiés, qui font une grande différence et seront traités à l'article 11.

(**) Il est question ici de positions pour camper et non de champs de bataille, nous traiterons des positions de bataille au chapitre de la grande tactique (Art. 31).

que d'y arriver, et l'ennemi pourra avec peu de monde en garder les issues et bloquer pour ainsi dire l'armée dans sa position avec des forces inférieures à ses défenseurs; c'est ce qui arriva aux Saxons dans le camp de Pirna, et à Wurmser dans Mantoue.

Des fronts d'opérations.

Un front d'opérations est l'étendue d'une ligne qu'occupe l'armée en avant de sa base et dans la sphère de laquelle elle agit momentanément, soit en pays ennemi, soit dans son propre pays.

Le front d'opérations semble donc n'être au fond que ce que l'on nomme aussi une ligne de défense passagère; toutefois ce sont deux choses qu'il est utile de distinguer.

En général, la ligne de défense implique avec elle une idée défensive, car une armée qui envahit une contrée s'occupe rarement d'y choisir une ligne de défense à moins d'y être contrainte par la tournure inattendue des évènemens; mais bien qu'elle ne songeât pas à cette précaution, cela n'empêcherait point qu'elle eût toujours un front d'opérations, même lorsqu'elle marcherait en avant, de succès en succès.

Selon moi le front général d'opérations doit se dire de tout le front que l'armée présente à l'enne-

mi, dans l'étendue de la zône adoptée, et que l'on peut nommer aussi le front stratégique; tandis que la ligne de défense ne sera plus souvent que la partie de ce front où l'armée aura rassemblé ses principales forces lorsqu'elle attendra l'ennemi dans ses positions; d'où l'on peut conclure : 1° que le front d'opérations est un tout dont la ligne de défense ne formera qu'une partie; 2° que celle-ci se trouvera ordinairement en arrière ou comme en seconde ligne du premier; 3° que l'un s'applique surtout à une armée sur la défensive, tandis que l'autre s'applique également à toutes les armées agissantes.

Par exemple, lors de la reprise des hostilités, à la fin de 1813, le front général d'opérations de Napoléon s'étendait d'abord depuis Hambourg jusqu'à Wittenberg, d'où il longeait la ligne des alliés jusque vers Glogau et Breslau, puisque sa droite était à Löwenberg; enfin il se rabattait en arrière sur la frontière de Bohême jusqu'à Dresde. Ses forces étaient reparties sur ce grand front en quatre masses, dont les positions stratégiques étaient intérieures ou centrales. Ramené plus tard derrière l'Elbe, sa ligne réelle de défense ne s'étendait alors qu'entre Wittenberg et Dresde, avec un crochet en arrière sur Marienberg; car Hambourg, et Magdebourg même, se trouvaient déjà en-dehors de son échiquier stratégique, et il

eût été perdu s'il eût songé à y porter ses opérations.

Comme autre exemple, je citerai sa position autour de Mantoue en 1796. Son front d'opérations s'étendait en réalité depuis les montagnes de Bergame jusqu'à la mer Adriatique, tandis qu'au besoin sa ligne réelle de défense était sur l'Adige entre le lac de Garda et Legnago, ensuite sur le Mincio entre Peschiera et Mantoue.

Dans une première édition de ce chapitre, je citais pour exemple les lignes du Lech, de l'Iser ou de l'Inn comme des fronts d'opérations d'une armée française agissant en Bavière, d'où l'on conclura peut-être que je confondais ici la ligne de défense avec le front d'opérations. Mais je prenais la chose au figuré, en ne regardant la Bavière que comme un échiquier isolé qu'il s'agirait de couvrir défensivement; en réalité, si l'on attachait aux opérations de cette armée française une idée plus générale et basée sur les leçons de l'histoire, il est certain que ces rivières seraient de véritables lignes de défense; tandis que par suite des combinaisons des Autrichiens, le front d'opérations embrasserait peut-être les deux rives du Danube et la partie du Tyrol la plus voisine du théâtre de la guerre, c'est-à-dire, le Tyrol septentrional jusqu'au Brenner; non que tout cet espace dût être à la fois le théâtre de manœuvres simultanées, mais par cela

seul qu'on pourrait d'un moment à l'autre y signaler la présence de l'ennemi, qui obligerait à y porter des forces considérables.

Comme les fronts d'opérations et les lignes de défense sont déterminés par les circonstances et les localités, il est peu d'axiomes à donner. Pour l'un comme pour l'autre il importe d'avoir des liens de communications sûrs avec divers points de la ligne d'opérations : il est avantageux aussi d'avoir sur les flancs, de même que sur le front, de grands obstacles naturels ou artificiels qui puissent servir de points d'appui. Les points d'appui que doit offrir un front d'opérations se nomment aussi des *pivots d'opérations*, ce sont des bases partielles pour un temps donné, et qu'il ne faut pas confondre avec les pivots d'une manœuvre. Par exemple, dans la campagne de 1796, Vérone fut un excellent pivot d'opérations pour toutes les entreprises que fit Napoléon autour de Mantoue pendant huit mois entiers. Dresde était de même en 1813 le pivot de tous ses mouvemens. Ces points sont des places d'armes passagères ou éventuelles.

Les pivots de manœuvres sont des corps mobiles qu'on laisse sur un point dont l'occupation est essentielle, pendant que le gros de l'armée marche à de grandes entreprises ; ainsi le corps de Ney était le pivot de la manœuvre que Napoléon fit par Donavert et Augsbourg pour couper Mack de sa

ligne de retraite; ce corps, porté à cinq divisions, masquait Ulm et gardait la rive gauche du Danube. La manœuvre finie, le pivot cesse d'exister, tandis qu'un pivot d'opérations est un point matériel, avantageux sous le double rapport stratégique et tactique, et qui sert d'appui pour toute une période de la campagne.

Quant à la ligne de défense, la qualité la plus désirable selon moi est, que cette ligne soit aussi peu étendue que possible, car plus elle sera rétrécie, plus facilement l'armée la couvrira si elle est rejetée sur la défensive. Pour le front d'opérations il n'en est pas tout-à-fait de même, car si ce front était trop retréci, il serait difficile à une armée offensive de faire des manœuvres stratégiques qui pussent amener de grands résultats, vu que ce front rétréci offrirait à l'armée défensive les moyens de le couvrir plus aisément. Toutefois un trop grand front d'opérations ne convient pas non plus aux succès des opérations stratégiques offensives; car une étendue trop immense donnerait à l'ennemi, si non une bonne ligne de défense, du moins des espaces assez vastes pour se soustraire aux résultats d'une manœuvre stratégique bien combinée. Ainsi les belles opérations de Marengo, d'Ulm, de Jéna, n'auraient pas eu de pareils résultats sur un théâtre aussi étendu que celui de la guerre de Russie en 1812, parce que l'armée, coupée de sa

principale ligne de retraite, aurait pu en trouver une autre en se rejetant sur une zône différente de celle qu'elle avait primitivement adoptée.

La direction que l'on donne au front d'opérations peut avoir une influence notable sur les mouvemens stratégiques d'une armée, et mérite sous ce rapport une attention particulière. En thèse générale ce front semble devoir être parallèle à la base primitive, et traverser la ligne d'opérations de manière à la dépasser des deux côtés afin de la mieux couvrir; il est néanmoins des circonstances où il serait fort avantageux au contraire de présenter à l'ennemi un front d'opérations perpendiculaire à la base générale, et parallèle à la ligne principale d'opérations. Cette direction pourrait former ainsi comme une espèce de nouvelle base transitoire ou éventuelle, qui placerait l'armée dans une situation presque aussi favorable que celle tracée à la figure de la page 155, pour l'armée F G, puisqu'elle procurerait la possession de deux côtés de l'échiquier stratégique. Le front d'opérations que Napoléon adopta dans sa marche sur Eylau présentait toutes ces particularités: ses pivots d'opérations étaient à Varsovie et à Thorn, ce qui faisait de la Vistule une sorte de base temporaire, le front d'opérations était parallèle à la Narew, d'où Napoléon partit en s'appuyant sur Sierock, Pultusk et Ostrolenka, afin de manœuvrer par sa droite pour jeter les Russes sur

Elbing et la mer Baltique. Dans de pareils cas le front d'opérations pour peu qu'on trouvât un point d'appui sur sa nouvelle direction, produirait le même avantage que nous avons signalé à l'article 18 pour les bases d'opérations perpendiculaires à celles de l'ennemi. Il faut seulement ne pas perdre de vue que, dans une semblable opération, l'armée doit être sûre de pouvoir au besoin regagner sa base temporaire; c'est à dire qu'il est indispensable que cette base se prolonge loin derrière le front stratégique et s'en trouve ainsi couverte : Napoléon marchant de la Narew par Allenstein sur Eylau, avait derrière sa gauche la place de Thorn et, plus loin encore du front de l'armée, la tête de pont de Praga et Varsowie; ensorte que ses communications étaient parfaitement sûres, tandis que Beningsen, forcé de lui faire face et de prendre sa ligne de combat parallèlement à la Baltique, pouvait être coupé de sa base et refoulé sur les bouches de la Vistule.

On peut donner à son front stratégique une pareille direction perpendiculaire à sa base; soit par un mouvement de conversion momentané, exécuté pour une opération de quelques jours seulement, soit en l'adoptant pour un temps indéfini, dans le but de mettre à profit les avantages que certaines localités pourraient offrir, en procurant à l'armée une bonne ligne de défense et de bons pivots d'opérations qui équivaudraient presque à une base réelle.

Il arrive souvent qu'une armée est forcée d'avoir des doubles fronts d'opérations, soit par la configuration de certains théâtres de guerre, soit parce que toute ligne d'opérations offensive, un peu étendue en profondeur, exige d'être bien assurée sur ses flancs. Dans le premier cas, on peut citer pour exemple la frontière de Turquie et celle d'Espagne. Des armées qui voudraient franchir le Balkan ou l'Ebre seraient forcées d'avoir un double front d'opérations, la première pour faire face à la vallée du Danube, l'autre pour faire face aux forces venant de Saragosse ou de Léon.

Toutes les contrées un peu vastes offrent plus ou moins cette même obligation, par exemple : une armée française marchant dans la vallée du Danube aura toujours, soit du côté de la Bohême, soit du côté du Tyrol, la nécessité d'un double front stratégique, dès que les Autrichiens auraient jeté dans ces provinces des corps assez nombreux pour lui donner des inquiétudes sérieuses. Les pays seuls, dont la frontière serait très étroite du côté de l'ennemi, feraient exception, attendu que les corps qu'on y laisserait en se retirant pour menacer les flancs de l'ennemi, seraient eux-mêmes aisément coupés et pris.

Cette nécessité des doubles fronts d'opérations est un des inconvéniens les plus graves pour une armée offensive, puisque cela oblige à de grands détache-

mens, toujours nuisibles comme nous le verrons plus loin. (Art. 28.)

Avant de quitter des sujets qui se confondent souvent dans les mêmes combinaisons, je dois dire encore deux mots sur les lignes de défense stratégiques. Il est incontestable que chacune de ces lignes doit avoir aussi sur son développement, un point particulier qui devra servir de ralliement pour la défense tactique lorsqu'il s'agira de combattre sérieusement l'ennemi qui serait parvenu à franchir le front de la position stratégique. Par exemple, toute armée gardant une portion considérable du cours d'une rivière, ne pouvant tenir en forces toute l'étendue de cette ligne, devra avoir, un peu en arrière du centre, un champ de bataille bien choisi d'avance pour y recueillir ses divisions d'observation, et opposer ainsi à l'ennemi toutes ses forces concentrées. Je n'observerai rien sur ces positions de combat qui, rentrant dans le domaine de la tactique, seront traitées à l'article 31, et je ne dois parler ici que des lignes de défense stratégiques, c'est-à-dire, celles qui font partie en quelque sorte du front d'opérations d'une armée agissante.

Une seule remarque nous reste à faire sur ces dernières, c'est qu'une armée offensive, entrant dans un pays avec l'intention de le soumettre ou même seulement de l'occuper temporairement, agira toujours avec prudence, quelque grands qu'aient été

ses succès antérieurs, en se préparant une bonne ligne de défense pour lui servir au besoin de refuge dans le cas où un revers de fortune viendrait à changer la face des affaires. Ces lignes rentrant du reste dans la combinaison des bases temporaires ou éventuelles dont nous parlerons à l'article 23, nous nous bornerons à les indiquer ici pour compléter l'aperçu que nous donnons. Dans une science où tout se lie si étroitement, ces répétitions sont un inconvénient inévitable.

Des positions stratégiques.

Il est une certaine disposition des armées à laquelle on peut donner le nom de position stratégique, pour la distinguer des positions tactiques ou de combat. Les premières sont celles que l'on prend pour un temps donné, afin d'embrasser le front d'opérations sur une plus grande étendue que cela n'aurait lieu pour combattre. Toutes les positions prises derrière un fleuve ou sur une ligne de défense, dont les divisions seraient à certaine distance, comptent dans ce nombre : celles que les armées de Napoléon avaient à Rivoli, Véronne et Legnago, pour surveiller l'Adige, celles qu'il avait en 1813 en Saxe et en Silésie en avant de sa ligne de défense, étaient des positions stratégiques, aussi bien que celles des armées Anglo-Prussiennes sur

la frontière de Belgique avant la bataille de Ligny (1814), et celle de Masséna sur l'Albis le long de la Limmat et de l'Aar en 1799. Même les quartiers d'hiver lorsqu'ils sont très serrés et placés en face de l'ennemi sans être garantis par un armistice, ne sont autre chose que des positions stratégiques; tels furent ceux de Napoléon sur la Passarge dans l'hiver de 1807.

On voit donc que cette dénomination peut s'appliquer également à toutes les situations dans lesquelles une armée se trouverait soit pour couvrir plusieurs points à la fois, soit pour former une ligne d'observation quelconque, enfin pour toute position d'attente. Ainsi les positions étendues sur une ligne de défense, un double front d'opérations, des corps couvrant un siège pendant que l'armée opère d'un autre côté; en un mot presque tous les grands détachemens composés de fractions considérables d'une armée, sont également à ranger dans cette catégorie, ou, pour mieux dire, constituent les différentes parties d'une position stratégique.

Les conditions essentielles pour toute position pareille sont, qu'elle soit plus concentrée que les forces de l'ennemi auquel elle serait opposée, et que toutes les parties de l'armée aient des communications faciles et sûres pour pouvoir se réunir sans que l'ennemi fût en état d'y mettre opposition : ainsi, à forces à peu près égales, toutes les positions cen-

trales ou intérieures seraient préférables aux positions extérieures, puisque ces dernières embrasseraient nécessairement un front beaucoup plus étendu et occasionneraient un morcellement de forces toujours dangereux. La grande mobilité des parties qui composent une position stratégique peut aussi contribuer à leur sécurité. Enfin une armée ne saurait occuper sûrement une position stratégique, sans prendre la précaution d'avoir une ou deux positions tactiques reconnues d'avance, à l'effet d'y réunir l'armée, de recevoir l'ennemi et de le combattre avec toutes les forces disponibles lorsque ses projets seraient bien démasqués : c'est ainsi que Napoléon avait préparé ses champs de bataille de Rivoli et d'Austerlitz, Wellington celui de Waterloo, et l'archiduc Charles celui de Wagram.

Comme d'ailleurs ces positions stratégiques tiennent à peu près à toutes les combinaisons d'une guerre, elles se représenteront dans la plupart des articles qui traitent de ces diverses combinaisons, et nous ne saurions rien ajouter de saillant sur cet objet sans tomber dans des répétitions.

On a pu se convaincre, par ce qui précède, que le front d'opérations est l'espace embrassé par les entreprises de l'armée, du côté où se trouve l'ennemi; que la ligne de défense est la partie de ce front où le gros des forces devrait se réunir si l'on était réduit à la défensive; enfin que les positions straté-

giques désignent la repartition provisoire des forces de l'armée, soit sur la ligne de défense, soit sur le front d'opérations. On en conclura donc avec moi que ces trois combinaisons, qui semblent se confondre tant elles ont d'anologie entr'elles, sont des objets distincts, mais que les mêmes règles peuvent s'appliquer à toutes les trois également; du moins en ce qui concerne la manière dont les troupes devront être disposées et mises en action.

ARTICLE XXI.

Des zônes et des lignes d'opérations.

On doit entendre, par zône d'opérations, une certaine fraction du théâtre général de la guerre, qui serait parcourue par une armée dans un but déterminé, et principalement lorsque ce but serait combiné avec celui d'une armée secondaire. Par exemple, dans l'ensemble du plan de campagne de 1796, l'Italie était la zône d'opérations de la droite; la Bavière était celle de l'armée du centre (Rhin-et-Moselle); enfin la Franconie était la zône de l'armée de gauche (Sambre-et-Meuse).

Une zône d'opérations peut quelquefois ne présenter qu'une seule ligne d'opérations, tant par la configuration même de la contrée, que par le petit nombre de routes praticables pour une armée qui s'y trouveraient. Mais ce cas est rare, et la zône présentera ordinairement plusieurs lignes d'opéra-

tions, dont le nombre dépendra en partie de : rojets du général, en partie du nombre des grandes communications qu'offrira le théâtre de ses entreprises.

On ne doit pas en conclure néanmoins que chaque chemin soit en lui-même une ligne d'opérations : sans doute, d'aprés la tournure que prendraient les évènemens de la guerre, chaque bonne route d'abord inoccupée pourrait devenir momentanément une ligne d'opérations; mais tant qu'elle ne serait suivie que par des détachemens de coureurs ou qu'elle se trouverait dans une direction hors de la sphère des principales entreprises, il serait absurde de la confondre avec la ligne réelle d'opérations. Outre cela trois ou quatre routes praticables, qui se trouveraient à une ou deux marches seulement l'une de l'autre et conduiraient à un même front d'opérations, ne formeraient pas trois lignes d'opérations.

En effet on ne saurait donner ce nom qu'à un espace suffisant pour que le centre et les deux ailes d'une armée puissent s'y mouvoir dans la sphère d'une ou deux marches de chacune de ces ailes ou extrémités, ce qui suppose au moins l'existence de trois ou quatre chemins menant au front d'opérations.

On peut inférer de là que, si les mots de zône et de lignes d'opérations ont été jusqu'àprésent

confondus et employés souvent l'un pour l'autre, il en a été de même pour les lignes d'opérations, les lignes stratégiques, et les chemins de communication éventuels.

Je crois donc que le mot de *zônes d'opérations* doit être employé pour désigner une grande fraction du théâtre général de la guerre; celui de *lignes d'opérations* désignera la partie de cette grande fraction que l'armée embrassera dans ses entreprises, soit qu'elle suive plusieurs routes, soit qu'elle n'en suive qu'une : le mot de *lignes stratégiques* désignerait alors les lignes importantes qui lient les divers points décisifs du théâtre de la guerre, soit entr'eux, soit avec le front d'opérations de l'armée : enfin par la même raison on donnerait aussi ce nom aux lignes que suivrait l'armée pour atteindre un de ces points, ou marcher à une manœuvre décisive. Enfin le nom de *lignes de communications* conviendra pour désigner les différentes routes praticables qui se trouveraient dans l'étendue de la zône d'opérations (*).

Citons encore un exemple pour rendre ces idées plus claires. En 1813, après que l'Autriche eut ac-

(*) Cette définition, qui diffère un peu de celle que j'avais d'abord donnée, me semble satisfaire à toutes les exigences; j'aurai occasion de la développer successivement dans le présent article et dans celui qui suit.

cédé à la grande coalition contre Napoléon, trois armées alliées durent envahir la Saxe, une autre la Bavière, une autre l'Italie : ainsi la Saxe, ou pour mieux dire le pays situé entre Dresde, Magdebourg et Breslau, formait donc la *zône d'opérations* de la masse principale. Cette zône avait *trois lignes d'opérations* conduisant au point objectif de Leipzig ; la première était celle de l'armée de Bohême, menant des montagnes de l'Erzgebirge par Dresde et Chemnitz sur Leipzig ; la seconde était la ligne d'opérations de l'armée de Silésie, allant de Breslau par Dresde ou par Wittenberg sur Leipzig ; enfin la troisième était la ligne d'opérations de l'armée du Prince de Suède, partant de Berlin pour aller par Dessau au même point objectif. Chacune de ces armées marchait sur deux ou trois routes parallèles et peu distantes l'une de l'autre, cependant on ne pourrait pas dire qu'elle avait trois lignes d'opérations.

Cet exemple suffira j'espère pour démontrer que cette désignation ne saurait convenir à chaque chemin qui se trouverait sur le théâtre de la guerre, mais bien à la portion de ce théâtre que les projets du général auront embrassée et où il aura dirigé tous ses moyens de guerre, ses colonnes agissantes, sa ligne d'étapes, ses parcs et ses dépôts.

Cette distinction étant bien établie, il nous reste à définir ce que l'on doit entendre par *lignes-*

manœuvres. Dans mon premier Traité j'avais crû pouvoir donner ce nom à toutes les combinaisons d'un général en chef qui se rapportent au choix des lignes d'opération territoriales, c'est-à-dire à la direction la plus convenable à donner à ses forces pour appliquer les principes généraux de la guerre. Cette expression figurée a été jugée diversement, parce qu'on s'est arreté à la lettre sans se donner la peine d'en pénétrer le sens. Il est vrai qu'on s'est servi souvent aussi du même mot pour désigner les diverses lignes stratégiques adoptées temporairement pour une entreprise quelconque, et qui ne sont pas néanmoins à confondre avec la ligne générale d'opérations. Afin de les distinguer on pourrait désigner les premières par le nom de combinaison stratégique des lignes d'opérations, et nommer les autres des lignes stratégiques éventuelles de manœuvre (*) : nous traiterons de ces dernières dans un article particulier.

Si le choix des zônes d'opérations offre des com-

(*) Je donnerai un exemple de ces deux combinaisons. En 1796, les armées de Moreau et de Jourdan formèrent deux lignes d'opérations extérieures contre l'archiduc Charles, qui opéra sur deux lignes intérieures ou centrales, réunies sous un même commandement. Voilà des combinaisons de lignes d'opérations-manœuvres.

Dans la même année Wurmser, débouchant du Tyrol au secours de Mantoue, n'avait d'abord que la ligne d'opérations simple de l'Adige, mais arrivé à Roveredo, il forma 3 colonnes séparées par de grands obstacles; il opéra donc sur *trois lignes stratégiques instantanées* qui n'étaient pas des lignes générales d'opérations.

binaisons peu nombreuses et dépend le plus souvent de la topographie du théâtre de la guerre, il n'en est pas toujours de même du choix des lignes d'opérations, car celui-ci se rapportant surtout à la position et à l'emploi des forces ennemies, il devra nécessairement offrir des complications plus variées et susceptibles d'être soumises à des règles. Ces diverses combinaisons constituant autant de manœuvres différentes et formant une des branches essentielles de la stratégie, elles exigent une définition aussi exacte que possible.

Des combinaisons des lignes d'opérations considérées comme manœuvres stratégiques.

Les rapports de ces lignes avec celles que la nature a tracées, avec les positions de l'ennemi et les vues d'un général en chef, forment autant de classes différentes qui reçoivent un nom du caractère de ces mêmes rapports.

La *ligne générale d'opérations* d'une armée est celle que suivra le gros de ses forces, et sur laquelle se trouveront échelonnés ses dépôts, ses moyens de transports, ses étapes : la ligne de retraite sera ordinairement aussi la même, mais dans des cas urgens l'armée pourra être forcée à prendre une ligne de retraite différente ; résolution toujours épineuse et qu'on ne saurait prendre sans se résigner à de grands sacrifices.

Nous appellerons *lignes d'opérations simples*, celles d'une armée agissant sur la même direction d'une frontière, sans former de grands corps indépendans les uns des autres.

Par *lignes d'opérations doubles*, j'entends celles que formeraient deux armées indépendantes l'une de l'autre sur une même frontière, ou aussi celles de deux masses à peu près égales en forces et obéissant néanmoins à un même chef, mais agissant séparément à de grandes distances et pour un long espace de temps. (*)

(*) On a critiqué cette définition, et comme elle a pu en effet donner lieu à des méprises je crois devoir l'expliquer.

D'abord il faut ne pas oublier qu'il s'agit de lignes-manœuvres, c'est-à-dire de combinaisons, et non de grands-chemins. Ensuite il faut admettre aussi qu'une armée marchant par deux ou trois routes peu distantes les unes des autres, de manière à se réunir en deux fois vingt-quatre heures, n'a pas pour cela trois lignes d'opérations-manœuvres. Lorsque Moreau et Jourdan entrèrent en Allemagne avec deux masses de 70 mille hommes indépendantes l'une de l'autre, ils formaient bien une ligne double; mais une armée française dont un détachement seulement partirait du Bas-Rhin pour marcher sur le Meyn, tandis que 5 ou 6 autres corps marcheraient du Haut-Rhin sur Ulm, ne formerait pas pour cela une double ligne d'opérations dans le sens que je donne à ce mot pour désigner une manœuvre. De même Napoléon, réunissant sept corps pour marcher par Bamberg sur Géra, pendant que Mortier avec un corps seulement marchait sur Cassel pour occuper la Hesse et flanquer l'entreprise principale, ne formait bien qu'une ligne générale d'opérations avec un détachement accessoire.

Les lignes d'opérations intérieures sont celles qu'une armée croirait devoir former pour s'opposer à plusieurs masses ennemies, mais auxqu'elles on donnerait une direction telle, que l'on pût rapprocher les différens corps et lier leurs mouvemens, avant que l'ennemi eût la possibilité de leur opposer une plus grande masse. (*)

Les lignes extérieures présentent le résultat opposé ; ce sont celles qu'une armée formera en même temps sur les deux extrémités d'une ou de plusieurs lignes ennemies.

Les lignes d'opérations concentriques sont plusieurs lignes qui partent de points éloignés pour arriver sur un même point, en avant ou en arrière de leur base.

La ligne territoriale se composait de deux rayons, mais l'opération n'était pas double.

(*) Quelques écrivains allemands ont dit que je confondais les positions centrales (Central-Stellungen), avec la ligne d'opérations. En cela ils ont tort; une armée peut avoir une position centrale en présence de deux corps ennemis, et ne pas avoir des lignes d'opérations intérieures, ce sont deux choses fort différentes. D'autres ont prétendu que j'aurais pu aussi bien employer le nom de rayons d'opérations pour désigner ce que j'entends par lignes doubles, etc.; quant à ceux-ci, leur raisonnement est plus spécieux, surtout si l'on veut figurer le théâtre d'opérations par un cercle : mais comme tout rayon est une ligne, je crois que c'est une dispute de mots.

On entend par *lignes divergentes* celles que prendra une seule masse partant d'un point donné, et se divisant pour se porter sur plusieurs points divergens.

Les lignes profondes sont celles qui, partant de leur base, parcourent une grande étendue de terrain pour arriver à leur but.

J'emploierai le mot de *lignes secondaires* pour désigner les rapports de deux armées entr'elles, lorsqu'elles agissent sur un même développement de frontières; ainsi l'armée de Sambre-et-Meuse était, en 1796, ligne secondaire de l'armée du Rhin; en 1812, l'armée de Bagration était secondaire de l'armée de Barclay.

Les lignes accidentelles sont celles amenées par des évènemens qui font changer le plan primitif de campagne, et donnent une nouvelle direction aux opérations. Ces dernières sont rares et d'une haute importance; elles ne sont ordinairement bien saisies que par un génie vaste et actif.

Enfin on pourrait même ajouter à cette nomenclature les *lignes d'opérations provisoires*, et *les lignes définitives :* les premières désigneraient celles qu'une armée suit pour marcher à une première entreprise décisive, sauf à en adopter une plus solide ou plus directe après les premiers succès : mais elles sem-

blent appartenir autant à la classe des lignes stratégiques éventuelles, qu'à celle des lignes d'opérations.

Ces définitions prouvent assez combien mes idées diffèrent de celles des auteurs qui m'ont dévancé. En effet, on a considéré ces lignes sous les rapports matériels seulement : Lloyd et Bulow ne leur ont donné qu'une valeur relative aux magasins et aux dépôts des armées; le dernier a même avancé, *qu'il n'y avait plus de lignes d'opérations lorsque l'armée campait près de ses magasins*. L'exemple suivant suffira pour détruire ce paradoxe. Je suppose deux armées campées, la première sur le Haut-Rhin, la seconde en avant de Dusseldorff ou tout autre point de cette frontière; j'admets que leurs grands dépôts soient immédiatement au-delà du fleuve, ce qui est sans contredit la position la plus sûre, la plus avantageuse et la plus rapprochée qu'il soit possible de leur supposer. Ces armées auront un but offensif ou défensif; dès-lors elles auront incontestablement des lignes territoriales et des lignes manœuvres.

1°. Leur ligne territoriale défensive partant du point où elles se trouvent, ira jusqu'à celui de seconde ligne qu'elles doivent couvrir; or, elles en seraient coupées l'une et l'autre, si l'ennemi venait à s'établir dans l'intervalle qui les en sépare. Mélas aurait eu pour un an de munitions dans Alexandrie, qu'il n'eût pas moins été coupé de sa

base du Mincio, dès que l'ennemi victorieux occupait la ligne du Pô (*).

2°. Leur ligne manœuvre serait double contre une simple, si l'ennemi concentrait ses forces pour accabler successivement ces armées; elle sera double extérieure contre double intérieure, si l'ennemi fait aussi deux corps, mais qu'il leur donne une direction telle qu'il puisse les réunir plus promptement.

On voit donc que Bulow est parti d'une base inexacte; son ouvrage a dû nécessairement s'en ressentir et renfermer des maximes parfois erronées. Nous allons essayer d'en tracer quelques-unes qui nous semblent plus conformes aux principes généraux de la guerre, et pour les appuyer d'une série de preuves qui ne laisse rien à désirer, nous reproduirons ici l'analyse déjà présentée des lignes d'opérations suivies dans les dernières guerres du 18e siècle, en nous bornant toutefois à celles de la révolution de France; (on pourra recourir pour celles de la guerre de sept ans au chap. 14, du traité des grandes opérations militaires). Cet ensemble complètera ce que nous avons à dire ici

(*) On a cru que ceci pouvait être sujet à contestation; je ne le pense pas: Mélas, privé de recrutement, resserré entre la Bormida, le Tanaro et le Pô, pouvant à peine recevoir des émissaires ou des courriers, aurait toujours dû finir par se faire jour ou par capituler, s'il n'était pas secouru.

sur l'article important qui fait à notre avis la base des premières combinaisons stratégiques.

Observations sur les lignes d'opérations des guerres de la révolution française.

Au commencement de cette lutte terrible, qui eût des chances si variées, la Prusse et l'Autriche étaient les seuls ennemis connus de la France, et le théâtre de la guerre ne s'étendait en Italie que pour s'observer réciproquement, attendu que ce pays était trop éloigné du but. Le développement de l'échiquier d'opérations, comprenant l'espace qui s'étend depuis Huningue jusqu'à Dunkerque, présentait trois zônes principales: celle de droite renfermait la ligne du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Landau, et de là à la Moselle; celle du centre était formée de l'intervalle entre la Moselle et la Meuse; celle de gauche comprenait l'étendue des frontières de Givet à Dunkerque.

Lorsque la France déclara la guerre, au mois d'Avril 1792, son intention était de prévenir la réunion de ses ennemis; elle avait alors 100 mille hommes sur l'étendue des trois zônes dont nous venons de parler, et les Autrichiens n'en avaient pas au-delà de 35 mille dans la Belgique. Il est donc impossible de pénétrer le motif qui empêcha les Français de conquérir cette province, où rien

ne leur eût resisté. Il se passa quatre mois entre la déclaration de guerre et le rassemblement des forces alliées. N'était-il pas probable, néanmoins, que l'invasion de la Belgique eût empêché celle de la Champagne, en donnant au roi de Prusse la mesure des forces de la France, et l'engageant à ne pas sacrifier ses armées pour l'intérêt secondaire de lui imposer une forme de gouvernement? Et si cette invasion de la Champagne n'eût pas les suites que tout le monde s'en promettait, à quoi a-t-il tenu qu'elle ne changeât la face de l'Europe?

Lorsque les Prussiens arrivèrent vers la fin de Juillet à Coblentz, il est certain que les Français ne pouvaient plus faire la guerre d'invasion, et que ce rôle était destiné aux armées coalisées: on sait de quelle manière elles s'en acquittèrent.

Les forces des Français sur le développement des frontières dont nous avons parlé, s'élevaient alors à 115 mille hommes environ. Répandues sur un front de 140 lieues, divisées en cinq corps d'armée, il était impossible que ces forces pussent présenter une résistance bien efficace; car pour les empêcher d'agir, il suffisait d'opérer sur le centre et de s'opposer à leur jonction. A cette raison militaire venaient se réunir toutes les raisons d'état; le but qu'on se proposait était entièrement politique; on ne pouvait l'atteindre que par des opérations ra-

pides et vigoureuses : la ligne territoriale située entre la Moselle et la Meuse, qui formait celle du centre, moins fortifiée que le reste de cette frontière, présentait en outre aux alliés l'excellente place de Luxembourg pour base; elle fut donc choisie avec discernement, nous allons voir que l'exécution ne répondit pas au plan.

La cour de Vienne avait le plus grand intérêt à cette guerre, à cause de ses relations de famille et des dangers auxquels ses provinces eussent été exposées en cas de revers. Par une spéculation politique dont il serait difficile de se rendre compte, le rôle principal fut néanmoins abandonné aux Prussiens; la maison d'Autriche ne coopéra à l'invasion qu'avec une trentaine de bataillons; 45 mille hommes restèrent en observation dans le Brisgau, sur le Rhin et en Flandre. Où se tenaient donc cachées les forces imposantes que cette puissance déploya dans la suite? Quelle destination plus utile à leur assigner que celle d'assurer les flancs de l'armée d'invasion? Ce système étonnant, que l'Autriche paya d'ailleurs très-cher, n'expliquerait-il pas la résolution des Prussiens, de sortir plus tard de la scène, qu'ils quittèrent malheureusement à l'instant même où ils auraient dû y entrer.

Si je me suis laissé entraîner à cette observation étrangère à l'art, c'est qu'elle est étroitement liée avec l'existence d'un corps qui aurait dû couvrir,

non pas le Brisgau, mais le flanc des Prussiens, en faisant face à la Moselle et contenant Luckner au camp de Metz. Il faut néanmoins convenir que l'armée prussienne ne mit pas, dans ses opérations, toute l'activité nécessaire pour en assurer la réussite; elle resta huit jours dans son camp de Kons assez inutilement; si elle avait prévenu Dumouriez aux Islettes, ou qu'elle eût tenté plus sérieusement de l'en chasser, elle aurait eu encore tout l'avantage d'une masse concentrée contre plusieurs divisions isolées, pour les accabler successivement et rendre leur réunion impossible. Je crois que Frédéric, en pareil cas, eût justifié le propos de Dumouriez (celui-ci disait à Grandpré que s'il avait eu affaire au grand roi, il se trouverait déjà repoussé bien loin derrière Châlons).

Les Autrichiens prouvèrent, dans cette campagne, qu'ils étaient alors encore imbus du faux système de Daun et de Lascy, de tout couvrir pour tout garder. L'idée d'avoir 20 mille hommes dans le Brisgau, tandis que la Moselle et la Sarre, restaient dégarnies, démontre qu'ils eurent peur de perdre un village, et que ce système les engagea à former ces grands détachemens qui ruinent les armées. Oubliant que les gros bataillons ont toujours raison; ils crurent qu'il fallait occuper tout le développement des frontières pour qu'elles ne fussent pas envahies, tandis que c'est

un moyen de les rendre accessibles sur tous les points.

Je ne m'étendrai pas davantage ici sur cette campagne. J'observerai seulement que Dumouriez abandonna sans motif la poursuite de l'armée alliée, pour transférer le théâtre de la guerre du centre à l'extrême gauche de l'échiquier général : d'ailleurs il ne sut pas donner un grand but à ce mouvement, et alla attaquer de front l'armée du duc de Saxe-Techen vers Mons, tandis qu'en descendant la Meuse sur Namur, avec sa masse, il aurait pu la refouler sur la mer du Nord, vers Nieuport ou Ostende, et l'anéantir entièrement par une bataille plus heureuse que celle de Jemmapes.

La campagne de 1793 offre un nouvel exemple de l'influence de la mauvaise direction des opérations. Les Autrichiens remportèrent des victoires, et reprirent la Belgique, parce que Dumouriez étendit maladroitement le front de ses opérations jusqu'aux portes de Rotterdam. Jusque-là, on ne saurait donner que des éloges aux alliés; le désir de reconquérir ces riches contrées, justifie cette entreprise, sagement dirigée contre l'extrême droite du grand front de Dumouriez. Mais lorsqu'ils eurent repoussé l'armée française sous le canon de Valenciennes; lorsque celle-ci, désorganisée, livrée à tous les ravages de l'anarchie qui désolait l'intérieur, se trouvait hors d'état de résister, pourquoi rester six

mois devant quelques places, et laisser au comité de salut public le temps de former de nouvelles armées ? Lorsqu'on se rappelle la situation déplorable de la France et l'état de dénûment des débris de l'armée de Dampierre, peut-on concevoir quelque chose aux parades des alliés devant les places de la Flandre ?

La guerre d'invasion est surtout avantageuse, lorsque l'empire qu'on attaque est tout entier dans la capitale. Sous le gouvernement d'un grand prince et dans les guerres ordinaires, le chef-lieu de l'empire est au quartier général ; mais sous un prince faible, dans un état republicain, et plus encore dans une guerre d'opinions, la capitale est ordinairement le centre de la puissance nationale (*).

Si cette vérité avait pu être mise en doute, elle eût été justifiée dans cette occasion. La France était tellement dans Paris, que les deux tiers de la nation avaient levé l'étendard contre le gouvernement qui l'opprimait. Si, après avoir battu l'armée

(*) La prise de Paris par les alliés décida du sort de Napoléon, mais cette circonstance ne détruit pas mon assertion. Napoléon, sans armée, avait toute l'Europe sur les bras et la nation elle-même avait séparé sa cause de la sienne. S'il avait eu 50 mille vieux soldats de plus, on eût bien vu que sa capitale était vraiment au quartier général.

française à Famars, on eût laissé les Hollandais et les Hanovriens en observation devant ses débris, que les Anglais et la grande armée autrichienne eussent dirigé leurs opérations sur la Meuse, la Sarre et la Moselle, de concert avec l'armée prussienne et une partie de l'armée inutile du Haut-Rhin, il est certain qu'une masse de 120 mille hommes aurait pu agir avec deux corps de flancs pour couvrir sa ligne d'invasion. Je pense même que sans changer la direction de la guerre, ni courir de grands risques, on aurait pu laisser aux Hollandais et Hanovriens, le soin de masquer Maubeuge et Valenciennes, afin de poursuivre, avec le gros de l'armée, les débris de celle de Dampierre. *Mais après plusieurs victoires 200 mille hommes furent occupés à faire des sièges sans gagner un pouce de terrain.* Au moment où ils menaçaient d'envahir la France, ils établirent 15 ou 16 corps dans des positions défensives pour couvrir leur propre frontière! Lorsque Valenciennes et Mayence eurent succombé au lieu de fondre de toutes leurs forces sur le camp de Cambray, ils coururent excentriquement, à Dunkerque d'un côté, et à Landau de l'autre.

Il n'est pas moins étonnant qu'après avoir fait, au commencement de la campagne, les plus grands efforts sur la droite de l'échiquier général, on les ait portés ensuite sur l'extrême gauche; ainsi,

tandis que les alliés agissaient en Flandre, les forces imposantes qui étaient sur le Rhin ne les secondaient point, et lorsque ces forces opérèrent offensivement à leur tour, les alliés restèrent dans l'inaction sur la Sambre. Ces fausses combinaisons ne ressemblent-elles pas à celles de Soubise et de Broglie en 1761, ainsi qu'à toutes les lignes de la guerre de sept ans?

En 1794, la scène change totalement de face. Les Français passent d'une défensive pénible à une offensive brillante. Les combinaisons de cette campagne ont été sans doute bien établies; mais on les a exagérées en les présentant comme un nouveau système de guerre. Pour s'assurer de la justesse de mon assertion, jetons les yeux sur la position respective des armées dans cette campagne et dans celle de 1757; on voit qu'elle était à peu près la même et que la direction des opérations se ressemble absolument. Les Français avaient quatre corps qui se réunirent en deux grandes armées; comme le roi de Prusse avait quatre divisions qui formèrent deux armées aux débouchés des montagnes. Les deux grands corps prirent à leur tour une direction concentrique en 1794 sur Bruxelles, comme Frédéric et Schwérin l'avaient prise en 1757 sur Prague. La seule différence qui existe entre ces deux plans, c'est que les troupes autrichiennes, moins disséminées, avaient en Flandre une position

moins étendue que celle de Brown en Bohême; mais cette différence n'est certainement pas en faveur du plan de 1794. Ce dernier avait de plus contre lui la position de la mer du Nord: pour déborder la droite des Autrichiens, on osa faire filer le général Pichegru entre les rives de cette mer et la masse des forces ennemies; direction la plus dangereuse et la plus fautive que l'on puisse donner aux grandes opérations. Ce mouvement est absolument le même que celui de Benningsen sur la Basse-Vistule, qui faillit compromettre l'armée russe en 1807. Le sort de l'armée prussienne, rejetée sur la Baltique après avoir été coupée de ses communications, est une autre preuve de cette vérité.

Si le prince de Cobourg avait opéré comme on l'a fait de nos jours, il eût aisément fait repentir Pichegru, qui exécuta cette manœuvre audacieuse un mois avant que Jourdan ne fût en mesure de le seconder. La grande armée autrichienne, destinée à l'offensive, était au centre, devant Landrecies; elle se composait de 106 bataillons et 150 escadrons; elle avait sur son flanc droit le corps de Clairfayt pour couvrir la Flandre, et à sa gauche le corps du prince de Kaunitz pour couvrir Charleroi. Le gain d'une bataille sous les murs de Landrecies lui en fit ouvrir les portes, on trouva sur le général Chapuis le plan de la diversion en Flandre,

et l'on envoya à Clairfayt *douze bataillons!* Longtemps après, et lorsqu'on eut connaissance des succès des Français, le corps du duc d'York marcha à son secours. Mais que faisait alors le reste de l'armée devant Landrecies, puisque le départ de ces forces l'obligeait à retarter son invasion? Le prince de Gobourg ne perdit-il pas tous les avantages de sa position centrale, en laissant battre successivement tous ses gros détachemens, et consolider les Français en Belgique? Enfin l'armée se mit en mouvement, après avoir envoyé une partie de ses forces au prince de Kaunitz à Charleroi, et laissé une division à Cateau. Si, au lieu de morceler cette grande armée, on l'eût dirigée de suite sur Turcoing, on pouvait y réunir 100 bataillons et 140 escadrons. Quel résultat eût alors obtenu la fameuse diversion de Pichegru, coupée de ses frontières et resserrée entre la mer du Nord et deux forteresses ennemies?

Le plan d'invasion des Français n'eût pas seulement le défaut radical de toutes les lignes extérieures, il pécha encore dans l'exécution : la diversion sur Courtray eût lieu le 26 Avril, et Jourdan n'arriva à Charleroi que le 3 Juin, plus d'un mois après. Quelle belle occasion pour les Autrichiens de profiter de leur position centrale. Je pense que si l'armée prussienne avait manœuvré par sa droite, et l'armée autrienne par sa gauche, c'est-à-dire

toutes deux sur la Meuse, les affaires auraient pris une tournure bien différente; en effet, s'établissant sur le centre d'une ligne disséminée, leur masse aurait certainement empêché la réunion de ses différentes parties. Il peut être dangereux d'attaquer, en bataille rangée, le centre d'une armée en ligne contiguë, qui a la facilité d'être soutenu simultanément par ses ailes et toutes les réserves; mais il en est bien autrement d'une ligne de 130 lieues.

En 1795, la Prusse et l'Espagne se retirèrent de la coalition; le théâtre de la guerre sur le Rhin se rétrécit, et l'Italie ouvrit aux armées françaises un nouveau champ de gloire. Leurs lignes d'opérations dans cette campagne furent encore doubles: on voulut opérer par Dusseldorff et Manheim; Clairfayt, plus sage que ses prédécesseurs, porta alternativement sa masse sur ces deux points, et remporta des victoires si décisives à Manheim et dans les lignes de Mayence, qu'elles forcèrent l'armée de Sambre-et-Meuse à repasser le Rhin pour couvrir la Moselle, et ramenèrent Pichegru sous Landau.

En 1796, les lignes d'opérations sur le Rhin sont calquées sur celles de 1757, et sur celles de Flandre en 1794; mais obtiennent, comme l'année précédente, un résultat bien différent. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse partent des deux extrémités de la base, pour prendre une direction

concentrique sur le Danube. Elles forment comme en 1794, deux lignes extérieures. L'archiduc Charles, plus habile que le prince de Cobourg, profite de la direction intérieure des siennes pour leur donner un point de concentration plus rapproché, puis il saisit l'instant où le Danube couvre le corps de Latour pour dérober quelques marches à Moreau, et jeter toutes ses forces sur la droite de Jourdan qu'il accable ; la bataille de Wurzbourg décide du sort de l'Allemagne, et contraint l'armée de Moreau, étendue sur une ligne immense, à faire sa retraite.

Bonaparte, en Italie, commence sa carrière extraordinaire. Son système est d'isoler les armées piémontaise et autrichienne ; il réussit, par la bataille de Millésimo, à leur faire prendre deux lignes stratégiques extérieures, et le bat ensuite successivement à Mondovi et à Lodi. Une armée formidable se rassemble dans le Tyrol, pour sauver Mantoue, qu'il assiège ; elle commet l'imprudence d'y marcher en deux corps *séparés par un lac.* L'éclair est moins prompt que le général français ; il lève le siège en abandonnant tout, se porte, avec la majeure partie de ses forces, sur la première colonne qui débouche par Brescia, la bat et la rejette dans les montagnes. La seconde colonne arrivée sur le même terrain, y est battue à son tour, et forcée à se retirer dans le Tyrol pour com-

muniquer avec sa droite. Wurmser, pour qui ces leçons sont perdues, veut couvrir les deux lignes de Roveredo et de Vicence; Bonaparte, après avoir accablé et repoussé la première sur le Lavis, change alors de direction à droite, débouche par les gorges de la Brenta sur la ligne de gauche, et force les débris de cette belle armée à se sauver dans Mantoue, où ils sont enfin contraints à capituler.

En 1799, les hostilités recommencent; les Français, punis pour avoir formé deux lignes extérieures en 1796, en ont néanmoins trois sur le Rhin et le Danube. Une armée de gauche observe le Bas-Rhin, celle du centre marche sur le Danube; la Suisse, qui flanque l'Italie et la Souabe, est occupée par une troisième armée aussi forte que les deux autres. *Les trois corps ne pouvaient être réunis que dans la vallée de l'Inn, à quatre-vingts lieues de leur base d'opérations!* L'archiduc a des forces égales, mais il les réunit contre le centre, qu'il accable à Stockach, et l'armée d'Helvétie est forcée d'évacuer les Grisons et la Suisse orientale.

Les coalisés commettent à leur tour la même faute que leurs adversaires, et au lieu de poursuivre la conquête de ce boulevard central, qui leur coûta si cher ensuite, ils forment une double ligne en Suisse et sur le Bas-Rhin. Leur armée de

Suisse est accablée à Zurich, tandis que celle du Rhin s'amuse à Manheim.

En Italie, les Français forment la double entreprise de Naples, où 32 mille hommes sont occupés inutilement, tandis que sur l'Adige, où doivent se porter les plus grands coups, l'armée trop faible essuie des revers accablans. Lorsque cette armée de Naples revient au Nord, elle commet encore la faute de prendre une direction stratégique opposée à celle de Moreau ; Souwaroff profite habilement de la position centrale qu'on lui laisse, marche à la première de ces armées, et la bat à quelques lieues de l'autre.

En 1800, tout change de face ; Bonaparte est revenu d'Egypte, et cette campagne présente une nouvelle combinaison des lignes d'opérations : 150 mille hommes filent sur les deux flancs de la Suisse, débouchent d'un côté sur le Danube, et de l'autre sur le Pô ; cette marche savante assura la conquête de contrées immenses ; l'histoire moderne n'avait offert jusqu'alors aucune combinaison semblable ; les armées françaises forment deux lignes intérieures qui se soutiennent réciproquement ; les Autrichiens sont forcés, au contraire, à prendre une direction extérieure qui les met hors d'état de communiquer. Par la combinaison habile de sa marche, l'armée de réserve coupe l'ennemi de sa ligne d'opérations, et conserve elle-même toutes ses relations

avec ses frontières et avec l'armée du Rhin, qui forme sa ligne secondaire.

La fig. III, ci contre, démontre cette vérité et présente la situation respective des deux partis; A et AA indiquent le front d'opérations des armées de reserve et du Rhin; B et BB celui de Mélas et de Kray; CCCC les passages du St.-Bernard, du Simplon, du St.-Gothard et du Splugen; D indique les deux lignes d'opérations de l'armée de reserve; E retrace les deux lignes de retraite de Mélas; LG marque le choc qui eût lieu à Marengo. On voit par cette figure, que Mélas est coupé de sa base, et que le général français, au contraire, ne court aucun risque, puisqu'il conserve toutes ses communications avec les frontières et avec sa ligne secondaire.

L'analyse des évènemens mémorables dont nous venons d'esquisser l'ensemble suffira pour convaincre de l'importance du choix des lignes-manœuvres dans les opérations militaires. En effet, il peut réparer les désastres d'une bataille perdue, rendre vaine une invasion, étendre les avantages d'une victoire, assurer la conquête d'un pays.

En comparant les combinaisons et les résultats des plus célèbres campagnes, on verra aussi que toutes les lignes d'opérations qui ont réussi, se rattachaient au principe fondamental que nous avons présenté à diverses reprises, *car les lignes simples*

et les lignes intérieures ont pour but de mettre en action, au point le plus important, et par le moyen de mouvemens stratégiques, un plus grand nombre de divisions, et par conséquent une plus forte masse que l'ennemi. On se convaincra également que toutes celles qui échouèrent, renfermaient les vices opposés à ces principes, puisque toutes les lignes multipliées tendent à présenter des parties faibles et isolées, à la masse qui doit les accabler.

Maximes sur les lignes d'opérations.

De tous les évènemens analysés ci-dessus et plus encore de ceux qui suivirent de près la première publication de ce chapitre en 1805, je crois qu'on peut déduire les maximes suivantes.

1° Si l'art de la guerre consiste à mettre en action le plus de forces possible au point décisif du théâtre des opérations, le choix de la ligne d'opérations étant le premier moyen d'y parvenir, peut être considéré comme la base fondamentale d'un bon plan de campagne (*). Napoléon le prouva par la direction qu'il

(*) Je crois devoir répéter que je n'ai jamais admis la possibilité de tracer d'avance le plan de toute une campagne. Cela ne peut s'entendre que du projet primitif qui indique le point objectif que l'on se propose d'atteindre, le système général qu'on suivra pour y arriver, et la première entreprise que l'on formera à cet

sut assigner à ses masses en 1805 sur Donavert, et en 1806 sur Géra; manœuvres habiles, que les militaires ne sauraient trop méditer.

2° La direction qu'il convient de donner à cette ligne dépend non seulement de la situation géographique du théâtre des opérations, ainsi que nous le démontrerons plus bas, mais encore de l'emplacement des forces ennemies sur cet échiquier stratégique. *Toutefois on ne saurait la donner que sur le centre ou sur l'une des extrémités : dans le cas seulement où l'on aurait des forces infiniment supérieures, il serait possible d'agir sur le front et les extrémités en même temps; dans tout autre supposition*, *ce serait une faute capitale* (*).

En général on peut poser en principe, que la meilleure direction d'une *ligne-manœuvre* sera sur le centre de l'ennemi, si celui-ci commet la faute de diviser ses forces sur un front trop étendu ; mais que, dans toute autre hypothèse, on devra donner cette direction sur l'une des extrémités, et de là sur

---

effet; le reste dépend naturellement du résultat de cette première opération, et des nouvelles chances qu'elle amènera.

(*) On ne calcule pas l'infériorité d'une armée d'après le chiffre exact du nombre des soldats; les talens du chef, le moral des troupes, leurs qualités constitutives, comptent aussi dans la balance, et la supériorité sera toujours relative, bien que les proportions numériques y entrent pour beaucoup.

les derrières de la ligne de défense ou du front d'opérations de l'ennemi.

L'avantage de cette direction ne provient pas seulement de ce qu'en attaquant une extrémité l'on n'a à combattre qu'une partie de l'armée ennemie; il en dérive un plus grand encore de ce que sa ligne de défense est menacée d'être prise à revers. C'est ainsi que l'armée du Rhin ayant gagné en 1800 l'extrême gauche de la ligne de défense de la Forêt Noire, la fit tomber presque sans combat, et livra sur la rive droite du Danube deux batailles qui, bien que peu décisives en elles-mêmes, eurent pour résultat l'invasion de la Souabe et de la Bavière, à cause de la bonne direction de la ligne d'opérations. Les suites de la marche qui porta l'armée de reserve par le Saint-Bernard et Milan sur l'extrême droite, et ensuite sur les derrières de Melas, furent bien plus brillantes encore; elles sont assez connues pour nous dispenser de les rappeler ici.

Cette manœuvre, entièrement semblable à celle que nous avons tracée sur la carte des Alpes annéxée ci-dessus, se trouve, il est vrai, en opposition flagrante avec certains systèmes un peu trop exclusifs, qui exigent des bases parallèles à celles de l'ennemi, et des lignes d'opérations doubles formant un angle droit dont le sommet serait dirigé sur le centre du front stratégique de l'adversaire. Mais nous avons déjà assez parlé de ces systèmes

pour démontrer que le nôtre est préférable. Toutefois lorsqu'il s'agirait d'opérer sur le centre de l'ennemi, rien ne s'opposerait à l'adoption du système à angles droits de Bulow, pourvu qu'on ne tînt aucun compte des conditions exagérées dont ses commentateurs l'ont surchargé, et que les lignes doubles qu'il nécessite fussent intérieures comme on le verra ci-après.

3° Il ne faut pas croire néanmoins qu'il suffise de gagner l'extrémité d'un front d'opérations ennemi pour pouvoir se jeter impunément sur ses derrières, car il est des cas où en agissant de la sorte on se trouverait soi-même coupé de ses propres communications.

Pour éviter ce danger, il importe de donner à sa ligne d'opérations une direction géographique et stratégique telle, que l'armée conserve derrière elle une ligne de retraite assurée, ou qu'au besoin elle en trouve une d'un autre côté où elle pourrait se jeter pour regagner sa base par un de ces changemens de lignes d'opérations dont nous parlerons ci-après. (Voyez 12e maxime.)

Le choix d'une telle direction est si important, qu'il caractérise à lui seul une des plus grandes qualités d'un général en chef, et on me permettra d'en citer deux exemples pour me faire mieux comprendre.

Par exemple, si Napoléon, en 1800, après avoir passé le St.-Bernard, eût marché droit par Turin sur Asti ou Alexandrie, et qu'il eût reçu la bataille à Marengo sans être assuré auparavant de la Lombardie et de la rive gauche de Pô, il eût été coupé de sa ligne de retraite plus complètement que Mélas de la sienne; tandis qu'ayant au besoin les deux points secondaires de Casal et de Pavie du côté du St.-Bernard, et ceux de Savone et de Tende du côté de l'Apennin, il avait en cas de revers tous les moyens de regagner le Var ou le Valais.

De même, dans la campagne de 1806, s'il eût marché de Géra droit à Leipzig, et qu'il y eût attendu l'armée prussienne revenant de Weimar, il eût été coupé de sa base du Rhin, aussi bien que le duc de Brunswick de celle de l'Elbe; tandis qu'en se rabattant de Géra à l'ouest sur la direction de Weimar, il plaçait son front d'opérations en avant des trois routes de Saalfeld, Schleiz et Hof, qui lui servaient de lignes de communications, et qu'il couvrait ainsi parfaitement. Et si, à la rigueur même, les Prussiens avaient imaginé de lui couper ces lignes de retraite, en se jetant entre Géra et Bareith, alors ils lui eussent ouvert sa ligne la plus naturelle, la belle chaussées de Leipzig à Francfort, outre les dix chemins qui mènent de la Saxe par Cassel à Coblenz, Cologne et même Wesel. En voilà assez pour prouver l'importance de ces sortes de

combinaisons ; revenons à la suite des maximes annoncées

4° Pour manœuvrer sagement il faut éviter de former deux armées indépendantes sur une même frontière : un tel système ne pourrait guère convenir que dans les cas de grandes coalitions, ou lorsqu'on aurait des forces immenses qu'on ne saurait faire agir sur une même zône d'opérations sans s'exposer à un encombrement plus dangereux qu'utile. Encore, dans ce cas même, vaudrait-il toujours mieux subordonner ces deux armées à un même chef, qui aurait son quartier-général à l'armée principale.

5° Par suite du principe que nous venons d'énoncer, il est constant qu'à forces égales, une ligne d'opérations simple sur une même frontière aura l'avantage sur une ligne d'opérations double.

6° Il peut arriver néanmoins qu'une ligne double devienne nécessaire, d'abord par la configuration du théâtre de la guerre, ensuite parce que l'ennemi en aura formé une lui-même, et qu'il faudra bien opposer une partie de l'armée à chacune des deux ou trois masses qu'il aura formées.

7° Dans ce cas, la ligne intérieure ou centrale sera préférable à la ligne extérieure, puisque l'armée qui aura la ligne intérieure pourra faire coo-

pérer chacune de ses fractions à un plan combiné entr'elles, et qu'elle pourra ainsi rassembler le gros de ses forces avant l'ennemi, pour décider du succès de la campagne.

Une armée, dont les lignes d'opérations offriraient de tels avantages, serait donc à même, par un mouvement stratégique bien combiné, d'accabler successivement les fractions de l'adversaire qui viendraient s'offrir alternativement à ses coups. Pour assurer la réussite de ce mouvement, on laisserait un corps d'observation devant la partie de l'armée ennemie que l'on voudrait se borner à tenir en échec, en lui prescrivant de ne point accepter d'engagement sérieux, mais de se contenter de suspendre la marche de l'ennemi à la faveur des accidens du terrain et en se repliant sur l'armée principale.

8° Une ligne double peut convenir aussi lorsqu'on a une supériorité numérique si prononcée, que l'on puisse manœuvrer sur deux directions sans s'exposer à voir l'un de ses deux corps accablé par l'ennemi. Dans cette hypothèse ce serait une faute d'entasser ses forces sur un seul point, et de se priver ainsi des avantages de la supériorité, en reduisant une partie de ses forces à l'impossibilité d'agir. Néanmoins, en formant une double ligne, il sera toujours sage de renforcer convenablement la partie de l'armée qui par la nature de son théâtre et par les situations

respectives des deux partis serait appelée à jouer le rôle le plus important.

9° Les principaux évènemens des dernières guerres prouvent la justesse de deux autres maximes. La première, c'est que deux lignes intérieures, se soutenant réciproquement, et faisant face, à certaine distance, à deux masses supérieures en nombre, ne doivent pas se laisser resserrer par l'ennemi dans un espace trop retréci, où elles finiraient par être accablées simultanément, ainsi que cela arriva à Napoléon à la célèbre bataille de Leipzig. La seconde, c'est que les lignes intérieures ne doivent pas non plus donner dans l'excès contraire, en s'étendant à une trop grande distance, de peur de laisser à l'ennemi tous le temps de remporter des succès décisifs contre les corps secondaires laissés en observation. Cela pourrait se faire néanmoins lorsque le but principal que l'on poursuivrait serait tellement décisif, que le sort entier de la guerre en dépendrait; dans ce cas on pourrait voir avec indifférence ce qui arriverait sur les points secondaires.

10° Par la même raison, deux lignes concentriques valent mieux que deux lignes divergentes; les premières, plus conformes aux principes de la stratégie, procurent encore l'avantage de couvrir les lignes de communications et d'approvisionnement; mais pour qu'elles soient exemptes de danger, on doit les combiner de manière à ce que les

deux armées qui les parcourent, ne puissent rencontrer isolément les forces réunies de l'ennemi, avant d'être elles-mêmes en mesure d'opérer leur jonction.

11° Les lignes divergentes peuvent néanmoins convenir, soit après une bataille gagnée, soit après une opération stratégique par laquelle on aurait réussi à diviser les forces de son adversaire en rompant son centre. Alors il devient naturel de donner à ses masses des directions excentriques pour achever la dispersion des vaincus : mais quoique agissant sur des lignes divergentes, ces masses se trouveront néanmoins en lignes intérieures, c'est-à-dire plus rapprochées entr'elles et plus faciles à réunir que celles de l'ennemi.

12° Il arrive parfois qu'une armée se voit forcée de changer de ligne d'opérations au milieu d'une campagne, ce que nous avons désigné sous le nom de lignes accidentelles. C'est une manœuvre des plus délicates et des plus importantes, qui peut donner de grands résultats, mais amener aussi de grands revers, lorsqu'on ne la combine pas avec sagacité, car on ne s'en sert guère que pour tirer l'armée d'une situation embarrassante. Nous avons donné, au chapitre X du Traité des grandes opérations, un exemple d'un pareil changement, exécuté par Frédéric à la suite de la levée du siége d'Olmutz.

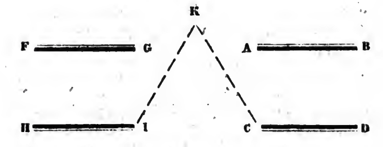
Napoléon en projeta plusieurs, car il avait l'habitude, dans ses invasions aventureuses, d'avoir un pareil projet prêt à parer aux évènemens imprévus. A l'époque de la bataille d'Austerlitz, il avait résolu, en cas d'échec, de prendre sa ligne d'opérations par la Bohême sur Passau ou Ratisbonne, qui lui offrait un pays neuf et plein de ressources, au lieu de reprendre celle de Vienne, qui n'offrait que des ruines, et où l'archiduc Charles aurait pu le prévenir.

En 1814, il commença l'exécution d'une manœuvre plus hardie, mais favorisée du moins par les localités, et qui consistait à se baser sur la ceinture des forteresses d'Alsace et de Lorraine, en ouvrant aux alliés le chemin de Paris. Il est certain que si Mortier et Marmont eussent pu le joindre, et s'il avait eu 50 mille hommes de plus, ce projet aurait pu entraîner les suites les plus décisives, et mettre le sceau à sa brillante carrière militaire.

13° Ainsi que nous l'avons dit plus haut (maxime 2me) la configuration des frontières et la nature géographique du théâtre des opérations, peuvent aussi exercer une grande influence sur la direction même à donner à ces lignes, comme sur les avantages que l'on peut en obtenir. Les positions centrales qui forment un angle saillant vers l'ennemi comme la Bohême et la Suisse (voyez figures 2 et 3 de la carte annexée ci-dessus) sont les plus avantageuses, parce

qu'elles mènent naturellement à l'adoption des lignes intérieures et facilitent les moyens de prendre l'ennemi à revers. Les côtés de cet angle saillant sont donc si importans, qu'il faut joindre toutes les ressources de l'art à celles de la nature pour les rendre inattaquables.

Au défaut de ces positions centrales on pourra y suppléer par la direction relative des lignes-manœuvres comme la figure ci-après l'explique.



C D manœuvrant sur le flanc droit de l'armée A B; et H I se portant sur le flanc gauche de F G, formeront les deux lignes intérieures C K et I K sur une extrémité de chacune des lignes extérieures A B, F G, qu'elles pourront accabler l'une après l'autre en y portant alternativement la masse de leurs forces. Cette combinaison présente les résultats des lignes d'opérations de 1796, de 1800 et 1809

14° La configuration générale des bases peut avoir aussi une grande influence sur la direction à donner

aux lignes d'opérations, laquelle devra naturellement être subordonnée à la situation des bases respectives, ainsi qu'on peut s'en assurer en se rappelant ce que nous avons dit plus haut sur cet article. En effet, au simple examen de la figure annexée audit article page 151, on voit que le plus grand avantage qui résulterait de la conformation des frontières et des bases, consisterait à prolonger celles-ci perpendiculairement à la base de l'ennemi, c'est-à-dire, parallèlement à sa ligne d'opérations, ce qui donnerait la facilité de s'emparer de cette ligne sur le point qui conduit à sa base, et d'en couper ainsi l'armée ennemie.

Mais si, au lieu de diriger ses propres opérations sur ce point décisif, on choisissait mal la direction de sa ligne, tout l'avantage de la base perpendiculaire deviendrait nul. Il est évident que l'armée E, qui posséderait la double base A C et C D, si elle marchait par la gauche vers le point F, au lieu de se prolonger par sa droite vers C H, perdrait tous les avantages stratégiques de sa base C D. (Voy. p. 151.)

Le grand art de bien diriger ses lignes d'opérations consiste donc, comme on vient de le voir, à combiner leurs rapports avec les bases et avec les marches de l'armée, de manière à pouvoir s'emparer des communications de l'ennemi sans s'exposer à perdre les siennes; problème de stratégie le plus important comme le plus difficile à résoudre.

15° Indépendamment des cas précités, il en est encore un qui exerce une influence manifeste sur la direction à donner aux lignes d'opérations : c'est celui où la principale entreprise de la campagne consisterait à effectuer le passage d'un grand fleuve en présence d'une armée ennemie nombreuse et intacte. On sent bien que, dans ce cas, le choix de la ligne d'opérations ne saurait dépendre seulement de la volonté du général en chef, ou de l'avantage qu'il trouverait à attaquer certaine partie de la ligne ennemie, car la première chose à considérer, c'est de savoir le point où l'on pourrait effectuer le passage plus sûrement, et celui sur lequel se trouveraient les moyens matériels nécessaires à cet effet. Le passage du Rhin par Jourdan, en 1795, s'exécuta vers Dusseldorf, par la même raison qui décida celui de la Vistule par le maréchal Paskiévitch vers Ossiek, en 1831, c'est-à-dire parce que l'armée n'ayant pas à sa suite des équipages de pontons suffisans, il fallut faire remonter des grandes barques du commerce achetées en Hollande par l'armée française, de même que l'armée russe avait fait acheter les siennes à Thorn et Dantzig. Le territoire neutre de la Prusse fournit, dans ces deux circonstances, la facilité de faire remonter le fleuve à ces barques, sans que l'ennemi put y mettre obstacle. Cette facilité d'un avantage incalculable en apparence, entraîna néanmoins les Français aux invasions doubles de 1795 et

de 1796, qui échouèrent précisement, parce que la double ligne d'opérations qui en résulta donna les moyens de les battre partiellement. Paskiévitch, mieux avisé, ne fit passer la haute Vistule qu'à un simple détachement secondaire, et après que l'armée principale fut déjà arrivée à Lowicz.

Lorsqu'on a des pontons militaires en suffisance, on est moins soumis aux vicissitudes du passage. Cependant il faut encore choisir le point qui offre le plus de chances de succès par les localités et la position des forces ennemies. La discution entre Napoléon et Moreau pour le passage du Rhin en 1800, que j'ai rapportée dans le tome XIII de l'histoire des guerres de la révolution, est un des exemples les plus curieux des différentes combinaisons que présente cette question à la fois stratégique et tactique.

L'emplacement choisi pour le passage, exerce la même influence sur la direction qu'il convient de donner aux premières marches après qu'il est effectué, vû la nécessité où l'on se trouve forcément de couvrir les ponts contre l'ennemi, du moins jusqu'après une victoire; ce choix peut néanmoins en tout état de cause, présenter une juste application des principes, car en définitive il se bornera toujours à la seule alternative d'un passage sur le centre ou sur une des extrémités.

Une armée réunie, qui forcerait le passage sur

l'un des points du centre, contre un cordon un peu étendu, pourrait se diviser ensuite sur deux lignes divergentes afin de disperser les parties du cordon ennemi qui, se trouvant ainsi hors d'état de se réunir, ne songeraient guères à inquiéter les ponts.

Si la ligne du fleuve est assez courte pour que l'armée ennemie reste plus concentrée, et si l'on a les moyens de prendre après le passage un front d'opérations perpendiculaire au fleuve, alors le meilleur serait peut être de le passer sur une des extrémités, afin de rejeter toutes les forces ennemies en dehors de la direction des ponts. Au surplus nous traiterons ce sujet à l'article 37 sur les passages de fleuves.

16° Il est encore une combinaison des lignes d'opérations qui ne doit pas être passée sous silence. C'est la différence notable qui existe entre les chances d'une ligne d'opérations établie dans son propre pays ou celle établie en pays ennemi. La nature de ces contrées ennemies influera aussi sur ces chances. Une armée franchit les Alpes ou le Rhin pour porter la guerre en Italie ou en Allemagne; elle trouve d'abord des états du second ordre; en supposant même que leurs chefs soient alliés entr'eux, il y aura néanmoins dans les intérêts réels de ces petits états, ainsi que dans leurs populations, des rivalités qui empêcheront la même unité d'impulsion et de force qu'on rencontrerait dans un grand état.

Au contraire une armée allemande, qui passera les Alpes ou le Rhin pour pénétrer en France, aura une ligne d'opérations bien plus hasardée et plus exposée que celle des Français qui pénétrerait en Italie, car la première aurait à heurter contre toute la masse des forces de la France unie d'action et de volonté (*).

Une armée sur la défensive, qui a sa ligne d'opérations sur son propre sol, peut faire ressource de tout; les habitans du pays, les autorités; les productions, les places, les magasins publics et même particuliers, les arsenaux, tout la favorise; il n'en est pas de même chez les autres, du moins pas ordinairement; on ne trouve pas toujours des drapeaux d'une couleur à opposer au drapeau national; et même dans ce cas on aura encore contre soi tous les avantages que l'adversaire trouvera dans les élémens de la force publique.

J'ai dit que la nature des contrées influençait aussi les chances des lignes d'opérations; en effet, outre les modifications que nous venons d'exprimer, il est certain que l'établissement des lignes d'opérations dans les contrées fertiles, riches, indus-

(*) On comprend que je parle ici de chances ordinaires dans une guerre entre deux puissances seulement, et dans un état de calme intérieur. — Les chances des guerres de partis font des exceptions.

trielles, offrent aux assaillans bien plus d'avantages que celles dans des contrées plus arides et plus désertes, surtout lorsqu'on n'a pas à lutter contre les populations entières. On trouvera en effet dans ces contrées fertiles, industrielles et populeuses, mille choses nécessaires à toutes les armées, tandis que dans les autres on ne rencontrera que des huttes et de la paille; les chevaux seuls y trouveront pâture, mais pour tout le reste, il faudra le traîner avec soi, ensorte que les embarras de la guerre s'en accroîtront à l'infini, et que les opérations vives et hardies seront plus rares et plus hasardeuses. Les armées françaises, si bien accoutumées aux douceurs de la Souabe et de la riche Lombardie, faillirent périr en 1806 dans les boues de Pultusk, et périrent en 1812 dans les forêts marécageuses de la Lithuanie.

17° Il est encore une règle relative aux lignes d'opérations à laquelle plusieurs écrivains ont attaché une haute importance, qui semble fort juste quand elle est reduite en formules de géométrie, mais qui, dans l'application, pourrait être rangée dans la classe des utopies. Selon cette règle il faudrait que les contrées latérales de chaque ligne d'opérations fussent débarrassées de tout ennemi, à une distance qui égalerait la profondeur de cette ligne, attendu que, sans cela, ces ennemis pourraient menacer la ligne de retraite; idée que l'on a traduite

géométriquement comme il suit : « Il ne peut y avoir « de sûreté pour une opération que quand l'ennemi « se trouve refoulé en dehors d'un demi cercle dont « le milieu est le sujet le plus central (Mittelstes « Subject), et dont le rayon (Halbmesser) est égal à « la longueur de la ligne d'opérations. »

Puis pour prouver cet axiome, tant soit peu obscur, on démontre que les angles de périphérie d'un cercle, qui ont le diamètre pour côté opposé, forment des angles droits, et qu'en conséquence l'angle à 90 degrés exigé par Bulow pour les lignes d'opérations, ce fameux *Caput-Porci* stratégique, est le seul système raisonnable : d'où l'on conclut ensuite charitablement, que tous ceux qui ne veulent pas que la guerre se fasse trigonométriquement sont des ignorans.

Cette maxime, soutenue avec tant de chaleur et très spécieuse sur le papier, se trouve néanmoins à chaque pas démentie par les évènemens de la guerre ; la nature du pays, les lignes de fleuves et de montagnes, l'état moral des deux armées, l'esprit des peuples, la capacité et l'énergie des chefs, ne se mesurent pas avec des angles, des diamètres, et des périphéries. Sans doute des corps considérables ne sauraient être tolérés sur les flancs de la ligne de retraite, de manière à l'inquiéter sérieusement : mais pousser trop loin la maxime tant vantée, ce serait s'enlever tout moyen de faire un pas en pays ennemi ; or il

serait d'autant plus naturel de s'en affranchir, qu'il n'est pas une campagne des dernières guerres et de celles du prince Eugène et de Marlborough qui n'atteste la nullité de ces prétendues règles mathématiques. Le général Moreau ne se trouvait-il pas aux portes de Vienne en 1800, que Fussen, Scharnitz et le Tyrol entier, étaient encore au pouvoir des Autrichiens. Napoléon ne se trouvait-il pas à Plaisance quand Turin, Gènes et le Col de Tende, étaient occupés par l'armée de Mélas. Je demanderai enfin qu'elle figure géométrique formait l'armée du prince Eugène de Savoie lorsqu'elle marchait par Stradella et Asti au secours de Turin, en laissant les Français sur le Mincio à quelques lieues seulement de sa base?

Il suffirait à mon avis de ces trois évènemens, pour prouver que le compas des géomètres pâlira toujours, non seulement contre les génies tels que Napoléon et Frédéric, mais contre les grands caractères tels que les Souwaroff, les Massena, etc.

A Dieu ne plaise néanmoins que je songe à déprécier le mérite des officiers versés dans ces sciences qui nous ont appris à calculer jusqu'au cours des astres. J'ai pour eux au contraire une sorte de vénération; mais ma propre expérience m'autorise à penser, que si leur science est indispensable pour construire ou attaquer des places et camps retranchés, ainsi que pour lever des plans et projeter des cartes,

si elle donne en outre des avantages réels dans tous les calculs d'application pratique, elle n'est que d'un faible secours dans les combinaisons de la stratégie et de la grande tactique, où les impulsions morales secondées des lois de la statique jouent le principal rôle (*). Ceux-même de ces respectables disciples d'Euclide, qui seraient les plus capables de bien commander une armée devront, pour le faire avec gloire et succès, oublier un peu leur trigonométrie : c'est du moins le parti qu'avait pris Napoléon, dont les opérations les plus brillantes semblent appartenir bien plus au domaine de la poésie qu'à celui des sciences exactes : la cause en est simple, *c'est que la guerre est un drame passionné* et nullement une opération mathématique.

On me pardonnera ces disgressions ; j'ai été attaqué sur de vaines formules, il est naturel que je me défende ; et la seule grâce que je demande à mes

(*) On objectera que la stratégie surtout se combine au moyen de lignes ; cela est vrai, mais pour savoir si une de ces lignes mène à un point convenable ou à un gouffre, et pour calculer la distance la plus courte du point où l'on est à celui que l'on veut atteindre, il n'est aucun besoin de la géométrie, car une carte de poste serait en cela plus utile même qu'un compas. J'ai connu un général presque émule de Laplace à qui je n'ai jamais pu faire comprendre pourquoi telle ligne stratégique serait préférable à telle autre, ni comment celle de la Meuse était la clef des Pays Bas, lorsqu'ils sont défendus surtout par une armée continentale.

critiques, c'est d'être aussi équitable envers moi que je le suis envers eux. Ils veulent la guerre trop méthodique, trop compassée, moi je la ferais vive, hardie, impétueuse, peut être même quelquefois audacieuse..... *Suum cuique.*

Loin de moi cependant la pensée de repousser toutes les précautions qui peuvent découler du principe même de ces règles compassées, car on ne saurait jamais les négliger entièrement; mais se réduire à faire la guerre géométriquement, ce serait imposer des fers au génie des plus grands capitaines, et se soumettre au joug d'un pédantisme exagéré. Pour mon compte je protesterai toujours contre de pareilles théories, aussi bien que contre l'apologie de l'ignorance.

Observations sur les lignes intérieures et les attaques dont elles ont été l'objet.

Je demande pardon à mes lecteurs si je détourne un moment leur attention pour ajouter ici quelques mots sur les controverses dont cet article a été le sujet. J'ai hésité si je renverrais ces observations à la fin du volume, mais comme elles renferment d'utiles éclaircissemens sur les doctrines qui précèdent, j'ai cru pouvoir les placer ici.

Les critiques ont été fort peu d'accord dans leurs reproches; les uns ont disputé sur le sens de quel-

ques mots et sur des définitions; d'autres ont blamé quelques points de vue qu'ils avaient mal saisis; les derniers enfin ont pris occasion de quelques évènemens importans, pour dénier mes dogmes fondamentaux, sans s'inquiéter si les conditions qui modifiaient ces dogmes étaient bien les mêmes que celles qu'ils supposaient (ce que je nie formellement), et sans réfléchir qu'en admettant même leurs applications comme exactes, une exception fortuite ne saurait détruire une règle consacrée pas l'expérience des siècles, et fondée sur les principes.

Plusieurs de ces écrivains militaires, voulant contester mes maximes sur les lignes intérieures ou centrales, leur ont opposé la fameuse marche des alliés sur Leipzig, qui réussit par un système contraire (*). Cet évènement mémorable semble, au premier abord,

(*) Il y a 33 ans que j'ai présenté ces maximes, pour la première fois, les évènemens tout récens qui viennent de se passer en Navarre prouvent combien elles sont justes, et combien les principes si simples sur lesquels elles reposent sont fréquemment méconnus. Les troupes de Don Carlos, attaquées par trois grands corps à des distances considérables, ont remporté une victoire complette à la faveur de leur position centrale bien mise à profit. Les ignorans crient à la trahison, quand les principes immuables ont seuls causé la perte d'Evans. Si les généraux qui se sont succédés en Espagne depuis dix ans avaient jamais songé à l'application des principes, pareille déroute ne serait pas arrivée: mais lire et méditer sont choses trop vulgaires pour des hommes qui se proclament sans cesse eux-mêmes comme invincibles.

fait pour ébranler la foi de ceux qui croient aux principes ; mais, outre qu'il présente un de ces cas exceptionnels rares dans l'histoire de tous les siècles, il est évident qu'on ne saurait rien en conclure contre des règles appuyées par des milliers d'autres exemples, et il nous sera facile de démontrer que, loin de pouvoir tirer de ces faits le moindre argument contre les dogmes que nous avons présentés, ils en prouvent au contraire toute la solidité. En effet, mes critiques avaient oublié que, dans le cas d'une supériorité numérique considérable, je recommandais, pour l'armée supérieure, les lignes d'opérations doubles comme les plus avantageuses ; surtout lorsqu'elles étaient concentriques, et dirigées de manière à opérer un commun effort contre l'ennemi dès que le moment du choc décisif serait arrivé (*). Or, dans cette marche des armées de Schwarzenberg, de Blucher, du prince de Suède et de Benningsen, on retrouve précisément ce cas de supériorité numérique qui devait militer en faveur du système adopté. Quant à l'armée inférieure, pour qu'elle se conformât aux principes émis dans ce chapitre, il faudrait qu'elle portât ses efforts sur une extrémité de ses adversaires, et non sur le centre ; ensorte que les évène-

(*) Voyez chapitre 12 du traité des grandes opérations militaires, tome 2, page 158.

mens que l'on m'oppose prouvent doublement en faveur de mes maximes.

D'ailleurs, si la position centrale de Napoléon entre Dresde et l'Oder lui devint funeste, il faut l'attribuer aux désastres de Culm, de la Katzbach, de Dennevitz, en un mot, à des fautes d'exécution entièrement étrangères au fond du système. *Celui que je propose consiste à agir offensivement sur le point le plus important, avec la majeure partie de ses forces, en demeurant aux points secondaires sur la défensive, dans de fortes positions ou derrière un fleuve, jusqu'à ce que le coup décisif étant porté, et l'opération terminée par la défaite totale d'une partie essentielle de l'armée ennemie, on se trouve à même de diriger ses efforts sur un des autres points menacés.* Dès qu'on expose les armées secondaires à un échec décisif pendant l'absence du gros de l'armée, le système est mal compris, et ce fut précisément ce qui arriva en 1813.

En effet, si Napoléon, victorieux à Dresde, eût poursuivi l'armée des souverains en Bohême, loin d'essuyer le désastre de Culm, il se fût présenté menaçant devant Prague, et eût peut-être dissous la coalition. Il commit la faute de ne pas troubler sérieusement leur retraite; et à cette faute on en ajouta une autre non moins grave, celle d'engager des batailles décisives sur les points où il ne se trouvait pas en personne avec le gros de ses forces.

Il est vrai qu'à la Katzbach on ne suivit pas ses instructions ; car elles prescrivaient d'attendre Blucher et de tomber sur lui quand il en fournirait l'occasion par des mouvemens hasardés ; tandis que Macdonald courut au contraire au-devant des alliés, en franchissant, par corps isolés, des torrens que les pluies enflaient d'heure en heure.

En supposant que Macdonald eût fait ce qui lui était prescrit, et que Napoléon eût suivi sa victoire de Dresde, on sera forcé de convenir que son plan d'opérations, basé sur les lignes stratégiques intérieures et sur une ligne d'opérations à double rayons concentriques, eût été couronné du plus brillant succès. Il suffit de parcourir ses campagnes d'Italie en 1796, et de France en 1814, pour juger ce qu'il sut opérer par l'application de ce système.

A ces différentes considérations il faut ajouter une circonstance non moins importante, pour démontrer qu'il serait injuste de juger les lignes centrales d'après le sort qu'éprouvèrent celles de Napoléon en Saxe; *c'est que son front d'opérations se trouvait débordé sur la droite, et même pris à revers par la position géographique des frontières de la Bohême,* cas qui se présente rarement. Or, une position centrale qui a de pareils défauts, ne saurait être comparée à celle qui ne les aurait pas. Quand Napoléon appliqua ce système en Italie, en Pologne,

en Prusse, en France, il n'était pas ainsi exposé aux coups d'une armée ennemie établie sur son flanc et ses derrières : l'Autriche put le menacer de loin en 1807 ; mais elle était en état de paix avec lui, et désarmée.

Pour juger un système d'opérations, il est nécessaire d'admettre que les chances réciproques soient égales, et ce ne fut point le cas en 1813, ni par les positions géographiques, ni par l'état des forces respectives. Indépendamment de cette vérité, qui prouve la légèreté de mes Aristarques, il semble absurde de citer les revers de la Katzbach et de Dennewitz, essuyés par les lieutenans de Napoléon, comme des preuves capables de détruire un principe dont la plus simple application eût exigé que ces lieutenans n'acceptassent point d'engagement sérieux, au lieu d'aller chercher la bataille comme ils le firent. En effet, quel avantage pourrait-on se flatter d'obtenir du système des lignes centrales, si les parties de l'armée qu'on aurait affaiblies pour porter ses efforts sur d'autres points, commettaient la faute de courir elles-mêmes au-devant d'une lutte désastreuse, au lieu de se contenter du rôle de corps d'observation ? (*) Ce serait alors l'ennemi qui se

(*) Je sais bien qu'on ne peut pas toujours refuser le combat sans courir de plus grands dangers que celui d'un échec ; aussi Macdonald aurait-il pu accepter une bataille avec Blucher s'il eût

trouverait avoir appliqué le principe et non pas celui qui aurait pris la ligne intérieure. Au surplus la campagne qui suivit celle de Leipzig vint bientôt démontrer la justesse des maximes contestées ; la défensive de Napoléon en Champagne, depuis la bataille de Brienne jusqu'à celle de Paris, prouva jusqu'à l'évidence ce que j'avais pu dire en faveur des masses centrales.

Toutefois l'expérience de ces deux célèbres campagnes a fait naître un problème stratégique qu'il serait fort difficile de résoudre par de simples assertions fondées sur des théories : c'est de savoir si le système des masses centrales perd de ses avantages lorsque les masses qu'il s'agit de mettre en action sont trop considérables. Persuadé, comme Montesquieu, que les plus grandes entreprises périssent par la grandeur même des préparatifs qu'on fait pour en assurer la réussite, je serais fort enclin à me prononcer pour l'affirmative. Il me paraît incontestable qu'une masse de cent mille hommes, occupant une zône centrale contre trois armées isolées de 30 à 35 mille hommes chacune, serait plus sûre de les accabler successivement, que cela ne serait possible à une masse de 400 mille combattans contre

mieux compris les instructions de Napoléon au lieu de faire tout le contraire. (Voyez vie politique et militaire de Napoléon. Tome 4 aux pièces justificatives).

trois armées de 135 mille hommes, et cela par plusieurs raisons majeures.

1° Parce qu'avec une armée de 130 à 140 mille combattans on peut facilement résister à une force plus considérable, vu la difficulté de trouver le terrain et le temps nécessaires pour mettre de si grandes forces en action au jour de la bataille.

2° Parce que, si même on est repoussé du champ de bataille, on a encore au moins cent mille hommes pour assurer un bon système de retraite, sans se laisser trop entamer, en attendant la jonction avec l'une des deux autres armées secondaires.

3° Parce qu'une masse centrale de 400 mille hommes exige une telle quantité de vivres, de munitions, de chevaux, et de matériel de toute espèce, qu'elle aura bien moins de mobilité et de facilité pour transporter ses efforts d'une partie de la zône d'opérations sur l'autre; sans compter encore l'impossibilité de tirer des vivres d'une contrée naturellement trop circonscrite pour alimenter de pareilles masses.

4° Enfin il paraît certain que les deux fractions d'armée que la masse centrale devrait opposer aux deux lignes extérieures de l'ennemi, avec l'instruction de se borner à les contenir, exigeraient toujours des armées de 80 à 90 mille hommes, puisqu'il s'agit d'en tenir 135 mille en échec; ensorte que si les armées d'observation faisaient la sottise de

s'engager dans des combats sérieux, elles pourraient essuyer des revers dont les suites seraient si déplorables, qu'elles surpasseraient de beaucoup les avantages obtenus par l'armée principale.

Nonobstant tous ces doutes et toutes ces raisons atténuantes, si j'avais jamais à disposer d'une armée, je n'hésiterais point à lui donner une direction intérieure dans tous les cas où je les ai recommandées comme étant les plus favorables; ou bien je lui assignerais, dans toute autre hypothèse, sa direction sur l'extrémité du front d'opérations de l'ennemi, selon les maximes exposées ci-dessus; laissant à mes adversaires le plaisir de manœuvrer d'après les systèmes opposés. Jusqu'à ce que cette expérience puisse avoir lieu, ils me permettront de rester ferme dans mes croyances, justifiées par les campagnes d'Eugène de Savoie, de Marlborough, de Frédéric-le-Grand et de Napoléon.

Puisque j'ai entrepris de défendre des principes qui semblent incontestables, je saisirai cette occasion pour répondre à des objections moins fondées encore, que des écrivains distingués, mais souvent passionnés et injustes, ont élevées contre l'article susmentionné.

Les premières sont du colonel bavarois Xilander, qui, dans son cours de stratégie, a souvent méconnu les principes qui m'ont servi de base. Cet écrivain, d'ailleurs plein d'érudition, a

reconnu dans une brochure et un journal périodique plus récens, qu'il avait été injuste et amer dans sa manière de juger mon ouvrage. Il avoue même qu'il n'avait pas attendu la publication de ma réplique pour reconnaître son tort, bien qu'il l'ait répété dans une seconde édition.

Cet aveu, plein de naïveté, qui lui fait honneur, me dispense de revenir sur ce qui a été dit à ce sujet; mais comme son ouvrage est du nombre de ceux qui séduisent par les formes orthodoxes des sciences positives; je dois néanmoins, dans l'intérêt de l'art, maintenir ce que j'ai dit relativement au reproche qu'il me faisait *d'avoir élevé avec peine l'échaffaudage d'un système excentrique pour revenir finalement à un système opposé.*

Je le répète, cette contradiction qu'il me prêtait si gratuitement, et qui serait pour le moins une inconséquence, n'existe point. Je n'ai présenté exclusivement ni système concentrique, ni système excentrique; tout mon ouvrage tend à prouver l'influence éternelle des principes, et à démontrer que des opérations, pour être habiles et heureuses, doivent produire l'application de ces principes fondamentaux. Or, des opérations excentriques ou divergentes, aussi bien que les concentriques, peuvent être ou fort bonnes ou fort mauvaises; tout dépend de la situation des forces respectives. Les

excentriques, par exemple, sont bonnes lorsqu'elles s'appliquent à une masse partant d'un centre donné, et agissant dans une direction divergente, pour diviser et anéantir séparément deux fractions ennemies qui se trouveraient former deux lignes extérieures : telle fut la manœuvre de Frédéric, qui produisit, à la fin de la campagne de 1767, les belles batailles de Rosbach et de Leuthen : telles furent aussi presque toutes les opérations de Napoléon, dont la manœuvre favorite consistait à réunir, par des marches bien calculées, des masses imposantes au centre, pour les diviser ensuite excentriquement à la poursuite de l'ennemi, après avoir percé ou tourné son front d'opérations ; cette manœuvre avait pour but d'achever ainsi la dispersion des vaincus (*).

En échange, des opérations concentriques sont bonnes dans deux hypothèses : 1° Lorsqu'elles tendent à concentrer une armée divisée, sur un point où elle serait sûre d'arriver avant l'ennemi. 2° Lorsqu'elles tendent à faire agir, vers un but com-

---

(*) M. Xilander trouvera moins étonnant qu'on puisse tour-à-tour approuver des manœuvres concentriques et divergentes lorsqu'il réfléchira que, parmi les plus belles opérations de Napoléon, il y en a plusieurs où l'on trouve ces deux systèmes employés alternativement dans les 24 heures, comme par exemple les affaires autour de Ratisbonne en 1809.



mun, deux armées qui ne sauraient être prévenues et accablées séparément par aucun ennemi plus concentré.

Mais qu'on établisse la question à l'inverse; alors on aura la conséquence toute opposée; alors on s'assurera combien les principes sont immuables, et combien il faut se garder de les confondre avec des systèmes. En effet, ces mêmes opérations concentriques, si avantageuses dans les deux hypothèses susmentionnées, peuvent devenir des plus pernicieuses lorsqu'elles se trouvent appliquées à une position différente des forces respectives. Par exemple, si deux masses partaient d'un point éloigné, pour marcher concentriquement sur un ennemi dont les forces seraient en lignes intérieures et plus rapprochées l'une de l'autre, il en résulterait que cette marche produirait la réunion des forces ennemies avant les leurs, et les exposerait à une défaite inévitable. C'est ce qui arriva à Moreau et à Jourdan devant l'archiduc Charles en 1796. En partant même d'un point unique, ou de deux points beaucoup moins éloignés que ne l'étaient Dusseldorf et Strasbourg, on peut courir ce risque. Quel sort éprouvèrent les colonnes concentriques de Wurmser et de Quasdanovich, voulant se porter sur le Mincio par les deux rives du lac de Garda? Aurait-on oublié la catastrophe qui fut le résultat de la marche de Napoléon et de Grouchy sur Bruxelles?

Partis tous les deux de Sombref, ils voulaient marcher concentriquement sur cette ville, l'un par Quatre-Bras, l'autre par Wawre; Blucher et Wellington, prenant une ligne stratégique intérieure, se réunirent avant eux, et le terrible désastre de Waterloo attesta à l'univers qu'on ne viole pas impunément les principes immuables de la guerre.

De pareils évènemens prouvent mieux que tous les raisonnemens du monde, qu'aucun système d'opération n'est bon que lorsqu'il offre l'application des principes. Je n'ai point la prétention de croire que j'aie créé ces principes, puisqu'ils ont existé de tous temps; que César, Scipion et le consul Nérou (*) les ont appliqués aussi bien que Marlborough et Eugène, pour ne pas dire mieux. Mais je crois les avoir démontrés le premier; avec toutes les chances de leur application, dans un ouvrage où les préceptes émanent des preuves elles-mêmes, et où l'application se trouve constamment à la portée des lecteurs militaires. La forme dogmatique aurait mieux convenu aux professeurs, j'en conviens; mais je doute qu'elle eût été aussi claire et aussi fortement démonstrative pour les jeunes officiers, que

(*) Le beau mouvement stratégique de ce consul, qui donna le coup de mort à la puissance d'Annibal en Italie, n'a rien qui puisse être surpassé dans les plus beaux exploits des guerres modernes.

la forme historique adoptée dans mon traité des grandes opérations militaires.

Quelques-uns de mes critiques ont été jusqu'à blâmer le mot de lignes d'opérations que je donne à des surfaces, et à soutenir que les véritables lignes d'opérations étaient les fleuves; assertion qui est pour le moins bizarre. Personne ne s'avisera de penser que le Danube ou le Rhin soient des lignes d'opérations, sur lesquelles une armée puisse agir. Ces fleuves seraient tout au plus des lignes d'approvisionnement pour faciliter les arrivages, mais non pour faire manœuvrer une armée, à moins que son chef n'eût le pouvoir miraculeux de faire voyager une armée au milieu des eaux. Mon critique dira, peut-être, qu'il a voulu parler des vallées et non des fleuves; je lui ferai observer alors qu'une vallée et un fleuve sont cependant des choses fort différentes, et qu'une vallée est aussi une surface, et non une ligne.

Ainsi, dans le sens physique comme dans le sens didactique, la définition est doublement inexacte. Mais en la supposant même tolérable, encore faudrait-il qu'un fleuve, pour servir de ligne d'opérations à une armée, coulât toujours dans la direction où cette armée marcherait; et c'est presque toujours le contraire. La plupart des fleuves sont plutôt des barrières défensives ou des *fronts d'opérations*, qu'ils ne pourraient être considérés comme lignes

d'opérations. Le Rhin est une barrière pour la France comme pour l'Allemagne ; le Bas-Danube est une barrière pour la Turquie ou la Russie ; l'Ebre est une barrière pour l'Espagne, le Rhône est une barrière contre une armée qui viendrait d'Italie pour attaquer la France ; l'Elbe, l'Oder, la Vistule, sont des barrières contre des armées marchant de l'Ouest à l'Est, ou de l'Est à l'Ouest.

Quant aux routes, l'assertion n'est pas plus juste, car on ne dira pas que les cent chemins frayés à travers la Souabe soient cent lignes d'opérations. Il n'y a sans doute pas de lignes d'opérations sans chemin; mais un chemin en lui-même ne saurait être une ligne d'opérations.

Je me suis un peu étendu sur cet article des lignes d'opérations parce que je le regarde comme la pierre fondamentale des mouvemens stratégiques, et qu'il importe pour l'art de ne pas laisser accréditer des sophismes. Le public prononcera sur ces controverses : quant à moi j'ai le sentiment intime d'avoir cherché de bonne foi à avancer la science, et sans être accusé d'amour propre, je crois pouvoir me flatter d'y avoir contribué.

ARTICLE XXII.

Des lignes stratégiques.

Nous avons fait mention, dans les articles 19 et 21, de lignes stratégiques de manœuvres, qui diffèrent essentiellement des lignes d'opérations; il ne sera pas inutile de les définir, car beaucoup de militaires les confondent souvent.

Les lignes stratégiques sont de plusieurs espèces, ainsi qu'on l'a vu à l'article 19. Nous n'avons pas à nous occuper de celles qui ont une importance générale et permanente par leur site et par leurs rapports avec la configuration du pays, telles que les lignes du Danube, ou de la Meuse, les chaines des Alpes et du Balkan. Comme celles-ci figurent au nombre des points décisifs du théâtre de la guerre ou à celui des lignes de défense dont nous avons déjà parlé, et comme elles sont tracées par la nature, nous n'aurons rien à en dire, car on ne

saurait les soumettre à aucune autre investigation qu'à l'étude détaillée et approfondie de la géographie militaire de l'Europe, et à une description dont on pense bien que le cadre immense ne s'accorde pas avec celui de ce Précis : l'archiduc Charles a donné un excellent modèle de cette étude dans sa description de l'Allemagne méridionale.

Mais on nomme aussi lignes stratégiques, toutes les communications qui mènent par la voie la plus directe ou la plus avantageuse d'un point important à un autre, ainsi que du front d'opérations de l'armée à tous les points objectifs qu'elle peut avoir le projet d'atteindre.

On comprend dès lors que tout le théâtre de la guerre se trouve sillonné de pareilles lignes, mais que celles que l'on veut parcourir dans un but quelconque ont seules une importance réelle, du moins pour une période donnée. Ce fait suffira pour faire saisir la grande différence qui existe entre la ligne générale d'opérations adoptée pour toute une campagne, et ces lignes stratégiques éventuelles et changeantes comme les opérations des armées.

Enfin, indépendamment des lignes stratégiques matérielles ou territoriales, nous avons déjà dit qu'il existait une sorte de combinaisons dans la disposition et le choix de ces lignes, qui constituait autant de manœuvres différentes, et nous les avons nommées *lignes stratégiques de manœuvres.*

Une armée qui aurait l'Allemagne pour échiquier général, prendrait pour zône d'opérations l'espace entre les Alpes et le Danube, ou bien celui entre le Danube et le Mayn, enfin celui entre les montagnes de Franconie et la mer. Elle aurait sur la zône adoptée, une ligne d'opérations simple, ou au plus deux lignes d'opérations concentriques, elle aurait ces lignes intérieures et centrales, ou bien extérieures; tandis qu'elle embrasserait peut être vingt lignes stratégiques successivement, à mesure que ses entreprises se developperaient: elle en aurait d'abord une, pour chacune de ses ailes, qui aboutirait à la ligne générale d'opérations; ensuite si elle opère sur la zône entre le Danube et les Alpes, elle pourrait adopter selon les évènemens tantôt la ligne stratégique qui menerait d'Ulm sur Donavert et Ratisbonne; tantôt celle qui meneraît d'Ulm vers le Tyrol; enfin celle qui conduirait d'Ulm sur Nuremberg ou sur Mayence, le tout selon ce qui serait nécessité par la tournure des évènemens.

On peut donc affirmer, sans encourir le blâme de faire confusion de mots, que toutes les définitions données à l'article précédent pour les lignes d'opérations, se reproduisent nécessairement pour les lignes stratégiques, de même que les maximes qui en dérivent. Ces lignes devront être *concentriques* quand il s'agira de préparer un choc décisif, puis

excentriques après la victoire : les lignes stratégiques seront rarement simples, car une armée ne marchera guères sur un seul chemin, mais quand elles seront doubles, triples, quadruples même, elles devront être aussi *intérieures* si les forces des armées sont égales, ou *extérieures* pour celles qui auraient une grande supériorité numérique. On pourrait, il est vrai, dévier parfois d'une application trop rigoureuse de cette maxime, en lançant un corps isolé en direction extérieure, même dans le cas d'égalité de forces, lorsqu'il s'agirait d'obtenir un grand résultat sans courir de grands risques, mais ceci rentre déjà dans la cathégorie des détachemens que nous traiterons séparément, et ne pourrait point s'appliquer aux masses principales.

Partant de là on voit que toutes les maximes que nous avons présentées sur les lignes d'opérations, seraient les seules que nous pussions reproduire, et nos lecteurs ne nous blâmeront pas de leur en épargner la répétition, ils sauront bien en faire eux-mêmes l'application.

Il en est cependant encore une qu'il est de notre devoir de signaler, c'est qu'il importe en général, dans le choix des lignes stratégiques instantanées, de s'attacher à ne point mettre la ligne d'opérations entièrement à découvert et en prise à l'ennemi. Cela peut être toléré lorsqu'il s'agit de se soustraire à un grand danger ou de chercher de grands résul-

tats, mais du moins faut-il, même dans ce cas, se préparer les moyens de se sauver par un de ces changemens subits de lignes d'opérations que nous avons indiqués plus haut, et il importe que l'opération ne soit pas de longue durée.

Appliquons ces diverses combinaisons aux leçons de l'histoire, c'est le moyen de les mieux saisir; et prenons pour premier exemple la campagne de Waterloo. L'armée prussienne avait pour base le Rhin, sa ligne d'opérations courait de Cologne et de Coblentz sur Luxembourg et sur Namur: Wellington avait pour base Anvers et pour ligne d'opérations la courte route de Bruxelles. La brusque attaque de Napoléon sur Fleurus décida Blucher à recevoir bataille parallèlement à la base des Anglais, et non à la sienne dont il ne parut pas s'inquiéter. Cela était pardonnable, parcequ'à la rigueur il pouvait toujours espérer de regagner Wesel ou du moins Nimégue, et qu'à la dernière extrémité il eût pu même chercher un refuge à Anvers. Mais si une armée prussienne, privée de ses puissans alliés maritimes, avait commis une pareille faute, elle eût été anéantie.

Battu à Ligny et refugié à Gembloux, puis à Wawre, Blucher n'avait que trois lignes stratégiques à choisir, celle qui menait droit à Mastricht, celle qui allait plus au nord sur Venlo, ou bien celle qui menait à l'armée anglaise vers Mont St.-Jean. Il prit audacieusement la dernière et triompha par

l'application des lignes stratégiques intérieures, que Napoléon avait négligées pour la première fois peut être de sa vie. On conviendra que la ligne suivie, de Gembloux par Wawre sur Mont St.-Jean, n'était ni la ligne d'opérations de l'armée prussienne, ni une ligne de bataille, mais bien une ligne stratégique de manœuvres : ligne centrale ou intérieure, audacieusement choisie, en ce qu'on laissait la ligne naturelle d'opérations à découvert pour chercher son salut dans l'importante jonction des deux armées combinées, ce qui rendait au fond cette résolution conforme aux principes de la guerre.

Un exemple moins heureux fut celui de Ney à Dennewitz : débouchant de Wittenberg sur la direction de Berlin, il se prolongea à droite pour gagner l'extrême gauche des alliés; mais par ce mouvement il laissait sa ligne primitive de retraite en bute à tous les coups d'un ennemi supérieur en nombre et en troupes aguerries. Il est vrai qu'il avait la mission de se mettre en liaison avec Napoléon, dont le projet était d'aller le joindre par Herzberg ou Luckau; mais alors le maréchal devait du moins prendre, dès sa première marche, toutes les mesures de logistique et de tactique pour assurer ce changement de ligne stratégique, et en informer son armée. Il n'en fit rien, soit par oubli, soit par le sentiment qui lui faisait prendre en aversion toute supposition de retraite ; les pertes sanglantes

qu'il essuya à Dennewitz furent le triste résultat de cette imprudence.

Une des opérations qui retrace le mieux les diverses combinaisons des lignes stratégiques est celle de Napoléon par les gorges de la Brenta en 1796. Sa ligne générale d'opérations partant de l'Apennin aboutissait à Véronne où elle s'arrêtait. Lorsqu'il eût repoussé Wurmser sur Roveredo et qu'il résolut de pénétrer en Tyrol à sa poursuite, il poussa dans la vallée de l'Adige jusques sur Trente et le Lavis, où il apprit que Wurmser s'était jeté par la Brenta sur le Frioul, sans doute pour le prendre à revers. Il n'y avait que trois partis à choisir ; rester dans la vallée étroite de l'Adige au risque d'y être compromis ; rétrograder par Véronne au-devant de Wurmser ; ou bien, ce qui était grandiose, mais téméraire, se jeter à la suite de Wurmser dans cette vallée de la Brenta encaissée de montagnes rocailleuses, et dont les deux issues pourraient être barrées par les Autrichiens.

Napoléon n'était pas homme à hésiter entre trois alternatives pareilles : il laissa Vaubois sur le Lavis pour couvrir Trente, et se jetta avec le reste de ses forces sur Bassano ; on sait les brillantes résultats de cette marche hardie. Certes la route de Trente à Bassano n'était point là ligne d'opérations de l'armée française, mais une ligne stratégique plus audacieuse encore que celle de Blucher sur Wawre. Toutefois il ne s'agissait que d'une opération de 3 à

4 jours, au bout desquels Napoléon serait ou vainqueur ou battu à Bassano : dans le premier cas il ouvrait sa communication directe avec Véronne et avec sa ligne d'opérations, dans le cas contraire il regagnait en toute hâte Trente d'où, rallié à Vaubois, il se replierait également sur Véronne, ou Peschiera. Les difficultés du pays qui rendaient cette marche audacieuse sous un rapport, la favorisaient aussi sous l'autre, car Wurmser, lors même qu'il eût triomphé à Bassano, ne pouvait nullement inquiéter le retour sur Trente, aucun chemin ne lui permettant de prévenir Napoléon dans cette direction. Il n'y aurait eu que le cas où Davidovich, resté sur le Lavis, eût chassé Vaubois de Trente, qui eût un peu embarrassé Napoléon ; mais ce général autrichien, battu antérieurement à Roveredo, ignorant pendant plusieurs jours ce que faisait l'armée française, et croyant l'avoir toute entière sur les bras, aurait à peine songé à reprendre l'offensive quand Napoléon, repoussé de Bassano, eût été déjà de retour. Si même Davidovich se fut avancé jusqu'à Roveredo en poussant Vaubois, il y eût été entouré dans ce gouffre de l'Adige entre les deux masses françaises qui lui eûssent fait subir le sort de Vandamme à Culm.

Je me suis étendu sur cet incident pour montrer que le calcul du temps et des distances, joint à une grande activité, peut faire réussir bien des entre-

prises en apparence tout à fait imprudentes. J'en conclus qu'il est permis quelquefois de jeter momentanément une armée sur une direction qui découvrirait la ligne d'opérations, mais qu'il faut prendre toutes ses mesures pour que l'ennemi n'en profite point, tant par la rapidité de l'exécution, que par les démonstrations qui pourraient lui donner le change, et le laisser dans l'ignorance de ce qui se passe. Cependant c'est une manœuvre des plus hasardées et à laquelle on ne doit se résoudre que dans des cas urgens.

Nous croyons avoir suffisamment démontré les diverses combinaisons que présentent ces lignes stratégiques de manœuvre, pour que chacun de nos lecteurs puisse apprécier leurs différentes espèces et les maximes qui doivent présider à leur choix.

ARTICLE XXIII.

Des moyens d'assurer les lignes d'opérations par des bases passagères ou des reserves stratégiques.

Lorsqu'on pénètre offensivement dans un pays, on peut et l'on doit même se former *des bases éventuelles* qui, sans être ni aussi fortes ni aussi sûres que celles de ses propres frontières, peuvent néanmoins être considérées comme des bases passagères; une ligne de fleuve avec des têtes de ponts, avec une ou deux grandes villes à l'abri d'un coup de main pour couvrir les grands dépôts de l'armée et servir à la réunion des troupes de réserve, pourra être une excellente base de cette espèce.

Toutefois il va sans dire qu'une pareille ligne ne saurait point servir de base passagère, si une force hostile se trouvait à proximité de la ligne d'opérations qui conduirait de cette base supposée à la base réelle des frontières. — Ainsi Napoléon aurait eu une bonne base réelle sur l'Elbe en 1813 si l'Au-

triche était demeurée neutre, mais cette puissance s'étant déclarée contre lui, la ligne de l'Elbe étant prise à revers, n'était plus qu'un pivot d'opérations très bon pour favoriser une entreprise momentanée, mais dangereux à la longue si l'on venait à y essuyer un échec notable.

Or, comme toute armée battue en pays ennemi peut toujours être exposée à ce que son adversaire manœuvre de manière à la couper de ses frontières si elle persistait à teuir dans le pays, il faut bien reconnaître que ces bases temporaires lointaines seront aussi plutôt des points d'appui instantanés que des bases réelles, et qu'elles rentrent en quelque sorte dans la catégorie des lignes de défense éventuelles.

Quoiqu'il en soit on ne peut pas non plus se flatter de trouver toujours, dans une contrée envahie, des postes à l'abri d'insulte, propres à offrir des points d'appui convenables pour former une base même temporaire. Dans ce cas on pourra y suppléer par l'établissement d'une réserve stratégique, invention tout à fait particulière au système moderne, et dont les avantages comme les inconvéniens méritent d'être examinés.

Des réserves stratégiques.

Les réserves jouent un grand rôle dans les guerres modernes; à peine en avait-on l'idée autrefois. De-

puis le gouvernement qui prépare les réserves nationales, jusqu'au chef d'un peloton de tirailleurs, chacun aujourd'hui veut avoir sa réserve.

Outre les réserves nationales dont nous avons parlé dans le chapitre de la politique militaire et qui ne se lèvent que dans les cas urgens, un gouvernement sage a soin d'assurer de bonnes réserves pour compléter les armées actives ; c'est ensuite au général à savoir les disposer lorsqu'elles sont dans le rayon de son commandement. Un état aura ses réserves, l'armée aura les siennes, chaque corps d'armée et même chaque division ou détachement, ne manqueront pas non plus de s'en assurer une.

Les réserves d'une armée sont de deux espèces : celles qui sont dans la ligne de bataille, prêtes au combat ; celles qui sont destinées à tenir l'armée au complet et qui, tout en s'organisant, peuvent occuper un point important du théâtre de la guerre, et servir même de réserves stratégiques. Sans doute beaucoup de campagnes ont été entreprises et menées à bonne fin sans qu'on ait songé à de pareilles réserves ; aussi leur établissement dépend-il, non seulement de l'étendue des moyens dont on peut disposer, mais encore de la nature des frontières, et de la distance qui sépare le front d'opérations, ou le but objectif, de la base.

Toutefois, dès qu'on se décide à l'invasion d'une contrée, il est naturel qu'on songe à la possibilité

d'être rejeté sur la défensive; or l'établissement d'une réserve intermédiaire entre la base et le front d'opérations, offre le même avantage que la réserve de l'armée active procurera un jour de bataille; car elle peut voler sur les points importans que l'ennemi menacerait, sans pour cela affaiblir l'armée agissante. A la vérité la formation d'une telle réserve exigera certain nombre de régimens qu'on sera obligé de distraire de l'armée active : cependant on ne peut disconvenir qu'une armée un peu considérable a toujours des renforts à attendre de l'intérieur, des recrues à instruire, des milices mobilisées à exercer, des dépôts régimentaires et des convalescens à utiliser : en organisant donc un système de dépôts centraux pour les laboratoires de munitions et d'équipement, en faisant réunir à ces dépôts tous les détachemens allant et venant de l'armée, en y joignant seulement quelques bataillons de bonnes troupes pour leur donner un peu plus de consistance, on formerait ainsi une réserve dont on tirerait d'éminens services.

Dans toutes ses campagnes, Napoléon ne manqua pas d'en organiser : même en 1797, dans sa marche audacieuse sur les Alpes Noriques, il eut d'abord le corps de Joubert sur l'Adige, ensuite celui de Victor, revenant des États-romains aux environs de Véronne. En 1805, les corps de Ney et d'Augereau jouèrent alternativement ce rôle en

Tyrol et en Bavière, comme Mortier et Marmont autour de Vienne.

Napoléon marchant à la guerre de 1806 forma de pareilles réserves sur le Rhin ; Mortier s'en servit pour soumettre la Hesse. En même temps des secondes reserves se formaient à Mayence sous Kellermann et venaient, à mesure de leur formation, occuper le pays entre le Rhin et l'Elbe, tandis que Mortier était appellé en Poméranie. Lorsque Napoléon se décida à pousser sur la Vistule à la fin de la même année, il ordonna, avec beaucoup d'étalage, la réunion d'une armée de l'Elbe; sa force devait être de 60 mille hommes, son but, de couvrir Hambourg contre les Anglais et d'imposer à l'Autriche dont les dispositions étaient aussi manifestes que les intérêts.

Les Prussiens en avaient formé une semblable à Halle en 1806; mais elle était mal placée : si on l'avait établie sur l'Elbe à Wittenberg ou Dessau, et qu'elle eût fait son devoir, elle eût peut être sauvé l'armée en donnant au prince de Hohenlohe et à Blucher le temps de gagner Berlin ou du moins Stettin.

Ces réserves seront surtout utiles dans les contrées qui présenteraient un double front d'opérations : elles pourront alors remplir la double destination d'observer le second front, et de pouvoir au besoin concourir aux opérations de l'armée princi-

pale, si l'ennemi venait à menacer ses flancs, ou si un revers la forçait à se rapprocher de la réserve. Il est inutile d'ajouter, qu'il faut néanmoins éviter de tomber dans des détachemens dangereux, et toutes les fois qu'on pourra se dispenser de ces réserves, il faudra le risquer, ou n'y employer du moins que les dépôts. Ce n'est guère que dans les invasions lointaines, ou dans l'intérieur de son propre pays lorsqu'il est menacé d'invasion, qu'elles semblent utiles, car si l'on fait la guerre à cinq ou six marches seulement au-delà de la frontière, pour se disputer une province limitrophe, ces réserves seraient un détachement tout-à-fait superflu. Dans son propre pays on pourra le plus souvent s'en dispenser : ce ne sera que dans les cas d'invasion sérieuse, lorsqu'on ordonnera de nouvelles levées, qu'une pareille réserve, dans un camp retranché, sous la protection d'une place servant de grand dépôt, sera même indispensable. C'est aux talens du général à juger de l'opportunité de ces réserves, d'après l'état du pays, la profondeur de la ligne d'opérations, la nature des points fortifiés qu'on y posséderait, enfin d'après la proximité de quelque province ennemie. Il décidera aussi de leur emplacement et des moyens d'y utiliser des détachemens qui affaibliraient moins l'armée active, que si on en tirait des divisions d'élite.

On me dispensera de démontrer que ces réserves

doivent occuper les points stratégiques les plus intéressans qui se trouveraient entre la base réelle des frontières et le front d'opérations, ou entre le point objectif et cette même base : elles garderont les places de guerre, s'il y en a déjà de soumises; elles observeront ou investiront celles qui ne le seraient pas ; et si l'on n'en possède aucune pour servir de point d'appui, elles pourront travailler à tracer du moins quelques camps retranchés ou têtes de ponts, pour protéger les grands dépôts de l'armée, et doubler la force de leur propre position.

Du reste, tout ce que nous avons dit à l'article 20 sur les lignes de défense, relativement aux pivots d'opérations, peut s'appliquer aussi aux bases passagères, comme aux réserves stratégiques, qui seront doublement avantageuses lorsqu'elles posséderont de pareils pivots bien situés.

ARTICLE XXIV.

De l'ancien système des guerres de positions et du système actuel des marches.

On entend par le système de positions, cette ancienne manière de faire une guerre méthodique avec des armées campées sous la tente, vivant de leurs magasins et de leurs boulangeries, s'épiant réciproquement, l'une pour assiéger une place, l'autre pour la couvrir; l'une convoitant une petite province, l'autre s'opposant à ses desseins par des positions soi-disant inattaquables : système qui fut généralement en pratique depuis le moyen âge jusqu'à la révolution française.

Dans le cours de cette révolution de grands changemens survinrent; mais il y eut d'abord divers systèmes, et tous ne furent pas des perfectionnemens de l'art. En 1792, on commença la guerre comme on l'avait finie en 1762 : les armées françaises cam-

pèrent sous leurs places, et les alliés campèrent pour les assiéger. Ce ne fut qu'en 1793, lorsqu'elle se vit assaillie au-dedans et au-dehors, que la république jeta un million d'hommes et quatorze armées sur ses ennemis; force fut alors de prendre d'autres méthodes; ces armées n'ayant ni tentes, ni solde, ni magasins, marchèrent, bivouaquèrent ou cantonnèrent : leur mobilité s'en accrut et devint un instrument de succès. Leur tactique changea aussi; leurs chefs les tinrent en colonnes parcequ'elles sont plus faciles à manier que les lignes déployées, et grâces au pays coupé de la Flandre et des Voges, où ils combattaient, ils jetèrent une partie de leurs forces en tirailleurs pour couvrir leurs colonnes.

Ce système, qui naquit ainsi des circonstances, réussit d'abord au-delà de toute attente; il déconcerta les troupes méthodiques de la Prusse et de l'Autriche, aussi bien que leurs chefs : Mack, entr'autres, auquel on attribuait les succès du Prince de Cobourg, augmenta sa réputation en imprimant des instructions pour étendre les lignes afin d'opposer un ordre bien mince à ces tirailleurs ! ! Le pauvre homme ne s'était pas aperçu que les tirailleurs faisaient le bruit, mais que les colonnes enlevaient les positions !

Les premiers généraux de la républiqne furent des hommes de combat et rien de plus ; la principale direction vint de Carnot et du comité de salut pu-

blic ; elle fut quelquefois bonne, mais aussi souvent mauvaise. Il faut l'avouer néanmoins, un des meilleurs mouvemens stratégiques de cette guerre vint de lui : ce fut celui qui porta, à la fin de 1793, une réserve d'élite successivement au secours de Dunkerque, de Maubeuge et de Landau ; ensorte que cette petite masse, transportée en poste, et secondée par les troupes déjà rassemblées sur les lieux, parvint à faire évacuer le territoire français.

La campagne de 1794 débuta mal, comme on l'a déjà dit ; ce fut la force des circonstances qui amena le mouvement stratégique de l'armée de la Moselle sur la Sambre, et non un plan prémédité ; au reste ce mouvement décida le succès de Fleurus et la conquête de la Belgique.

En 1795, les Français firent de si grandes fautes, qu'on les imputa à la trahison : les Autrichiens, au contraire, mieux dirigés par Clairfayt, Chateler et Schmidt, que par Mack et le prince de Cobourg, prouvèrent qu'ils concevaient la stratégie.

Chacun sait que l'archiduc triompha en 1796 de Jourdan et de Moreau, par une seule marche qui n'était que l'application des lignes intérieures.

Jusque-là les armées françaises avaient embrassé de grands fronts, soit pour mieux trouver des vivres, soit que les généraux imaginassent de bien faire en mettant toutes leurs divisions en ligne, laissant à leurs chefs le soin de les disposer au combat

comme ils l'entendaient, et ne gardant en réserve que de minces détachemens incapables de rien réparer si l'ennemi venait à culbuter une seule de ces divisions.

Tel était l'état des choses lorsque Napoléon débuta en Italie : la vivacité de ses marches dérouta Autrichiens et Piémontais dès ses premières opérations, car, dégagé de tout matériel inutile, il surpassa la mobilité de toutes les armées modernes. Il conquit la Péninsule par une série de marches et de combats stratégiques.

Sa course sur Vienne en 1797 fut une opération téméraire, mais légitimée peut être par la nécessité de vaincre l'archiduc Charles avant l'arrivée des renforts venant du Rhin.

La campagne de 1800, plus caractérisée encore, signala une ère nouvelle dans la projection des plans de guerre et dans la direction des lignes d'opérations; de là datèrent ces points objectifs hardis qui ne visaient à rien moins qu'à la capture ou à la destruction des armées, et dont nous avons parlé à l'art 19. Les ordres de bataille furent également moins étendus, l'organisation des armées en grands corps de deux ou trois divisions devint plus rationelle. Le système de stratégie moderne fut dès lors porté à son apogée; car les campagnes de 1805 et 1806 ne furent que des corolaires du grand problème résolu en 1800.

Quant à la tactique, celle des colonnes et des tirailleurs que Napoléon trouva tout établie, convenait trop au sol coupé de l'Italie pour qu'il ne l'adoptât pas.

Aujourd'hui se présente une question grave et capitale, c'est de décider si le système de Napoléon peut aller à toutes les tailles, à toutes les époques, à toutes les armées; ou si, en cas contraire, il serait possible que des gouvernemens et des généraux pussent revenir au système méthodique des guerres de position après avoir médité sur les évènemens de 1800 à 1809. Que l'on compare en effet les marches et les campemens de la guerre de sept ans avec ceux de la guerre de sept semaines (*), ou avec les trois mois qui s'écoulèrent depuis le départ du camp de Boulogne en 1805, jusqu'à l'arrivée dans les plaines de la Moravie, et que l'on décide ensuite si le système de Napoléon est préférable à l'ancien?

Ce système de l'Empereur des Français était *de faire dix lieues par jour, de combattre et de cantonner ensuite en repos*. Il m'a dit lui-même, qu'il ne connaissait pas d'autre guerre que celle-là.

On objectera que le caractère aventureux de ce grand capitaine se réunissait à sa position personnelle, et à la situation des esprits en France, pour l'exciter à faire ce qu'aucun autre chef n'aurait osé

(*) Epithète que Napoléon donnait à la campagne de 1806.

tenter à sa place, soit qu'il fut né sur le trône, soit qu'il fut simple général aux ordres de son gouvernement. Si cela est incontestable, il me paraît vrai aussi, qu'entre le système des invasions démesurées et celui des positions, il y a un milieu, ensorte que, sans imiter son audace impétueuse, il sera possible de suivre les routes qu'il a frayées, et que le système des guerres de position sera probablement proscrit pour long-temps, ou du moins considérablement modifié et perfectionné.

Sans doute si l'art se trouve agrandi par l'adoption du système des marches, l'humanité y perdra plus qu'elle n'y gagnera, car ces incursions rapides, et ces bivouacs de masses considérables se nourrissant au jour le jour des contrées mêmes qu'elles foulent, ne rappellent pas mal les dévastations des peuples qui se ruèrent sur l'Europe depuis le 4e jusqu'au 13e siècle. Toutefois il est peu probable qu'on y renonce de sitôt, car une grande vérité a été du moins démontrée par les guerres de Napoléon, c'est que les distances ne sauraient plus mettre un pays à l'abri d'invasion, et que les états qui veulent s'en garantir doivent avoir un bon système de forteresses et de lignes de défense, un bon système de réserves et d'institutions militaires, enfin un bon système de politique. Aussi partout les populations s'organisent-elles en milices pour servir de réserves aux armées actives, ce qui maintiendra la force des

armées sur un pied de plus en plus formidable ; or plus les armées sont nombreuses, plus le système des opérations rapides et des prompts dénouemens devient une nécessité.

Si dans la suite l'ordre social reprend une assiette plus calme, si les nations, au lieu de combattre pour leur existence, ne se battent plus que pour des intérêts relatifs, pour arrondir leurs frontières ou maintenir l'équilibre européen ; alors un nouveau droit des nations pourra être adopté, et il sera peut être possible de mettre les armées sur un pied réciproque qui soit moins exagéré. Alors aussi, dans une guerre de puissance à puissance, on pourra voir des armées de 80 à 100 mille hommes revenir à un système de guerre mixte, qui tiendrait le milieu entre les incursions volcaniques d'un Napoléon et l'impassible système des *starke Positionen* du siècle dernier. Jusque-là nous devons admettre ce système de marches qui a produit de si grands évènemens, car le premier qui oserait y renoncer en présence d'un ennemi capable et entreprenant, en deviendrait probablement la victime.

Par la science des marches, on n'entend pas seulement aujoud'hui ces minutieux détails de logistique qui consistent à bien combiner l'ordre des troupes dans les colonnes, le temps de leur départ et de leur arrivée, les précautions de leur itinéraire,

les moyens de communications soit entr'elles soit avec le point qui leur est assigné, toutes choses qui font une branche essentielle des fonctions de l'état-major. Mais outre ces détails tout matériels, il existe une combinaison des marches qui appartient aux grandes opérations de la stratégie. Par exemple, la marche de Napoléon par le St.-Bernard pour tomber sur les communications de Mélas; celles qu'il fit, en 1805 par Donawerth pour couper Mack, et en 1806 par Géra pour tourner les Prussiens; la marche de Souworoff pour voler de Turin sur la Trebbia au-devant de Macdonald; celle de l'armée russe sur Taroutin, puis sur Krasnoï, furent des opérations décisives, non par leurs rapports avec la logistique, mais par leur rapports avec la stratégie.

Toutefois, à bien considérer, ces marches habiles ne sont jamais qu'un moyen de mettre en pratique les diverses applications du principe que nous avons indiqué et que nous développerons encore: faire une belle marche, n'est donc autre chose que porter la masse de ses forces sur un point décisif, or toute la science consistera à bien déterminer ce point d'après ce que nous avons essayé de démontrer à l'article 19. En effet, que fut la marche du St.-Bernard, si non une ligne d'opérations dirigée contre une extrémité du front stratégique de l'ennemi, et de là sur sa ligne de retraite? Que furent les marches d'Ulm et de Jéna, si ce n'est encore la même ma-

nœuvre ? Que fut la marche de Blucher à Waterloo, sinon l'application des lignes stratégiques intérieures recommandées dans l'article 22.

Delà on peut conclure que tous les mouvemens stratégiques qui tendent à porter les masses d'une armée successivement sur les différens points du front d'opérations de l'ennemi, seront des marches habiles, puisqu'elles appliqueront le principe général indiqué, page 138, en mettant en action le gros des forces sur des fractions seulement de l'armée ennemie. Les opérations des français à la fin de 1793, depuis Dunkerque à Landau, celles de Napoléon en 1796 et en 1809, sont à citer comme modèles en ce genre. Il serait inutile de s'étendre sur ces combinaisons, puisqu'elles rentrent par leur application dans la série des maximes déjà présentées.

Nous observerons néanmoins qu'il existe une espèce de marches qu'on a désignées sous le nom de marches de flanc, et que nous ne saurions passer sous silence. Dans tous les temps on les a présentées comme des manœuvres hasardées, sans avoir jamais rien écrit de bien satisfaisant sur ce sujet. Si l'on entend par là des manœuvres de tactique faites à la vue de la ligne de bataille ennemie, nul doute qu'un mouvement de flanc ne soit alors une opération fort délicate, bien qu'elle réussisse parfois ; mais si l'on veut parler de marches stratégiques ordinaires, je ne conçois rien au danger d'une marche

de flanc, à moins que les plus vulgaires précautions de logistique n'aient été négligées. Dans un mouvement stratégique, les deux corps de bataille ennemis doivent toujours être séparés par un intervalle d'environ deux marches (en comptant la distance qui sépare les avant-gardes respectives, de l'ennemi et de leurs propres colonnes). En pareil cas il ne saurait exister aucun danger réel dans le trajet stratégique d'une position à une autre.

Il y a deux cas néanmoins où une marche de flanc semble tout à fait inadmissible : le premier est celui où le système de la ligne d'opérations, des lignes stratégiques et du front d'opérations, présenterait également le flanc à l'ennemi dans tout le cours d'une entreprise. Tel fut le fameux projet de marcher sur Leipzig sans s'inquiéter de Dresde et des 250 mille hommes de Napoléon, projet qui, arrêté à Trachenberg au mois d'août 1813, eut été probablement fatal aux armées alliées, si mes sollicitations faites à Jungferteinitz n'eussent décidé à le modifier. Le second cas c'est l'orsqu'on aurait une ligne d'opérations lointaine ou profonde, comme celle de Napoléon à Borodino ; surtout si cette ligne d'opérations n'offrait encore qu'une seule ligne de retraite convenable : Alors tout mouvement de flanc qui la laisserait en prise, serait une faute grave.

Dans les contrées où les bonnes communications secondaires seraient nombreuses, les mouvemens de

flanc seront moins dangereux, parce qu'au besoin on pourrait recourir à un changement de ligne d'opérations si l'on était repoussé. L'état physique et moral des armées, le caractère plus ou moins énergique des chefs et des troupes, peuvent aussi influer sur l'opportunité de pareils mouvemens.

Au fait, les marches souvent citées de Iéna et d'Ulm furent de véritables manœuvres de flanc; tout comme celle sur Milan après le passage de la Chiusella, et comme celle du maréchal Paskiewicz pour aller franchir la Vistule à Ossiek; or chacun sait si elles réussirent.

Il en est autrement des mouvemens tactiques, faits par le flanc en présence de l'ennemi. Ney en fut puni à Dennewitz; Marmont à Salamanque et Frédéric-le-Grand à Kollin.

Cependant la manœuvre de Frédéric-le-Grand à Leuthen, devenue si célèbre dans les annales de l'art, fut un véritable mouvement de cette espèce (voyez chapitre 6 du traité des grandes opérations); mais habilement couvert par une masse de cavalerie, caché par les hauteurs, et opéré contre une armée qui demeurait immobile dans son camp, il eût un succès immense, parce qu'au moment du choc ce fut réellement l'armée de Daun qui prêta le flanc, et non celle du roi. Outre cela il faut convenir aussi qu'avec l'ancien système de se mouvoir par lignes, à distance de pelotons, pour se former,

sans déploiement par un à droite ou un à gauche en bataille, les mouvemens parallèles à la ligne ennemie ne sont pas des marches de flanc, puisqu'alors le flanc des colonnes n'est en réalité autre chose que le front de la ligne de bataille.

La fameuse marche du Prince Eugène en vue du camp français, pour tourner les lignes de Turin, fut bien plus extraordinaire encore que celle de Leuthen et ne réussit pas moins.

Dans ces différentes batailles, je le répète, ce furent des mouvemens tactiques et non stratégiques : la marche du prince Eugène, de Mantoue sur Turin, fut une des plus grandes opérations stratégiques du siècle ; mais il s'agit ici du mouvement fait la veille de la bataille pour tourner le camp français. Au reste, la différence de résultats que présentent ces cinq journées est une preuve de plus qu'en ce point aussi la tactique est variable.

Quant à la partie logistique des marches, bien qu'elle ne forme qu'une des branches secondaires de l'art militaire, elle tient cependant de si près aux grandes opérations qu'elle peut en être regardée comme la partie exécutive ; dès lors je crois devoir en dire deux mots, en la réunissant à l'article 41 avec quelques idées sur la logistique en général.

ARTICLE XXV.

Des magasins et de leurs rapports avec les marches.

Les combinaisons qui se lient de plus près au système des marches sont celles des magasins, car pour marcher vite et long-temps, il faut des vivres; or l'art de faire vivre une armée nombreuse, en pays ennemi surtout, est un des plus difficiles. La science d'un intendant-général a ses traités particuliers, auxquels nous renvoyons nos lecteurs, nous bornant à indiquer ce qu'elle a de commun avec la stratégie. (*)

Le système d'approvisionement des anciens n'a pas été bien connu, car tout ce que dit Végéee de l'administration des Romains, ne suffit point pour

(*) L'ouvrage du comte Cancrin, jadis intendant-général des armées russes, ne saurait être trop recommandé; il en existe peu d'aussi satisfaisant sur l'art d'administrer les subsistances.

nous dévoiler les ressorts d'une partie aussi compliquée. Un phénomène qui restera toujours difficile à concevoir, c'est que Darius et Xercès aient pu faire vivre des armées immenses dans la Thrace (la Romélie), tandis que de nos jours on aurait peine à y faire vivre 30 mille hommes. Au moyen âge, les empereurs grecs, les barbares, et plus tard les croisés, y entretinrent aussi des masses d'hommes considérables.

César a dit que la guerre devait nourrir la guerre, et on en a généralement conclu qu'il vivait toujours aux dépens du pays qu'il parcourait.

Le moyen âge fut remarquable par ses grandes migrations de toutes les espèces, il serait fort intéressant de savoir au juste le nombre de Huns, de Vandales, de Goths et de Mongols qui traversèrent successivement l'Europe, et comment ils vécurent dans leurs marches. L'administration des armées de croisés ne serait pas moins curieuse à connaître : manquant de toutes données à ce sujet, il faut bien se contenter de conjectures.

Dans les premiers temps de l'histoire moderne, on doit croire que les armées de François I[er], franchissant les Alpes pour entrer dans la fertile Italie, ne traînèrent pas de grands magasins à leur suite ; car elles n'étaient fortes que de 40 à 50 mille hommes, et une armée pareille n'est pas embarrassée de vivre dans les riches vallées du Tésin et du Pô.

Sous Louis XIV et Frédéric II, les armées plus considérables, et combattant sur leur propres frontières, vécurent régulièrement des magasins et boulangeries qui les suivaient; ce qui gênait beaucoup les opérations, en ne permettant pas de s'éloigner des dépôts au-delà d'un espace proportionné aux moyens de transport, à la quantité de rations qu'ils pouvaient porter, et au nombre de jours qu'il fallait aux voitures pour aller et revenir des dépôts jusqu'au camp.

Dans la révolution, la nécessité fit mépriser les magasins: des armées nombreuses, envahissant la Belgique et l'Allemagne sans approvisionnemens, vécurent tantôt chez les habitans, tantôt de réquisitions frappées sur le pays, enfin de maraude et de pillage. Marcher en cantonnant chez les habitans est très possible en Belgique, en Italie, en Souabe, sur les riches bords du Rhin et du Danube, surtout si l'armée, marchant en plusieurs colonnes, n'excède pas 100 à 120 mille hommes; mais cela devient très difficile dans d'autres contrées, et impossible en Russie, en Suède, en Pologne, en Turquie. On conçoit combien une armée agit avec plus de vélocité et d'impétuosité, lorsqu'elle n'a d'autre calcul à faire que celui de la vigueur des jambes de ses soldats. Ce système donna de grands avantages à Napoléon; mais il en abusa, en l'étendant sur une échelle excessive, et dans des contrées où il était impraticable.

Un général d'armée doit savoir faire concourir à ses entreprises toutes les ressources existantes dans le pays qu'il envahit; il doit employer les autorités, lorsqu'elles y restent, à frapper des réquisitions uniformes et légales qu'il fera exactement payer s'il en a les moyens: lorsque les autorités ne restent pas, il doit en établir de provisoires, composées des notables, et revêtues de pouvoirs extraordinaires. On fera réunir ces provisions requises sur les points les plus sûrs et les plus favorables aux mouvemens de l'armée d'après les principes des lignes d'opérations. Afin de ménager les approvisionnemens, on pourra faire cantonner le plus de troupes possible dans les villes et villages, sauf à indemniser les habitans de la surcharge qui en résultera. L'armée, outre ses vivres et fourrages, aura des parcs de voitures auxiliaires fournies par le pays, pour que les approvionnemens puissent lui arriver partout où elle resterait stationnaire.

Il est aussi difficile d'établir des règles sur ce qu'il serait prudent d'entreprendre sans former à l'avance des magasins, que de tracer la démarcation exacte entre le possible et l'impossible. Les contrées, les saisons, la force des armées, l'esprit de la population, tout varie dans ces combinaisons; mais on peut établir comme maximes générales:

1° Que dans des contrées fertiles et peuplées, dont les habitans ne seraient pas hostiles, une armée peut

marcher durant tout le temps qu'exige une opération donnée, en tirant ses ressources du pays. Or, comme une première opération n'exige jamais au-delà d'un mois, pendant lequel le gros des masses sera en mouvement, il suffira de pourvoir, par des approvisionnemens de réserve, aux besoins eventuels de l'armée, et surtout à ceux des forces qui seraient obligées de stationner sur un même point. Par exemple, l'armée de Napoléon, à moitié réunie autour d'Ulm pour y bloquer Mack, pouvait avoir besoin de biscuit jusqu'à la reddition de la ville, et si elle en eût manqué, l'opération aurait pu échouer.

2° Pendant ce temps il faudra s'appliquer à réunir, avec toute l'activité possible, les ressources qu'offre le pays, pour former des magasins de réserve et subvenir aux besoins qu'éprouverait l'armée après la réussite de l'opération, soit pour se concentrer dans des positions de repos, soit pour partir de là et marcher à de nouvelles entreprises.

3° Les magasins qui auraient été rassemblés par des achats ou des requisitions sur le pays, doivent être échelonnés autant que possible sur trois différens rayons de communications, ce qui facilitera, d'un côté l'approvisionnement de chacune des ailes de l'armée, et de l'autre la plus grande extension possible de la sphère des requisitions successives, enfin le moyen de mieux couvrir, sinon la totalité, du moins une bonne partie de la ligne des dépôts. Dans

ce dernier but il ne ferait point inutile que les dépôts des deux ailes fussent établis sur des rayons convergens vers la ligne d'opération principale, qui se trouvera ordinairement être celle du centre. Par cette précaution on obtiendra deux avantages réels, le premier de mettre les magasins mieux à l'abri des insultes de l'ennemi, en augmentant la distance qui les sépare de lui; le second serait, de faciliter les mouvemens concentriques en arrière que l'armée pourrait exécuter pour se réunir sur un seul point de la ligne d'opération, dans le but de tomber à son tour sur l'ennemi et de lui arracher, en ressaisissant l'initiative d'attaque, l'ascendant momentané qu'il aurait aquis.

4° Dans les pays où la population est trop rare et le sol peu fertile, une armée manquera des ressources les plus essentielles; dès lors il sera prudent de ne pas l'éloigner à de trop grandes distances des magasins, et de traîner avec soi des approvisionnemens de réserve suffisans pour lui donner le temps, au besoin, de se replier sur la base de ses grands dépôts.

5° Dans les guerres nationales et dans les pays où la population entière fuit et détruit tout, comme cela est arrivé en Espagne, en Portugal, en Russie, en Turquie, il est impossible de marcher sans se faire suivre par des magasins reguliers, et sans avoir une base sûre d'approvisionnemens à proximité du front

sûres avec ses magasins, elle se laissera entraîner à porter ses opérations sur le rivage, ce qui pourrait l'exposer à de cruels désastres, si l'ennemi agissait avec la masse de ces forces sur l'extrémité opposée à la mer. (*) Si elle s'éloigne trop du rivage elle peut alors être exposée à voir ses communications menacées ou même interceptées, et les moyens matériels de toute espèce devront s'augmenter à mesure qu'elle s'éloignera.

8° L'armée continentale, qui emploiera la mer pour faciliter ses arrivages, ne doit pas négliger d'avoir sa base principale d'opérations par terre, avec une réserve d'approvisionnemens indépendante des moyens maritimes, et une ligne de retraite sur l'extrémité de son front stratégique opposée à la mer.

9° Les fleuves ou rivières navigables, dont le cours serait parallèle à peu près avec les routes qui serviraient de ligne d'opérations à l'armée, fourniraient, ainsi que les canaux, de grandes facilités pour les transports de vivres; et quoique ces moyens ne soient pas comparables à ceux que procure la grande navigation, ils n'en seraient pas moins très précieux.

(*) On comprend que je ne veux parler ici que des guerres entre nations européennes qui savent manœuvrer : on pourrait dévier de ces règles contre des hordes Asiatiques ou des Turcs, peu à craindre en campagne ; ils n'ont ni l'instruction militaire, ni des troupes capables de punir des fautes que l'on commettrait devant eux.

On en a conclu avec raison que les lignes d'opérations parallèles à un fleuve sont les plus favorables, surtout en ce qu'elles rendent les arrivages plus faciles, et permettent de diminuer de beaucoup l'embarras des voitures; mais, loin que le fleuve fut en lui-même la véritable ligne d'opérations, comme on l'a prétendu, il faudrait toujours avoir soin que la plus grande partie des troupes pût s'en tenir éloignée, afin d'éviter que l'ennemi, venant les attaquer en forces sur l'extrémité opposée au fleuve, ne les plaçât dans une position tout aussi fâcheuse que si elles étaient acculées à la mer.

Il faut observer encore, qu'en pays ennemi il est assez rare de pouvoir profiter d'un fleuve pour les arrivages de vivres, soit parce qu'on en détruit les barques, soit parce que des corps légers pourraient inquiéter la navigation. Pour la rendre sûre il faudrait porter des corps sur les deux rives, ce qui n'est pas sans danger, comme Mortier l'éprouva à Dirnstein. Dans un pays ami ou allié le cas est différent, et les avantages des fleuves sont plus réels.

10° A défaut de pain ou de biscuit, la viande sur pied a souvent suffi aux besoins pressans d'une armée; et, dans les contrées populeuses, les bestiaux sont toujours assez abondans pour y pourvoir durant quelque temps. Mais ces ressources sont aussi bientôt épuisées, et elles entraînent les troupes à la maraude; il importe donc de régulariser par tous les moyens

possibles les requisitions de bestiaux, de les payer si l'on peut, et surtout de faire suivre les colonnes par des bœufs achetés hors de la sphère des marches de l'armée.

Je ne saurais terminer cet article sans citer un propos de Napoléon qui paraîtra bizarre, mais qui a toutefois son bon côté. Je lui ai entendu dire que, dans ses premières campagnes, l'armée ennemie était toujours si bien pourvue que, lorsqu'il se trouvait embarrassé de nourrir la sienne, il n'avait qu'à la jeter sur les derrières de l'ennemi, où il était certain de trouver tout en abondance. Maxime sur laquelle il serait sans doute bien absurde d'asseoir un système, mais qui explique peut être le succès de plus d'une entreprise téméraire, et qui démontre combien la véritable guerre diffère des calculs trop compassés.

ARTICLE XXVI.

Des frontières et de leur défense par les forteresses ou par des lignes retranchées. De la guerre de sièges.

Les forteresses ont deux destinations capitales à remplir, la première, c'est de couvrir les frontières; la seconde, de favoriser les opérations de l'armée en campagne.

La défense des frontières d'un état par des places est en général une chose un peu vague; sans doute, comme nous l'avons dit à l'article des lignes de défense, il y a quelques contrées dont les abords, couverts par de grands obstacles naturels, offrent très peu de points accessibles qu'il serait possible de couvrir encore par des ouvrages de l'art; mais dans les pays ouverts la chose est plus difficile. Les chaînes des Alpes, des Pyrénées, celles moins élevées des Crapacks, du Riesengebirg, de l'Erzgebirg, du Böhmerwald, de la Forêt-Noire, des Vosges, du Jura, sont toutes plus au moins susceptibles d'être

couvertes par un bon système de places. (Je ne parle pas du Caucase, aussi élevé que les grandes Alpes, parce qu'il ne sera probablement jamais le théâtre de grandes opérations stratégiques.)

De toutes ces frontières, celle entre la France et le Piémont était la mieux couverte; les vallées de la Sture et de Suze, les passages de l'Argentière, du Mont-Genèvre, du Mont-Cenis, seuls réputés praticables, étaient couverts de forts en maçonnerie, puis des places considérables se trouvaient aux débouchés des vallées dans les plaines du Piémont: rien ne paraissait plus difficile à vaincre.

Toutefois, il faut bien l'avouer, ces belles défenses de l'art n'empêcheront jamais entièrement une armée de passer, d'abord parce que les petits forts qu'on peut construire dans les gorges, sont susceptibles d'être enlevés, ensuite parce qu'on trouve toujours quelque chemin jugé impraticable et où un ennemi audacieux parvient, à force de travail, à se frayer une issue. Le passage des Alpes par François I[er], si bien décrit par Gaillard, celui du St.-Bernard par Napoléon, enfin l'expédition du Splugen si bien racontée par Mathieu Dumas, prouvent de reste cette vérité: *une armée*, disait Napoléon, *passe partout où un homme peut poser le pied!!* Maxime peut être un peu exagérée, mais qui caractérise ce grand capitaine, et qu'il a appliquée lui-même avec tant de succès! Nous dirons

plus loin quelques mots sur cette guerre de montagnes.

D'autres contrées sont couvertes par de grands fleuves, si non immédiatement en première ligne, du moins en seconde. Il est étonnant cependant que ces lignes, qui semblent si bien faites pour séparer des nations, sans intercepter leurs rapports de commerce et de voisinage, ne forment nulle part la ligne réelle des frontières; car on ne pouvait pas dire que la ligne du Danube séparât la Bessarabie de l'empire Ottoman tant que les Turcs avaient pied dans la Moldavie. Et le Rhin ne fut jamais une frontière réelle entre la France et l'Allemagne, puisque les Français eurent long-temps des places à la rive droite, tandis que les Allemands avaient Mayence, Luxembourg et les têtes de pont de Manheim et de Wesel sur la rive gauche.

Toutefois si le Danube, le Rhin, le Rhône, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, le Pô et l'Adige ne sont nulle part des lignes de première frontière, cela n'empêche pas de les fortifier comme lignes de défense permanentes, sur tous les points où ils pourront offrir un système de défense satisfaisant, pour couvrir un front d'opérations.

Une des lignes de ce genre qu'on peut citer pour exemple est celle de l'Inn, qui séparait la Bavière de l'Autriche; flanqué au sud par les Alpes Tyroliennes, au nord par celles de Bohême et par le

Danube, son front, qui n'est pas étendu, se trouve couvert par les places de Passau, Braunau et Salzbourg. Lloyd compare, avec un peu de poésie, cette frontière à deux bastions inexpugnables, dont la courtine, formée de trois belles places, a pour fossé un des fleuves les plus impétueux; mais il s'est un peu exagéré ces avantages matériels, car l'épithète d'inexpugnables dont il les décore a reçu trois sanglans démentis dans les campagnes de 1800, 1805, 1809.

La plupart des états européens, loin d'avoir des frontières aussi formidables que celles des Alpes et de l'Inn, présentent des pays de plaines ouvertes, ou des montagnes accessibles sur un nombre considérables de points; notre projet n'étant pas d'offrir la géographie militaire de l'Europe, nous nous bornerons à présenter les maximes générales qui peuvent s'appliquer à toutes les contrées indistinctement.

Lorsqu'une frontière se trouve en pays ouvert, il faut bien renoncer à l'idée de vouloir en faire une ligne formelle et complète de défense en y multipliant des places trop nombreuses, qui exigent des armées pour en garnir les remparts, et en définitive n'empêchent jamais d'entrer dans le pays. Il sera plus sage de se contenter d'y établir quelques bonnes places habilement choisies, non plus pour empêcher l'ennemi de pénétrer, mais pour augmen-

ter les entraves de sa marche, tout en protégeant et favorisant au contraire les mouvemens des armées actives chargées de le repousser.

Les forteresses ont donc une influence manifeste sur les opérations militaires, mais l'art de les construire, de les attaquer et de les défendre tenant à l'arme spéciale du génie, il serait étranger à notre but de traiter ces matières, et nous nous bornerons à examiner les points par lesquels elles tiennent à la stratégie.

Le 1re est le choix du site où il convient d'en construire. Le 2me est la détermination des cas dans lesquels on peut mépriser les places pour passer outre, et ceux dans lesquels on est forcé de les assiéger. Le 3me consiste dans les rapports existans entre le siège de la place et l'armée active qui doit le couvrir.

Autant une place bien située favorise les opérations, autant les places établies hors des directions importantes sont funestes : c'est un fléau pour l'armée qui doit s'affaiblir à l'effet de les garder, et un fléau pour l'état qui dépense des soldats et de l'argent en pure perte. J'ose affirmer que beaucoup de places en Europe sont dans ce cas.

S'il est vrai qu'une place soit rarement par elle-même un obstacle absolu à la marche de l'armée ennemie, il est incontestable qu'elle la gêne, qu'elle la force à des détachemens, à des détours dans sa

marche ; d'un autre côté, elle favorise au contraire l'armée qui la possède, en lui donnant tous les avantages opposés ; elle assurera ses marches, favorisera le déboucher de ses colonnes si elle est sur un fleuve ; couvrira ses magazins ses flancs et ses mouvemens ; enfin lui donnera un refuge au besoin.

L'idée de ceindre toutes les frontières d'un état de places fortes très-rapprochées, est une calamité ; on a faussement imputé ce système à Vauban, qui loin de l'approuver, disputait avec Louvois sur le grand nombre de points inutiles que ce ministre voulait fortifier. On peut réduire les maximes de cette partie de l'art aux principes ci-après.

1° Un état doit avoir des places échelonnées sur trois lignes depuis la frontière jusque vers la capitale (*). Trois places en première ligne, autant en seconde, et une grande place d'armes en troisième ligne, près du centre de puissance, forment un système à peu près complet pour chaque partie des frontières d'un état. S'il y a quatre fronts pareils, cela fera de 24 à 30 places.

On objectera peut être que ce nombre est déjà très considérable, et que l'Autriche même n'en

(*) La campagne mémorable de 1829 a encore prouvé ces vérités. Si la Porte avait eu de bons forts en maçonnerie dans les défilés du Balkan, et une belle place vers Faki, nous ne serions pas arrivés à Andrinople, et les évènemens auraient pu se compliquer.

avait pas autant. Mais il faut considérer que la France en a plus de 40 sur un tiers seulement de sa frontière, (de Besançon à Dunkerque) sans que pour cela elle en ait suffisamment en troisième ligne, au centre de sa puissance. Un comité, réuni il y a quelques années pour statuer sur ces forteresses, a conclu qu'il fallait en ajouter encore. Cela ne prouve pas qu'il n'y en ait déjà trop, mais bien qu'il en manque sur des points importans, tandis que celles de première ligne, trop entassées, doivent être maintenues parce qu'elles existent. En comptant que la France a deux fronts de Dunkerque à Bâle, un de Bâle à la Savoie, un de la Savoie à Nice, outre la ligne tout à fait séparée des Pyrénées, et la ligne maritime des côtes de l'Océan, il en résulte, qu'elle a six fronts à couvrir, ce qui exigerait de 40 à 50 places. Tout militaire conviendra que c'est autant qu'il en faut, car le front de la Suisse et celui des côtes de l'Océan en exigent moins que ceux du Nord-Est. L'essentiel pour qu'elles atteignent leur but, et de les établir d'après un système bien combiné. Si l'Autriche eut un nombre de places moins considérable, c'est qu'elle était entourée des petits états de l'empire Germanique, qui, loin de la menacer, mettaient leurs propres forteresses à sa disposition.

Au surplus, le nombre indiqué n'exprime que celui qui paraît nécessaire à une puissance présen-

tant quatre fronts à peu près égaux en développement. La monarchie prussienne, formant une immense pointe de Kœnigsberg jusqu'aux portes de Metz, ne saurait être fortifiée sur le même système que la France, l'Espagne ou l'Autriche. Ainsi les dispositions géographiques, ou l'extrême étendue de quelques états, peuvent faire diminuer ou augmenter ce nombre, surtout lorsqu'il y a des places maritimes à y ajouter.

2° Les forteresses doivent toujours être construites sur des points stratégiques importans désignés à l'article 19. Sous le rapport tactique on doit s'attacher à les asseoir de préférence dans un site qui ne soit pas dominé, et qui, facilitant le déboucher, rendrait le blocus plus difficile.

3° Les places qui réuniront le plus d'avantages soit pour leur propre défense, soit pour favoriser les opérations des armées actives, sont incontestablement celles qui se trouvent à cheval sur de grands fleuves dont elles dominent les deux rives : Mayence, Coblentz, Strasbourg, en y comprenant Kehl, sont de vrais modèles en ce genre.

Cette vérité admise, on doit reconnaître aussi que les places établies au confluent de deux grandes rivières ont l'avantage de dominer trois fronts d'opérations différens, ce qui augmente leur importance (la place de Modlin est dans ce cas). Mayence, lorsqu'elle avait encore le fort de Gustavsbourg à la

rive gauche du Meyn, et Cassel à la droite, était la plus formidable place d'armes de l'Europe; mais comme elle exigerait une garnison de 25 mille hommes, un état ne saurait en avoir beaucoup de cette étendue.

4° Les grandes places ceignant des villes populeuses et commerçantes, offrent des ressources pour une armée; elles sont beaucoup préférables aux petites, surtout lorsqu'on peut encore compter sur l'aide des citoyens pour seconder la garnison : Metz arrêta toute la puissance de Charles-Quint; Lille suspendit toute une année les opérations d'Eugène et de Marlborough; Strasbourg fut maintes fois le boulevard des armées françaises. Dans les dernières guerres, on a dépassé ces places, parce que tous les flots de l'Europe en armes se précipitaient sur la France; mais une armée de 150 mille Allemands, qui aurait devant elle 100 mille Français, pourrait-elle impunément pénétrer sur la Seine en méprisant de pareilles places bien munies? C'est ce que je me garderai d'affirmer.

5° Jadis on faisait la guerre aux places, aux camps, aux posititions: dans les derniers temps, au contraire, on ne la faisait plus qu'aux forces organisées, sans s'inquiéter ni des obstacles matériels, ni de ceux de l'art. Suivre exclusivement l'un ou l'autre de ces systèmes serait également un abus. La véri-

table science de la guerre consiste à prendre un juste milieu entre ces deux extrêmes.

Sans doute le plus important sera toujours de viser d'abord à battre complètement, et à dissoudre les masses organisées de l'ennemi qui tiendraient la campagne; pour atteindre ce but décisif on peut dépasser les forteresses; mais si l'on n'obtenait qu'un demi-succès, alors il deviendrait imprudent de poursuivre une invasion sans mesure. Au reste, tout dépend de la situation et de la force respective des armées, ainsi que de l'esprit des populations.

L'Autriche, guerroyant seule contre la France, ne pourrait pas répéter les opérations de la grande alliance de 1814. De même, il est probable que l'on ne reverra pas de si-tôt 50 mille Français se hasarder au-delà des Alpes Noriques, au cœur de la monarchie autrichienne, comme Napoléon le fit en 1797 (*). De pareils évènemens dépendent d'un concours de circonstances qui font exception aux règles communes.

6° On conclura de ce qui précède : que des places

(*) Je ne blâme pas Napoléon d'avoir pris l'offensive dans le Frioul; il avait devant lui 35 mille Autrichiens, qui en attendaient 20 mille venant du Rhin; le général français attaqua l'Archiduc avant l'arrivée de ces renforts, et poussa vivement ses succès, parce qu'il n'y avait rien devant lui qui pût compromettre sa pointe. Il opéra dans les règles à cause des antécédens et de la position respective des deux partis.

sont un appui essentiel, mais que l'abus en serait nuisible, puisqu'au lieu d'ajouter aux forces de l'armée active, il les énerverait en les divisant: qu'une armée, voulant avec raison chercher à détruire les forces ennemies en campagne, peut sans danger se glisser entre plusieurs places pour atteindre ce but, en ayant soin toutefois de les faire observer: qu'elle ne saurait cependant envahir un pays ennemi en passant un grand fleuve, comme le Danube, le Rhin, l'Elbe, sans réduire au moins une des places situées sur ce fleuve, afin d'avoir une ligne de retraite assurée: maîtresse d'une telle place, l'armée pourra alors continuer l'offensive tout en employant son matériel de siège à réduire successivement d'autres forteresses; car plus l'armée agissante avancera, plus le corps de siège pourra se flatter de terminer l'entreprise sans être entravé par l'ennemi.

7º Si les grandes places sont bien plus avantageuses que les petites, lorsque la population est amie, il faut convenir aussi que ces dernières peuvent avoir cependant leur degré d'importance, non pour arrêter l'ennemi qui les masquerait facilement, mais pour favoriser les opérations de l'armée en campagne; le fort de Kœnigstein fut aussi utile aux Français en 1813, que la vaste place de Dresde, parce qu'il procurait une tête de pont sur l'Elbe.

Dans les pays de montagnes, de petits forts bien situés valent des places, car il ne s'agit que de fer-

mer des passages, et non de servir de réfuge à une armée; le petit fort de Bard faillit arrêter l'armée de Bonaparte dans la vallée d'Aoste en 1800.

8° Il faut déduire de là que chaque partie des frontières d'un état doit être entremêlée d'une ou de deux grandes places de réfuge, de places secondaires, et même de petits postes propres à faciliter les opérations des armées agissantes. Des villes ceintes de murailles avec un mince fossé, peuvent même être fort utiles dans l'intérieur du pays, pour y placer des dépôts, étapes, magasins, hopitaux, etc., à l'abri des corps légers qui battraient le pays; surtout si la garde en était confiée aux milices mobilisées, pour ne pas affaiblir l'armée.

9° Les grandes places situées hors des directions stratégiques, sont un malheur réel pour l'état et l'armée.

10° Celles qui sont sur les rives de la mer ne peuvent avoir d'importance que dans des combinaisons de guerre maritime, ou pour des magasins: elles peuvent devenir désastreuses pour une armée continentale, en lui offrant la perspective trompeuse d'un appui. Beningsen faillit compromettre les armées russes en se basant, en 1807, sur Kœnigsberg, à cause de la facilité que cette ville donnait pour ses approvisionnemens. Si l'armée russe, au lieu de se concentrer en 1812 sur Smolensk, avait voulu s'appuyer sur Dunabourg et Riga, elle aurait couru risque

d'être refoulée sur la mer, coupée de toutes ses bases de puissance, et anéantie.

Quant aux rapports qui existent entre les sièges et les opérations des armées actives, ils sont de deux espèces.

Si l'armée d'invasion peut se passer d'attaquer les places qu'elle dépasse, elle ne peut se dispenser de les faire bloquer, ou du moins de les observer : dans le cas où il y en aurait plusieurs sur un espace rapproché, il faudra laisser un corps entier sous un même chef, qui les investira ou observera selon les circonstances.

Lorsque l'armée d'invasion décide l'attaque d'une place, elle charge spécialement un corps suffisant d'en former le siège en règle : le reste de l'armée peut, ou continuer sa marche offensive, ou prendre position pour couvrir le siège.

Jadis on avait le faux système de cerner une place par une armée entière, qui s'enterrait elle-même dans des lignes de circonvallation et de contrevallation, coûtant autant de frais et de peines que le siège même. La fameuse affaire des lignes de Turin en 1706, où le prince Eugène de Savoie força, avec 40 mille hommes, une armée française de 78 mille, bien retranchée, mais qui avait 6 lieues de fortifications à garder et se trouvait inférieure partout, suffit pour détruire ce ridicule système.

Aussi malgré la juste admiration que l'on peut éprouver au récit des merveilleux travaux exécutés par César pour investir Alise, et malgré tout ce qu'en dit Guichard, aucun général ne s'avisera de nos jours d'imiter cet exemple (*). Cependant, tout en blamant les lignes de circonvallation, il faut reconnaître la nécessité pour un corps d'investissement, de doubler la force de ses positions par des ouvrages détachés, qui domineraient les issues par où la garnison ou les troupes de secours pourraient l'inquiéter, ainsi que Napoléon le fit à Mantoue et les Russes à Varna. Quoiqu'il en soit, l'expérience a démontré que le meilleur moyen de couvrir un siège est de battre et de poursuivre, le plus loin possible, les corps de troupes ennemies qui pourraient le troubler. C'est celui qu'on doit adopter, à moins que l'infériorité numérique des forces ne s'y oppose. Dans ce cas, il faut prendre une position stratégique qui couvre les avenues par où l'armée de secours pourrait arriver, et dès qu'elle s'approche, il convient de réunir tout ce qu'on peut du corps de siège avec l'armée d'observation, afin de tomber sur la première et de décider, par un coup de vigueur, si le siège pourra se continuer ou non.

(*) Il ne s'agit ici que de lignes contiguës; on ne doit pas négliger de fortifier une position d'investissement par des ouvrages détachés.

Bonaparte, devant Mantoue en 1796, a offert le modèle des opérations les plus sages et les plus habiles qu'une armée d'observation puisse entreprendre; nous renvoyons donc nos lecteurs à ce que nous en avons dit dans l'histoire des guerres de la révolution.

Des lignes retranchées.

Outre les lignes de circonvallation et de contrevallation, dont nous avons parlé plus haut, il en existe d'une autre espèce, qui, plus vastes et plus étendues encore, tiennent en quelque sorte à la fortification permanente, puisqu'elles doivent mettre à couvert une partie des frontières d'un état.

Autant une forteresse ou un camp retranché construit pour servir de refuge momentané à une armée offrent d'avantages, autant le système de pareilles lignes retranchées est absurde.

On conçoit qu'il n'est pas question ici d'une ligne de retranchemens peu étendue, qui fermerait une gorge étroite; ceci rentre dans le système des forts, comme celui de Fussen ou de Scharnitz, dont nous avons parlé; mais il s'agit de lignes étendues de plusieurs lieues et destinées à fermer toute une partie de frontières, comme par exemple celles de Wissembourg: couvertes par la Lautern qui coule devant le front, appuyées au Rhin à droite et aux Vosges à

gauche, ces lignes semblaient remplir toutes les conditions nécessaires pour être à l'abri d'attaque, et cependant elles furent forcées aussi souvent qu'assaillies.

Les lignes de Stollhofen, qui jouaient sur la droite du Rhin le même rôle que celles de Wissembourg sur la gauche, ne furent pas plus heureuses. Celles de la Queich et de la Kinzig eurent le même sort.

Les lignes de Turin (1706) et celles de Mayence (1795), quoique destinées à servir de circonvallation, offrent une analogie complète avec toutes les lignes possibles, sinon par leur force, du moins par leur étendue, et par le sort qu'elles éprouvèrent.

Quelque bien appuyées par des obstacles naturels que soient ces lignes, il est certain qu'indépendamment de leur grande étendue, qui paralyse leurs défenseurs, elles seront presque toujours susceptibles d'être tournées. S'enterrer ainsi dans des retranchemens où l'on peut être débordé, enveloppé et compromis, et où l'on est toujours forcé de front lors même qu'on serait à l'abri d'être tourné, c'est donc une sottise manifeste, dans laquelle il faut espérer qu'on ne retombera plus.

Quoiqu'il en soit nous donnerons, au chapitre de la tactique (art. 36), quelques notions sur la manière de les attaquer ou de les défendre.

20

En attendant il ne sera pas inutile d'ajouter ici, qu'autant il semblerait ridicule aujourd'hui de s'enterrer dans des lignes contiguës, autant il serait absurde de négliger l'usage des ouvrages détachés, pour augmenter la force d'un corps de siége, la sûreté d'une position, ou la défense d'un défilé, ce qui rentre du reste dans les catégories que nous traiterons plus loin.

ARTICLE XXVII.

Rapports des camps retranchés et têtes de ponts avec la stratégie.

Il serait déplacé de donner ici des détails sur l'assiette des camps ordinaires, sur la disposition et la formation des avant-gardes, aussi bien que sur les ressources qu'offre la fortification passagère pour la défense des postes. Les camps retranchés seuls appartiennent aux combinaisons de la grande tactique, et même de la stratégie, par l'appui qu'ils prêtent momentanément à une armée.

On verra, par l'exemple du camp de Buntzelwitz, qui sauva Frédéric en 1761, par ceux de Kehl et de Dusseldorf en 1796, qu'un tel refuge peut avoir une grande importance. En 1800, le camp retranché d'Ulm donna à Kray le moyen d'arrêter un mois entier l'armée de Moreau sur le Danube. On sait tous les avantages que Wellington tira de celui de

Torrès-Védras, et ceux que Schoumla procure aux Turcs pour défendre le pays entre le Danube et le Balkan.

La principale règle à donner sur cette matière, c'est que les camps soient établis sur un point à la fois stratégique et tactique; si celui de Drissa fut inutile aux Russes en 1812, c'est qu'il était placé hors de la véritable direction de leur système défensif, qui devait pivoter sur Smolensk et Moscou; aussi fallut-il l'abandonner au bout de quelques jours.

Les maximes que nous avons données pour la détermination des grands points décisifs en stratégie, peuvent s'appliquer à tous les camps retranchés, car c'est sur de pareils points seulement qu'il est convenable de les placer. La destination de ces camps varie; ils peuvent également servir de points de départ pour une opération offensive, de têtes de pont pour déboucher au-delà d'un grand fleuve, d'appuis pour des cantonnemens d'hiver, enfin de refuges pour une armée battue.

Cependant, quelque bon que soit le site d'un camp retranché, on peut assurer, qu'à moins d'être, comme celui de Torrès-Védras, dans une presqu'île adossée à la mer et destinée à protéger le rembarquement d'une armée insulaire, il est bien difficile de trouver un point stratégique à l'abri d'être tourné par l'ennemi. Dès qu'un tel poste peut être

dépassé à droite ou à gauche, l'armée qui l'occupe sera forcée de l'abandonner, ou courra risque d'y être investie ; le camp retranché de Dresde offrit en 1813 un appui important à Napoléon pendant deux mois ; dès qu'il fut débordé par les masses alliées, il n'eut pas même les avantages qu'une place ordinaire aurait procurés, car son étendue y fit sacrifier deux corps d'armée qui furent perdus en peu de jours, faute de vivres.

Malgré ces vérités, il faut avouer que les camps retranchés, n'étant guère destinés qu'à procurer un point d'appui passager à une armée défensive, ils peuvent toujours remplir leur but, lors même que l'ennemi pourrait les dépasser stratégiquement ; l'essentiel est qu'ils ne puissent pas être battus de revers, c'est-à-dire que toutes les faces en soient également à l'abri d'une attaque d'emblée, et outre cela qu'ils soient à proximité d'une forteresse, soit pour que les magasins s'y trouvent en sûreté, soit pour qu'elle couvre la partie ou front de ce camp la plus voisine de la ligne de retraite.

En thèse générale un pareil camp, assis sur un fleuve, avec une vaste tête de pont de l'autre côté pour dominer les deux rives, et placé près d'une grande ville fortifiée offrant des ressources, comme Mayence ou Strasbourg, assurera à une armée des avantages incontestables ; mais cela ne sera jamais qu'un refuge passager, un moyen de gagner du

temps et de rassembler des renforts; lorsqu'il s'agira de chasser l'ennemi, il faudra toujours en venir aux opérations en rase campagne.

La seconde maxime qu'on peut donner sur ces camps, c'est qu'ils sont surtout favorables pour une armée qui est chez elle, ou près de sa base d'opérations. Si une armée française se jetait dans un camp retranché sur l'Elbe, elle n'en serait pas moins perdue dès que l'espace entre le Rhin et l'Elbe serait occupé par l'ennemi. Mais si elle se trouvait même momentanément investie dans un camp retranché sous Strasbourg, elle pourrait au moindre secours reprendre sa supériorité et tenir la campagne : l'armée ennemie qui l'aurait investie, placée elle-même au milieu de la France, entre le corps de secours et celui du camp retranché, aurait fort à faire à repasser le Rhin.

Jusqu'ici nous avons considéré ces camps sous le point de vue exclusivement stratégique. Cependant plusieurs généraux allemands ont prétendu que les camps retranchés étaient faits pour couvrir les places où en empêcher le siége, ce qui me paraît tant soit peu sophistique. Sans doute une place sera moins facile à assiéger tant que l'armée restera campée sur ses glacis, et on peut dire que ces camps et les places se prêtent un mutuel appui. Mais selon moi la véritable et principale destination des camps retranchés sera toujours d'être au besoin un refuge

passager pour l'armée, ou un moyen offensif pour déboucher sur un point décisif et au-delà d'un grand fleuve. Enterrer son armée sous une place, l'exposer à être débordée et coupée, uniquement pour retarder un siége, me paraîtrait un acte de folie. On citera l'exemple de Wurmser qui prolongea dit-on de plusieurs mois la résistance de Mantoue : mais son armée n'y périt-elle pas ? Ce sacrifice fut-il réellement bien utile ? Je ne le pense pas, car la place ayant été délivrée et ravitaillée une fois, et le parc de siège étant tombé au pouvoir des Autrichiens, l'attaque dût se changer en blocus : or la place ne pouvant être prise que par famine Wurmser dût plutôt hâter sa reddition que la retarder.

Le camp retranché que les Autrichiens avaient établi devant Mayence en 1795 aurait empêché, il est vrai, le siége de cette ville si les Français avaient eu les moyens de le faire, du moins tant que le Rhin n'aurait pas été franchi. Mais dès qu'au mépris de ce camp Jourdan se montra sur la Lahn et Moreau dans la Forêt-Noire, force fut de le lever et d'abandonner la place à sa propre défense. Ce ne serait donc que dans le cas où une forteresse se trouverait située sur un point tellement extraordinaire qu'il devint impossible de passer outre sans la prendre, que l'on pourrait y construire un camp retranché avec la destination spéciale d'en empêcher l'attaque.

Quelle place en Europe peut se flatter d'occuper un tel site?

Loin donc de partager l'idée de ces auteurs allemands, il me paraît au contraire qu'une question assez importante pour l'établissement de ces camps retranchés en fortification passagère, sous des places à la portée d'un fleuve, serait de décider, s'il vaut mieux que le camp soit assis sur la même rive que la place, ou bien si celle-ci doit se trouver sur la rive opposée. Dans le cas où il serait indispensable d'opter entre ces deux propositions, faute de pouvoir asseoir la place de manière à embrasser les deux rives en même temps, je n'hésiterais par à me prononcer pour le dernier parti.

En effet, pour servir de refuge ou favoriser un déboucher, il faut bien que le camp soit au-delà du fleuve du côté de l'ennemi : dans ce cas le principal danger que l'on pourrait craindre serait que l'ennemi prît le camp à revers en passant le fleuve quelques lieues plus loin : or si la place se trouvait du même côté que le camp, elle ne lui servirait à rien, tandis que si elle se trouvait construite sur la rive opposée en face du camp, il serait presque impossible de le prendre à revers. Ainsi l'armée russe, qui ne put tenir 24 heures le camp de Drissa (en 1812), aurait pu y braver long-temps l'ennemi, si une place eût existé sur la rive droite de la Duina pour mettre les derrières du camp à l'abri. Ainsi

Moreau brava trois mois entiers tous les efforts de l'archiduc Charles à Kehl, tandis que si Strasbourg n'eût pas été là, à la rive opposée, le camp aurait pu être facilement tourné par un passage du Rhin.

A la vérité il serait désirable que le camp eût aussi sa protection sur la même rive, et sous ce rapport une place tenant les deux rives remplirait bien la double destination. Celle de Coblentz, construite récemment, semble faire époque comme nouveau système : celui que les Prussiens ont adopté pour cette place, qui participe à la fois des avantages des camps retranchés et des places permanentes, mériterait un profond examen; mais si ce vaste établissement offre quelques défauts, on peut affirmer néanmoins qu'il offrirait aussi d'immenses avantages à une armée destinée à opérer sur le Rhin.

En effet, l'inconvénient des camps retranchés passagers établis sur de grands fleuves, c'est qu'ils ne sont guère utiles que lorsqu'ils se trouvent au-delà du fleuve, comme nous l'avons dit. Or dans ce cas, ils sont exposés à tous les dangers résultans d'une rupture des ponts, qui placerait l'armée dans la même position que celle de Napoléon à Essling, et la laisserait en prise au manque total de vivres ou de munitions, de même qu'aux périls d'une attaque de vive force dont des ouvrages passagers ne garantiraient pas toujours. Le système des forts détachés

en fortification permanente, tel qu'il a été appliqué à Coblentz, offre l'avantage de parer à ces dangers, en mettant à l'abri les magasins de la ville situés sur la même rive que l'armée, et en garantissant celle-ci contre une attaque, du moins jusqu'au rétablissement des ponts. Si la ville était à la rive droite du Rhin, et qu'il n'existât qu'un camp retranché en ouvrages passagers à la gauche du fleuve, il n'y aurait au contraire aucune sûreté positive, ni pour les magasins ni pour l'armée.

De même si Coblentz était une bonne forteresse ordinaire, sans forts détachés, une armée considérable n'y trouverait pas un asile aussi aisément, et surtout elle aurait beaucoup moins de facilité pour en déboucher en présence de l'ennemi. Toutefois si Coblentz est un établissement formidable, on peut reprocher à la forteresse d'Ehrenbreitstein qui doit le protéger à la rive droite, d'être d'un accès si difficile, que le blocus en serait d'autant plus aisé et que le déboucher pour une armée considérable pourrait être fortement disputé.

On a beaucoup parlé, depuis quelque temps, d'un nouveau système employé par l'archiduc Maximilien pour fortifier le camp retranché de Linz au moyen de tours en maçonnerie. Comme je ne le connais que par ouï-dire, je ne pourrais en raisonner pertinemment. Je sais seulement que le système des tours que j'ai vu employer à Gênes par l'habile

colonel Andreïs, m'a paru susceptible d'être utilisé et perfectionné. On m'a assuré que les tours construites à Linz, enterrées dans des fossés et couvertes par des glacis, avaient l'avantage de donner des feux rasans et croisés, et d'être dérobées aux coups directs du canon ennemi. De pareilles tours, bien flanquées et liées par un parapet, peuvent faire un camp très avantageux, mais toujours soumis néanmoins aux inconvéniens des lignes fermées. Si les tours sont isolées et couvertes avec soin dans les intervalles par des ouvrages passagers qu'on élèverait au moment de la guerre, elles vaudront sans doute mieux qu'un camp couvert seulement par des flèches ou des redoutes ordinaires, mais elles ne semblent pas offrir autant d'avantages que les grands forts détachés de Coblentz. Ces tours sont au nombre de 40, armées chacune de dix pièces que l'on peut concentrer de quelque côté que l'on désire; leur feu peut se croiser; elles sont liées par un chemin couvert palissadé, et par un large fossé. Il y a en outre un fort ou citadelle et trois grandes tours à la rive gauche du Danube. Quelque défaut que l'on puisse reprocher à un tel établissement, il n'est aucun doute qu'il eût exercé une grande influence sur les évènemens de 1805 et 1809 s'il eût existé à cette époque, car le point stratégique est des mieux choisis, de même que tous ceux des autres établissemens que l'Autriche a faits depuis 1814.

Au demeurant, les localités entrent pour beaucoup dans le choix des divers systèmes, et le problème essentiel à résoudre pour de pareils établissemens «c'est de donner avec le moins de frais possible un abri passager à une armée, avec toute «sûreté pour ses dépôts et toute facilité pour dé«boucher offensivement, lorsque le moment oppor«tun en sera venu». Or un système peut remplir ce but, quels que soient d'ailleurs ses défauts contre une attaque régulière.

Des têtes de ponts.

De tous les ouvrages de fortification passagère il n'en est aucun d'aussi important que les têtes de ponts. Les difficultés que les passages de rivières et surtout des grands fleuves offrent lorsqu'ils ont lieu en face de l'ennemi, suffisent pour démontrer l'immense utilité des têtes de ponts; on peut en effet bien plutôt se passer de camps retranchés que de ces ouvrages, car en mettant vos ponts à l'abri d'insulte ils vous assurent contre toutes les chances désastreuses qui pourraient résulter d'une retraite forcée sur les rives d'un fleuve.

Lorsque ces têtes de ponts servent de reduit à un camp retranché plus vaste, elles sont alors doublement avantageuses; elles le seront triplement si elles embrassent aussi la rive opposée à celle où le

camp serait assis, puisqu'alors ces deux établissemens se prêteront un mutuel appui et assureront les deux rives également. Il serait inutile d'ajouter que ces ouvrages sont surtout importans en pays ennemi, et sur tous les fronts où il n'existerait pas de place permanente qui put en dispenser. J'observerai encore, que la principale différence entre le système des camps retranchés et celui des têtes de ponts, c'est que les premiers sont préférables quand ils se composent d'ouvrages détachés et fermés, tandis que les têtes de ponts seront plus souvent des ouvrages contigûs non fermés. Les camps retranchés contigûs ne pourraient être défendus que par une force assez considérable pour les garnir dans toute leur étendue : mais s'ils sont en ouvrages détachés un faible corps suffirait pour les mettre à l'abri d'insulte.

Comme du reste ces retranchemens rentrent dans la même classe que ceux des camps, et que leur attaque ou leur défense tient plus particulièrement à la tactique nous en parlerons au chapitre IV, article 36; il suffit d'avoir signalé ici leur importance stratégique.

ARTICLE XXVIII.

Des diversions et grands détachemens (*).

Les détachemens qu'une armée peut être appelée à faire dans le cours d'une campagne se lient si étroitement avec le succès de toutes ses entreprises, qu'on doit les regarder comme une des branches les plus importantes, mais aussi les plus délicates de la guerre.

En effet, si rien n'est plus utile qu'un grand détachement lorsqu'il est fait à propos et bien combi-

(*) M. le colonel Wagner, dans sa traduction déjà citée, a bien voulu faire sur cet article des observations dont j'ai apprécié la justesse, et qui m'ont décidé à lui donner une rédaction toute nouvelle. Si nous différons encore de manière de voir en quelques points, je me plais à croire qu'ils seront peu importans.

J'ai hésité à placer cet article dans le chapitre de la stratégie, ou dans celui des opérations mixtes (chap. V), mais il m'a paru en définitive appartenir plus particulièrement aux opérations stratégiques.

né, rien n'est plus dangereux quand il est fait d'une manière inconsiderée. Frédéric-le-Grand comptait même au nombre des qualités les plus essentielles d'un général, de savoir engager ses adversaires à des détachemens, soit pour aller les enlever, soit pour attaquer l'armée pendant leur absence.

On a tant abusé de la manie des détachemens que, par un excès contraire, beaucoup de gens ont cru à la possibilité de s'en passer. Sans doute il serait beaucoup plus sûr et plus agréable de tenir toujours son armée réunie en une seule masse; mais comme c'est chose tout-à-fait impraticable, il faut bien se résigner à faire des détachemens lorsque cela devient indispensable au succès même des entreprises que l'on voudrait former. L'essentiel est d'en faire le moins possible.

Il y en a de plusieurs sortes.

1° Les grands corps lancés au loin hors de la zône des opérations, pour effectuer des diversions sur des points plus ou moins essentiels.

2° Les grands détachemens faits dans la zône des opérations pour couvrir des points importans de cette zône, former une siége, garder une base secondaire, protéger la ligne d'opérations si elle est menacée.

3° Les grands détachemens faits sur les front d'opérations, en face de l'ennemi, pour concourir directement à une entreprise concertée.

4° Les petits détachemens lancés au loin pour tenter des coups de main sur des postes dont la prise pourrait agir favorablement.

J'entends par diversions, ces entreprises secondaires formées loin de la zône principale des opérations, aux extrémités d'un théâtre de guerre, et sur le concours desquelles on aurait la folie de calculer le succès d'une campagne. De pareilles diversions ne sont utiles que dans deux cas, celui où le corps qui y serait employé se trouverait hors d'état, par son éloignement, d'être mis en action ailleurs; ou bien lorsqu'il serait jeté sur un point où il trouverait un grand appui parmi les populations, ce qui rentre dans le domaine des combinaisons politiques plus que dans celles de l'art militaire. Quelques exemples ne seront pas de trop pour en juger.

Les funestes résultats que l'expédition de Hollande par les Anglo-Russes, et celle de l'Archiduc Charles, avaient eus sur les affaires des coalisés à la fin de 1799, et que nous avons signalés à l'article 19, sont encore présens à la mémoire de tout le monde.

En 1805, Napoléon occupait Naples et le Hanovre; les alliés imaginent de porter des corps anglo-russes pour le chasser d'Italie, et des corps anglo-russes et suédois pour l'expulser du Hanovre; près de 60 mille hommes sont destinés à ces deux expéditions centrifuges. Mais, tandis que leurs troupes

se rassemblent aux deux extrémités de l'Europe, Napoléon a ordonné l'évacuation de Naples et du Hanovre; St.-Cyr vient joindre Masséna dans le Frioul, et Bernadotte quittant le Hanovre vient prendre une part active aux évènemens d'Ulm et d'Austerlitz: après ces étonnans succès, on reprit aisément Naples, et le Hanovre. Voilà qui prouve contre les diversions: citons un exemple des circonstances où elles seraient convenables.

Dans les guerres civiles de 1793, si les alliés avaient détaché de leurs armées 20 mille hommes de troupes aguerries pour les débarquer en Vendée, ils eussent produit bien plus d'effet qu'en augmentant les masses qui guerroyaient sans succès à Toulon, sur le Rhin et en Belgique. Voilà un cas ou une diversion pouvait être non seulement très utile, mais décisive.

Nous avons dit qu'indépendamment des diversions lointaines et des corps légers, on employait aussi souvent des grands détachemens dans la zône des opérations de l'armée.

Si l'abus de ces grands corps détachés pour des buts plus ou moins secondaires, présente plus de dangers encore que l'abus des diversions, il est juste néanmoins de reconnaître qu'il en est souvent d'avantageux, par fois même d'indispensables.

Ces détachemens sont de deux espèces principales : la première consiste dans les corps permanens qu'on est obligé d'établir quelquefois dans une direction opposée à celle où l'on opère, et qui doivent y manœuvrer durant toute la campagne. Les autres sont des corps détachés temporairement pour exercer une influence salutaire sur une entreprise quelconque.

Au nombre des premiers on doit placer, avant tout, les fractions d'armée détachées, soit pour former la réserve stratégique dont nous avons parlé, soit pour couvrir les lignes d'opérations et de retraite, lorsque la configuration du théâtre de la guerre peut les laisser en prise aux coups de l'ennemi. Par exemple, une armée russe, voulant franchir le Balkan, est forcée de laisser une partie de ses forces pour observer Schoumla, Roustschouk et la vallée du Danube, dont la direction est telle qu'elle vient tomber perpendiculairement sur la ligne d'opérations : quelques succès que l'on obtienne, il faudra toujours laisser une force respectable soit vers Giurgewó, soit vers Crajowa, et même à la droite du fleuve vers Roustschouk.

Ce seul exemple suffit pour prouver qu'il est des cas où l'on ne peut se dispenser d'avoir un double front d'opérations, ce qui forcera dès lors à détacher un corps considérable pour faire face à une portion de l'armée ennemie qu'on laisserait derrière soi.

Nous pourrions citer d'autres localités et d'autres circonstances où cette mesure ne serait pas moins nécessaire ; l'une est le double front d'opérations du Tyrol et du Frioul pour une armée française qui passe l'Adige ; de quelque côté qu'elle veuille diriger son effort principal, elle ne peut le faire sans laisser, sur l'autre front, un corps proportionné aux forces ennemies qui pourraient s'y trouver, autrement elle abandonnerait toutes ses communications. Le troisième exemple est la frontière d'Espagne, qui présente aussi la facilité aux Espagnols d'établir un double front d'opérations, l'un en couvrant le chemin direct de Madrid, l'autre se basant soit sur Saragosse, soit sur la Galice ; de quelque côté que l'on veuille agir, il faut laisser vers l'autre un détachement proportionné à l'ennemi.

Tout ce que l'on peut dire sur cette matière, c'est qu'il est avantageux d'élargir autant que possible le champ d'opérations, et de rendre mobiles ces forces laissées en observation, toutes les fois qu'on pourra le faire et qu'il s'agira de frapper des coups décisifs. Une des preuves les plus remarquables de cette vérité fut donnée par Napoléon dans la campagne de 1797. Obligé de laisser un corps de 15 mille hommes dans la vallée de l'Adige, pour contenir le Tyrol pendant qu'il se portait sur les Alpes Noriques, il préféra attirer ce corps à lui, au risque de compromettre un moment sa ligne de retraite,

plutôt que de laisser les deux fractions de son armée désunies et exposées à être accablées en détail. Persuadé qu'il vaincrait avec son armée s'il la réunissait, il jugea que la présence momentanée de quelques détachemens ennemis sur ses communications serait dès lors sans danger.

Les grands détachemens mobiles et temporaires se font pour les motifs suivans :

1° Contraindre l'ennemi à la retraite en menaçant sa ligne d'opérations, ou couvrir la sienne propre.

2° Marcher au-devant d'un corps ennemi et empêcher sa jonction, ou bien faciliter la jonction d'un renfort attendu.

3° Observer et contenir une grande fraction de l'armée ennemie, tandis que l'on projette de frapper un coup sur l'autre portion de cette armée.

4° Enlever un convoi considérable de vivres ou de munitions, duquel dépendrait la continuation d'un siége ou le succès d'une entreprise stratégique : protéger l'arrivée d'un convoi qu'on attend soi-même.

5° Opérer une démonstration à l'effet d'attirer l'ennemi dans une direction où l'on désire qu'il marche pour faciliter une opération entreprise d'un autre côté.

6° Masquer et même investir une ou plusieurs grandes places pendant un temps donné, soit qu'on

veuille les attaquer, soit qu'on veuille se borner à enfermer la garnison dans ses remparts.

7° Enlever un point important sur les communications d'un ennemi déjà en retraite.

Quelque séduisant qu'il puisse paraître d'obtenir les divers buts indiqués dans cette nomenclature, il faut avouer néanmoins que ce sont toujours des objets plus ou moins secondaires, et que l'essentiel étant de triompher sur les points décisifs; il faut se garder de s'abandonner à l'entraînement des détachemens multipliés, car on a vu bien des armées succomber pour n'avoir pas su rester concentrées.

Nous rappellerons ici plusieurs de ces entreprises pour prouver que leur succès ou leur perte dépend, tantôt de l'à-propos, tantôt du génie de celui qui les dirige; plus souvent encore des fautes d'exécution. Chacun sait comment Pierre-le-Grand préluda à la destruction de Charles XII en faisant enlever, par un corps considérable, le fameux convoi qu'amenait Löwenhaupt. On se rappelle également comment Villars battit complètement à Denain le grand détachement que le Prince Eugène avait fait sous d'Albermale.

La destruction du grand convoi que Laudon enleva à Frédéric pendant le siége d'Olmütz, obligea le roi à évacuer la Moravie. Le sort des deux détachemens de Fouquet à Landshut en 1760, et de

Fink à Maxen en 1759, attestent également combien il est difficile de se soustraire à la nécessité de faire des détachemens et au danger qui en résulte.

Plus près de nous, le désastre de Vandamme à Culm fut une sanglante leçon contre les corps aventurés trop audacieusement; toutefois il en faut convenir, dans cette dernière occasion la manœuvre était habilement méditée, et la faute fut moins d'avoir poussé le détachement que de ne l'avoir pas soutenu comme on le pouvait facilement. Celui de Fink fut détruit à Maxen presque sur le même terrain et par la même raison.

Quant aux diversions démonstratives faites dans le rayon même de l'armée, elles ont un avantage positif, c'est lorsqu'elles sont combinées dans le but de faire arriver l'ennemi sur un point où il convient de fixer son attention, tandis qu'on rassemble le gros de ses forces sur un point tout opposé où l'on désire frapper un coup important. Alors il faut non seulement éviter d'engager le corps qui est employé à cette démonstration, mais le rappeler promptement vers le corps de bataille; nous citerons deux exemples, qui prouveront l'opportunité de cette précaution.

En 1800, Moreau voulant tromper Kray sur la vraie direction de sa marche, fit porter son aile gauche de Kehl vers Rastadt, tandis qu'il filait avec son armée sur Stockach: sa gauche, après une

simple apparition, se rabattit alors vers son centre par Fribourg en Brisgau.

En 1805, Napoléon, maître de Vienne, lance le corps de Bernadotte sur Iglau, pour semer la terreur en Bohème et paralyser l'archiduc Ferdinand qui y rassemblait un corps; il lance d'un autre côté Davoust sur Presbourg pour imposer à la Hongrie; mais il les rabat aussitôt sur Brunn, afin d'y venir prendre part à l'évènement qui devait décider de toute la campagne, et une victoire signalée devient le résultat de ces sages manœuvres. Ces sortes d'opérations loin d'être contraires aux principes sont nécessaires pour en favoriser l'application.

On se convaincra aisément, par tout ce qui précède, qu'on ne saurait donner des maximes absolues sur des opérations aussi variées et dont le succès tient à tant de particularités si difficiles à saisir. Ce sera aux talens et au coup-d'œil des généraux à juger quand ils devront risquer des détachemens; les seuls préceptes admissibles, nous les avons déjà présentés; c'est d'en faire le moins possible et de les rappeler à soi dès qu'ils ont rempli leur destination.

Au surplus on pourra remédier en partie à leurs inconvéniens, en donnant de bonnes instructions à ceux qui les commandent; c'est en cela que consiste le plus grand talent d'un général d'état-major.

Puisque nous avons cité les petits détachemens destinés à des coups de main, au nombre de ceux qui pouvaient être utiles, nous en indiquerons quelques-uns de cette nature qui pourront en faire juger. On se rappelle celui qui fut exécuté par les Russes à la fin de 1828 pour s'emparer de Sizepoli dans le golfe de Burgas. La prise de ce poste faiblement retranché et qu'on se hâta de mettre à couvert, procurait en cas de réussite un point d'appui essentiel au-delà du Balkan, pour y établir d'avance les dépôts de l'armée qui devait franchir ces montagnes; en cas de non-succès cela ne compromettait rien, pas même le petit corps qui avait une retraite assurée sur ses vaisseaux.

De même dans la campagne de 1796, le coup de main tenté par les Autrichiens pour s'emparer de Kehl, et en détruire le pont tandis que Moreau revenait de la Bavière, aurait pu avoir d'importans résultats s'il n'eût pas échoué.

Dans ces sortes d'entreprises on risque peu pour gagner beaucoup; et comme elles ne sauraient compromettre en aucune manière le gros de l'armée, on ne peut que les approuver.

Des corps légers lancés au milieu de la zône d'opérations de l'ennemi, sont à classer dans la même catégorie; quelques centaines de cavaliers ainsi hasardés ne sont jamais une perte grave, et peuvent causer un dommage souvent considérable à l'ennemi,

Les détachemens légers faits par les Russes en 1807, 1812 et 1813 ont fortement inquiété les opérations de Napoléon, et parfois les ont fait manquer en interceptant ses ordres et toutes ses communications.

On emploie de préférence à ces sortes d'expéditions des officiers à la fois rusés et hardis, connus sous le nom de partisans : véritables enfans perdus, ils doivent faire tout le mal possible à l'ennemi sans trop se compromettre ; sans doute quand l'occasion de frapper un coup important se présente, ils doivent aussi savoir donner tête baissée sur l'ennemi ; mais, en général, l'adresse et la présence d'esprit pour éviter tout danger inutile, sont, plus encore que l'audace calculée, les véritables qualités nécessaires à un partisan. Je me réfère du reste à ce que j'en ai dit au chapitre XXXV du traité des grandes opérations, et à l'article 45 ci-après, sur la cavalerie légère.

ARTICLE XXIX.

Des opérations stratégiques dans les montagnes.

Nous n'aurions pas présenté la stratégie sous toutes ses faces, si nous ne tracions un aperçu de la part qu'elle peut avoir dans les opérations d'une guerre de montagnes. Nous ne prétendons point analyser ces chicanes locales de postes reputés presqu'inexpugnables, qui forment la partie romantique de la tactique des combats; nous chercherons à indiquer seulement les rapports d'un pays montagneux avec les différens articles qui font le sujet de ce chapitre.

Un pays de montagnes se présente sous quatre points de vue entièrement différens dans les combinaisons d'une guerre; il peut être le théâtre complet de cette guerre, ou bien n'en former qu'une zône; il est possible aussi que toute sa surface soit montagneuse, ou bien il ne formera qu'une cein-

ture de montagnes au sortir de laquelle une armée déboucherait dans de vastes et riches plaines.

Si l'on en excepte la Suisse, le Tyrol, les provinces Noriques (*), quelques provinces de la Turquie et de la Hongrie, la Catalogne et le Portugal, toutes les autres contrées de l'Europe ne présentent guère que ces ceintures montagneuses (**). Alors ce n'est qu'un défilé pénible à franchir, un obstacle passager qui, une fois vaincu, présente un avantage à l'armée qui est parvenue à s'en saisir, plutôt qu'il ne lui serait dangereux. En effet, l'obstacle une fois surmonté, et la guerre transportée dans les plaines, on peut considérer, pour ainsi dire, la chaîne franchie comme une espèce de base éventuelle, sur laquelle on pourrait se replier et trouver un refuge momentané. La seule chose essentielle à observer en pareille occurence, c'est de ne jamais s'y laisser prévenir par l'ennemi dans le cas où l'on serait forcé à la retraite.

Les Alpes même ne font pas exception à cette règle dans la partie qui sépare la France de l'Italie;

(*) Je comprends sous cette dénomination la Carinthie, la Styrie, la Carniole et l'Illyrie.

(**) Je ne fais pas mention ici du Caucase, parce que ce pays, théâtre d'une petite guerre perpétuelle, n'a pas été sérieusement exploré, qu'on l'a toujours regardé comme une affaire secondaire dans les grands conflits de l'empire, et qu'il ne sera jamais le théâtre d'une grande opération stratégique.

les Pyrénées, dont la chaîne moins élevée est toutefois aussi étendue en profondeur, sont également dans la même catégorie; en Catalogne seulement elles règnent sur toute la surface du pays jusqu'à l'Ebre, et si la guerre se borne à cette province, tout l'échiquier étant montagneux amène nécessairement d'autres combinaisons que là où il n'existe qu'une ceinture.

La Hongrie diffère peu, sous ce rapport, de la Lombardie et de la Castille, car si même les Crapacks présentent dans leur partie orientale et septentrionale une ceinture aussi forte que les Pyrénées, il faut avouer cependant que ce n'est qu'un obstacle passager, et que l'armée qui le franchirait, débouchant, soit dans les bassins du Waag, de la Neytra ou de la Theiss, soit dans les champs de Mongatsch, aurait à décider les grandes questions dans les vastes plaines entre le Danube et la Theiss. La seule chose qui diffère ce sont les routes qui, rares mais superbes dans les Alpes et les Pyrénées, manquent dans la Hongrie, ou y sont très peu praticables. (*)

Dans sa partie septentrionale cette chaîne, moins

(*) Je parle de l'état du pays en 1810, j'ignore si postérieurement il a participé au grand mouvement qui a eu lieu dans toute la monarchie Autrichienne pour l'amélioration des routes, et l'ouverture de grandes communications stratégiques.

élevée peut être, mais plus étendue en profondeur, semblerait bien appartenir en quelque sorte à la classe des échiquiers entièrement montagneux ; cependant comme elle ne forme qu'une partie de l'échiquier général, et que son évacuation pourrait être nécessitée par les opérations décisives qui seraient portées dans les vallées de la Theiss ou du Waag, on peut la ranger au nombre des barrières passagères. Du reste on ne saurait le dissimuler, l'attaque et la défense de ce pays serait une double étude stratégique des plus intéressantes.

Les chaînes de la Bohême, des Vosges, de la Forêt-Noire, quoique beaucoup moins importantes, sont aussi à placer dans la catégorie des ceintures montagneuses.

Lorsqu'un pays entièrement montagneux, comme le Tyrol et la Suisse, ne forme qu'une zône du théâtre d'opérations, alors l'importance de ses montagnes n'est que relative, et on pourra plus ou moins se borner à les masquer comme une forteresse, pour aller décider les grandes questions dans les vallées. Il en est autrement si ce pays forme l'échiquier principal.

Long-temps on a mis en doute si la possession des montagnes rendait maître des vallées, ou si la possession des vallées rendait maître des montagnes. L'archiduc Charles, ce juge si éclairé et si compétent, a penché pour la dernière assertion et dé-

montré que la vallée du Danube était la clef de l'Allemagne méridionale. Cependant il faut en convenir, tout doit dépendre dans ces sortes de questions des forces relatives et des dispositions du pays. Si 60 mille Français s'avançaient en Bavière, ayant en présence une armée autrichienne égale en forces qui jeterait 30 mille hommes en Tyrol, avec espoir de les remplacer par des renforts à son arrivée sur l'Inn, il serait assez difficile aux Français de pousser jusqu'à cette ligne, en laissant, sur leurs flancs, une pareille force maîtresse des débouchés de Scharnitz, de Fussen, de Kufstein et de Lofers. Mais si cette armée française avait jusqu'à 120 mille combattans et qu'elle eût remporté assez de succès pour s'assurer la supériorité sur l'armée qui serait devant elle, alors elle pourrait toujours former un détachement suffisant pour masquer les débouchés du Tyrol et pousser sa marche jusque sur Linz, comme Moreau le fit en 1800.

Jusqu'à présent nous n'avons considéré les pays de montagnes que comme des zônes accessoires. Si nous les considérons comme l'échiquier principal de toute la guerre, les questions changent un peu de face, et les combinaisons stratégiques semblent se compliquer. La campagne de 1799 et celle de 1800 sont également riches en leçons intéressantes sur cette branche de l'art. Dans la relation que j'en ai

publiée, je me suis appliqué à les faire saisir par l'exposition historique même des évènemens; je ne saurais mieux faire que d'y renvoyer mes lecteurs.

Si l'on se rappelle la dissertation que j'y ai faite sur les résultats de l'imprudente invasion de la Suisse par le directoire français, et sur l'influence funeste qu'elle exerça en doublant l'étendue du théâtre des opérations et en faisant un seul échiquier depuis le Texel jusqu'à Naples, on ne peut trop applaudir au génie qui inspira les cabinets de Vienne et de Paris dans les transactions qui, durant trois siècles, avaient garanti la neutralité de la Suisse. Chacun se convaincra de cette vérité, en lisant avec quelque attention les campagnes intéressantes de l'Archiduc, de Souvaroff et de Masséna en 1799, ainsi que celles de Napoléon et de Moreau en 1800. La première est un modèle pour les opérations sur un échiquier entièrement montagneux; la seconde en est un pour les guerres où le sort des contrées montagneuses doit se décider en plaine.

Je vais essayer de résumer ici quelques-unes des vérités qui m'ont paru naître de cet examen.

Lorsqu'un pays coupé de montagnes sur toute sa surface devient l'échiquier principal des opérations de deux armées, les combinaisons de la stratégie ne peuvent être entièrement calquées sur les maximes applicables aux pays ouverts.

En effet, les manœuvres transversales pour gagner les extrémités du front d'opérations de l'ennemi y deviennent d'une exécution plus difficile, et souvent même impossible : dans un pays pareil on ne peut opérer avec une armée considérable que dans un petit nombre de vallées, où l'ennemi aura eu soin de faire placer des avant-gardes suffisantes, afin de suspendre la marche aussi long-temps que cela serait nécessaire pour aviser aux moyens de déjouer l'entreprise; et comme dans les contreforts qui séparent ces vallées il n'existe ordinairement que des sentiers insuffisans pour des mouvemens d'armées, aucune marche transversale ne saurait y avoir lieu que pour des divisions légères.

Les points stratégiques importans, marqués par la nature au confluent des vallées principales, ou si l'on veut au confluent des rivières qu'elles encaissent, sont si clairement tracés, qu'il faudrait être aveugle pour les méconnaître; or comme ils sont peu nombreux, l'armée défensive les occupant avec le gros de ses troupes, l'agresseur sera le plus souvent réduit, pour l'en déloger, à recourir aux attaques directes ou de vive force.

Toutefois si les grands mouvemens stratégiques y sont plus rares et plus difficiles, cela ne veut pas dire qu'ils y soient moins importans; au contraire, car si l'on parvient à se saisir d'un de ces nœuds de communications des grandes vallées, sur la ligne de

retraite de l'ennemi, sa perte est encore plus certaine que dans les pays de plaines, attendu qu'en occupant sur cette ligne un ou deux défilés d'un accès difficile, cela suffirait souvent pour causer la ruine d'une armée entière.

Mais si l'attaquant a des difficultés à vaincre, il faut avouer aussi que l'armée défensive n'en a pas moins, par la nécessité où elle croit être de couvrir toutes les issues par lesquelles on pourrait arriver en masse sur ces points décisifs. Pour mieux faire saisir ce que je viens de dire sur les marches transversales, et sur la difficulté de les diriger dans les montagnes aussi bien que dans la plaine, on me permettra de rappeler celle que fit Napoléon en 1805 pour couper Mack d'Ulm : si elle fut facilitée par les cent chemins qui sillonnent la Souabe dans tous les sens ; si elle eût été inexécutable dans un pays de montagnes, faute de routes transversales pour faire le long tour de Donavert par Augsbourg sur Memmingen ; il faut convenir aussi que, grâces à ces cent chemins, Mack aurait pu également faire sa retraite plus facilement, que s'il eût été tourné dans une de ces vallées de la Suisse et du Tyrol d'où l'on ne peut sortir que par un seul chemin.

D'un autre côté, le général qui est réduit à la défensive peut, dans un pays de plaines, conserver une très grande partie de ses forces réunies, car si l'ennemi se divise pour occuper tous les chemins

que ce général serait à même de prendre dans sa retraite, il lui sera facile de passer sur le corps à cette multitude de divisions isolées; mais dans un pays très montagneux, où une armée n'a ordinairement qu'une ou deux issues principales, auxquelles plusieurs autres vallées viennent aboutir dans la direction même de la contrée occupée par l'ennemi, la concentration des forces est plus difficile, vu que, si l'on néglige une seule de ces importantes vallées, il pourrait en résulter de graves inconvéniens.

Rien, en effet, ne saurait mieux démontrer la difficulté de la défense stratégique des montagnes, que l'embarras où l'on se trouve en voulant donner, non pas des règles, mais même des conseils à un général chargé de pareille tâche. S'il ne s'agissait que de la défense d'un front d'opérations déterminé, d'une étendue peu considérable, et formé de quatre à cinq vallées ou rayons convergens qui aboutiraient au nœud central de ces vallées à deux ou trois petites marches des sommités de la chaîne, sans doute la chose serait plus facile. Il suffirait alors de recommander la construction d'un bon fort sur chacun de ces rayons, au point du défilé le plus rétréci et le plus difficile à tourner; ensuite on placerait, sous la protection de ces forts, quelques brigades d'infanterie pour disputer le passage, tandis qu'une réserve de la moitié de l'armée, postée

à ce nœud central de la réunion des vallées, serait en mesure, ou de soutenir ces avant-gardes les plus sérieusement menacées, ou de tomber en masse sur l'ennemi lorsqu'il voudrait déboucher et qu'on aurait réuni toutes les colonnes pour le recevoir. En ajoutant, à ces dispositions, de bonnes instructions aux généraux de ces avant-gardes, soit pour leur assigner le meilleur rassemblement dès que le fatal cordon viendrait à être percé, soit pour leur prescrire de continuer à agir dans les montagnes sur les flancs de l'ennemi, alors on pourrait se croire invincible, grâces aux mille difficultés que les localités présentent à l'assaillant. Mais quand, à côté d'un pareil front d'opérations, il s'en trouve encore un autre à-peu-près pareil sur la droite, puis un troisième sur la gauche; quand il s'agit de défendre à la fois tous ces fronts, sous peine de voir tomber celui qu'on négligerait, à la première approche de l'ennemi; alors la thèse change, l'embarras du défenseur redouble à mesure de l'étendue de la ligne de défense, et le système des cordons apparaît avec tous ses dangers, sans qu'il soit aisé d'en adopter un autre.

On ne saurait mieux se convaincre de ces vérités qu'en se retraçant la position de Masséna en Suisse en 1799. Après la perte de la bataille de Stockach par Jourdan, il tenait depuis Basle par Schaffhouse et Rheineck jusqu'au St.-Gothard, et de là par la

Furca jusqu'au Montblanc. Il avait des ennemis en face de Basle, il en avait à Waldshut, à Schaffhouse, à Feldkirch, à Coire; le corps de Bellegarde menaçait le St.-Gothard, et l'armée d'Italie en voulait au Simplon et au St.-Bernard. Comment défendre la périphérie d'un pareil cercle; comment laisser une des grandes vallées à découvert, au risque de tout perdre? De Rhinfeld au Jura, vers Soleure, il n'y a que deux faibles marches, et là était la gorge de la souricière dans laquelle l'armée française se trouvait engagée. C'était donc là le pivôt de la défense; mais comment laisser Schaffhouse à découvert, comment abandonner Rheineck et le St.-Gothard, comment ouvrir le Valais et l'accès de Berne, sans livrer l'Helvétie entière à la coalition? Et si l'on voulait tout couvrir, même par de simples brigades, où serait l'armée quand il s'agirait de livrer une bataille décisive à une masse ennemie qui se présenterait? Concentrer ses forces dans les plaines est un système naturel, mais dans des pays de gorges difficiles c'est livrer les clefs du pays à l'ennemi, et alors on ne sait plus sur quel point il serait possible de réunir une armée inférieure sans la compromettre.

Dans la situation où se trouvait Masséna après l'évacuation forcée de la ligne du Rhin et de Zurich, il semblait que le seul point stratégique à défendre pour lui, fut la ligne du Jura; il eut la témérité de

tenir ferme dans celle de l'Albis, plus courte que celle du Rhin, mais qui le laissait encore en prise, sur une ligne immense, aux coups que les Autrichiens voudraient bien lui porter. Et si au lieu de pousser Bellegarde sur la Lombardie par la Valteline, le conseil aulique l'eût fait marcher sur Berne ou réunir à l'archiduc, c'en était fait de Masséna. Ces évènemens semblent donc prouver que, si les pays de hautes montagnes sont favorables à la défense tactique, il n'en est pas de même pour la défense stratégique qui, obligée de se disséminer, doit chercher un remède à cet inconvénient en augmentant sa mobilité, et en passant souvent à l'offensive.

Le général Clausewitz, dont la logique est fréquemment en défaut, prétend, au contraire, que, le mouvement étant la partie difficile de la guerre de montagnes, le défenseur doit éviter le moindre mouvement, sous peine de perdre l'avantage des défenses locales. Cependant il finit par démontrer lui-même, que la défense passive doit tôt ou tard succomber sous une attaque active, ce qui tend à prouver que l'initiative n'est pas moins favorable dans les montagnes que dans les plaines. Si l'on pouvait en douter, la campagne de Masséna le prouverait de reste, car s'il se maintint en Suisse, ce fut en attaquant l'ennemi chaque fois qu'il en trouvait l'occasion, bien qu'il fallût aller le chercher

jusque sur le Grimsel et le St.-Gothard. Napoléon en avait fait autant dans le Tyrol en 1796, contre Wurmser et Alvinzi.

Quant aux manœuvres stratégiques de détail, on pourra s'en faire une idée en lisant les évènemens inconcevables qui ont accompagné l'expédition de Souvaroff par le St.-Gothard sur le Muttenthal. En applaudissant aux manœuvres prescrites par le maréchal russe pour enlever Lecourbe dans la vallée de la Reuss, on admirera la présence d'esprit, l'activité, la fermeté inébranlable qui sauvèrent ce général et sa division; ensuite on verra Souvaroff dans le Schachenthal, et le Muttenthal, placé dans la même situation que Lecourbe, et s'en tirer avec la même habileté. Non moins extraordinaire apparaîtra la belle campagne de dix jours du général Molitor, qui, entouré avec quatre mille hommes dans le canton de Glaris par plus de trente mille alliés, parvint à se maintenir derrière la Linth après quatre combats admirables. C'est dans l'étude de ces faits que l'on peut reconnaître *toute la vanité des théories de détail*, et s'assurer qu'une volonté forte et héroïque peut, dans la guerre de montagnes principalement, plus que tous les préceptes du monde. Après de telles leçons, oserais-je dire qu'une des principales règles de cette guerre est de ne pas se risquer dans les vallées sans s'assurer des hauteurs! maxime un peu niaise, que tout capitaine de volti-

geurs doit ne pas ignorer. Pourrai-je dire aussi, que dans cette guerre plus que partout ailleurs, il faut chercher à la faire aux communications de l'ennemi; enfin que, dans ces contrées difficiles, de bonnes bases temporaires ou lignes de défense, établies au centre des grands confluens et couvertes par des réserves stratégiques, seront, avec une grande mobilité et de fréquens retours offensifs, les meilleurs moyens pour défendre le pays.

Je ne saurais néanmoins terminer cet article sans faire observer, que les pays de montagnes sont surtout favorables à la defensive quand la guerre est vraiment nationale, et quand les populations soulevées défendent leurs foyers avec l'opiniâtreté que donne l'enthousiasme pour une sainte cause; alors chaque pas de l'assaillant est acheté au prix des plus grands sacrifices. Mais pour que la lutte soit couronnée de succès il faut toujours que ces populations soient soutenues par une armée disciplinée plus ou moins nombreuse, sans l'appui de laquelle de braves habitans succomberaient bientôt comme les héros de Stanz et du Tyrol.

L'offensive contre un pays de montagnes présente aussi une double hypothèse : sera-t-elle dirigée contre une ceinture de montagnes aboutissant à un vaste échiquier de plaines, ou le sera-t-elle contre un théâtre particulier entièrement montagneux ?

Dans le premier cas il n'y a guère qu'un précepte à donner : c'est de faire des démonstrations sur toute la périphérie de la frontière pour obliger l'ennemi à étendre sa défensive, et forcer ensuite le passage sur le point décisif qui promettra les plus grands résultats. C'est un cordon, faible numériquement, mais fort par les localités, qu'il s'agit de rompre, et s'il est forcé sur un seul point, il l'est sur toute la ligne. En lisant l'histoire du fort de Bard en 1800, ou la prise de Leutasch et Scharnitz en 1805 par Ney, qui se jeta avec 14 mille hommes sur Inspruck au milieu de 30 mille Autrichiens, et parvint, en s'emparant de ce point central, à les obliger à la retraite dans toutes les directions, on peut juger qu'avec une brave infanterie et des chefs hardis, ces fameuses ceintures de montagnes seront ordinairement forcées.

L'histoire du passages des Alpes, où François I[er] tourna l'armée qui l'attendait à Suze, en passant par les montagnes escarpées entre le Mont-Cénis et la vallée de Queyras, est un exemple *de ces obstacles insurmontables qu'on surmonte toujours.* Pour s'y opposer il aurait fallu recourir au système de cordon, et nous avons déjà dit ce qu'on pouvait s'en prometrre. La position des Suisses et des Italiens à Suze, engagés dans une seule vallée, n'était pas plus sage qu'un cordon, elle l'était même moins puisqu'elle enfermait l'armée dans un coupe-gorge

sans garder les vallées latérales. Pousser des corps légers dans ces vallées pour disputer les gouffres qui s'y trouvent, et placer le gros de l'armée vers Turin ou Carignan, voilà ce que la stratégie conseillait.

Quand on considère les difficultés tactiques d'une guerre de montagnes, et les avantages immenses qu'elle semble assurer à la défense, on serait tenté de considérer comme une manœuvre de la plus haute témérité, de rassembler une armée considérable en une seule masse pour pénétrer par une seule vallée, et on serait tout enclin à la diviser aussi en autant de colonnes qu'il y aurait de passages praticables.

C'est selon moi une des illusions les plus dangereuses; il n'y a qu'à voir le sort des colonnes de Championnet à la bataille de Fossano, pour s'en assurer. S'il existe cinq ou six chemins praticables sur le front menacé d'invasion, les inquiéter tous est une chose nécessaire, mais il faut franchir la chaîne au plus en deux masses; encore faut-il que les vallées qu'elles doivent parcourir ne soient pas en direction divergente, car elles échoueront si l'ennemi est tant soit peu en mesure de les recevoir au déboucher. Le système suivi par Napoléon au passage du St.-Bernard semble le plus sage, il forma la plus forte masse au centre avec deux divisions de droite et de gauche par le Mont-Cénis

et le Simplon, pour diviser l'attention de l'ennemi et flanquer la marche.

L'invasion des pays qui n'ont pas seulement une ceinture montagneuse, mais dont l'intérieur est encore une série continuelle de montagnes, est plus longue et plus difficile que celle où l'on peut espérer un dénouement prochain par une bataille décisive livrée dans la plaine; car les champs de bataille pour y déployer de grandes masses ne s'y trouvant presque jamais, la guerre y est une affaire de combats partiels. Là il serait imprudent peut-être de pénétrer sur un seul point par une vallée étroite et profonde, dont l'ennemi pourrait fermer les issues et placer l'armée dans une fausse position; mais on peut pénétrer par ailes, sur deux ou trois lignes latérales dont les issues ne seraient pas éloignées à de trop grandes distances, en combinant les marches de manière à déboucher à la jonction des vallées à peu près au même instant, et en ayant soin d'expulser l'ennemi de tous les contreforts qui les séparaient entr'elles. De tous ces pays entièrement montagneux la Suisse est incontestablement celui dont la défense tactique serait la plus aisée, si ses milices étaient animées d'un seul et même esprit: grâces à l'appui de telles milices une armée disciplinée et regulière pourrait tenir tête à des forces triples.

Donner des préceptes fixes pour des compli-

cations qui se multiplient à l'infini par celles des localités, des ressources de l'art, de l'état des populations et des armées, serait une absurdité; l'histoire..... mais l'histoire bien raisonnée et bien présentée, voilà la véritable école de la guerre de montagnes. La relation de la campagne de 1799 par l'archiduc Charles, celle des mêmes compagnes que j'ai donnée dans mon histoire critique des gnerres de la révolution; la relation de Ia campagne des Grisons par Ségur et Mathieu Dumas; celle de Catalogne par St.-Cyr et Suchet; la campagne du duc de Rohan en Valteline; le passage des Alpes par Gaillard (Hist. de François I[er]) sont de bons guides pour cette étude.

ARTICLE XXX.

Quelques mots sur les grandes invasions et les expéditions lointaines.

Ayant déjà fait mention des guerres lointaines et des invasions, sous le rapport de la politique des états, il nous reste à les examiner succinctement sous le rapport militaire. Nous éprouvons quelqu'embarras à leur assigner leur véritable place dans ce Précis, car, si d'un côté elles semblent appartenir à l'épopée et aux fictions homériques bien plus qu'aux combinaisons stratégiques, on peut dire de l'autre, qu'à part les grandes distances qui en multiplient les difficultés et les chances funestes, ces expéditions aventureuses offrent néanmoins toutes les opérations que l'on retrouve dans les autres guerres; en effet elles ont leurs batailles, leurs combats, leurs sièges et même leurs lignes d'opérations; en sorte qu'elles rentrent plus ou moins dans les différentes branches

de l'art qui font le sujet de cet ouvrage. Toutefois comme il ne s'agit ici que de les considérer dans leur ensemble, et qu'elles diffèrent surtout des autres guerres sous le point de vue des lignes d'opérations, nous les placerons à la suite du chapitre qui les renferme.

Il y a plusieurs espèces d'expéditions lointaines: les premières sont celles exécutées à travers le continent comme auxiliaire seulement, et dont nous avons parlé à l'art. 5, sur les guerres d'intervention. Les secondes sont les grandes invasions continentales qui ont lieu au travers de vastes contrées plus ou moins amies, neutres, douteuses ou hostiles. Les troisièmes sont les expéditions de même nature, mais exécutées en partie par terre, en partie par mer avec le concours de nombreuses flottes. Les quatrièmes sont les expéditions d'outre mer, pour fonder, défendre, ou attaquer des colonies lointaines. Les cinquièmes enfin sont les grandes descentes moins éloignées, mais s'attaquant à de grands états.

Nous avons déjà signalé, à l'art. 5, quelques-uns des inconvéniens auxquels sont exposés les corps auxiliaires envoyés au loin pour sécourir des puissances auxquelles on est lié par des traités défensifs ou des coalitions. Sans doute, sous le point de vue stratégique, une armée russe, envoyée sur le Rhin ou en Italie pour agir de concert avec les puissances Germaniques, sera dans une situation bien plus favora-

ble et plus forte, que si elle avait pénétré jusques là en traversant des contrées ennemies ou même neutres; sa base, ses lignes d'opérations, ses points d'appui éventuels, seront les mêmes que ceux de ses alliés; elle trouvera un refuge sur leurs lignes de défense, des vivres dans leurs magasins, des munitions dans leurs arsénaux; tandis que dans le cas contraire elle ne trouverait ces ressources que sur la Vistule ou le Niemen, et pourrait bien essuyer le sort de toutes les invasions gigantesques qui ont mal réussi.

Toutefois, malgré la différence capitale qui existe entre une telle guerre d'auxiliaire et une incursion lointaine entreprise dans son propre intérêt, et avec ses propres moyens, on ne saurait se dissimuler non-plus tous les dangers auxquels ces corps auxiliaires sont exposés, et l'embarras qu'éprouve surtout le généralissime, quand il appartient à la puissance qui joue le rôle d'auxiliaire. La campagne de 1805 en fournit une forte preuve: le général Koutousof s'avance jusque sur l'Inn aux confins de la Bavière, avec 30 mille Russes; l'armée de Mack, à laquelle il devait se réunir, est entièrement détruite, à l'exception de 18 mille hommes que Kienmayer ramène de Donawerth; le général russe se trouve ainsi exposé, avec moins de 50 mille combattans, à toute l'impétueuse activité de Napoléon qui en a 150 mille; et pour comble de malheur un espace de 300 lieues sépare Koutousoff de ses frontières. Une telle posi-

tion eût été désespérée si une seconde armée de 50 mille hommes ne fût arrivée à Olmutz pour le recueillir. Cependant la bataille d'Austerlitz, résultat d'une faute du chef d'état-major Weyrother, compromit de nouveau l'armée russe loin de sa base; elle faillit devenir ainsi victime d'une alliance lointaine, et la paix seule lui donna le temps de regagner sa frontière.

Le sort de Souwaroff après sa victoire de Novi et surtout à l'expédition de Suisse, celui du corps de Hermann à Bergen en Hollande, sont des leçons que tout chef appelé à un commandement pareil doit bien méditer. Le général Benningsen eut moins de désavantage en 1807, parceque, combattant entre la Vistule et le Niemen, il s'appuyait sur sa propre base, et que les opérations ne dépendaient en rien de ses alliés. On se rapelle aussi le sort qu'essuyèrent les Français en Bohême et en Bavière en 1742, lorsque Frédéric-le-Grand les abandonna à leur sort pour faire une paix séparée. A la vérité ces derniers guerroyaient comme alliés et non comme auxiliaires, mais, même dans ce dernier cas, les liens politiques ne sont jamais assez étroitement serrés pour ne pas offrir des points de dissention, qui peuvent compromettre les opérations militaires; nous en avons déjà cité des exemples, à l'art. 19, sur les points objectifs politiques.

Quant aux invasions lointaines, à travers de vastes continens, c'est à l'histoire seule que l'on peut demander des leçons.

Lorsque l'Europe était à moitié couverte de forêts, de pâturages et de troupeaux; lorsqu'il ne fallait que des chevaux et du fer pour transplanter des nations entières d'une extrémité de l'Europe à l'autre, on vit les Goths, Visigoths, Huns, Vandales, Alains, Varègues, Francs, Normands, Arabes et Tartares, gagner des empires à la course. Mais depuis l'invention de la poudre et de l'artillerie, depuis l'organisation des formidables armées permanentes, depuis surtout que la civilisation et la politique ont rapproché davantage les états, en les éclairant sur la nécessité de se soutenir reciproquement, ces évènemens ne sauraient plus se représenter.

Indépendamment des grandes migrations de peuples, le moyen-âge fut encore signalé par des expéditions un peu plus militaires. Celles de Charlemagne presque contemporaines des invasions d'Oleg et Igor jusqu'aux portes de Constantinople, et des courses des Arabes jusqu'aux rives de la Loire, donnent à cette époque du 9e et 10e siècle une physionomie particulière: comme ces évènemens sont aussi loin de nous par leur date que par les élémens qui constituaient les armées et les nations: comme il y a d'ailleurs plus de leçons morales que de préceptes stratégiques à en déduire, nous nous contenterons

d'en tracer une courte esquisse à la fin de cet ouvrage, si nous en avons le loisir.

Depuis l'invention de la poudre, il n'y eut guères que les courses de Charles VIII à Naples, et de Charles XII en Ukraine, qui aient compté au nombre des invasions lointaines, car les campagnes des Espagnols en Flandre et des Suédois en Allemagne étaient d'une nature particulière, les premières appartenant aux guerres civiles, et les derniers n'ayant apparu sur la scène que comme auxiliaires des protestans. D'ailleurs toutes ces expéditions s'exécutèrent avec des forces peu considérables.

Dans les temps modernes il n'y eut donc que Napoléon qui osa transporter les armées régulières de la moitié de l'Europe, des bords du Rhin aux rives du Volga ; l'envie de l'imiter ne prendra pas de sitôt. Il faudrait un nouvel Alexandre et de nouveaux Macédoniens, contre les bandes de Darius, pour réussir dans de telles entreprises : à la vérité la tendre affection des sociétés modernes pour les jouissances du luxe pourrait bien nous ramener des armées comme celles de Darius; mais alors où trouvera-t-on Alexandre et ses phalanges? . . . .

. . . .

Quelques Utopiens ont imaginé que Napoléon eût atteint son but si, comme un nouveau Mahomet, il se fut mis à la tête d'une armée de dogmes politiques, et si, à la place du paradis des Musulmans, il eût

promis aux masses ces douces libertés, si belles dans les discours et les livres, si difficiles et si voisines de la licence, lorsqu'il s'agit de les appliquer. Bien qu'il soit permis de croire que l'appui des dogmes politiques soit parfois un excellent auxiliaire, il ne faut pas oublier que le Coran même ne gagnerait plus une province aujourd'hui, car pour cela il faut des canons, des bombes, des boulets, de la poudre, des fusils; qu'avec pareil attirail les distances comptent pour beaucoup dans les combinaisons, et que les promenades nomades ne seraient plus de saison.

Une invasion à 200 lieues de sa base, devient aujourd'hui une rude entreprise: celles de Napoléon en Allemagne réussirent sans le secours des doctrines, parce que dirigées contre des puissances limitrophes, et basées sur la formidable barrière du Rhin, elles trouvèrent en première ligne des états secondaires qui, peu unis entr'eux, se rangeaient sous ses bannières; ensorte que sa base se trouva tout-à-coup transportée du Rhin jusque sur l'Inn. Dans celle de Prusse il prit l'Allemagne au défaut de la cuirasse, après les évènemens d'Ulm, d'Austerlitz et la paix de Schönbrunn, qui laissèrent Berlin exposé à tout le poids de sa puissance. Pour ce qui touche la première guerre de Pologne, déjà comptée au nombre des excursions lointaines, nous avons dit ailleurs qu'il fut redevable de son succès aux

hésitations de ses adversaires, plus encore qu'à ses propres combinaisons, bien qu'elles fussent aussi habiles qu'audacieuses.

Les invasions de l'Espagne et de la Russie furent moins heureuses, mais ce ne fut pas le manque de belles promesses politiques qui fit échouer ces entreprises: le discours remarquable de Napoléon à la députation de Madrid en 1808, et ses proclamations au peuple russe en font également foi.

Quant à l'Allemagne, tout plein de confiance dans le nouvel ordre politique qu'il y avait fondé, il se garda bien d'en ébranler l'ordre social pour plaire aux masses populaires, dont il perdit du reste l'affection par les ravages inséparables des grandes guerres, et par les sacrifices du système continental, bien plus encore que par son antipathie pour les doctrines radicales.

Pour ce qui concerne la France, il apprit à ses dépens, en 1815, qu'il est dangereux de compter sur les théories politiques comme sur un élément certain de succès; car si elles sont propres à soulever des orages, elles ne sauraient en diriger l'effet: ses homélies libérales, insuffisantes pour déchaîner les masses populaires, n'eurent d'autre résultat que de fournir aux idéologues et aux déclamateurs des armes pour le terrasser, car Lanjuinais, Lafayette et leurs journaux, n'eurent pas moins de part à sa chute que les bayonnettes de ses ennemis.

On lui rapprochera peut-être de n'avoir pas assez fait pour assouvir les prétentions populaires, mais il avait trop d'expérience des hommes et des affaires pour ignorer, que le déchaînement des passions politiques mène toujours au désordre et à l'anarchie, et que les doctrines qui produisent la licence, amènent tôt ou tard ce déchaînement. Il crût avoir assez fait en assurant et fixant les intérêts de la démocratie, sans livrer le vaisseau de l'état, tout desemparé, au gré des flots soulevés. Partant de ce point de vue, au lieu de lui reprocher de n'avoir pas assez fait, on pourrait dire, avec plus de raison, qu'il ne sut pas, comme le cardinal de Richelieu, se servir dans les pays voisins, des armes dangereuses dont il redoutait l'usage pour son propre pays. Mais c'est trop nous écarter de notre sujet, revenons aux combinaisons militaires des invasions.

Au demeurant, à part les chances qui résultent des grandes distances, toutes les invasions, lorsque l'armée est une fois arrivée sur le théâtre où elle doit agir, n'offrent plus que des opérations comme les autres. La grande difficulté consistant donc dans les distances, on peut recommander les maximes sur les lignes d'opérations étendues en profondeur, et celles sur les réserves stratégiques ou les bases éventuelles, comme les seules utiles, et c'est surtout dans ces occasions que leur application devient indispensable, bien qu'elles soient loin de parer à tous les dangers.

La campagne de 1812, si fatale à Napoléon, fut néanmoins un modèle à citer en ce genre: le soin qu'il eut de laisser le prince de Schwartzenberg et Reynier sur le Bug, tandis que Macdonald, Oudinot et Wrede gardaient la Duina, que Bellune venait couvrir Smolensk, et qu'Augereau venait le relever entre l'Oder et la Vistule, prouve qu'il n'avait négligé aucune des précautions humainement possibles, pour se baser convenablement: mais cela prouve aussi que les plus grandes entreprises périssent par la grandeur même des préparatifs que l'on fait pour en assurer la réussite.

Si Napoléon commit des fautes dans cette lutte gigantesque, ce fut celles d'avoir trop négligé les précautions politiques; de n'avoir pas réuni sous un seul chef les divers corps laissés sur la Duina et le Dnieper; d'être resté dix jours de trop à Wilna; d'avoir donné le commandement de sa droite à un frère incapable de porter un tel fardeau; enfin d'avoir confié, au prince de Schwartzenberg, une mission que celui-ci ne pouvait pas remplir avec le même dévouement qu'un général français. Je ne parle pas de la faute d'être resté à Moscou après l'incendie, car alors le mal était peut-être sans remède, bien qu'il eût été moins grand si la retraite se fût effectuée de suite. On l'a accusé aussi d'avoir trop méprisé les distances, les difficultés et les hommes, en poussant une pointe aussi folle jusqu'aux

remparts du Kremlin. Pour le condamner ou l'absoudre, il faudrait bien connaître les vrais motifs qui le déterminèrent ou le contraignirent à dépasser Smolensk, au lieu de s'y arrêter et d'y passer l'hiver, comme il en avait hautement annoncé le projet; enfin il faudrait pouvoir s'assurer s'il était dans les choses possibles de rester en position entre cette ville et Witebsk, sans avoir au préalable défait l'armée russe.

Loin de vouloir m'ériger en juge d'un si grand procès, je reconnais que tous ceux qui s'en arrogent le droit ne sont pas toujours à la hauteur d'une pareille mission, et manquent même des renseignemens nécessaires pour la remplir. Ce qu'il y a de plus vrai dans toute l'affaire, c'est que Napoléon oublia trop les ressentimens dont l'Autriche, la Prusse, la Suède, étaient animées contre lui; il compta trop sur un dénouement entre Wilna et la Duina. Juste appréciateur de la bravoure des armées russes, il ne le fut pas de même de l'esprit national, et de l'énergie du peuple. Enfin par dessus tout, au lieu de s'assurer le concours intéressé et sincère d'une grande puissance militaire, dont les états limitrophes eussent procuré une base sûre pour s'attaquer au colosse qu'il voulait ébranler; il fonda toute son entreprise sur le concours d'un peuple brave et enthousiaste, mais léger et dénué de tous les élémens qui constituent une puissance solide; puis, loin de tirer de

cet enthousiasme éphémère tout le parti dont il était susceptible, il le paralysa encore par d'intempestives réticences.

Le sort de toutes les entreprises de cette nature, atteste en effet que le point capital pour assurer leur réussite, et même la seule maxime efficace que l'on puisse donner, c'est, comme nous l'avons dit au chapitre Ier, art. 6, «de ne jamais les tenter sans le «concours assuré, et par conséquent intéressé, d'une «puissance respectable, assez voisine du théâtre des «opérations pour offrir sur la frontière une base con-«venable, tant pour y rassembler d'avance les appro-«visionnemens de toute espèce que pour procurer un «refuge en cas de revers, et de nouveaux moyens «pour reprendre l'offensive au besoin.»

Quand aux règles de conduite que l'on voudrait chercher dans les préceptes de la stratégie, il serait d'autant plus téméraire d'y compter que, sans la précaution politique susmentionnée, l'entreprise en elle-même ne serait qu'une violation flagrante de toutes les lois stratégiques. Du reste les diverses précautions indiquées aux articles 21 et 22 pour la sûreté des lignes d'opérations profondes, et pour la formation des bases intermédiaires sont, nous le réïtérons, les seuls moyens militaires propres à atténuer les dangers de l'entreprise, nous y ajouterons une juste appréciation des distances, des difficultés, des saisons, des contrées, en un un mot assez de

justesse dans les calculs et de modération dans la victoire pour savoir s'arrêter à temps.

D'ailleurs, loin de nous la pensée qu'il soit possible de tracer des préceptes capables d'assurer la réussite des grandes invasions lointaines : dans l'espace de quatre mille ans elles ont fait la gloire de cinq ou six conquérans, et ont été cent fois le fléau des nations et des armées.

Après avoir épuisé à peu près tout ce qu'il y a d'essentiel à dire sur ces invasions continentales, il nous restera peu de remarques à faire sur les expéditions moitié continentales, moitié maritimes, formant la troisième série de celles que nous avons indiquées.

Ces sortes d'entreprises sont devenues fort rares depuis l'invention de l'artillerie, et les croisades furent, je crois, le dernier exemple que l'on en ait vu : peut être faut-il en attribuer la cause à ce que l'empire des mers, après avoir été successivement entre les mains de deux ou trois puissances secondaires, est passé dans celles d'une puissance insulaire, qui possède bien les escadres, mais non les armées de terre nécessaires pour ces sortes d'expéditions.

Quoiqu'il en soit, de ces deux causes réunies il résulte évidemment, que nous ne sommes plus au temps où Xerxès marchait par terre à la conquête de la Grèce en se faisant suivre par quatre mille

bâtimens de toute dimension, et où Alexandre-le-Grand courait de la Macédoine par l'Asie mineure jusqu'à Tyr tandis que sa flotte cotoyait le rivage.

Toutefois, si ces incursions ne se font plus, il n'en est pas moins certain que l'appui d'une escadre de guerre et d'une flotte de transport, serait toujours d'un immense secours, lorsqu'une grande expédition continentale pourrait s'effectuer de concert avec un si puissant auxiliaire (*).

Cependant il ne faudrait pas y compter trop exclusivement; les vents sont capricieux, or il suffirait quelquefois d'une bourasque pour disperser, et même anéantir, cette flotte sur laquelle on aurait fondé toutes ses espérances. Des transports successifs seraient moins hasardeux sans être cependant une ressource toujours certaine.

Je ne crois pas devoir faire mention ici des invasions exécutées contre une puissance limitrophe, telles que celles de Napoléon contre l'Autriche et l'Espagne, ce sont des guerres ordinaires poussées plus ou moins loin, mais qui n'ont rien de particulier, et dont les combinaisons se trouvent suffisamment indiquées dans les différens articles de cet ouvrage.

(*) On dira peut-être qu'après avoir blâmé ceux qui veulent baser une armée sur la mer je semble recommander cette opération : il s'agit de moyens d'approvisionner les bases intermédiaires qu'une armée prendrait et nullement de porter ses opérations militaires sur les côtes.

L'esprit plus ou moins hostile des populations, le plus ou moins de profondeur de la ligne d'opérations, et le grand éloignement du point objectif principal, sont les seules variantes qui peuvent exiger des modifications à un système d'opérations ordinaire.

En effet, pour être moins dangereuse qu'une invasion lointaine, celle qui s'attaque à une puissance limitrophe n'en a pas moins aussi ses chances funestes. Une armée française qui irait attaquer Cadix pourrait, quoique bien basée sur les Pyrenées, avec des bases intermédiaires sur l'Ebre et le Tage, trouver un tombeau sur le Guadalquivir. De même celle qui en 1809 assiégeait Komorn au centre de la Hongrie, pendant que d'autres guerroyaient depuis Barcelonne jusqu'à Oporto, aurait pu succomber dans les plaines de Wagram, sans qu'elle eût besoin de courir jusqu'à la Bérésina. Les antécédens, le nombre des troupes disponibles, les succès déjà remportés, l'état du pays, tout influe sur la latitude que l'on peut donner à ses entreprises : le grand talent du général sera de les proportionner à ses moyens et aux circonstances. Quant à la part que la politique pourrait exercer dans ces invasions limitrophes, s'il est vrai qu'elle soit moins indispensable que dans les incursions lointaines, il ne faut cependant pas oublier la maxime que nous avons émise à l'article 6, qu'il n'y a pas d'ennemi, tel petit qu'il soit, dont il

ne fut utile de se faire un allié : l'influence que le changement de politique du duc de Savoie en 1706, exerça sur les évènemens de cette époque, de même que la déclaration de Maurice de Saxe en 1551, et de la Bavière en 1813, prouve assez qu'il est important de s'attacher tous les états voisins d'un théâtre de la guerre, de manière à compter, si non sur leur coopération, du moins sur leur stricte neutralité.

Il ne nous resterait plus qu'à parler des expéditions d'outre-mer, mais l'embarquement et le débarquement étant des opérations de logistique et de tactique plutôt que de stratégie, nous renvoyons à l'article 40 qui traite spécialement des descentes.

RÉSUMÉ DE LA STRATÉGIE.

La tâche que je m'étais imposée, me semble passablement remplie par l'exposé que nous venons de faire de toutes les combinaisons stratégiques qui constituent ordinairement un plan d'opérations.

Cependant, comme nous l'avons vu dans la définition placée en tête de ce chapitre, la plupart des opérations importantes de la guerre, participent à la fois de la stratégie pour la direction dans laquelle il convient d'agir, et de la tactique pour la conduite de l'action elle-même. Avant de traiter de ces opérations mixtes, il convient donc de présenter ici les combinaisons de la grande tactique et des batailles, ainsi que les maximes à l'aide desquelles on peut obtenir l'application du principe fondamental de la guerre. Par ce moyen on saisira mieux l'ensemble de ces opérations, moitié stratégiques, moitié tactiques : on me permettra seulement de resumer au préalable le contenu du chapitre qu'on vient de lire.

Des quinze articles qui le composent on peut conclure selon moi, que la manière d'appliquer le

principe général de la guerre à tous les théâtres d'opérations possibles consiste en ce qui suit :

1° A savoir tirer parti des avantages que pourrait procurer la direction reciproque des deux bases d'opérations, selon ce qui a été developpé à l'article 18 en faveur des lignes saillantes et perpendiculaires à la base ennemie.

2° A choisir, entre les trois zônes que présente un échiquier stratégique, celle sur laquelle on peut porter les coups les plus funestes à l'ennemi, et où l'on court soi-même le moins de risques.

3° A bien établir et bien diriger ses lignes d'opérations en adoptant, pour la défensive, les exemples concentriques donnés par l'archiduc Charles en 1796 et par Napoléon en 1814; ou bien celui du maréchal Soult en 1814 pour les retraites parallèles aux frontières.

Dans l'offensive, au contraire, on aura à suivre le système qui assura les succès de Napoléon en 1800, 1805, 1806, par la direction donnée à ses forces sur une extrémité du front stratégique de l'ennemi, ou bien celui de la direction sur le centre, qui lui réussit si bien en 1796, 1809, 1814. Le tout selon les positions respectives des armées, et selon les diverses maximes données à l'article 21.

4° A bien choisir ses lignes stratégiques éventuelles de manœuvre, en leur donnant la direction convenable pour pouvoir toujours agir avec la ma-

jeure partie de ses divisions, et pour empêcher au contraire les parties de l'armée ennemies de se concentrer ou de se soutenir reciproquement.

5° A bien combiner, *dans le même esprit d'ensemble et de centralisation*, toutes les positions stratégiques, ainsi que tous les grands détachemens qu'on serait appelé à faire pour embrasser les parties indispensables de l'échiquier stratégique.

6° Enfin à imprimer à ses masses, la plus grande activité et la plus grande mobilité possibles, afin que par leur emploi successif et alternatif sur les points où il importe de frapper, on atteigne le but capital de mettre en action des forces supérieures contre des fractions seulement de l'armée ennemie.

C'est par la vivacité des marches qu'on multiplie l'action de ses forces, en neutralisant au contraire une grande partie de celles de son adversaire : mais si cette vivacité suffit souvent pour procurer des succès, ses effets sont centuplés si l'on donne une direction habile aux efforts qu'elle amènerait, c'est-à-dire lorsque ces efforts seraient dirigés sur les points stratégiques décisifs de la zône d'opérations, où ils pourraient porter les coups les plus funestes à l'ennemi.

Cependant, comme l'on n'est pas toujours en mesure d'adopter ce point décisif, exclusivement à tout autre ; on pourra se contenter parfois d'atteindre en bonne partie le but de toute entreprise,

en sachant combiner l'emploi rapide et successif de ses forces sur des parties isolées, dont la défaite serait inévitable : lorsqu'on réunira la double condition de la rapidité et de la vivacité dans l'emploi des masses, avec la bonne direction, on ne sera que plus assuré de la victoire et de ses grands résultats.

Les opérations qui prouvent le mieux ces vérités sont celles si souvent citées de 1809, 1814, comme aussi celle ordonnée à la fin de 1793 par Carnot, déjà mentionnée à l'article 24, et dont on trouve le détail au tome IV de mon histoire des guerres de la révolution. Une quarantaine de bataillons transportés successivement de Dunkerque à Menin, à Maubeuge et à Landau, en renforçant les armées qui s'y trouvaient déjà, décidèrent quatre victoires qui sauvèrent la France.

Toute la science stratégique se trouverait renfermée dans cette sage opération, si à cette combinaison on pouvait ajouter le mérite de l'application au point stratégique décisif du théâtre de la guerre : mais il n'en fut pas ainsi, car l'armée autrichienne étant alors la partie principale de la coalition et ayant sa retraite sur Cologne, c'était sur la Meuse qu'un effort général eût porté les plus grands coups. Le comité pourvut au danger le plus immédiat, et l'observation que je me permets ne saurait diminuer en rien le mérite de sa manœuvre : elle renferme la moitié du principe stratégique, l'autre

moitié consiste précisément à donner, à de pareils efforts, la direction la plus décisive, comme Napoléon le fit à Ulm, à Jéna, à Ratisbonne. — Tout l'art de la guerre stratégique est dans ces trois applications différentes. On me pardonnera de répéter si souvent ces mêmes citations, j'en ai déjà déduit les motifs.

Il serait inutile je pense d'ajouter, qu'un des grands buts de la stratégie est de pouvoir assurer des avantages à l'armée, en lui préparant le théâtre le plus favorable à ses opérations si elles ont lieu dans son propre pays; l'assiette des places, des camps retranchés, des têtes de ponts; l'ouverture des communications sur les grandes directions décisives, ne forment pas la partie la moins intéressante de cette science : nous avons indiqué tous les signes auxquels on peut facilement reconnaître ces lignes et ces points décisifs, soit permanens, soit éventuels.



FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.







